

OFFICE STATISTIQUE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRAL D'ALLEMAGNE, BERLIN

ET

OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, LUXEMBOURG,

EN COOPÉRATION AVEC

OVERSEAS DEVELOPMENT INSTITUTE, LONDRES

Cette publication est éditée aussi dans allemande. Distribution: Metzler-Poeschel Verlag, Stuttgart.

Livraison: Hermann Leins Holzwiesenstr. 2 Postfach 7 D-7408 Kusterdingen

République Fédérale d'Allemagne

Tel.: 07071/33046 Telex: 7262 891 mepo d Telefax: 07071/33653

Publiée par:
Office Statistique de la République
Fédérale d'Allemagne
Gustav-Stresemann-Ring 11
6200 Wiesbaden 1
République Fédérale d'Allemagne

et:

Office Statistique des Communautés Européennes L-2920 Luxembourg 3

Editeur:
Office des Publications Officielles
des Communautés Européenes pour:
Office Statistique des
Communautés Européenes
Batiment Jean Monnet
B.P. 1907
L-2920 Luxembourg

Distribution:
Office des Publications
Officielles des
Communautés Européennes
2, rue Mercier
L-2985 Luxembourg

Série irréqulière

Publié en Août 1990

Prix: DM 18,80

Copyright: Office Statistique de la République Fédérale d'Allemagne, Wiesbaden Office Statistique des Communautés Européennes, Luxembourg.

Les articles et textes paraissant dans cette publication ne peuvent pas être reproduits, en entier ou en partie, avec la permission et la citation de l'Office Statistique de la République Fédérale d'Allemagne et de l'Office Statistique des Communautés Européennes.

TABLES DES MATIERES

		Page
	Abréviations générals	5
	Liste des tableaux	6
	Liste des graphiques	8
	Avant-propos	10
	Cartes	11
1	Aperçu général	14
2	Territoire	20
3	Population	23
4	Santé publique	37
5	Éducation	43
6	Activité professionnelle	48
7	Agriculture, sylviculture et pêche	55
В	Industrie	73
9	Commerce extérieur	89
10	Transport et communication	113
11	Tourisme	121
12	Monnaie et credit	125
13	Finances publiques	129
14	Dette extérieure	134
15	Revenus et salaires	140
16	Prix	146
17	Comptabilité nationale	151
18	Balance des paiements	157
19	Planification du développement	160
20	Investissements étrangers	163
21	Aide publique au développement	179
	Annex: Coopération au développement	194
	Bibliographie	196
	Liste d'adresses	201

SIGNES CONVENTIONNELS

- 0 = Moins que la moitié de 1 au dernier chiffre couvert, mais plus que nul
- = Résultat rigoureusement nul
- = Discontinuité notable dans la série portant préjudice à la comparabilité dans le temps
- . = Chiffre inconnu
- x = Case bloquée, l'information n'étant pas significative

ABRÉVIATIONS GÉNÉRALES*)

```
kilowatt (103 watt)
         gramme
                                          kW
kα
                                                    kilowatt-heure
        kilogramme
                                          kWh
dt
        décitonne (100 kg)
                                                     (10<sup>3</sup> watt-heure)
         tonne (1 000 kg)
                                          MW
                                                    mégawatt (106 watt)
                                                    gigawatt (109 watt)
mm
         millimètre
                                          GW
         centimètre
                                          MWh
                                                    mégawatt-heure
CM
                                                     (10<sup>6</sup> watt-heure)
m
        mètre
km
        kilomètre
                                          GWh
                                                    gigawatt-heure
m۷
        mètre carré
                                                     (10<sup>9</sup> watt-heure)
        hectare (10 000 m^2)
ha
                                                   pièce
                                          DC
km^2
        kilomètre carré
                                                   paire
                                          D
1
        litre
                                          Mill
                                                   million
h]
        hectolitre (100 1)
                                          Mrd
                                                   milliard
m^3
        mètre cube
                                                   début de l'année
                                          DA
tkm =
        tonne-kilomètre
                                          MΑ
                                                   mi-année
TJB =
        tonnage (jauge brut)
                                          FA
                                                   fin de l'année
TJN ≈
        tonnage (jauge nette)
                                          tri
                                                   trimestre
$ Z =
        dollar Zimbabwe
                                          sem
                                                   semestre
$ US =
        dollar américain
                                          М
                                                = movenne
DM
        mark allemand
                                          caf
                                                   coût, assurance, fret inclus
DTS =
        droits de tirage spéciaux
                                          fob
                                                   franco de bord
        heure
```

POIDS ET MESURES INTERNATIONAUX SELECTIONNÉS

```
1 inch (in) ..... =
                          2,540 cm
                                      1 imperial gallon (imp. gal.) =
                                                                        4,546 1
1 foot (ft) ..... =
                          0,305 m
                                      1 barrel (bl.) ..... = 158,983 1
1 yard (yd) ..... =
                          0,914 m
                                      1 ounce (oz) ..... =
                                                                       28,350 q
1 mile (mi) ..... =
                          1,609 km
                                      1 troy ounce (troy oz) ..... =
                                                                       31,103 q
1 acre (ac) ..... = 4 \cdot 047 \text{ m}^2
1 cubic foot (ft<sup>3</sup>) ... = 28,317 \text{ dm}^3
                                      1 pound (1b) ..... = 453,592 q
                                      1 short ton (sh t) ..... ≈
                                                                        0.907 t
1 gallon (gal.) ..... = 3,785 1
                                      1 long ton (1 t) ..... =
                                                                        1,016 t
```

^{*)} Abréviations spéciales sont adjointes à des sections respectives. Sauf rares exceptions, les chiffres provisoires, corrigés et estimés ne sont pas marqués comme tels. En raison d'adjustements comptables, les totaux ne se font pas toujours exactement.

LISTE DES TABLEAUX

		Page
1 1.1 1.2	Aperçu général Données de base Indicateurs économiques et sociaux importants des pays africains	14 16
2 2.1	Territoire Climat	21
3 3.1 3.2	Population Évolution démographique et densité de la population Évolution démographique et densité de la population selon les	23
3.3	estimations des Nations Unies	24
3.4 3.5 3.6	le Central Statistical Office	25 28 29
3.7	de destination	31
3.8	les provinces Population des villes et campagnes selon les estimations	31
3.9 3.10	des Nations Unies Population de certaines villes Population selon les groupes ethniques	32 33 34
4.1 4.2 4.3	Santé publique Vaccinations des enfants et des femmes enceintes Centres de soins médicaux	40 40 41
5 5.1 5.2 5.3 5.4	Éducation Élèves et étudiants Enseignants Écoles et autres établissements pedagogiques Analphabètes	44 45 46 47
6 6.1 6.2	Activité professionnelle Personnes actives et leur proportion dans la population 1982 Personnes actives et leur répartition dans	50
6.3	les groupes d'âge 1982 Personnes actives et leur répartition selon les activités	51
6.4	professionnelles 1982	52 53
7 7.1 7.2 7.3 7.4 7.5 7.6	Agriculture, sylviculture et pêche Utilisation des terres Consommation d'engrais commerciaux Indice de la production agricole Volumes recoltés de produits vegetaux Rendements de produits vegetaux Ventes de produit vegetaux Cheptel des "commercial farming areas"	61 62 63 66 67 68 69
7.8	Cheptel des "communal lands"	69

		Page
7.9 7.10 7.11	Abattages Produits animaux Production de bois	70 71 71
8 8.1 8.2 8.3 8.4	Industrie Production d'énergie électrique	74 74 76 83
9 9.1	Commerce extérieur Principaux produits ou groupes de produits a l'exportation	
9.2	du Zimbabwe 1987	90
9.3	1981 et 1987	101
9.4	en 1981 et 1988	103 104
10	Transport et communication	107
10.1 10.2 10.3	Prestations de transport du chemin de fer	116 118
10.4	"Air Zimbabwe"	119 119
11 11.1 11.2 11.3	Tourisme Visiteurs étrangers selon le but du voyage Visiteurs étrangers par pays d'origine, rentrées de devises Données concernant l'hébergement 1984	122 123 124
12 12.1	Monnaie et credit Taux de change officiel	125
12.2 12.3	Reserves en or et en devises	126 127 128
13 13.1 13.2 13.3	Finances publiques Budget du gouvernement central Recettes budgetaires du gouvernement central Dépenses budgetaires du gouvernement central	130 131 133
14 14.1	Dette extérieure Dettes extérieures du Zimbabwe, publiques, privées, et classiffiées selon les pays crediteurs de la CEE	137
15 15.1	Revenus et salaires Taux de salaires nationaux pour des secteurs économiques	
15.2	sélectionnés	142
	les branches économiques	143

		Page
16 16.1 16.2	Prix Indice du coût de la vie pour les familles urbaines Prix a la production de produits agricoles	148 150
17 17.1 17.2 17.3	Comptabilité nationale Évolution du produit intérieur brut aux prix du marché Modification du produit intérieur brut aux prix du marché Origine du produit intérieur brut aux coûts non taxes	152 154 155
18 18.1	Balance des paiements Évolution de la balance des paiements	158
20 20.1	Investissements étrangers Projets selectionnes dans l'industrie de transformation selon l'investment register	170
21 21.1 21.2	Aide publique au développement Aide publique au développement selon les pays donateurs Aides au développement attribuées par la CEE au Zimbabwe, 1980 - 1988 pour des projets et des programmes nationaux	181
	(en mill. d'ECU)	186
	LISTE DES GRAPHIQUES	
3.1	Estimations démographiques de 1982 à 2025	26
3.2	Croissance annuelle moyenne de la population 1950 à 2025	27
3.3	Structure d'age de la population du Zimbabwe	29
6.1	Population active 1982 et 1988	50
7.1	Excédent des Importations(-) et des exportations(+) de céréales 1970 à 1987	56
7.2	Volumes récoltés des denrées alimentaires de base les plus importantes (1979/81 = 100)	65
8.1	Indice de volume de la production de certains produits minièrs (1980 = 100)	79
B.2	Indice de valeur de la production de certains produits minièrs (1980 = 100)	80
B.3	Indice de volume de la production des branches les plus importantes de l'industrie de transformation (1980 = 100)	85
9.1	Exportations du Zimbabwe vers le pays de la Communauté Européenne 1981 à 1988	91
9.2	Exportations du Zimbabwe vers le pays de la Communauté Européenne 1988 (parts des pays membres de la CEE)	92
9.3	Importations du Zimbabwe, 1980 à 1988 (en ECU, \$ Z et Rand Sud-Africain)	100

		Page
9.4	Importations du Zimbabwe en provence des pays de la Communautée Européenne, 1988 (parts des pays membres de la CEE)	103
14.1	Dettes extérieures publiques et garanties publiques à long terme	135
14.2	Pourcentage de la dette extérieure dans le produit social brut	136
14.3	Dettes extérieures remboursées, 1979 à 1987	138
14.3	Taux du service de la dette, 1980 à 1992	139
15.1	Indice des prix à la consommation et indice des salaires (1980 = 100)	144
15.2	Indice des salaires de certaines branches économiques et indice des prix à la consommation (1980 = 100)	145
17.1	Croissance annuelle du produit intérieur brut aux coûts non taxés (aux prix de 1980)	153
17.2	Origine du produit intérieur brut aux coûts non taxés 1988 (aux prix de 1980)	156
19.1	Distribution secteurielle selon le Premier Plan du Développement National Quinquennal, 1986 à 1990	161
20.1	Investissements étrangers directs (nets), 1978 à 1987 (données comparées du FMI et de l'OCDE)	164
21.1	Aide au développement officielle, en pourcent des importations et des exportations	180
21.2	Contributions nettes de l'aide au développement officielle aux prix courants et aux prix de 1986, 1980 à 1987	182
21.3	Aide au développement officielle multilatérale et bilaterale de la Communauté Européenne (narts des pays membres de la CFF), 1987	183
	tuarts des pays membres de la CFF). 1987	183

AVANT - PROPOS

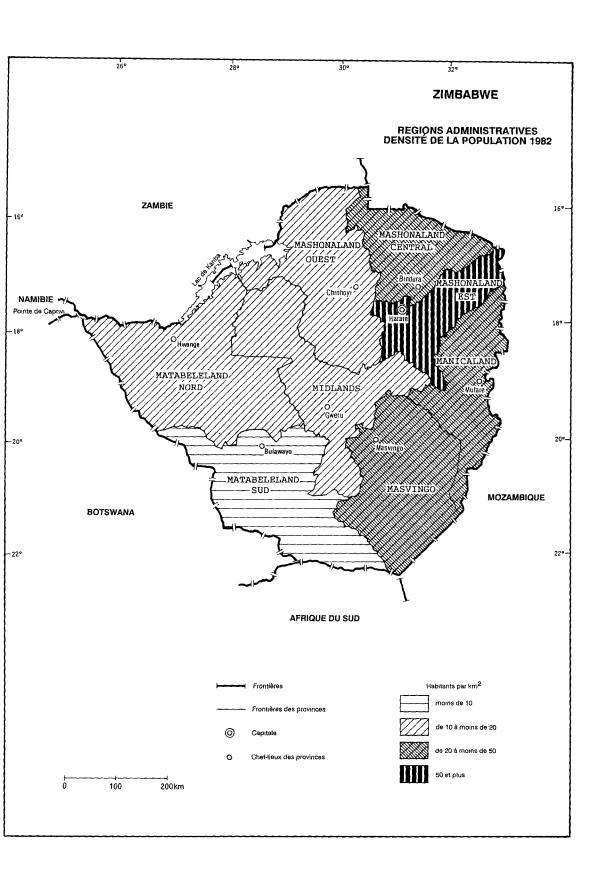
Le rapport suivant sur le Zimbabwe est le résultat d'une coopération convenue en octobre 1988, dans le domaine des statistiques étrangères générales, entre le directeur général de l'Office Statistique des Communautés Européennes (OSCE), M. Y. Franchet, et le président de l'Office Statistique de la République Fédérale d'Allemagne, M. E. Hölder.

Ce rapport est le premier d'une série qui sera publiée dans les années à venir. Cette série concerne les pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique -les dénommés "Pays ACP"- qui ont convenu d'une coopération économique avec les pays de la Communauté Européenne, dans la Convention de Lomé.

En dépit de périodes de sécheresse répétées, le Zimbabwe a connu un développement économique favorable, lors des années 80. Dans ces conditions, le Zimbabwe gagne de l'importance en tant que partenaire commercial pour les pays de la Communauté Européenne et pôle d'attractions pour les capitaux étrangers.

Le présent rapport fournit non seulement des indications sur les tendances économiques et socio-démographiques générales, mais aussi des informations détaillées sur le sens des courants commerciaux ainsi que sur la coopération économique existant entre la Communauté Européenne et le Zimbabwe. Le "commerce extérieur", l'"aide publique au développement", les "investissements étrangers" et la "dette publique" constituent les thèmes principaux de ce rapport. Ils seront traités dans quatre chapitres individuels et particulièrement orientés sur la CEE. Ces quatre chapitres seront également mis en évidence dans les rapports à venir. Dans le rapport suivant, la rédaction de ces chapitres a été réalisée par l' "Overseas Development Institute" à Londres. Tous les autres chapitres ont été élaborés dans le cadre du programme de rapports de la Statistique Etrangère Générale de l'Office Statistique Fédéral (bureau de Berlin).

Le rapport concernant le Zimbabwe se veut un rapport pilote, ouvert aux suggestions et aux critiques de ses lecteurs dont il sera tenu compte dans la réalisation des prochains rapports. Cette série doit commencer en 1990. On prévoit la conception d'un rapport sur le Togo qui aura pour but de revenir sur l'entrée en vigueur de la récente quatrième Convention de Lomé.

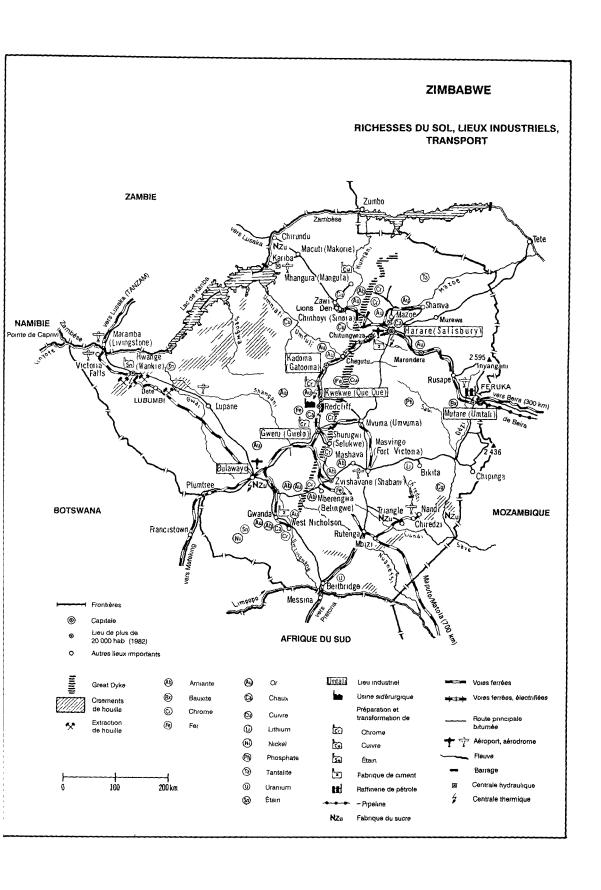


ZIMBABWE AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PECHE ZAMBIE Chirundu NAMIBIE Chutes Pointe de Capriv Victoria Hwange(Wankie)∴ (adoma o (Umtalı) MOZAMBIQUE BOTSWANA AFRIQUE DU SUD Régions de culture principale (surtout mais) Frontières Forêt Barrage surtout pour l'irrigation Savanne de différents types Culture de Coton Fleuve Régions non exploitées en cultures extensives Arachide Tabac Montagne importante Abtude en m Thé 2436 Agrumes ite

Canne à sucre

100

7 200 km



1 APERÇU GÉNÉRAL

1.1 DONNÉES DE BASE

<u>Unité</u>

Territoire					
Superficie totale	km ²	1989:	390 759		
Terres labourables et					
cultures toutes périodes	km ²	1986:	27 670		
Population					
Population totale					
Résulats du recensement	1 000	1969:	5 099	1982:	7 501
Mi-année	1 000			1989:	9 122
Croissance de la population	x 3	1969-1982:	47,1	1982-1989:	21,6
Densité de la population	hab/km²	1969:	13,0	1989:	23,3
Taux de natalité	par 1 000 hab.	1960/65 M:	46,7	<u>1980/85 M:</u>	47,1
Taux de mortalité	par 1 000 hab.		18,0		12,2
Décès au cours de la					
première année de vie	par 1000				
	nouveaux-nés		106		80
Espérance de vie à la naissance					
Hommes	années	<u> 1965 :</u>		<u> 1987:</u>	56
Femmes	années		50		60
Santé publique					
Lits d'hôpitaux	nombre	<u> 1982:</u>	11 546	<u> 1984:</u>	11 426
Habitants par lit d'hôpital	nombre		696		755
Médecins	nombre	<u> 1970:</u>	833	<u> 1986:</u>	1 247
Habitants par médecin	nombre		6 489		7 429
Dentistes	nombre		126		124
Nabitants par dentiste	1 000		42,9		74,7
Enseignement					
Analphabètes, 15 ans et plus	x	1962:	60,6	1985:	26,0
Élèves de l'enseignement primaire	1 000	1975:	864,4	1988:	2 221,0
Élèves de l'enseignement secondaire	1 000		70,9		653,4
Étudiants	1 000		1,4		7,7
Activité professionnelle					
Personnes actives	1 000	1982:	2 484,1		
Pourcentage de la population totale	×		33,1		
Hommes	1 000		1 510,7		
Fennes	1 000		973,3		
Agriculture, sylviculture et pêche					
Indice de la production agricole	1979/81 M ≈ 100	1984:	100	1988:	128
Production alimentaire	1979/81 M = 100		84		123
par habitant	1979/81 M = 100		74		93
Quantités récoltées					
Mais	1 000 t	1979/81 M:	1 829		2 253
Millet (y compris le mil)	1 000 t		224		454
Canne à sucre	1 000 t		2 878		3 128
Cheptel bovin	1 000	1984:	5 465	1987:	5 687

<u>Uni té</u>

San Arra San II II I					
Production de bois	1 000 m ³	<u> 1982:</u>	7 122	1987:	
Prises de pêche	1 000 t		17,5	1986:	17,5
Industries productrices					
Indice de la production	1980 = 100	1984:	100	1987:	118
Puissance installée des					
centrales (électriques)	NR	1970:	1 192	1986:	1 539
Production d'électricité	Mill. kWh		6 410	1987:	7 744
Extraction de					
houille	1 000 t	1984:	3 109	1988:	4 548
minerai de fer (teneur en fe)	1 000 t		925		1 021
minerai d'or (teneur en Au)	1 000 fine				
	troy oz		478		481
Production de					
ciment	1 000 t	<u> 1983:</u>	612	<u> 1987:</u>	816
cuivre	1 000 t		31,2		30,0
nickel	1 000 t		13,0		16,7
Commerce extérieur					
Importations	Mill. \$ Z	1092.	1 082	1007.	4 7/2
Exportations	Mill. \$ Z	<u> 1982:</u>	968	<u> 1987:</u>	1 742
	MICC. • L		700		2 371
Transport et communication					
Longueur des voies ferrées	km	1985:	3 394		
Longueur des routes	km		77 927	1987:	85 784
Automobiles par 1000 habitants	nombre	1978:	30,4	1986:	28,1
Passagers de "Air Zimbabwe"	1 000	1975:	452	1987:	460
Téléphones	1 000	<u> 1970:</u>	132	<u> 1986:</u>	112 ^{a)}
Tourisme					
Visiteurs étrangers	1 000	1977:	122,0	1987:	485,7
Rentrées de devises	Mill. \$ Z		15		55
Monnaie et crédit					
Cours officiel, vente	\$ Z pour 1 ECU	FA 1984:	0 9926	FA 1988:	2 1354
Réserves en devises	Mill. \$ US	10.17931	43,1	18 1700.	178.0
Cinaman multi-					
Finances publiques					
Budget du gouvernement central Recettes	W-11 A m	4447.44		Prévision	
Dépenses	Mill. \$ Z	<u> 1983/84:</u>	2 037	<u> 1988/89:</u>	4 211
Dette publique extérieure	Mill. \$ Z	** 400/	2 619		5 361
secre publique exterreure	Mill. \$ Z	FA 1984:	1 438	MA 1988:	2 825
Prix					
Indice du cours de la vie ¹⁾	1980 = 100	1984:	185	<u> 1988:</u>	277
Denrées alimentaires	1980 = 100		199		300
Comptabilité nationale					
PIB aux prix du marché					
aux prix courants	Mill. \$ Z	1980:	3 441	1988:	9 299
aux prix de 1980	Mill. \$ Z		3 441	للتعند	4 445
par habitant	\$ Z		488		501

¹⁾ Familles urbaines appartenant aux groupes de revenus inférieurs.

a) Lignes principales.

	Alimentation Approvisionnement énergétique (1) 1985		Santé p	oublique	Enseignement		
Indicateur			Espérance de vie à la naissance 1986	Habitants par lit- régulier d'hôpital	Population lettrée 15 ans et plus	Élèves recensés par rap. au total	
	par habi	tant/jour	1700	d nopredic	1985	des enfants	
Pays	Nombre	des besoins	Années	Nombre	x	L	
Algérie	2 799	117	62	439(84)	50	94	
Angola	1 926	82	44(85)	563(83)	41	93(84)	
Benin	2 248	98	50	1 016(81)	26	65	
Botswana	2 159	93	59	383(80)	71	104	
Burkina Faso ³⁾	2 003	85	46	1 359(84)	13	32	
Burundi	2 233	96	48	1 564(83)	34(82) ^{a)}	58(86)	
Cameroun	2 080	90	56	373(85)	56	107(84)	
Cap vert	2 614 ^b)	111 ^{b)}	65	512(80)	47	198	
Comores	2 090 ^b)	89 ^b)	56	528(80)	48(80)	89(82)	
Į.	2 511	113	58	225(81)	63	156(82)	
Congo					43	78(84)	
Côte d'Ivoire	2 308	100	52	891(80)		70(04)	
Djibouti		•	48(85)	286(81)	9(78)	0(407)	
Egypte	3 275	130	61	788(86)	44 62(83) ^{a)}	96(87)	
Ethiopie	1 704	73	46	2 787(80)		36	
Gabon	2 448	105 b)	52	228(85)	62	123(83)	
Gambie	5 558 _{p)}	94 ^{b)}	43	928(80)	25	75	
Ghana	1 785	78	54	584(81)	53	66	
Guinée	1 731	75	42	592(76)	28	30	
Guinée Bissau	•	•	39	529(18)	28(80)	60(84)	
Guinée équatoriale			45	170(80)	37(80)	108(83)	
Kenya	2 214	95	57	653(84)	59	94	
Lesotho	2 299	101	55	676(83)	74	115	
Libéria	2 373	103	54	654(81)	35	76(80)	
Libye	3 585	152	61	201(82)	39(73)	127	
Madagascar	2 452	108	53	449(82)	67	121(84)	
Malawi	2 415	104	45	592(85)	41	62(84)	
Mali	1 810	77	47	1 836(83)	17	23(83)	
Maroc	2 729	113	60	854(85)	33	81	
Maurice	2 717	120	66	357(83)	83	106	
Mauritanie	2 071	90	47	1 572(84)	17(80)	37(82)	
Mozambique	1 617	69	48	984(81)	38	84	
Namible			50(85)	97(73)			
Į	2 276	97	44	1 389(84)	10(80)	29(86)	
Niger				•	42		
Nigeria	2 139	91	51 /8	1 370(84)		92(83)	
Ouganda	2 483	107	48	702(81)	57	58(82)	
Rep. Centrafricaine	2 059	91	50	672(84)	40	73	
Rep.d'Afrique du Sud	2 926	119	61	179(80)	(ء_ر	105(72)	
Rwanda	1 935	83	48	633(82)	47 ^C)	64	
Sénégal	2 418	102	47	1 342(85)	28	55	
Seychelles	2 289 ^{b)}	•	70	168(86)	60(77)	95(82)	
Sierra Leone	1 784	78	41	892(84)	29	58(82)	
Soa Tomé et Principe	2 435 ^{b)}	104b)	65	120(78)	57(81)		

	Alimentation Approvisionnement énergétique (1) 1985		Santé p	oublique	Enseignement	
Indicateur			Espérance de vie à la naissance 1986	Habitants par lit- régulier d'hôpital	Population lettrée 15 ans et plus	Élèves recensés par rap. au total
\ [par habi	tant/jour			-	des enfants
Pays		% des			1985	1985 (2)
	Nombre	besoins	Années	Nombre	:	X.
Somelie	2 074	90	47	691(79)	12	25(83)
Soudan	2 168	92	49	1 202(83)	32(80)	49(84)
Swaziland	2 562 ^{b)}	110 ^{b)}	55	398(84)	68	111(84)
Tanzanie	2 316	100	53	565(82)	79(81)	<i>7</i> 2
Tchad	1 733	73	45	1 278(78)	15(80)	38(84)
Togo	2 221	97	53	749(84)	41	95
Tunisie	2 796	117	63	462(86)	54	118
Zaïre	2 151	97	52	355(79)	61	98(83)
Zambie	2 126	92	53	303(84)	76	103(84)
Zimbabwe	2 144	90	58	755(84)	74	129(86)

^{*)} Les données pour le pays concerné sont soulignées. Les chiffres entre parenthèses indiquent l'année.

 ^{1) 1} calorie = 4,187 Joules. - 2) Les pourcentages dépassant 100% s'expliquent par la méthode de recensement où les élèves comptés par classes n'appartiennent pas toujours aux groupes d'âges respectifs. -3) Ancienne Haute-Volta.

a) 10 ans et plus. - b) Moyenne 1983/85. - c) 6 ans et plus.

	Agricu	lture	Énergie	Commerce extérieur	Trans-	Comm	nuni- ion	Produit social
Indicateur	Part de l'agri- culture dans le PIB 1986	Pop. active dans l'agri- culture 1986	Consomm. d'énergie par hab. 1986	Pourcentage des produits transf. des total des exportations (1)	Voitures	Télé- phones 1986	Postes de TV 1985	Produit social brut aux prix du marché par hab.
Pays			Kg		par	1000 hab.		1986
		X	Equivalent pétrole ²⁾			Nombre		\$ US
Algérie	12	26	1 034	1(85)	30(83)	26	72	2 590
Angola	48(80)	71	202	12(81)	8(84)	5	5	- 370
Benin	49	65	46	46(82)	3(79)	3	4	270
Botswana	4	66	430	-	15(86)	10		840
Burkina Faso ³⁾	45	85	18	10(83)	3(83)	1	5	150
Burundi	58	92	21	5(85)	2(84)	1	-	240
Cameroun	22	65	142	4(83)	8(86)	3		910
Cap vert		47	117(84)	3(84)	9(84)	8		460
Comores	41(82)	81	27(84)	18(80)		4		280
Congo	8	61	225	7(80)	19(82)	6	3	990
Côte d'Ivoire	36	60	175	9(85)	19(84)	13(84)	50	730
Djibouti	4(83)		181(84)	•	27(82)	9	27	
Egypte	20	43	577	10(85)	16(86)	22	81	760
Ethiopie	48	77	21	1(85)	1(87)	2	2	120
Gabon	10	71	1 141	6(83)	14(85)	11	19	3 080
Gambie	33(84)	82	89(84)	0(77)	8(85)	4		230
Ghana	45	52	31	1(81)	3(85)	3	10	390
Guinée	40	77	59		2(81)	2	1	320(85)
Guinée Bissau	•	80	29(84)	8(80)		3		170
Guinée équatoriale .		60	63(84)	•	14(72)	3	6	
Kenya	30	79	100	11(83)	6(84)	6	5	300
Lesotho	21	82		-	4(82)	5		370
Libéria	37	72	166	0(84)	4(87)	4	16	460
Libye	2(84)	14	2 259	1(82)	153(81)	100	65	7 170(85)
Madagascar	43	78	40	10(85)	2(85)	2	9(86)	230
Malawi	37	79	43	4(83)	2(85)	3	•	160
Mali	50	83	23	23(79)	3(82)	1	0(86)	180
Maroc	21	40	246	44(86)	26(86)	11	52	590
Maurice	15	25	378	30(83)	35(86)	42	102	1 200
Mauritanie	34	67	114	1(74)	8(85)	2	0(84)	420
Mozambique	35	83	86	1(84)	2(83)	3	1	210
Namibie	8	38			(407)	29	21(86)	1 020
Niger	46 41	89 66	42 134	2(81)	6(83) 3(81)	1	2	260
Ouganda	41 76	83	134 26	0(81) 0(76)	3(81) 1(86)	2 2	5 6	640 370
Rep. Centrafricaine	41	67	30	26(80)	1(86) 17(84)	1		230
Rep.d'Afrique du sud	6	67 15	2 470		17(84) 107(87)		2	290 1 850
Rwanda	40	92	42	14(82)		76 1	93	1 850
Sénégal	22	79	116	0(76) 20(81)	1(87) 12(85)	4	31	290 420
Seychelles	8(83)	17	432(84)	7(85)	64(81)	91		42U
Jeyonettes /	0(03)	•	432(04)	7(65)	U+(01)	71	75(87)	•

Indicateur	Agriculture		Énergie	Commerce extérieur	Trans- port	Communi- cation		Produit social	
	Part de l'agri- culture dans le PIB 1986	Pop. active dans l'agri- culture 1986	Consomm. d'énergie par hab. 1986	Pourcentage des produits transf. des total des exportations (1)	Voitures	Télé- phones 1986	Postes de TV 1985	Produit social brut aux prix du marché par hab.	
Pays	×		Kg		per 1000 hab.			1986	
			Equivalent pétrole ²⁾		1	Nombre		\$ US	
Sierra Leone	45	65	77	29(83)	5(84)	4	8	310	
Sos Yomé et Principe		•	128(84)	0(77)	3(01)	20		340	
Somalie	58	72	82	0(81)	1(80)	1	o	280	
Soudan	35	65	58	1(81)	5(85)	3	51	320	
Swaziland	20(81)	70	•		21(84)	14	12	600	
Tanzanie	59	83	35	11(81)	2(82)	2	1	250	
Tchad	64(81)	78	14(84)	8(75)	2(81)	0			
Togo	32	71	52	15(81)	1(87)	3	5	250	
Tunisie	16	28	499	59(86)	38(86)	44(87)	56	1 140	
Zaïre	29	68	73	5(78)	1(84)	1	0(83)	160	
Zambie	11	71	381	3(82)	11(83)	7	14	300	
Zimbabwe	11	70	517	16(84)	28(86)	12	14(86)	620	

^{*)} Les données du pays concerné sont soulignées. Les nombres entre parenthèses indiquent l'année.

¹⁾ CTCI-Pos. 5-8. - 2) 1 kg équivalent pétrole= 0,043 Gigajoule (10 Joules). - 3) Ancienne Haute-Volta.

2 TERRITOIRE

Le territoire du Zimbabwe s'étend, à l'intérieur des terres, au sud-est de l'Afrique, entre 15°30' et 22° de latitude Sud, et entre 25° et 33° de longitude Est. Sa superficie de 390.759 km est plus d'une fois et demi supérieure à celle de la République Fédérale d'Allemagne. Au nord, le Zambèze marque la frontière avec la Zambie, au Sud le Limpopo la frontière avec la République Sud-Africaine. En outre, le Zimbabwe est bordé au sud-ouest par le Botswana et à l'est par le Mozambique.

Le Zimbabwe se divise en trois grandes entités géographiques naturelles:

- Les vallées du Zambèze au nord et du Limpopo au sud du pays forment des Lowveld dont l'altitude varie entre 600 et 800 m au sud, et 400 et 600 m au nord et représentent la partie la plus basse du pays.
- Le Highveld dont l'altitude dépasse 1.200 m ainsi que le Midland, dont les hauteurs varient entre 900 et 1.200 m, forment une chaîne montagneuse qui s'élève progressivement d'ouest en est jusqu'à 1700m. Dans le massif montagneux central (Mittelveld) le relief légèrement ondulé est interrompu par un nombre important de montagnes isolées (Kopjes) escarpées. La chaîne de collines peu élevées du "Great Dyke", qui traversent le Midland et le Highveld centraux, représente une particularité géologique. Avec une longueur totale de 500 km et une largeur de cinq à six km, cette chaîne de collines renferme la plus grande partie des richesses minières du Zimbabwe (essentiellement du minerai de chrome).
- Les chaînes limitrophes à l'est du pays constituent la troisième entité géographique naturelle. Elles atteignent leur altitude maximale (2.595 m) dans les Inyanga Mountains et forment, avec les Chimanimani Mountains (2.436 m) qui s'y rattachent au sud, une partie de la grande Falaise d'Afrique du Sud. Vers l'est, les chaînes montagneuses descendent à pic vers la zone littorale du Mozambique.

Le climat du pays correspond à celui des Tropiques à humidité variable, mais les températures sont adoucies par l'altitude. C'est dans les montagnes limitrophes au sud du pays que les précipitations (1.000 à 1.400 mm par an) sont les plus importantes. La quantité des précipitations diminue progressivement d'est en ouest. Dans le centre, elles varient entre 600 et 800 mm, à l'ouest et à l'est seulement entre 400 et 600 mm par an. A la période de sécheresse presque sans pluie (d'avril à septembre) succède, en fin d'année, (plein été) la saison des pluies. En raison de la grande variabilité des précipitations dans les régions situées au sud du pays, la production agricole du Zimbabwe souffre de périodes de sécheresse répétées. Conformément aux conditions climatiques, la végétation se compose essentiellement de différentes formes de savanes sèches et humides.

Dans les vallées peu élevées, on trouve une forêt sèche et clairsemée d'arbres à feuilles caduques (Miombo). Dans la partie sud plus humide, la forêt est plus épaisse mais a été détruite en de nombreux endroits par l'intervention humaine. L'extrême sud-ouest présente une savanne d'arbustes épineux. Des forêts tropicales toujours vertes et des herbages occupent les versants sud des montagnes limitrophes.

Le décalage horaire entre le Zimbabwe et l'Europe centrale (MEZ) est de + 1 heure.

2.1 CLIMAT*)
(moyenne pluriannuelle)

Mois	Ville Situation Altitude	Chirundu 16°S 29°O 400 m	Harare 18°S 31°O 1 473 m	Hwange 18°S 26°O 782 m	Kwekwe 19°S 30°O 1 180 m			
	Tempéra	ture de l'air en	C°, moyenne me	nsuelle				
Juillet		27,3 20,4 25,7	20,8 13,9 18,6	26,4 19,0 24,7	22,6 14,5 20,0			
	Température	de l'air en C°, m	noyenne des max	ima par jour				
Juillet		32,4 28,9 32,5	25,7 21,0 24,9	32,1 27,3 31,8	28,1 22,6 26,9			
Précipitations (mm)/Nombre des jours avec précipitations (min. 0,25 mm)								
Juillet		162/14 0/0 606/57	216/19 1/1 863/92	147/16 0/0 591/68	149/13 0/0 701/62			

2.1 CLIMAT*)
(moyenne pluriannuelle)

Villes	Bulawayo	Chipinge	Beitbridge
Situation	20°S 29°O	20°S 33°O	22°S 30°O
Mois Altitude	1 343 m	1 126 m	306 m
Températ	ure de l'air en C°, mo	yenne mensuelle	
Janvier Juillet Année	21,7	21,2	27,4
	14,1	14,6	16,5
	19,2	18,7	23,1
remperature o	e l'air en C°, moyenne	des maxima par jo	ur
JanvierJuilletAnnée	27,1	25,7	33,0
	21,0	19,8	24,9
	25,6	23,8	30,0
Precipitations (mm)/N	ombre des jours avec p	récipitations (min	. 0,25 mm)
Janvier	134/12	230/14	57/6
Juillet	0/0	20/6	2/1
Année	589/63	1 116/111	298/36

^{*)} Le service météorologique allemand (Seewetteramt, Hamburg, Postfach 180, 2000 Hamburg 4, dispose de données météorologiques plus précises concernant ces villes ou d'autres stations météoroliques.

En général, les données météorologiques ne sont fournies que contre paiement.

3 POPULATION

Les données concernant l'évolution démographique récente du Zimbabwe, provenant des statistiques nationales et internationales, présentent en partie d'importantes différences. Le dernier recensement a été effectué le 18 août 1982. Selon l'Office Statistique Central (Central Statistical Office/CSO), le Zimbabwe affichait une population de 7,501 millions d'habitants et une densité de 19,2 habitants par km². Par rapport au recensement de 1969 (%,099 millions), le nombre d'habitants a augmenté de 2,4 millions, soit 47,1%. Cela correspond à un taux de croissance annuel moyen de 3,0%. Selon les estimations du CSO, le nombre d'habitants au milieu de l'année 1989 s'élève à 9,122 millions.

	Unité	1969	1982	1989
Population totale	1 000 1 000 1 000 1 000 1 000 1 000	5 099 ^a) 2 567 2 532 4 847 2 440 2 407	7 501 ^b) 3 674 3 828 7 321 3 585 3 737	9 122 ^c) 4 479 4 643
Densité par rapport à la surface du pays ¹)	Hab. par km²	13,0	19,2	23,3

^{1) 390 759} km².

En revanche, le département démographique (Population Division) des Nations Unies suppose que la population est considérablement plus importante. Elle estimait, qu'au milieu de l'année 1982 la population était de 7,897 millions, soit environ 5,3% supérieure aux chiffres fournis par l'Office Statistique Central. Toutes les informations récentes, ultérieures à l'année 1982, sont des valeurs estimées qui comportent un certain pourcentage d'erreur. Le département démographique des Nations Unies déclare, en milieu d'année 1989, un nombre d'habitants de 10,137 millions (rf. tab. 3.2). Ainsi, la valeur proposée par les Nations Unies est d'environ 11% supérieure aux estimations nationales. En comparaison avec l'année 1970 (5,308 millions), selon les données des Nations

a) Résultat du recensement du 21 Avril au 11 Mai. - b) Résultat du recensement du 18 août. - c) Estimations selon la "variante moyenne" du Central Statistical Office.

Unies, le nombre d'habitants a approximativement doublé (+ 91%). Le taux de croissance annuel moyen entre 1970 et 1989 s'élève à 3,5%. Par conséquent, le Zimbabwe fait partie des pays du continent africain ayant un des taux de croissance les plus élevés. D'après les chiffres des Nations Unies, l'augmentation de la population s'est encore accélérée au cours des années 80. Alors que durant la période 1970/80, le taux de croissance était de 3,3%, il est passé, entre 1980 et 1989, à 3,6%.

Le Zimbabwe est bien plus densément peuplé que les pays voisins. Calculée par rapport à la superficie totale du pays, la densité de la population était en 1989 de 25,9 habitants par $\rm km^2$. A titre comparatif, les densités de population sont de 19,4 h. par $\rm km^2$ pour le Mozambique, 10,2 h. par $\rm km^2$ pour la Zambie et 2,1 h. par $\rm km^2$ pour le Botswana.

3.2 ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE ET DENSITÉ DE LA POPULATION SELON LES ESTIMATIONS
DES NATIONS UNIES*)

Catégorie	Unité	1970	1975	1980	1985	1989
Population	1 000 1 000 1 000	5 308 2 627 2 681	6 219 3 081 3 138	7 368 3 654 3 714	8 777 4 358 4 420	10 137 5 101 5 038
Densité par rapport à la surface du pays ¹)	Hab. par km ²	13,6	15,9	18,9	22,5	25,9

^{*)} Situation à la mi-année.

Comme les hypothèses concernant le nombre d'habitants actuel, le niveau et l'évolution du taux de fécondité et de mortalité sont différentes, les prévisions se rapportant à l'évolution démographique future se meuvent dans un champ relativement large. Mais on peut dire qu'en général, les projections des Nations Unies se trouvent très nettement au dessus des estimations démographiques publiées par le Central Statistical Office en 1986. Même la variante élevée du CSO est, avec une population totale de 21,8 millions d'habitants en 2025, très en dessous de la variante la plus basse des Nations Unies (26,6 millions). Selon la projection moyenne des Nations Unies, la population serait, avec 32,7 millions d'habitants en 2025, de 13,7 millions plus importante que selon la variante moyenne du CSO qui évalue la population à 19,0 millions

^{1) 390 759} km².

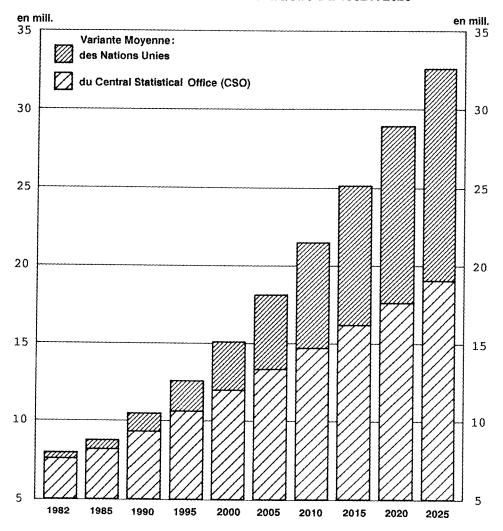
d'habitants pour cette période (cf. fig. 3.1). Alors que les Nations Unies estiment le taux de croissance annuel de la population entre 2020 et 2025 à 2,4%, c'est à dire 739.000 habitants, la variante moyenne du CSO prévoit un taux de croissance annuel de 1,6%, soit 288.000 habitants (cf. fig. 3.2).

3.3 PRÉVISIONS DÉMOGRAPHIQUES SELON LES NATIONS UNIES ET LE CENTRAL STATISTICAL OFFICE 1 000

Prévisions démographiques	1990	1995	2000	2010	2025	
	Natio	ns Unies	L	L		
Variante inférieure Variante moyenne Variante supérieure	10 511 10 511 10 511	12 612	14 962 15 130 15 270	19 923 21 456 21 790	26 596 32 658 36 571	
(Central Sta	tistical Of	fice			
Variante inférieure Variante moyenne Variante supérieure	9 370 9 369 9 434	10 636 10 634 10 838	11 939 11 943 12 375	14 613 14 739 15 808	18 319 19 044 21 769	

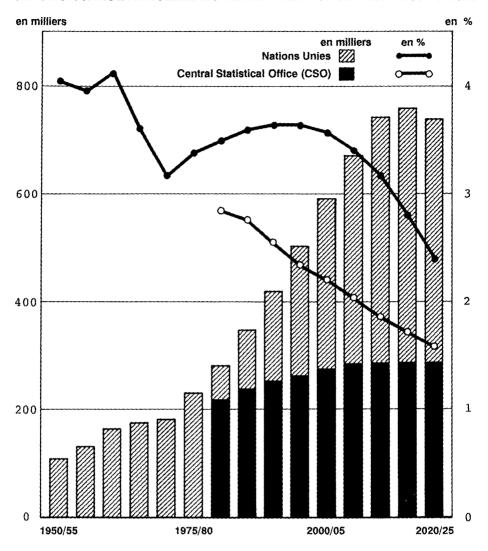
La différence entre les taux de croissance s'explique en grande partie par la grande divergence existant entre les prévisions du développement futur de la fécondité. La variante moyenne des Nations Unies fixe le taux total de fécondité ("Total Fertility Rate"), en moyenne pour la période allant de 1980 à 1985, à 6,6 naissances par femme en âge de procréer. Ce n'est qu'avec le nouveau millénaire que doit se produire une régression notable de la fécondité. Pendant la période de cinq ans entre 2020 et 2025, on estime à 3,55 le nombre d'enfants par femme.

3.1 ESTIMATIONS DÉMOGRAPHIQUES DE 1982 A 2025



En revanche, la variante moyenne du CSO suppose un taux de fécondité considérablement plus faible. Prenant pour exemple un échantillonnage de 10% du recensement de la population de 1982, il évalue le Total Fertility Rate à 5,62 naissances par femme, pour l'année de base de la projection (1982). Il compte que, dès l'année 2002, le nombre moyen d'enfants aura régressé jusqu'à 3,3. Vingt ans plus tard, le nombre des naissances par femme en âge de procréer doit tomber à 2,7.

3.2 CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DE LA POPULATION 1950 TO 2025



A l'heure actuelle, il est difficile de savoir si cette régression accélérée du nombre des naissances, qui est à la base des estimations officielles, peut être considérée comme réaliste ou comme trop optimiste¹⁾. Cependant, il ne fait aucun doute que, durant les dernières années, grâce à la mise en place d'un programme de planning familial bien organisé, le Zimbabwe a créé des conditions favorables

Les estimations démographiques les plus récentes réalisées par la Banque Mondiale évaluent la population du Zimbabwe, en 2025, à 21,7 millions d'habitants et se rapprochent ainsi des prévisions du CSO.

pour une régression rapide des naissances.

Selon les indications des Nations Unies, le nombre des naissances par 1.000 habitants est monté de 46,7 (1960/1965 M) à 47,4 (1970/1975 M), pour retomber ensuite à 47,1 (1980/85 M). Alors que le nombre des naissances ne diminue que progressivement, on peut observer depuis le début des années 60 une forte régression du nombre des décès. Le nombre des décès est tombé de 18,0 (1960/65 M) à 12,2 (1980/85 M). Le Zimbabwe a ainsi atteint le taux de mortalité le plus bas de tous les pays continentaux d'Afrique Noire.

Une grande campagne de vaccination et une amélioration du service sanitaire de base pour mère et enfant ont contribué à une sensible diminution de la mortalité infantile. Entre 1960/65 M et 1980/85 M, le nombre des décès durant la première année de vie est tombé de 106 à 80, pour 1000 nouveaux-nés vivant à la naissance. Ainsi, au milieu des années 80, le taux de mortalité infantile est tombé largement en dessous de la moyenne de tous les pays africains. (1980/85 M: 112 décès durant la première année de vie de pour 1.000 nouveaux-nés). Selon les indications de la banque mondiale en 1987, l'espérance de vie est de 60 ans pour les femmes et de 56 ans pour les hommes (dans l'ensemble: 58 ans).

Catégorie	Unité	1960/65M	1965/70M	1970/75M	1975/80M	1980/85M
Naissances Décès Décès durant la	p. 1000 hab. p. 1000 hab.	46,7 18,0	47,1 16,5	47,4 15,0	47,3 13,4	47,1 12,2
première année de vie	p. 1000 naissances	106	101	93	86	80

3.4 TAUX DE NATALITÉ ET DE MORTALITÉ

La structure des âges du Zimbabwe se caractérise par un fort pourcentage de personnes jeunes. Elle possède la forme pyramidale typique à de nombreux pays en voie de développement. En 1987, le pourcentage des moins de 15 ans était de 45,0% et celui de la population en âge travailler (de 15 à moins de 65 ans) de 52,5%. Le pourcentage des personnes âgées (65 ans et plus) s'élevait à 2,7%. A partir de ces chiffres, il est possible de déterminer un quotient de la charge totale (Age Dependency Ratio), c'est à dire un rapport entre les parties de la population en âge de travailler et les groupes d'âge qui en dépendent (au dessous de 15 ans et au dessus de 65 ans et plus) de 91 à 100. Cela signifie

qu'il y avait, en 1987, 91 personnes prises en charge pour 100 personnes en âge de travailler.

3.5 POPULATION SELON LES GROUPES D'AGE % de la population totale

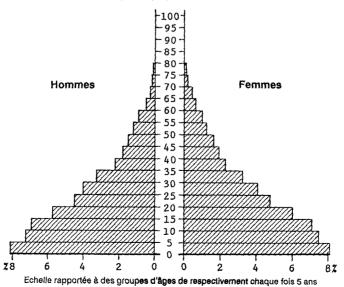
Age de à moins de ans	Total	1982 ¹) Hommes	Femmes	Total	1987 ²) Hommes	Femmes
Moins de 5 5 - 10 10 - 15 15 - 20 20 - 25 25 - 30 30 - 35 35 - 40 40 - 45 45 - 50 50 - 55 55 - 60 60 - 65 65 - 70 70 - 75 75 et plus Age inconnu	17,5 16,4 14,0 10,7 8,7 7,0 5,2 4,2 3,8 3,0 2,7 1,7 1,9 1,0 0,8 1,1	8,6 8,2 7,1 5,2 3,9 3,2 2,5 2,0 1,9 1,5 0,9 1,0 0,4 0,5 0,1	8,9 8,3 6,9 5,5 4,9 3,7 2,8 1,5 1,5 0,9 0,5 0,4 0,1	16,2 14,8 14,0 11,7 9,3 8,1 6,3 4,6 3,8 3,0 2,4 1,9 1,4 1,1	8,1 7,2 6,9 5,7 4,5 4,0 3,1 2,2 1,8 1,5 1,2 0,9 0,7 0,3	8,1 7,5 7,1 6,0 4,7 4,1 3,2 2,3 1,9 1,6 1,2 1,0 0,7 0,6 0,4

¹⁾ Résultat du recensement. - 2) Situation à la mi-année.

3.3 STRUCTURE D'AGE DE LA POPULATION Zimbabwe¹⁾

% de la population totale

Age de ... jusqu'à moins ... ans



La situation politique tendue des années qui ont précédé et ont suivi immédiatement l'indépendance, a entraîné, depuis 1979, l'inversement du solde de migration externe qui était auparavant positif. Le point culminant des pertes dues à l'émigration a été atteint en 1981, lorsqu'au nombre d'immigrés de 7.794 personnes s'opposait celui de 20.534 émigrés (différence: -12.740 personnes). En raison de l'émigration constante des groupes blancs de la population (surtout vers la Grande-Bretagne, l'Irlande du Nord et la République Sud-Africaine), jusqu'en 1984, le taux d'émigration a tourné autour de 10.000 à 12.000 personnes. Depuis, l'excédent d'émigration a nettement diminué, bien que le nombres des immigrés ait continué à baisser entre 1984 (5.567 personnes) et 1987 (3.925 personnes). En comparaison avec l'année précédente. l'émigration nettement moins importante vers la Grande Bretagne, l'Irlande du Nord et la République Sud-Africaine, a permis, en 1986 et ce pour la première fois depuis des années, un gain de population grâce à la migration (665 personnes). Mais en 1987, le pays affichait de nouveau une perte d'environ 1.400 personnes. Le même type de développement se dessine aussi pour 1988.

L'émigration de travailleurs des pays voisins, le Malawi et le Mozambique, qui, avant l'indépendance, étaient employés comme serviteurs dans les familles blanches ou comme travailleurs agricoles, a considérablement régressé après l'indépendance. En ce qui concerne les indications sur l'immigration, il faut noter que les chiffres du CSO ne fournissent aucune donnée au sujet des réfugiés des pays voisins. Le UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) estimait qu'en mai 1988, la population de réfugiés demeurant au Zimbabwe était de 135.000 personnes, avec une majorité de paysans mozambicains, que la guerre civile avait fait fuir dans le pays voisin. Actuellement, environ 64.000 Mozambicains se trouvent dans quatre des cinq camps financés par l'UNHCR dans le nord et le nord-est du pays. Les autres se sont établis spontanément le long de la frontière, à l'est.

Durant la deuxième moitié de 1988, on a installé un cinquième camp au sud-est pour les réfugiés du Mozambique. Selon les indications fournies par le gouvernement du Mozambique et les Nations Unies, fin 1988, le retour dans leur pays d'origine des réfugiés du Zimbabwe a commencé à se renforcer. Cependant, on ne dispose pas de chiffres exacts sur l'importance de ce retour.

3.6 IMMIGRATION ET ÉMIGRATION SELON LE PAYS D'ORIGINE ET LE PAYS DE DESTINATION

Catégorie	1983	1984	1985	1986	1987	19881)
Immigrants Emigrants Bilan d'immigration(-) ou d'émigration (+)	6 944	5 567	5 471	4 452	3 925	1 304
	19 067	16 979	6 918	3 787	5 330	2 071
	- 12 123	- 11 412	- 1 447	+ 665	- 1 405	- 767

¹⁾ De janvier à mai.

En ce qui concerne la répartition régionale de la population, il est possible de constater une forte diminution d'est en ouest. Les provinces de population relativement dense de l'est et du centre s'opposent aux régions de forêts et de savannes faiblement peuplées qui se trouvent à l'ouest. La répartition irrégulière de la population et la densité de population comparativement élevée dans les régions de l'est du pays s'expliquent par la concentration des activités agricoles et industrielles dans les provinces de l'est. Avec une densité de population de 60,0 habitants au km², la province du Mashonaland Est (avec la capitale Harare) était en 1982 la plus peuplée du pays. Elle affichait, entre les deux recensements de 1969 et 1982, le taux de croissance de la population le plus élevé de toutes les provinces (+70,1%). Dans cette région vivait, en 1982, 20% de la population sur 6% du territoire. Les régions les moins peuplées étaient le Matabeleland sud et nord avec 19% de la population répartie sur plus d'un tiers du territoire national.

3.7 SUPERFICIE, POPULATION ET DENSITÉ DE LA POPULATION SELON LES PROVINCES*)

Province	Chef-lieu	hef-lieu Superficie 1969 1982 km ² Population 1 000		ation	1969 1982 Habitants par km²	
Manicaland Mashonaland Ouest Mashonaland Central Mashonaland Est Matabeleland Nord Matabeleland Sud Midlands Masvingo	Mutare	34 870	766,4	1 099,2	22,0	31,5
	Chinhoyi	60 467	617,3	859,0	10,2	14,2
	Bindura	27 284	375,6	563,4	13,8	20,6
	Harare	24 934	879,7	1 496,0	35,3	60,0
	Hwange	73 537	578,8	885,3	7,9	12,0
	Bulawayo	66 390	406,4	519,6	6,1	7,8
	Gweru	58 967	754,1	1 091,8	12,8	18,5
	Masvingo	44 310	721,0	1 081,7	16,3	23,3

^{*)} Résultats du recensement (1982: résultats provisoires).

En dépit d'une croissance renforcée depuis le début des années 50, le pourcentage de la population urbaine est encore comparativement faible. En 1989 vivaient env. 2,7 millions d'habitants, soit 26,9% de la population (7,4 millions d'habitants) dans des agglomérations urbaines. Entre 1950 et 1989, la population des communautés urbaines s'est multipliée par plus de 10. Le taux de croissance moyenne de la population urbaine s'élevait, à cette époque, à 6,2% par an. Durant cette période, la population des régions rurales a plus que triplé, avec une croissance annuelle moyenne de 3,2%.

3.8 POPULATION DES VILLES ET CAMPAGNES SELON LES ESTIMATIONS DES NATIONS UNIES

Ville/campagne	Unité	1950	1970	1980	1985	1989
Dans les villes Dans les communes rurales	1 000	257	898	1 613	2 155	2 731
	%	10,6	16,9	21,9	24,6	26,9
	1 000	2 158	4 410	5 755	6 622	7 404
	%	89,4	83,1	78,1	75,4	73,1

Durant la période coloniale, et particulièrement durant la première partie du 20ème siècle, une restriction stricte de l'immigration de la population noire a limité la croissance des villes. Les travailleurs noirs n'obtenaient qu'un droit de séjour temporaire dans les villes, dans ce que l'on nommait les "logis pour célibataires" (bachelor hostels). Il n'existait aucun logement pour les ménages de plusieurs personnes et les familles noires; les établissements illégaux et les quartiers insalubres n'étaient pas tolérés. Depuis le début des années 50, lorsque le marché du travail dans les villes a commencé a s'étendre, l'administration municipale a autorisé ce que l'on nommait les "African Townships", à l'intérieur desquelles les noirs pouvaient acquérir le droit de propriété foncière. Cependant, celles-ci se trouvaient rigoureusement séparées des quartiers blancs et étaient contrôlées par l'administration municipale.

En raison de la longue période de politique restrictive de l'habitat, la formation de Shantytowns et de quartiers insalubres ne date, contrairement à de nombreux pays d'Afrique Noire, que de la fin des années 70 et du début des années 80.

L'urbanisation rapide a conduit à une modification fondamentale de la structure des âges et des sexes parmi la population urbaine. Comme les possibilités d'immigration et d'emploi étaient limitées pour les femmes, la population urbaine masculine représentait, en 1969, encore environ le double de la population féminine. Grâce à la suppression des mesures visant à restreindre l'immigration et grâce à la possibilité d'acquérir des propriétés immobilières en ville, la proportion urbaine entre les sexes semble commencer à s'équilibrer.

La plus grande ville du Zimbabwe est la capitale Harare avec une population de 681.000 habitants (1983). Avec, au sud-ouest, les 20 km de la ville satellite Chitungwiza (1983: 202.000 habitants), qui a absorbé la plus grande partie du flux de migrants, l'agglomération d'Harare affiche une population d'env. 900.000 personnes. La deuxième grande métropole, avec 429.000 habitants (1983) est le centre industriel Bulawayo, coeur de la zone d'habitat Ndébélé et noeud ferroviaire. La population des autres villes était encore, au début des années 80, inférieure à 100.000 habitants. Les autres centres de production industrielle sont Kwekwe, Gweru, Mutare et Chequtu.

3.9 POPULATION DE CERTAINES VILLES*)

Ville	1969	1982	19831)
Harare.		<u> </u>	1
Capitale	386	656	681
Bulawayo	245	414	429
Chitungwiza		173	202
Gweru	46	79	
Mutare	46	70	
Kwekwe	33	48	
Kadoma	75	45	
Hwange	20	39	
Masvingo	11	31	•
Zvishavane	16	27	

^{*)} Résultats du recensement.

En raison de l'exode de la population blanche à la fin des années 70 et au début des années 80, le pourcentage de la population africaine est passé de 95,1% à 97,6%, entre les deux recensements de 1969 et 1982. En revanche, le pourcentage

¹⁾ Situation à la mi-année.

de la population européenne a baissé de 4,5% à 2,0% (1982: 147.000 Européens). Les Shonas, qui forment la plus grande Ethnie, représentent env. 77% de la population africaine. Le deuxième grand groupe de population africaine est formé par les Ndébélés qui représentent env. 17% de la population noire. Les zones d'habitation principales du Ndébélé sont les régions sud-ouest du pays. Dans toutes les autres régions du Zimbabwe dominent les Shonas. Les Métis (1982: 0,3%) et les Asiatiques (1982: 0,1%) constituent des groupes de population négligeables.

							* ì	
3.	.10	POPUL	ATION	SELON	LES	GROUPES	ETHNIQUES*)	,

Groupes ethniques	1969 1	1982	1969	1982
Africains	4 847	7 321	95,1	97,6
Européens	228	147	4,5	2,0
Métis	15	22	0,3	0,3
Asiatiques	9	11	0,2	0,1

^{*)} Résultats du recensement.

Les Zimbabwe est l'un des rares pays d'Afrique a disposer d'un programme de contrôle des naissances efficace. Selon des indications du Fonds des Nations Unies pour les Activités de la Population /UNFPA, en 1984, env. 40 % des femmes mariées en âge de procréer utilisaient sous une forme quelconque un moyen de contraception. Les deux tiers, soit 27% de toutes les femmes âgées de 15 à 44 ans, avaient recours à des méthodes contraceptives modernes (stérilisation, pillule, stérilets, injections). Il s'agit du taux le plus élevé de toute l'Afrique Noire. Alors qu'en 1984, 39% des femmes en âge de procréer habitant en ville utilisaient une méthode contraceptive moderne, seul un cinquième les utilisaient dans les régions rurales. La majeure partie des femmes, qui pratiquent une méthode contraceptive, utilise la pillule (env. 90%); vient ensuite la stérilisation (7%) qui joue encore un certain rôle. En revanche, les dispositifs intra-utérin (stérilet, diaphragme) et les injections ont une bien moindre importance.

Les raisons de la relativement large diffusion des activités de contrôle des naissances sont l'amélioration des possibilités de formation des jeunes femmes depuis l'indépendance, un taux de mortalité infantile assez faible en comparaison avec le reste de l'Afrique Noire, la rapide urbanisation des dernières décennies ainsi qu'un revenu par habitant supérieur à la moyenne africaine.

Une large campagne d'information (Population Education) sur les méthodes de contrôle des naissances et les moyens de contraception, sous l'égide du National Family Planning Council/NFPC, conseil paragouvernemental, a permis d'accomplir un pas important dans la mise en place d'un programme de planning familial efficace. Le NFPC, qui dépend du Ministère de la Santé, prend en charge env. la moitié des activités de planning familial. Il s'est révélé stratégiquement judicieux d'intégrer des questions de planning familial et d'éducation sanitaire dans les programmes d'école secondaire. Deux des quatre stations de radio émettent, une fois par semaine, des émissions concernant le planning familial et la population. En outre, la branche féminine du ZANU encourage les femmes à limiter le nombre des enfants. A l'heure actuelle, le NFPC dirige 28 cliniques spécialisées dans le contrôle des naissances. Cependant, env. 600 personnes nommées "Outreach-workers ("médecins aux pieds nus"), parmi lesquelles se trouvent plus de 90% de femmes, forment l'épine dorsale du programme de planning familial. Leur tâche consiste à se rendre périodiquement dans les villages et à promouvoir l'information sur les moyens de contraception. Il sont aussi responsables de la distribution régulière des moyens de contraception (pillule, préservatifs).

Un responsable de planning familial a la charge d'une population-cible de 5.000 à 20.000 personnes. Leur travail a porté ses fruits dès les premières années de mise en place du programme. Selon des estimations, le nombre des nouvelles personnes acceptant se programme s'élevait, en 1983, à 169.000 femmes. Le nombre des visites aux familles était de 1,204 millions.

Les raisons du succès du programme de planning familial du Zimbabwe sont multiples. Une organisation du personnel efficace s'est révélée de grande importance. Une responsable de groupe qui coordonne les activités sur place et dirige environ 12 conseillères en planning familial. La bonne rémunération des conseillères (1986: 88 \$ US par mois) représente une forte motivation et encourage à réaliser un travail efficace. A cela s'ajoute que le gouvernement conçoit le programme de planning familial comme une partie fondamentale de son propre programme pour la protection de la mère et de l'enfant (Mother and Child Health Care Programme). Dans cet ordre d'idée, le gouvernement s'efforce d'offrir des services et des informations de planning familial par tous les

canaux du service sanitaire national. Dans ce but, on a intégré dans le programme de formation des infirmières, des aides-soignants et des sages-femmes des cours spécialisés de planning familial et de contraception.

4 SANTÉ PUBLIQUE

Le Zimbabwe indépendant a hérité de l'époque coloniale d'un système de couverture médicale marqué par de grandes inégalités sociales et régionales. Alors qu'en 1980, la mortalité des nouveaux-nés était de 14 pour 1.000 parmi la population blanche, elle s'élevait à 50 dans la population noire urbaine et à 140 pour 1.000 enfants de moins de un an dans la population noire rurale. Tandis qu'en 1980/81, les assurés privés pouvaient bénéficier de prestations sanitaires d'un montant de 144 \$ Z par personne, les prestations sanitaires du régime sanitaire public se chiffraient à 31 \$ Z par personne. En ce qui concerne la couverture médicale de la population rurale, les prestations ne dépassaient pas 4 \$ Z par habitant.

Afin de supprimer ces inégalités dans l'accès et la diffusion de services médicaux de base, le gouvernement a effectué de gros efforts. Le programme "Santé pour tous en l'an 2000" ("Strategy for Health by the year 2000"), proposé par l'Organisation Mondiale de la Santé/OMS en 1987, fait partie intégrante de sanitaire nationale. politique Dès l'année 1981. ٦e gouvernement reconnaissait, dans son rapport "Growth with Equity", qu'une bonne couverture médicale de la population représentait une condition importante pour redressement et le développement de l'économie politique. Les buts de la planification et de la politique sanitaires nationales ont été formulés dans le programme gouvernemental "Planning for Equity in Health" publié en 1984. Ce document forme la base de la politique sanitaire gouvernementale.

Parallèlement à la diminution des disparités entre les villes et les campagnes, le point capital de la politique sanitaire nationale se situe dans le domaine de la médecine préventive. Il s'agit ici avant tout de mettre l'appui sur la surveillance médicale de la mère et l'enfant, sur le contrôle de la malaria et de l'onchocercose ainsi que sur un approvisionnement en eau et un système d'évacuation des eaux usées adéquats. Afin de parvenir à ces buts, le ministère de la santé a élaboré un concept sanitaire de base qui se fonde sur les principes fondamentaux de l'adaptation, et l'accessibilité. Le système sanitaire doit en outre être avantageux sur le plan financier.

Durant les années précédentes, entre 5% et 7% des dépenses budgétaires revenaient au secteur sanitaire. Le projet budgétaire de l'année fiscale 1989/90 prévoit des dépenses d'un montant de 352,9 millions de \$ Z (soit 7,3% des

dépenses totales) pour la santé publique. Il faut toutefois tenir compte du fait que le gouvernement central n'est que l'un des représentants des institutions sanitaires du Zimbabwe.

Les organisations religieuses, les administrations communales et des médecins indépendants participent également à la couverture médicale de la population. En outre, le ministère pour l'aménagement des eaux et le développement de l'énergie (Ministry for Water and Energy Development) ainsi que le ministère de l'agriculture (Ministry of Lands, Agriculture and Rural Settlement) proposent aussi des services sanitaires et médicaux.

Afin d'améliorer la couverture médicale de la population, le gouvernement a mis au point une série de programmes spéciaux, qui s'intègrent dans la stratégie "Primary Health Care" préconisée:

- Les vaccinations préventives contre les six maladies infectieuses principales du nouveau-né et du petit enfant (rougeole, poliomyélite, tétanos, tuberculose, diphtérie et coqueluche) ont été multipliées dans le cadre du programme de vaccinations désigné par le nom de "Zimbabwe Expanded Programme on Immunization"). Ce programme prévoit également une augmentation des vaccinations contre le tétanos chez les femmes enceintes.
- En février 1982, le "Diarrhoeal Disease Control Programme" a été adopté par le gouvernement. Outre des mesures curatives, telles que l'utilisation renforcée de thérapies orales contre la déshydratation, les composantes essentielles de ce programme spécifique pour l'endiguement des maladies provoquant des diarrhées étaient le prolongement des périodes d'allaitement, ainsi que l'enseignement aux mères des règles fondamentales d'hygiène ménagère et alimentaire.
- Entre 1981 et 1985, un programme spécial d'alimentation de l'enfant ("Children's Supplementary Feeding Programme") a été réalisé afin de remédier aux problèmes de malnutrition largement répandus chez les petits enfants. L'un des principaux financiers de ce projet était l'autorité suédoise internationale pour le développement (Swedish Internationale Development Agency/SIDA). La plus grande partie des denrées alimentaires pour le programme d'alimentation quotidienne a été fournie par le "World Food Programme/WFP", tandis que l'UNICEF se chargeait de la formation du personnel. Pendant la période de sécheresse de 1982/1984, près d'un quart de million d'enfants se trouvant dans plus de 8.000 centres de distribution alimentaire ("Feeding Centers") des Communal Areas ont été ravitaillés en produits alimentaires.
- Afin d'augmenter le personnel médical dans les régions rurales, un programme spécifique ("National Village Health Worker Programme") a permis de renforcer la formation d'aides sanitaires dans les villages. Jusqu'à 1987, seulement env. 7.000 aides sanitaires ont été formés dans les villages alors que le programme prévoyait la formation de 15.000 personnes.

Afin d'améliorer l'état sanitaire des catégories à revenus inférieurs, en 1980, le gouvernement a décidé d'assurer une couverture médicale gratuite aux salariés percevant moins de 150 \$ Z par mois. Cependant, comme par la suite cette limite n'a pas été relevée, alors que durant la même période les revenus minima augmentaient (158 \$ Z par mois pour les travailleurs de l'industrie en 1986), le nombre des personnes bénéficiant de services médicaux gratuits a continuellement diminué.

Dans la mesure où l'on ne connaît pas les taux de mortalité des régions rurales, les rapports concernant les maladies et les causes de décès les plus courantes se limitent aux données provenant des hôpitaux des villes. Selon les indications de l'OMS, les maladies les plus répandues sont les maladies sexuellement transmissibles/MST (Sexually Transmitted Diseases/STD), les diarrhées, les infections des voies respiratoires et les carences alimentaires. Chez les enfants de moins de cinq ans, la plupart des traitements en hôpitaux concernent les maladies suivantes: diarrhées, rougeole, infections pulmonaires. Les causes de décès principales sont la sous-alimentation, la rougeole, les infections pulmonaires, la malaria et les gastro-entérites.

Une grande partie des maladies est attribuable aux mauvaises conditions d'hygiène. D'après une enquête effectuée en 1984, seulement 52% de la population avaient accès à une eau potable propre. Dans les Communal Areas, le pourcentage de la population approvisionnée en eau potable de bonne qualité ne s'élevait qu'à un tiers et se trouvait donc nettement en deçà de la moyenne nationale. Dans l'ensemble, seuls 26% de la population disposaient d'un système d'évacuation des eaux usées suffisant.

Les campagnes de vaccinations, entreprises dans tous le pays au début des années 80 dans le cadre du programme "Primary Health Care" et soutenues par l'OMS, se sont révélées très efficaces. Ainsi, elles ont permis d'obtenir, chez les enfants jusqu'à l'âge d'un an, un degré d'immunisation contre les maladies infectieuses les plus courantes très élevé. En comparaison avec 1981, le pourcentage des enfants vaccinés avec succès contre la tuberculose à l'âge d'un an est passé de 64% à 86% en 1987. En outre, environ les trois quarts des enfants d'un an ont été vaccinés contre la diphtérie (1981: 39%), la poliomyélite (1981: 38%), et la rougeole (1981: 56%). En 1987, la part des femmes enceintes immunisées contre le tétanos s'élevait, à 48%.

4.1 VACCINATIONS DES ENFANTS ET DES FEMMES ENCEINTES

%

Type de vaccinations	1981	1985	1986	1987
Tuberculose (B.C.G.)	64 56 38 39	76 53 63 63 40	94 77 81 79 45	86 77 77 77 48

Diphthérie, coqueluche, tétanos. - 2) Vaccination contre le tétanos pour le femmes enceintes.

Le tableau 4.2 montre l'importance des investissements réalisés, depuis 1980, dans le domaine de la santé publique. Entre 1980 et 1986, le nombre total des centres de soins médicaux privés et publics (à l'exclusion des hôpitaux) est passé de 768 à 1.212. Alors que le nombre des hôpitaux de médecine générale a augmenté de presque un quart, celui des cliniques s'est accru d'env. 46%.

4.2 CENTRES DE SOINS MÉDICAUX

Services	1980	1983	1985	1986
Hôpitaux de médecine générale Hôpitaux spécialisés Cliniques 1) Hôpitaux et services des	100 550	118 14 469	116 755	123 802
missions	88	97	114	114
Hôpitaux des sociétés industrielles et minières	30	44	217 ^{a)}	173

¹⁾ Y compris les services ambulants.

Certes, le nombre de médecins enregistrés est passé entre 1979 et 1986 de 833 à 1.247 (+49%), mais cette augmentation n'a pu tenir le pas avec la croissance démographique. Le nombre d'habitants par médecin est monté, entre 1970 et 1986, de 6.489 à 7.429 personnes. Le nombre des dentistes enregistrés n'a pratiquement

a) Y compris d'autres services privés.

pas augmenté entre 1970 et 1986. En 1986, l'on comptait environ 75.900 habitants par dentiste, en comparaison avec 42.900 habitants par dentiste en 1970. Cependant, contrairement à de nombreux autres pays africains, la couverture en personnel médical spécialisé est comparativement bonne, même s'il faut également constater qu'il existe une différence importante de densité médicale entre les villes et les campagnes.

4.3 MÉDECINS ET DENTISTES ENREGISTRÉS

Catégorie	Unité	1970	1975	1980	1985	1986
Médecins	Nombre	833	890	1 148	1 250	1 247
	Nombre	6 489	7 174	6 528	7 150	7 429
	Nombre	126	144	158	101	124
	1 000	42,9	44,3	47,4	88,5	74,

Comme c'est le cas dans de nombreux pays d'Afrique, le développement de l'épidémie de SIDA est devenu un grave problème. Certes, le nombre de cas de (499) enregistrés officiellement par l'OMS (date d'enregistrement: 31.03.1989) est relativement peu important en comparaison avec d'autres pays du sud de l'Afrique tels que la Zambie (31.03,89: 1.889 cas), le Malawi (30.06.88: 2.586 cas), la Tanzanie (31.12.1988: 4.158 cas), le Kénia (31.03.89: 5.949 cas) et l'Ouganda (31.01.1989: 6.772 cas), mais les signes que l'épidémie de SIDA au Zimbabwe suit, à retardement, l'exemple des pays voisins, se multiplient. Ainsi, selon des sondages réalisés à petite échelle au milieu de l'année 1989, 1,1% (Bulawayo) et 2,8% (Harare) des donneurs de sang potentiels ont été identifiés comme séropositifs. Le pourcentage des porteurs du virus du SIDA parmi les patients atteints de tuberculose variait entre 30% et 40%; 12% des patients souffrant de maladies sexuellement transmissibles/MST ("Sexually Transmitted Diseases/STD") étaient séropositifs. Des tests réalisés parmi les prostituées ont révélé un pourcentage de 70% de séropositives. Dans les cliniques centrales de la capitale, le SIDA représentait, en 1988, la cause de décès la plus fréquente chez les petits enfants.

Mais le problème du SIDA ne concerne pas que les grandes villes. Dans toutes les parties du pays, le nombre de lits occupés, dans les hôpitaux, par des malades présentant les symptômes du "AIDS-related Complex/ARC", a augmenté. Les

estimations conservatrices évaluent le nombre des personnes séropositives à au moins cent mille. Des hypothèses plus pessimistes estiment le nombre des personnes infectées à plusieurs centaines de milliers.

Le Zimbabwe a été l'un des premiers pays du monde a contrôler systématiquement les conserves de sang. Afin d'éviter la transmission du virus lors des transfusions sanguines, depuis 1985, toutes les conserves de sang du centre national de transfusion ont été testées afin de déceler le virus du SIDA. A la demande de l'OMS, a eu lieu en février 1989 une conférence sur la lutte à mener à l'avenir contre le SIDA, à laquelle ont participé, outre les représentants du ministère de la santé, env. vingt organisations engagées dans la lutte contre le SIDA. A la suite de cette conférence, le ministère de la santé a décidé d'entreprendre une campagne d'information sur le SIDA. L'"AIDS Counselling Trust/ACT" spécialement fondé à cet effet, a été chargé de la coordination de la campagne d'information. La propagation future du virus du SIDA dépend dans une large mesure de la rapidité à laquelle le gouvernement pourra effectivement réaliser une politique active de prévention contre cette maladie.

5 ÉDUCATION

Avant l'indépendance en 1980, le secteur éducatif était très insuffisamment développé. Alors que la minorité blanche avait un accès illimité à tous les établissement pédagogiques, la majeure partie de la population noire n'avait pas la possibilité d'acquérir un niveau d'instruction élevé. Cela restreignait également ses chances d'obtenir des emplois hautement qualifiés dans les de l'agriculture. de l'industrie et des services. l'administration publique. Une grande partie de la population noire n'avait jamais fréquenté l'école. En 1979, seulement 42% des enfants noirs en âge scolaire étaient scolarisés. Au début des années 80, le taux de scolarisation dans le secondaire était de presque 100% pour la population blanche, alors qu'il n'atteignait que 8% parmi la population noire. La déficience de l'infrastructure scolaire et la mauvaises adaptation des programmes scolaires aux exigences de la vie professionnelle, associé à un faible niveau de qualification du personnel enseignant ont constitué des obstacles supplémentaires à l'instruction de la population noire.

La politique éducative menée par le gouvernement après l'indépendance cherchait avant tout à offrir l'accès à l'école primaire à tous les enfants en âge d'être scolarisés. L'élévation du niveau d'instruction après l'école primaire tenait également une place centrale dans la politique scolaire du gouvernement.

L'extension du secteur éducatif se reflète nettement dans la forte augmentation du nombre des élèves depuis 1975. Ainsi, entre 1975 et 1980, les nombres des élèves de l'enseignement primaire est passé de 864.100 à 1,636 mill. (+89,3%). Jusqu'en 1988, leur nombre s'est porté à 2,221 millions. Dans l'enseignement secondaire, le nombre des élèves a été multiplié par neuf entre 1980 (75.000 élèves) et 1988 (653.400 élèves). Dans l'enseignement supérieur, il est également possible de constater une importante augmentation des étudiants. Le nombre des personnes fréquentant des écoles supérieures (y compris les étudiants des universités) est passé de 8.479 en 1975, à presque 50.000 en 1988. Cela signifie qu'il a été multiplié par six en un peu plus d'une décennie.

5.1 ÉLEVES ET ÉTUDIANTS

Type d'établissement	Unité	1975	1980	1985	1986	1987	1988
Écoles primaires Écoles	1 000	864,4	1 636,0	2 229,4	2 260,4	2 264,7	2 221,0
spécialisées ¹) . Écoles moyennes	Nombre	1 267	571	1 868	2 027	2 268	2 579
et supérieures Écoles	1 000	70,9	75,0	497,8	545,8	615,8	653,4
spécialisées 1) Écoles professionnelles	Nombre	439	309	288	339	442	473
Agricoles	Nombre	159	173	888	875	1 002	
Agricoles Techniques 2) Établ. de formation	Nombre	4 033	3 469	9 005	11 261	16 784	25 104
d'enseignement	Nombre	2 932	2 824	9 504	12 029	13 914	15 750
Universités	Nombre	1 355	1 873	4 742	5 886	6 873	7 699

Pour handicapés physiques et mentaux. - 2) Y compris les étudiants à temps partiel.

L'intérêt préférentiel, dont jouit le secteur éducatif dans la politique nationale, se manifeste par le fait que les dépenses éducatives occupent, depuis des années, le plus grand poste budgétaire du gouvernement central. Pour l'année fiscale 1989/90, les dépenses prévues pour le secteur éducatif sont de 1.187,6 mill. \$ Z (17% des dépenses totales), comparativement à 479 mill. \$ Z pour 1984/85 et seulement 119 mill. \$ Z pour l'année fiscale 1979/80.

L'école primaire dure sept ans et est gratuite depuis l'acquisition de l'indépendance. Durant les deux premières années d'école, les cours sont donnés dans la langue maternelle respective des élèves (Shona, Anglais, Ndebele). A partir de la troisième année d'école, la classe est faite en anglais. Aux sept années d'école primaire s'ajoutent les deux années du premier cycle de l'enseignement secondaire, auquel ont gratuitement accès, du moins en théorie, tous les élèves ayant terminé l'école primaire. Le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, que ne fréquente actuellement qu'une minorité d'élèves, permet d'accéder aux études universitaires.

La croissance rapide du nombre des élèves, depuis 1980, a entraîné une forte augmentation des centres de formation du personnel enseignant. Le nombre des étudiants recevant une formation d'enseignant est passé de 2.824 en 1980, à 15.750 en 1988. Cependant, le manque de personnel enseignant a dû être en partie l'emploi comblé renforcé de professeurs étrangers (Britanniques. Australiens), et l'embauche de professeurs auxiliaires n'ayant pas recu de formation spécifique d'enseignant. Dans le cycle primaire, le pourcentage des professeurs sans formation spécifique est passé, entre 1980 et 1986, de 28% à 46%. Dans l'enseignement secondaire, le pourcentage des professeurs auxiliaires est monté, durant la même période, de 3% à 36%. Dans l'enseignement primaire, le rapport écoliers par enseignant a pu être considérablement amélioré. Alors que le rapport écoliers par enseignant était de 57 pour 1 en 1980, le résultat obtenu en 1986 se montait à 39 pour 1. Dans le secondaire, en revanche, le rapport écoliers par enseignant s'est dégradé entre 1980 et 1986 de 20 pour 1 à 28 pour 1, et ce bien que le nombre des enseignants ait été multiplié par cing.

5.2 ENSEIGNANTS

Type d'établissement	1975	1980	1983	1984	1985	1986
Écoles primaires privées	21 202	28 455	52 502	54 086 46 271	56 691 49 568	58 257
Enseignants auxiliaires Écoles moyennes		8 031	26 548	23 999	26 610	26 752
et supérieures privées	3 737	3 730	8 808	14 718 9 615	17 315 11 460	19 487
Enseignants auxiliaires Collèges techniques		112	1 934	4 508 448	5 551	6 929
Étab. de formation d'enseignement Universités	:			43i		1 031 448

Le rapide développement du secteur éducatif a entraîné un élargissement considérable de l'infrastructure scolaire. Cependant, le besoin croissant en établissements scolaires n'a été qu'en partie pris en compte. Certes, le nombre des élèves du secondaire a été multiplié par plus de six depuis 1980 mais, en raison de l'augmentation hors de toute proportion du nombre des élèves à ce niveau, il a été impossible de construire suffisamment d'établissements. C'est pourquoi, pour remédier temporairement au problème, l'on pratique actuellement l'enseignement par système de roulement (hot-seating). Dans le domaine de la

formation universitaire, l'éventail d'études proposé n'est toujours pas suffisamment large, bien qu'une série de disciplines telles que pharmacie et génie aient été introduites. Pour cette raison, la part des étudiants poursuivant leurs études à l'étranger demeure considérable par rapport au nombre total des étudiants. Le projet qui sera le plus probablement réalisé est la construction d'une deuxième université à Bulawayo. Le nombre des étudiants est passé de 1.873 en 1980 à 7.699 en 1988.

5.3 ÉCOLES ET AUTRES ÉTABLISSEMENTS PEDAGOGIQUES

Type d'établissement	1975	1980	1983	1984	1985	1986
Écoles primaires	3 446	3 161 2 509 197 126	3 960 3 716 790 646	4 161 3 895 1 182 951	4 234 3 966 1 215 1 037	4 298 4 009 1 277 1 090
Étab. de formation d'enseig privées	i	i	10 3 1	10 3 1	14 i	14 3 1

^{1) &}quot;University of Zimbabwe".

Parallèlement à l'extension du secteur d'enseignement formel, le programme "Education with Production" représente un autre point fondamental de la politique éducative nationale. Ce programme a vu le jour en relation avec la fondation du Zimbabwe Foundation for Education with Production/ZIMFEP par le ministère de la formation, en 1980. Outre la scolarisation des enfants de réfugiés dans les établissements scolaires, la tâche principale du ZIMFEP consistait à associer les matières générales avec les programmes de formation professionnelle spécifique. Cela s'illustre, par exemple, par le rattachement des écoles aux fermes qui utilisent des technologies de travail intensif. Grâce à la culture de produits alimentaires de base destinés à la consommation personnelle, il est possible aux élèves d'acquérir des connaissances de base sur les méthodes de production agricole.

Outre le développement de l'enseignement scolaire, la formation des adultes représente un autre point important de la politique de formation. Les cours de formation ont lieu lors de cours du soir et par correspondance afin d'assurer

une formation permanente. Les programmes de radio scolaire et les cours audiovisuels viennent compléter le programme de formation permanente du gouvernement.

Depuis 1980, la lutte contre l'analphabétisme a connu des succès considérables. Jusqu'en 1985, le pourcentage des analphabètes de plus de 14 ans est tombé à 26% (à titre comparatif 1980: 31,2%). Il est assurément nécessaire d'énormément améliorer le niveau d'instruction des femmes. En 1985, encore environ un tiers de la population féminine de plus de 14 ans était considéré comme analphabète, alors que le pourcentage des hommes ne sachant ni lire ni écrire n'était que de 18%. Entre 1962 et 1985, le nombre des analphabètes est tombé de 1,329 mill. à 1,198 mill. (-9,9%). Alors que le nombre des hommes analphabètes a chuté de 565.000 à 419.000 personnes, soit une diminution de 25,8%, le nombre des analphabètes a augmenté, parmi la population féminine, de 764.000 à 779.000 (+2,0%).

5.4 ANALPHABETES

Catégorie	1962	1980 1 000	1985	1962 % du	1980 J groupe	1985 d'âge
15 ans et plus Hommes Femmes	1 329,0	1 218,6	1 198,0	60,6	31,2	26,0
	565,0	449,1	419,0	52,0	23,5	18,5
	764,0	769,5	779,0	69,0	38,7	33,2

6 ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Depuis 1980, le marché du travail du Zimbabwe a connu de profondes modifications. L'exode d'une grande partie de la population blanche, durant les premières années de l'indépendance, a laissé un manque de personnel qualifié que la population noire indigène n'a pas été capable de combler immédiatement, en raison des possibilités de formation et d'ascension professionnelle restreintes pendant la période coloniale. Dans ces conditions, le gouvernement a accordé une importance particulière à l'amélioration de la formation scolaire et professionnelle de la population noire.

L'insuffisance de création de nouveaux emplois et le nombre croissant d'écoliers débarquant sur le marché du travail, du à un surplus de naissance et à l'élargissement du système de formation, a entraîné une forte augmentation du chômage. L'augmentation du chômage des jeunes devient un problème de plus en plus urgent, car le nombre continuellement croissant des élèves achevant le secondaire ne peut pratiquement pas être intégré dans le marché officiel du travail. Une étude publiée en Mars 1988 par l'université du Zimbabwe (Harare) a estimé le nombre des écoliers terminant leurs études à 857.000 personnes, entre 1986 et 1990. Le nombre d'emplois qu'il sera possible de créer durant cette période est, si l'on veut être réaliste, d'au maximum 144.000. Cela provoquerait une augmentation du taux de chômage de 24% en l'année 1990.

Pour les années 90, les pronostics sont encore plus pessimistes. Durant la période allant de 1988 à 1997, seulement 120.000 personnes actives quitteront la vie professionnelle pour raisons d'âge, alors que durant le même laps de temps, 2 millions de jeunes se retrouveront sur le marché de l'emploi qui, d'après le rythme de développement actuel, ne pourra absorber dans tous les cas que 250.000 travailleurs supplémentaires. Dans ces conditions, le nombre des chômeurs actuel de 580.000 pourrait passer au siècle prochain à 2 millions.

La structure des âges n'en est pas la seule cause. L'inégalité croissante entre les écoliers bien formés après quatre à cinq années d'études secondaires, et le nombre disponible d'emplois correspondants, entraîne également une aggravation de la situation du marché de l'emploi. Le nombre des élèves du secondaire est passé, entre 1980 et 1988, de 75.000 à 653.000 personnes (cf. chap. 5, tab.5.1). L'on ne peut prévoir comment il serait possible de créer, durant les prochaines

années, une offre adéquate d'emplois de haut niveau pour le grand nombre d'élèves qualifiés ayant terminé leurs études.

La suppression du chômage de masse représente le plus grand défi de la politique de l'emploi pour le gouvernement Mugabe. Depuis 1986, on remarque l'ébauche d'une politique de l'emploi active. Plusieurs projets auparavant "Food-forwork", qui ont débuté en 1986, ont été avec le temps transférés des programmes d'emploi à long terme pour les jeunes chômeurs des régions rurales. En 1987 a eu lieu la fondation de ce que l'on nomme Task Force on Employment Creation, un groupe de travail interministériel pour la création de nouveaux emplois. Le nouveau ministre du travail et des affaires sociales (Minister of Labour, Manpower Planning and social Welfare), John Nkomo, préconise avant tout la subvention de l'emploi, le renforcement des mises à la retraite anticipées des travailleurs et la suppression de l'emploi de la main d'oeuvre étrangère. Cependant, ces mesures ne sauraient à elles seules résoudre les problèmes de l'emploi à venir. Les spécialistes pensent que les mesures suivantes sont nécessaires pour prendre en main le problème du chômage de masse:

- un soutien accru des industries et industries minières les plus actives et orientées sur l'exportation,
- un système d'incitation dynamique pour stimuler les investissements de l'industrie privée nationale et étrangère,
- ainsi que des stratégies créatives pour créer de nouveaux emplois dans ce que l'on nomme le secteur informel.

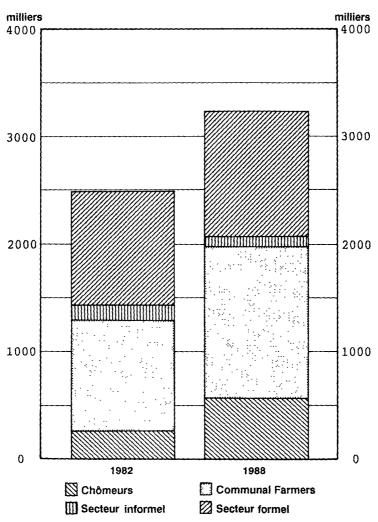
Toutes les indications récentes concernant la population active se basent sur les résultats du recensement de 1982. A l'époque, la population active était de 2,484 millions. Le nombre des personnes actives de sexe masculin s'élevait à 1,511 millions (60,8%), celui des personnes actives de sexe féminin à 973.000 (39,2%). Le pourcentage de la population active totale (hommes et femmes) atteignait 33,1%. Par conséquent, seulement un tiers de la population totale pouvait être compris dans le cercle des personnes actives (personnes en activité professionnelle et personnes sans emploi). Le faible pourcentage total de personnes en activité est dû à la forte proportion de personnes jeunes (moins de 15 ans) et à la faible participation de la population féminine aux activités professionnelles. En 1982, alors que le pourcentage de salariés atteignait 41,1% parmi la population masculine, seulement env. un quart de la population féminine prenait part à la vie professionnelle.

6.1 PERSONNES ACTIVES ET LEUR PROPORTION DANS LA POPULATION 1982*)

	Unité	Total	Hommes	Femmes
Personnes actives Proportion dans la	1 000	2 484,1	1 510,7	973,3
population totale	%	33,1	41,1	25,4

^{*)} Personnes âgées de 15 ans et plus; résultat du recensement.

6.1 POPULATION ACTIVE 1982 ET 1988



Entre 1982 et 1988, d'importantes modifications se sont accomplies dans le secteur de l'emploi. Selon les indications du ministère des affaires étrangères de la République Fédérale d'Allemagne, le nombre des personnes en activité est passé, entre 1982 à 1988, à 3,230 millions (+30,0%). L'activité dans le secteur économique formel (salariés) s'est nettement accrue. Le pourcentage des travailleurs du secteur économique formel est tombé, entre 1982 (1,046 millions) et 1988 (1,160 millions)), de 42,1% à 35,9%. En revanche, on a pu constater une augmentation notable dans le domaine des Communal Farms. Le pourcentage des personnes employées dans ce secteur est monté de 41,8% soit 1,038 millions à 43,3% soit 1,4 millions. Durant les six années, le nombre des chômeurs s'est élevé de 268.100 à 580.000 personnes, et a ainsi doublé. Le taux de chômage est passé de 10,8% en 1982 à 18,0% en 1988. Lors de la présentation du projet budgétaire 1988/1989, le ministre des finances Bernard Chidzero est même proposé un nombre de 900.000 chômeurs, soit un taux de chômage de 30%.

Les données concernant la répartition des personnes actives selon le sexe et les groupes d'âge se réduisent au recensement de 1982. Le groupe d'âge des 40 à moins de 55 ans possédait le plus fort pourcentage de personnes en activité en 1982. Presque les trois quarts de la population de cet âge exerçaient une activité professionnelle. Il existe des différences considérables dans la participation aux activités professionnelles spécifiques aux deux sexes. Alors que, dans la population masculine âgée de 25 à 60 ans, le taux d'activité dépassait continuellement 90%, celui de la population féminine du même âge se chiffrait à 50%.

6.2 PERSONNES ACTIVES ET LEUR RÉPARTITION DANS LES GROUPES D'AGE 1982*)

Age de à moins de ans	Total	Hommes 1 000	Femmes	Total % du	Hommes groupe d'â	Femmes ge
15 - 20	381,0	187,9	193,1	47,5	48,2	46,8
	427,6	242,0	185,6	65,3	83,4	50,9
	362,7	226,5	136,2	69,2	93,1	48,5
	278,1	174,2	103,9	70,9	94,0	50,2
	226,8	139,5	87,3	71,3	94,3	51,3
	207,2	133,7	73,4	73,6	94,1	52,6
	167,1	109,3	57,8	73,7	93,9	52,4
	149,4	103,4	46,0	73,7	92,5	50,6
	91,8	61,0	30,8	71,6	90,4	50,7
	185,1	127,5	57,6	50,5	69,0	31,7

^{*)} Résultat du recensement.

En 1982, plus de la moitié des personnes en activité exerçaient une profession dans le secteur économique primaire (professions dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche). Presque 50% de la totalité des personnes actives dans le secteur primaire étaient des femmes (1982: 660.500). Dans le secteur du commerce, le pourcentage des femmes s'élevait même à 51,5%. Dans tous les autres groupes professionnels et les secteurs économiques, la part des femmes est nettement plus faible. Elle n'atteint même pas 15% dans les situations de premier plan, les industries de production et les transports.

6.3 PERSONNES ACTIVES ET LEUR RÉPARTITION SELON LES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES 1982*)

		Total	Hommes	Femmes
	1 000	%	1	000
TotalScientifiques, techniciens	2 484,1	100	1 510,7	973,3
et professions apparentées . Activités de gestion dans le service public et	93,8	3,8	56,2	37,6
l'économie Personnel de bureau et	16,2	0,6	13,8	2,4
professions apparentées	95.2	3,9	63.3	32.0
Commerçants	62,1	2,5	30,0	32,0
Prestations de service Professions de l'agriculture,	154,4	6,2	105,4	49,0
la sylviculture, la pêche Salariés de l'industrie et personnel de service	1 333,5	53,7	673,1	660,5
des moyens de transport	338,8	13,6	290,9	47,9
Travailleurs divers	84.0	3,4	77,7	6,3
Chômeurs Professions militaires et	268,1	10,8	163,8	104,3
service militaire	38,1	1,5	36,7	1,4

^{*)} Personnes âgées de 15 ans et plus; résultat du recensement.

Le développement au ralenti du marché du travail se manifeste par une importante stagnation du nombre des salariés depuis le milieu des années 70. Pour 1984, le nombre indiqué des travailleurs dépendants était de 1,034 millions. Ce nombre se situe encore au dessous de celui de 1975 (1,050 millions). Pour 1987, des estimations chiffrent le nombre total des salariés à 1,065 millions. En comparaison avec 1980, cela signifie que, dans le secteur formel, on n'a pu

créer que 55.000 emplois supplémentaires depuis l'indépendance. L'émigration des agriculteurs blancs ainsi que l'instauration d'un système de salaire minimum ont entraîné la régression du travail salarié dans le secteur de l'agriculture. Renforcé par la mécanisation croissante de l'agriculture commerciale et la sécheresse des années 1982/84, le nombre des travailleurs dépendants a diminué dans le secteur agraire de 327.000 à 271.200 personnes (-17,1%), entre 1980 et 1984. Dans l'industrie de production, le nombre des travailleurs dépendants a augmenté entre 1980 et 1987 d'env. 16.000 personnes. Tandis que dans l'industrie de transformation (+10,2%) et la construction (20,1%), le nombre des salariés s'est nettement accru, le nombre des travailleurs de l'industrie minière a régressé de 66.200 à 55.800 (-15,7%), en raison des mauvaises conditions d'écoulement temporaires. L'une des origines de la régression de l'activité dans l'industrie minière est, pour l'extraction de la houille, le passage de l'exploitation souterraine à une exploitation à ciel ouvert complètement mécanisée. Depuis l'indépendance, l'extension accentuée du régime sanitaire et de l'enseignement a entraîné un fort accroissement de l'emploi dans ces domaines. Dans le secteur de l'enseignement, le nombre des salariés a plus que doublé entre 1980 (41.900) et 1987 (97.900). L'exode des Européens a eu pour conséquence, surtout depuis 1975, une nette diminution du nombre des employés de maison (-18,9%).

6.4 SALARIÉS ET EMPLOYÉS PAR SECTEURS ÉCONOMIQUES*)
1 000

Secteur économique	1975	1980	1984	1986	19871)
Ensemble	1 050,2	1 009,9	1 036,4	•	•
et pêche	363.8	327,0	271,2	_	
Industrie de production Énergétique et distribution	286,3	274,5	273,4	287,5	290,4
des eaux	6,9	6,7	7,3	8,3	8,2
de pierres et de terre	62,6	66,2	54,5	54,9	55,8
Industrie de transformation .	156.0	159.4	166,3	176,9	175,7
Industrie du bâtiment	60,8	42,2	45,3	47,4	50,7
Commerce et hôtellerie Banques, assurances,	77,3	70,3	80,2	81,2	83,2
immobilier	12,1	12,5	15,7	15,4	15,8

6.4 SALARIÉS ET EMPLOYÉS PAR SECTEURS ÉCONOMIQUES*) 1 000

Secteur économique	1975	1980	1984	1986	1987 ¹⁾
Transport et communication	45.3	45,6	50,1	50,7	50.8
Administration centrale	48.9	71,1	88,9	90,8	93,7
Santé publique	13,5	15,2	19,9	22,4	21,0
Enseignement	36.0	41,9	83,8	95,7	97,9
Personnel de maison	124,1	108,1	98,0	100,1	100,7
prestations de service	42,9	43,8	55,2	62,5	64,7

^{*)} Moyenne annuelle; hors mis les employés et salariés des petites entreprises rurales.

¹⁾ Moyenne de Janvier/Mars.

7 AGRICULTURE. SYLVICULTURE ET PECHE

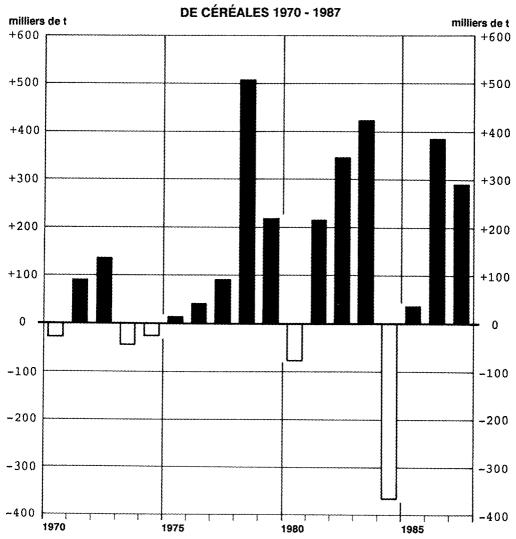
Contrairement à la plupart des autres pays d'Afrique Noire, le Zimbabwe possède un secteur agricole développé. Le Zimbabwe est l'un des rares pays du continent africain à s'auto-suffire sur le plan alimentaire. Les années de récolte normales, d'importantes quantités de tabac, coton, sucre, maïs et viande sont exportées. Comme le montre l'année de sécheresse 1987, même lorsque la récolte est mauvaise, le pays est en mesure de pourvoir à l'alimentation de la population, sans avoir recours à des produits d'importation notables. Alors qu'en 1984, il a encore fallu importer env. 371.000 t de céréales, en raison des difficultés d'approvisionnement en maïs dues à la sécheresse, le pays a pu, durant la sécheresse de 1987, combler les manques de production avec ses propres stocks. Il a de surcroît été possible d'exporter 289.000 t de maïs. Au cours des années 80, le Zimbabwe est devenu l'un des rares exportateurs nets de céréales alimentaires sur le continent africain (cf. graph. 7.1).

Parallèlement à sa portée internationale croissante, le secteur agricole du Zimbabwe se révèle également de grande importance sur le plan national. Certes, le pourcentage de l'agriculture dans le produit intérieur brut (selon les prix constants de 1980) ne s'élevait qu'à 14,3% en 1988, mais le secteur agricole représente la base vitale de près de 70% de la population. Plus de la moitié des personnes actives sont employées dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche. L'agriculture représente entre 30% et 40% (1987: 33%) de l'ensemble des revenus de l'exportation.

L'agriculture du Zimbabwe se caractérise par sa grande diversification. Cela n'est pas sans relation avec le boycott ordonné par l'ONU contre le gouvernement minoritaire blanc, pendant la guerre d'indépendance, qui a encouragé un retour aux ressources nationales et une production renforcée des produits agricoles destinés à la consommation personnelle. La culture du coton, du café, du soja, du thé et de la canne à sucre a rapidement pris de l'expansion. On a mis l'accent sur la production locale de denrées alimentaires telles que le maïs, le blé et le millet. Contrairement aux secteurs d'exportation monostructurés de nombreux autres pays africains, l'agriculture d'exportation du Zimbabwe paraît extrêmement diversifiée. Outre le tabac, le coton, le sucre, le café et le thé, les produits exportés sont avant tout le maïs et la viande. Des multinationales telles que Lonrho, Anglo-American et Lemco (Liebigs) sont impliquées, sur la

base d'un investissement intensif de capitaux, dans le secteur d'exportation agraire du Zimbabwe (élevage bovin, plantation de canne à sucre).

7.1 EXCÉDENT DES IMPORTATIONS (-) ET DES EXPORTATIONS (+)



En raison du niveau de développement du secteur agraire, la planification de l'approvisionnement en denrées alimentaires et de la sécurité alimentaire a été confiée au Zimbabwe, dans le cadre du Southern African Development Coordination/SADCC. L'un des plans développés dans ce contexte pour la garantie de l'approvisionnement régional en denrées alimentaires se concentre

essentiellement sur un système d'alerte rapide, l'organisation d'une réserve régionale en denrées alimentaires, ainsi que sur l'élaboration de programmes visant à réduire les pertes des secondes récoltes.

L'importance croissante du Zimbabwe pour l'approvisionnement alimentaire se manifeste par le fait que, durant les dernières années, de considérables quantités de maïs ont été exportées vers les pays voisins, dans le cadre de ce que l'on nomme "le commerce triangulaire". Ainsi, en juillet 1985, la Communauté Européenne a acheté au Zimbabwe 25.000 t de maïs, d'une valeur de 4,5 millions de \$ US, destinés a apporter une aide alimentaire au Mozambique (10.000 t) et à la Zambie (15.000 t). En décembre 1985, La Grande Bretagne et l'Irlande du Nord ont commandé 14.500 t de maïs qui ont été distribuées dans les provinces du Mozambique touchées par la sécheresse. Au début de l'année 1986, un contrat a été conclu entre l'Australie et le Zimbabwe, pour la livraison à l'Australie de 30.000 t de maïs destinées à apporter une aide alimentaire à divers pays africains. En échange, le Zimbabwe a reçu de l'Australie 25.000 t de blé afin de combler les besoins locaux qui, en dépit d'une production nationale croissante, ne pouvaient être complètement satisfaits. La République Sud-Africaine a importé, en mars 1986, 300.000 t de maïs provenant du pays voisin, et ce à un prix de 33% supérieur à celui pratiqué sur le marché mondial de l'époque. En 1988, le Zimbabwe a vendu 95.000 t au World Food Programme/WFP et à d'autres donateurs, destinés à l'époque aux réfugiés du Mozambique se trouvant au Malawi (35.000 t) et à fournir une aide alimentaire à la Zambie (65.000 t).

Le secteur agraire se caractérise par une structure dualiste, héritée de l'époque coloniale, composée de grandes fermes possédées par les blancs et des petites exploitations de paysans africains. Dans le cadre de ce que l'on nomme "Land Tenure Act", les surfaces agricoles utilisables ont été réparties en "Commercial Farm Areas" et en "Reserves" ou "Tribal Trust Lands". Ces dernières étaient exclusivement réservées à la population africaine et soumises au droit de possession traditionnel. Alors que les fermiers blancs étaient établis surtout dans les régions de l'est et du nord-est du pays -c'est à dire dans les zones au climat favorable et aux bonnes conditions agro-écologiques-, les "Communal Lands" se limitaient aux sols peu fertiles des régions semi-arides du sud et de l'ouest. Les frontières entre ces deux sous-secteurs complètement séparés ont été plusieurs fois déplacées pendant la période coloniale mais, durant les dernières années précédant l'indépendance, les deux domaines représentaient env. la moitié des surfaces agricoles utilisables. L'inégalité de la répartition des terres se caractérisait par le fait que les blancs, qui ne

représentaient qu'env. 5% de la population totale, possédaient 50% des exploitations agricoles, alors que la population noire cultivait l'autre moitié des surfaces agricoles utilisables.

L'utilisation de qualités de semence améliorée, d'engrais artificiels et de produits chimiques ainsi que l'accroissement des services de conseil et des crédits étaient, jusqu'à 1980, presque uniquement limité au domaine des Commercials Farms. Presque 90% des quantités de maïs et de coton commercialisées et presque l'ensemble de la production de tabac, de café, de thé et de blé étaient cultivés, pendant la période coloniale, dans les grandes exploitations agricoles des blancs. Cependant, le mode d'exploitation pratiqué dans les Commercial Areas représentait souvent un gaspillage des terres. Seuls entre 20% et 40% de l'ensemble du paysage rural était alors bâti. On utilisait les bonnes terres labourables pour l'élevage extensif.

A la suite de la lutte pour l'indépendance, le nombre des fermiers blancs est passé, en raison de l'émigration, d'environ 6.700 à 4.800. Le rachat des propriétés agricoles blanches par des fermiers noirs lors du le Resettlement Programme du gouvernement a certes entraîné une diminution des Commercial Areas, mais la surface, mise en exploitation par les dénommés Large Scale Commercial Farmers (Fermiers commerciaux à grande échelle), représente toujours environ 12,8 millions d'ha.(1985), soit un tiers de l'ensemble du territoire. L'importance des exploitations des Commercial Areas est très variable. La grandeur moyenne des exploitations agricoles est certes d'env. 3.000 ha, mais de grandes exploitations extensives pour l'élevage du boeuf, avec parfois une surface d'exploitation de plus de 100.000 ha s'opposent à de petites fermes exploitées intensivement d'une superficie d'entre 100 ha et 200 ha.

Parallèlement aux grandes fermes blanches, il existe aussi un secteur de grandes exploitations noires dont l'étendue spatiale est cependant réduite. Il s'agit, dans ce cas, de fermiers qui ont racheté des terres dans les "African Purchases Areas" délimitées en en 1930. La possibilité d'acquérir des propriétés foncières et des terres est demeurée réservée à une faible couche de "Master Farmer" noirs sélectionnés et instruits. Les exploitations des anciennes African Purchase Areas absorbent aujourd'hui une superficie d'env. 1,420 millions d'ha. La taille moyenne des exploitations est d'env. 125 ha.

Les domaines des "Communal Lands" (Tribal Trust lands) représentent dans l'ensemble 176 unités centrales et abritent plus de 60% de la population. Ce chiffre ne comprend pas les travailleurs migrants qui travaillent dans les villes ou dans de grandes fermes commerciales et reviennent temporairement dans les "Communal Areas". Les petits paysans des "Communal Lands" ne possèdent pas de propriétés terriennes privées. Les terres exploitées sont la propriété de la tribu dont la jouissance est laissée aux petits fermiers. Parallèlement aux surfaces de culture individuelles, il existe des pâturages collectifs auxquels tous les petits fermiers ont accès.

Le taux de croissance élevé de la population des dernières décennies a entraîné un partage constant des unités d'exploitation et un aggravement de la pression de la population dans les Communals Areas. Des surfaces de culture sont chaque année sacrifiées à la construction. Les périodes de mise en friche n'existent pratiquement plus. A cause d'un entretien mal approprié, le problème du surpâturage a encore empiré. Les Communals Lands étaient déjà surpeuplés avant l'indépendance. Les conditions d'existence n'étaient bien souvent assurées que par le reversement du salaire des travailleurs migrants. En se référant à la capacité agricole, le rapport final de la Government Commission of Inquiry into Incomes, Prices and Conditions of Service (Commission gouvernementale d'enquête sur les revenus, les prix et les conditions de service, appelé encore "Riddell-Report") en est, venu dès 1981, à la conclusion que 58% des personnes vivant autrefois dans les réserves avaient, dû en 1980, être deplacées ou quitter le secteur de la production agraire afin de garantir un minimum vital suffisant aux 42% des habitants restant. Le rapport recommandait d'établir 235.000 familles dans la zone urbaine industrielle et de transférer env. 220.000 familles dans les zones appelées "zones de reinstallation" ("Resettlement Areas").

Afin de réduire la concentration de population dans les "Communal Areas", le gouvernement a décidé, immédiatement après l'indépendance, de réaliser un programme de transfert de population. Il a été convenu, dans la convention Lancaster House de 1980, que le gouvernement ne pourrait acheter pour le programme de recasement, que des terres cédées volontairement par les fermiers blancs. L'expropriation forcée des propriétaires blancs a été formellement exclue. Depuis 1980, env. 3 millions d'ha des anciennes propriétés agricoles des blancs ont été acquis pour le plan de transfert de population, afin d'y installer les paysans africains. Le but du programme de transfert de population était de faire quitter les Communals Areas à env. 162.000 familles jusqu'au milieu de l'année 1985. Cependant, ce but n'a pas été atteint. Selon les estima-

tions du Ministry of Lands, Agriculture and Rural Settlement, seules 50.000 familles noires se sont établies dans les anciennes Commercial Farmland. La Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord prennaient en charge 50% des frais du programme de transfert de population, particulièrement pour l'achat des exploitations agricoles blanches et la mise en place de leur infrastructure (routes, écoles, services sanitaires, fontaines, habitat, centres administratifs).

Le transfert de population devait, du moins en théorie, être réalisé selon trois modèles différents. La majeure partie des familles a été transférée selon le modèle A qui prévoit 5 ha de propriété privée, outre l'habitat, par famille dans le village et le droit de pacage sur les terres collectives. Le modèle B propose l'installation de fermes coopératives avec l'utilisation collective des terres et des instruments aratoires, avec cependant la propriété privée du bétail. Le modèle C aspire à une combinaison de fermes coopératives et d'exploitations privées. Ce modèle n'a pu jusqu'à présent être réalisé. Env. 90% des familles ont été, jusqu'en 1985, transférées selon le modèle A, ou plus exactement une variante accéléré du modèle A qui prévoyait l'implantation des nouvelles populations sans équipement infrastructurel.

Le programme de recasement a été considérablement ralenti par les prescriptions qui, jusqu'en 1990, ne permettent au gouvernement que d'acheter des terres cédées volontairement, ce qui le limite dans ses possibilités d'action. A cela s'ajoute que la vente de terres appartenant à des blancs pour les projets de transfert a été très sélective sur les plans écologiques et infrastructurels. De nombreux Commercial Farmers ont vendu les fermes mal pourvues sur le plan de la qualité des sols et de l'infrastructure agricole, pour acheter de grandes fermes venant de se libérer dans les régions favorables à l'agriculture. Néanmoins, la qualité moyenne des sols dans les Resettlement Areas peut être considérée comme supérieure à celle des Communal Lands. En effet, dans de bonnes conditions agroécologiques, les petites exploitations des régions de transfert obtiennent des rendements équivalents à ceux des Commercial Farms. A cela s'ajoute une utilisation plus intensive des ressources du sol que cela n'était le cas jusqu'à présent.

En 1986, 26.800 km², soit près de 7% de la surface totale, pouvaient être classés terres labourables. En comparaison avec 1971 (23.850 km², la superficie des terres labourables a augmenté de 12,4%. La superficie des cultures permanentes s'est élargie, entre 1971 et 1986, de 77,6%. Cependant, en 1986, son

pourcentage par rapport à la surface totale ne s'élevait qu'à 0,2%. La part des prairies et pâturages permanents (1986: 48.560 km²) était de 12,4%. Plus de la moitié du territoire (51,0%) était couverte de forêts. La surface irriguée était de 1.800 km². Cela représente env. 6,5% du total des surfaces de terres labourables et de culture intensive. Dans l'ensemble, on estime les terres qui pourraient être cultivées grâce à l'irrigation à 4.000 km². A l'avenir, il est nécessaire de continuer l'extension de l'agriculture par irrigation , si l'on veut atteindre le but fixé, c'est à dire un auto-approvisionnement en blé.

7.1 UTILISATION DES TERRES
1 000 ha

Mode d'exploitation		1971		1976		1981		1986
Terres labourables Cultures permanentes Prairies et pâturages	2	385 49	2	465 61	2	600 78	2	680 87
permanents	4	856	4	856	4	856	4	856
Superficies boisées	19	930	19	930	19	930	19	930
Autres superficies	11	838	11	746	11	594	11	505
Superficies irriguées		50		80		130		180

Concepts de la FAO. Sont inclues les superficies qui ne sont que parfois utilisables en raison des conditions météorologiques.

L'utilisation de méthodes d'agriculture modernes a nettement augmenté durant les dernières années. Certes, il existe toujours une différence notable entre les moyens utilisés dans les "Large Scale Commercial Farms" et ceux des petites exploitations des Communal Areas mais, depuis l'indépendance, le gouvernement s'est efforcé de fournir davantage d'engrais chimiques, de pesticides et de machines agricoles aux Tribal Trust Lands. Ainsi, alors qu'en 1979, par exemple, crédits agricoles donnés par l' Agricultural Corparation/AFC allaient aux grosses exploitations blanches (75.6 millions \$ Z d'une somme totale de 77,2 millions \$ 2), durant les dernières années, les petites exploitations des Communal Areas ont également pu avoir recours de manière renforcée aux crédits. En 1984/85, presque un tiers du volume de crédit de l'AFC, soit une valeur de 180 millions \$ Z ont été accordés à 95.000 petits exploitants. En 1988/89, la part des crédits accordés aux Communal Farmers doit, pour la première fois, dépasser la somme de crédit des grands exploitants blancs.

Le nombre des tracteurs est passé de 17.000 à 20.350 entre 1970 et 1986 (+19,7%). Durant le même période, le parc des moissonneuses-batteuses est passé de 320 à 580 (+81,3%). Les machines agricoles sont essentiellement utilisées dans les grandes fermes commerciales et les Resettlement-Areas. Les petites surfaces d'exploitation des Communal Areas ne se prêtent pratiquement pas à l'utilisation de grosses machines agricoles coûteuses.

Certes, la production d'engrais commerciaux a stagné entre 1982/83 et 1986/87, mais le Zimbabwe est, après le Kenia et le Swaziland, l'un des rares pays d'Afrique Noire à utiliser en quantité appréciable d'engrais artificiels pour la production agro-alimentaire. Selon les indications de l'Organisation alimentaire et agricole/FAO, la moyenne de consommation d'engrais artificiels par hectare de surface de terres labourables et de culture permanente est, pour l'ensemble du pays, de à 57,1 kg. Ainsi, le Zimbabwe utilise env. trois fois plus d'engrais commerciaux par unité cultivée que la moyenne des pays africains. L'utilisation de variétés de graines améliorées ("high Yielding Varieties/HYV") pour le maïs et le coton par presque tous les Commercial farmers et plus de 90% des petits fermiers des Communal Areas a rendu nécessaire l'utilisation relativement élevée d'engrais artificiels. L'existence d'une production locale d'engrais a permis une utilisation comparativement moins coûteuse d'engrais commerciaux, même si l'ensemble des engrais potassiques et la moitié des engrais à base de nitrate doivent être importés.

7.2 CONSOMMATION D'ENGRAIS COMMERCIAUX*)
1 000 t de substances nutritives

Type d'engrais	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87
Total	150,9 73,1 45,0 32,8	155,3 81,3 44,5 29,5	145,7 71,6 44,5 29,6	170,1 93,0 45,9 31,2	157,9 81,9 42,8 33,2
de culture perman. en kg 1)	54,2	57,9	54,3	62,2	57,1

^{*)} Année agricole: Juillet/Juin.

¹⁾ Année civile (1986/87 = 1986).

La production agricole du Zimbabwe est fortement soumise aux variations climatiques. Dans près de la moitié du pays, la variabilité des précipitations est de plus de 25%, ce qui signifie, avec des précipitations prédominantes de moins de 800 mm par an, que le pays est fortement sujet à des pertes de récoltes occasionnées par la sécheresse. Durant les neuf années qui ont suivi l'indépendance, le Zimbabwe n'a pas connu moins de 4 années de sécheresse (de 1982 à 1984 et 1987). En dépit de ces circonstances, à savoir que, pendant les pires années de sécheresse, la récolte a été pratiquement nulle dans des régions où vivaient près de 2 millions d'habitants, le Zimbabwe est parvenu à éviter un risque de famine, grâce à un système d'alerte effectif.

Les effets des périodes de sécheresse se révèlent nettement dans le développement de l'indice de production agricole. Après une première coupure de 1982 à 1984, la production agricole s'est relevée grâce aux meilleures conditions climatiques des années suivantes. En 1986, la production agricole était de 27% supérieure à la valeur de 1979/1981M. Après une nouvelle coupure en 1987, la production agricole de 1988 a dépassé de 28% les résultats de 1979/81M.

La production de produits alimentaires a particulièrement été touchée par les mauvaises conditions climatiques. En 1983, il n'a été possible d'atteindre que 79% des valeurs obtenues en 1979/1981 M. Durant l'année de sécheresse de 1987. il s'agissait uniquement de 84%. Mais, avec 124% durant les années suivantes, la production de produits alimentaires s'est rétablie. Si l'on considère l'évolution démographique, l'on constate que même les bonnes récoltes des années 1985, 1986 et 1988 n'ont pas été suffisantes pour tenir le pas avec la croissance de la population. En comparaison avec 1979/81 M, la production de produits alimentaires par personne a baissé de 7% en 1988. Durant les périodes de sécheresse, la production de produits alimentaires par habitant a même diminué de deux tiers à trois quarts de sa valeur de 1979/81M.

7.3 INDICE DE LA PRODUCTION AGRICOLE
1979/81 M = 100

Type d'indice	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Production globale par habitant Production alimentaire par habitant	112	101	85	100	126	127	102	128
	108	94	77	87	106	103	80	96
	123	104	79	84	121	124	84	123
	119	98	72	74	102	101	66	93

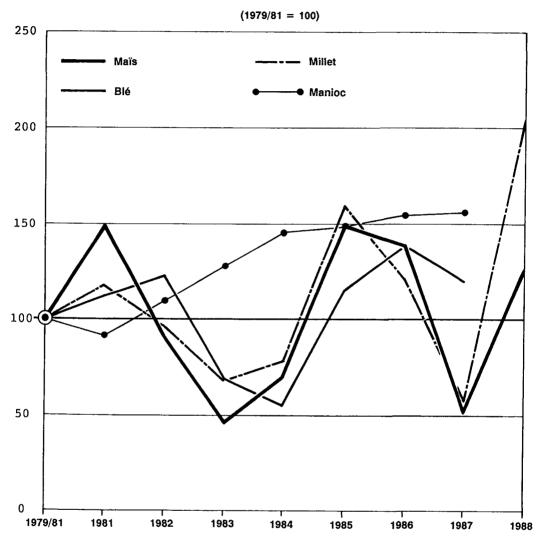
Le graphique 7.2 et le tab. 7.4 montrent la forte variation des résultats de production des produits alimentaires les plus importants. Après avoir enregistré un record de récolte du maïs en 1981 avec 2,729 millions de t, le résultat des récoltes a diminué d'un tiers jusqu'en 1983 (844.000 t.). Avec l'arrêt de la période de sécheresse de 1982/84, la production du maïs est de nouveau remontée. Durant les années 1985 (2,711 millions de t.) et 1986 (2,545 millions de t.). les récoltes obtenues ont été presque aussi bonnes que celles de 1981. La récente sécheresse de 1986/87 a fait chuter la production de maïs de 1987 à 1 million de t. La chute de production du maïs cette année là n'est cependant pas seulement due aux mauvaises conditions climatiques mais aussi à la politique des prix pratiquée par le Ministry of Lands, Agriculture and Rural Settlement, immédiatement avant le début de l'année agricole 1986/87. En raison du stockage couteux du maïs, qui a atteint, en mars 1987, 2,5 millions de t, une réduction des prix à la production à payer aux Large Scale Commercial farmers a été promulquée en septembre 1986. Cela a entraîné, dans les grandes fermes blanches, la conversion d'env. 40% des surfaces de culture du maïs en surface de culture de produits agricoles plus lucratifs tels que l'arachide et le soja, bien que la diminution des prix annoncée n'ait jamais été appliquée. En raison de conditions climatiques favorables et de la hausse des prix à la production, la production du maïs s'est considé-rablement accrue en 1988 et a presque atteint, avec 2,253 millions de t, le niveau des années 1985 et 1986. Selon des indications nonofficielles, la récolte de blé de 1988 a été évaluée à 271.000 t, ce qui équivaut à un nouveau record de production.

Alors que, pendant les années de sécheresse, on a pu constater une nette régression de la production des produits céréaliers d'importance, la production de manioc s'est révélée considérablement moins exposée à la sécheresse. (cf. Graph. 7.2) C'est également le cas pour les pommes de terre et les légumineuses (haricots, soja).

Les prévisions de récolte pour 1989 sont considérées avec un grand scepticisme, car le sud et l'est du Zimbabwe ont été frappés, au nouvel an 1988/89, par une nouvelle période de sécheresse qui met en danger la production des produits des champs. En janvier 1989, il a de nouveau fallu convoquer le comité d'action interministérielle pour la lutte contre la sécheresse (Interministerial Drought Action Comittee), à la suite de l'absence des pluies de printemps. Cependant, la population d'env. un demi million qui risque d'être touchée par des pertes de récolte potentielles n'encoure pas le danger de famine, car env. encore 1 million de tonnes de maïs sont disponibles en stocks, comme réserve en cas

d'urgence, ce qui représente plus que la consommation annuelle de la population totale.

7.2 VOLUMES RÉCOLTÉS DES DENRÉES ALIMENTAIRES DE BASE LES PLUS IMPORTANTES



La production de produits d'exportation importants tels que la canne à sucre, le tabac et le coton brut a été moins fortement touchée par les périodes de sécheresse. Le record actuel de récolte de la canne à sucre a été atteint en 1986 avec 4,044 millions de t. Durant l'année de sécheresse de 1987, la production de canne à sucre était encore, avec 3,8 millions de t, de 32%

supérieure à la moyenne de 1979/1981. L'irrigation des cultures de canne à sucre dans les grandes Commercial farms a considérablement diminué le danger d'une régression de la production à cause de la sécheresse. Le tabac a pu atteindre, en 1987, avec 131.000 t, un nouveau record de production. En 1988 la production de tabac est tombé à 112.000 t. La récolte en 1989 est estimée à 130.000 t (+16%). Presque toute la production de tabac est destinée à l'exportation. Le Zimbabwe est le troisième exportateur de tabac, après les Etats-Unis et le Brésil. La production de coton brut s'élevait, en 1987, à 105.000 t et a donc presque doublé par rapport à celle de 1979/81 M. Env. 90% du coton récolté est destiné à l'exportation.

7.4 VOLUMES RECOLTÉS DE PRODUITS VEGETAUX 1 000 t

Produit	1979/81D	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
B1é	179	201	219	124	99	205	248	215	
Maïs	1 829	2 729	1 657	844	1 283	2 711	2 545	931	2 253
Millet	224	263	215	152	175	357	272	129	454
Pommes de terre	21	20	25	23	23	27	28	29	_
Manioc	55	50	60	70	80	82	85	86	-
Haricots secs	22	19	49	45	45	47	48	45	46
Graines de soja	86	65	91	88	90	86	83	104	120
Arachides non									
décortiquées	101	239	111	32	26	68	61	79	135
Canne à sucre	2 878	3 551	3 587	3 516	3 778	3 650	4 044	3 800	3 128
Café vert	5	5	6	10	12	11	14	13	12
Thé vert	9	10	11	11	13	15	16	17	-
Tabac vert	104	78	92	100	125	109	117	131	112
Coton brut,									
dénoyauté	54	53	56	60	69	103	85	105	120

Les variations importantes actuelles des rendements par hectare sont en première ligne conditionnées par le climat. Ainsi, en 1987, le rendement moyen pour le maïs est tombé, à cause de la sécheresse, à 7,7 t par ha soit 52,5% en dessous du résultat moyen de la période de 1979 à 1981 (16,2 t par ha). Pour le millet, la baisse du rendement par surface a été de 12,0%. Cependant, durant les années bénificiant de conditions de précipitations favorables, le niveau de rendement des surfaces se situe, pour presque toutes les sortes de céréales, nettement au dessus de la moyenne africaine. Par exemple, le Zimbabwe a pu récolter, en 1986, 1,94 t de maïs par hectare de surfaces cultivées. En comparaison, la moyenne africaine n'est seulement que de 1,58 t. Dans certaines parties du pays

bénéficiant de conditions agro-écologiques favorables, on obtient, dans les aires irriguées artificiellement, un rendement par hectare pour le maïs de plus de 10 t., soit un niveau extrêmement élevé selon les critères mondiaux. Des rendements moyens pour le blé de 5 à 6 t sont tout à fait comparables aux rendements obtenus dans les pays européens. Ces rendements par surfaces comparativement élevés sont le fruit d'une tradition de recherche agraire vieille de 50 ans qui a permis le développement de variétés à haut rendement adaptées de manière optimales aux conditions agro-écologiques. La culture de variétés locales de maïs et de tabac de qualité supérieure a été reconnue dans le monde entier.

7.5 RENDEMENTS DE PRODUITS VEGETAUX t/ha

Produit	1979/81 M	1985	1986	1987	1988
B1é	4,78	5,40	5,91	5.81	L
Maïs	1,62	2,16	1,94	0,77	1,73
Millet	0,50	0,57	0,76	0,44	0,80
Pommes de terre	14,7	15,9	16,0	16,1	•,••
Manioc	3,01	4,14	4,25	4,10	
Haricots	0,57	0,75	0,75	0,69	0,70
Graines de soja Arachides	1,96	2,04	2,04	2,17	2,35
non décortiquées	0.57	0,51	0,46	0.49	0.71
Graines de tournesol	0.49	0,51	0,50	0,63	0,93
Canne à sucre	103,8	110,6	118,9	115,2	
Café vert	1,25	1,19	0.95	1,12	
Thé vert	2,21	3,66	3,90	4,15	•
Tabac vert	1,88	2,06	1,98	2,00	1,85

La production agricole est principalement commercialisée par des sociétés contrôlées par l'état. Le tabac (vente aux enchères) et le coton constituent les seules exceptions. Sous le contrôle d'organisation de commercialisation centrales, l'Agricultural Marketing Authority/AMA, il existe plusieurs comptoirs d'achat, qui sont responsables de l'achat en masse de chaque produit aux producteurs. L'instance commerciale centrale pour les produits céréaliers est le Grain MarketingBoard/GMB. Durant l'année agricole 1987/1988, la vente de maïs à la GMB a atteint son niveau le plus haut avec 1,828 millions de tonnes. En 1987/88, a eu lieu une nette coupure. En effet, seulement env. un quart des quantité de maïs de l'année précédente (403 000 t) a pu être commercialisé.

Entre avril et août, l'achat de maïs en masse de la GMB s'élevait à env. 505.000 t. Pour toute l'année agricole 1988/89, on évalue les ventes de maïs à la GMB à 1,2 millions de t. Plus de la moitié de la vente doit provenir de la production des petites exploitations des Communal Areas. Depuis l'année agricole 1979/80, où elles ne représentaient que 8% de la vente totale de maïs, les ventes des petits paysans des "Communal Areas" se sont développées et jouent à présent un rôle important dans la production de maïs. Les surplus de maïs commercialisables provenant des Communal Areas sont, en règle générale, fortement concentré sur le plan régional. Plus de 75% proviennent de trois provinces du Masholand, à l'est du pays. Grâce à la construction de 24 dépôts d'achats, le Grain Marketing Board espère pouvoir offrir aux petits paysans une meilleure structure commercialisation.

En comparaison avec 1984/1985, les ventes de blé ont plus que doublé (229.000 t) jusqu'en 1987/88. En 1987/88, le record provisoire de commercialisation du tabac a été atteint avec 131.000 t. Entre avril et août 1988, 96.000 t ont été vendues au Tobacco Marketing Board. La quantité totale commercialisée se chiffre, pour 1988/89, à 120.000 t. Pour 1989/90 la quantité totale commercialisée est estimée à 130.000 t. Cette quantité est supérieure à l'année précédente (+12%). Pour 1989/90, le prix moyen indiqué est de 4,30 dollars Zimbabwe par kg, c'est à dire qu'il est d'env. 9% supérieur au prix à la production de 1988/89.

7.6 VENTES DE PRODUIT VEGETAUX*)
1 000 t

Produit	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/891)
B1é	99	206	248	229	16
Maïs	942	1 828	1 594	403	505
Millet	20	82	74	4	14
Graines de soja Arachides non	90	85	83	103	122
décortiquées	6	8	19	17	22
Graines de tournesol	9	14	20	23	38
Café	11	11	14	12	6
Tabac	125	109	117	131	96
"Flue-cured"	120	106	114	128	92
"Burley"	5	3	3	3	4

^{*)} Période de rapport: Avril/Mars.

¹⁾ Avril à Août 1988.

L'existence de fermes d'élevage à grande échelle dans les Commercial Areas, n'empêche pas le cheptel des petits paysans des "Communal Lands" est considérablement moins important. Alors qu'en 1987, le nombre de boeufs dans les Communal Lands s'élevait à 3,9 millions, leur nombre dans les Commercial Areas ne dépassait pas 1,782 millions. Entre 1983 et 1987, une augmentation de 22,5% du cheptel bovin dans les régions exploitées par les petits paysans noirs s'opposait à une nette diminution du cheptel bovin des grandes fermes blanches. Cependant, l'augmentation incontrôlée dans les Communal Areas a aggravé le problème du surpâturage. Afin d'éviter des dégâts écologiques sérieux à longue échéance, une diminution urgente du cheptel dans les Communal Areas serait nécessaire.

7.7 CHEPTEL DES "COMMERCIAL FARMING AREAS"*)
1 000

Type de bétail	1984	19851)	19861)	1987 ¹⁾	19881)
Bovins	2 231	1 872	1 912	1 782	1 776
Vaches laitières	111	111	112	120	122
Porcs	81	77	•	•	97
Moutons	164	127	•	•	100
Chèvres	62	20	•	•	27

^{*)} Situation: 31. Mars.

7.8 CHEPTEL DES "COMMUNAL LANDS"*)
1.000

Type de bétail	1983	1984	1985	1986	1987
Bovins Porcs Moutons Chèvres	3 189	3 234	3 409	3 657	3 905
	76	97	92	121	120
	245	267	422	343	447
	1 046	1 481	1 564	1 916	2 090

^{*)} Situation: fin de l'année.

¹⁾ A l'exclusion des petites exploitations ("small-scale farms")

L'abattage industriel s'est développé de manière variable entre 1984 et 1987. Le nombre des boeufs abattus est tombé de 510.000 en 1984 à 389.000 en 1987 (-23,7%). Le nombre de bêtes abattues entre janvier et août 1988 s'élève à 200.000. Dans l'ensemble, on évalue le nombre de boeufs abattus par la Cold Storage Commission/CSC à 326.900 pour l'année 1988, ce qui représente, en comparaison avec l'année précédente, une régression de 16,0% Le nombre élevé des abattages durant les périodes de sécheresse 1982/84 est le résultat des difficultés de pâturage et de fourrage qui ont rendu nécessaires des abattages d'urgence. Alors que le nombre de porcs abattus entre 1984 et 1987 est demeuré pratiquement inchangé, on a assisté durant la même période à une réduction d'un tiers par rapport à 1984 des abattages de moutons.

7.9 ABATTAGES 1 000

Type de bétail	1984	1985	1986	19871)	19881)2)
Bovins	510 163 54	459 148 41	382 154 41	389 161 18	200 ^a) 93

A l'exclusion des boucheries et des "grading centres". - 2) Janvier à Juillet

Certes, la production de viande de boeuf et de veau est passée, entre 1983 et 1987, de 77.000 t à 59.000t (-23,4%), mais le Zimbabwe a pu, pour la première fois en 1987, acquitter son quota d'exportation annuel de 8.100 t de viande de boeuf destinée à la Communauté Européenne. Cela n'a cependant pu être réalisé qu'au prix d'un rationnement local de la viande de boeuf. Pour 1988, le quota d'exportation a été élevé à 9.850 t par la Communauté Européenne, car d'autres pays n'ont pas été en mesure d'exporter les quantités qui leur avaient été attribuées. Toutefois, en raison de la propagation de la fièvre aphteuse, il a été décidé d'interdire l'importation de la viande de boeuf du Zimbabwe vers la Communauté Européenne. Si cette interdiction d'importation se prolonge, on peut prévoir un net recul des exportations de viande de boeuf.

a) Janvier à Août.

Dans le cadre d'un projet de 102 millions de dollars US, la Cold Storage Commission ambitionne une extension de l'industrie locale de traitement de la viande. Elle prévoit la construction d'une nouvelle usine de traitement et d'emballage de la viande à Harare ainsi que la réhabilitation des abattoirs de Masvingo. A plus long terme, Bulawayo doit obtenir un nouvel abattoir avec une capacité de traitement de 600 bêtes par jour.

7.10 PRODUITS ANIMAUX

Produit	Unité	1983	1984	1985	1986	1987
Viande de boeuf						
et de veau	1 000 t	77	71	69	57	59
Viande de porc	1 000 t	12	11	8	8	10
Viande de mouton						
et d'agneau	1 000 t	1	1	1	1	1
Viande de chèvre	1 000 t	4	5	6	6	6
Viande de volaille	1 000 t	10	10	10	10	10
Lait de vache	1 000 0	-				_
Lait frais	1 000 t	119	104	90	84	94a)
pour la production	1 000 0	1	20.	•		
de poudre de lait	1 000 t	65	87	111	135	144b)
			9,0	9,0	10,0	10,0
Laine brute	1 000 t	9,0				
Laine pure	1 000 t	5,4	5,4	5,4	6,0	6,2

a) 1988 (Janveir à Juillet): 55 236 t. - b) 1988 (Janvier à Juillet): 84 538t.

61% du territoire est couvert de forêts et de savannes. Depuis plus de 50 ans, on effectue un reboisement systématique avec des eucalyptus, des conifères et des espèces de bois dur locales. L'administration des eaux et forêts, la Zimbabwe Forestry Commission, est le plus grand propriétaire terrien. Elle contrôle une superficie d'env. 1 million d'ha de forêt domaniale, dont la plus grande partie se trouve à l'ouest du Zimbabwe. On retire env. 100.000 t par an de bois dur (teak, acajou, mukwa) des forêts de la Zimbabwe Forestry Commission.

En 1987, 7,635 millions de m3 de bois ont été abattus. En comparaison avec 1982 (7,122 millions de m3), le volume de bois abattu a augmenté de 7,2%. Plus des quatre cinquièmes de la quantité abattue (6,140 millions de m3) sont utilisés comme bois de chauffage, qui est le principal pourvoyeur d'énergie de la population des Communal Areas. Le déboisement occasionné par le ramassage

croissant de bois de chauffage est un problème à prendre chaque année de plus en plus au sérieux.

Seulement env. 20% de toute la quantité abattue (1,495 millions de m3) sont utilisés comme bois d'oeuvre. Les plantations commerciales pour la production de bois d'oeuvre se trouvent avant tout dans les régions est du pays. Env. 61.000 ha sont destinés à la production de bois et env. 16.000 ha. à celle de clisse (black wattle). La surface de plantation d'eucalyptus commercialement utilisée s'élève à 16.000 ha.

7.11 PRODUCTION DE BOIS
1 000 m³

Type de bois	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Total Bois d'oeuvre Bois de chauffage	7 122	6 791	7 105	7 219	7 320	7 635
	1 451	1 237	1 372	1 338	1 332	1 495
	5 672	5 554	5 733	5 881	5 988	6 140

En raison de sa pratique à l'intérieur des terres, la pêche ne joue qu'un rôle que de peu d'importance. La pêche se limite au lac Kariba ainsi qu'aux fleuves Zambèze, Limpopo, Sabi et leurs affluents. La pisciculture s'effectue surtout dans des viviers aménagés artificiellement ("fermes de truites"). Les eaux intérieures du Zimbabwe ne sont cependant pas particulièrement poissonneuses. En 1986 ont été pêchées au total 17.500 tonnes de poissons. Si l'on considère la consommation annuelle de la population, cela représente moins de 2kg de poissons, provenant de la propre pêche, par personne. Cependant, la pêche dans les viviers et les fleuves, sur laquelle on ne dispose pas de données statistiques, n'est pas sans importance pour l'approvisionnement en protéines de la population.

8 INDUSTRIE

L'industrie de production, qui se compose des mines, de l'industrie manufacturière, de l'industrie du bâtiment et de l'approvisionnement en énergie et en eau, représente la branche économique la plus importante du Zimbabwe. En 1988, env. 37% du produit intérieur brut, aux coûts non taxés (aux prix constants de 1980), revenaient à ce secteur.

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE ET EN EAU

Comme env. 70% de la population vit dans les régions rurales, le bois de chauffage représente la source d'énergie principale du Zimbabwe. Selon une répartition de la consommation en fonction des sources d'énergie principales, le bois de chauffage couvrait, en 1982, env. 47% des besoins du pays en énergie. Le charbon et le coke assuraient presque un cinquième de l'alimentation en énergie et les produits du bois (bois de sciage, etc.) représentaient 12%. Les carburants liquides (pétrole brut, diesel, essence) contribuaient à couvrir 11% de la consommation totale d'énergie. Seulement un peu plus d'un dixième de la consommation totale d'énergie revenait à l'énergie secondaire sous la forme d'électricité. Seule l'alimentation en énergie des secteur du commerce et des affaires (84,7%), ainsi que des ménages urbains (45,4%), s'oriente dans une large mesure vers l'électricité. Dans la petite industrie informelle et chez les ménages ruraux, le bois de chauffage représente la source d'énergie principale. avec 92,3% et 76,6% de la consommation totale. Dans le secteur industriel, les principales sources d'énergie sont le charbon et le coke (60%).

Après une chute de 6.410 mill. kWh (1970) à 4.541 mill. kWh (1980) (-29,2%), au cours des dernières dix années ayant précédé l'indépendance, la production électrique a amorcé après 1980 une continuelle augmentation et a atteint en 1987 7.744 mill. kWh. Alors qu'entre 1980 et 1987, la production électrique des centrales hydrauliques est tombée de 4.008 mill. kWh à 2.506 mill. kWh (-37,5%), la capacité des centrales thermiques s'est passée, durant la même période, de 533 mill. kWH à 5.238 mill. kWh (soit presque dix fois plus), principalement grâce à la mise en service de la centrale thermique de Hwange. En juin 1987, la capacité installée de la centrale thermique de Hwange s'élevait à 900 MW. La production d'énergie hydroélectrique provient uniquement de la centrale hydraulique Kariba-Sud, sur le fleuve Zambèze, qui a été construite avec la Zambie à l'époque de la confédération, et qui est actuellement exploitée par les deux pays.

En dépit d'une augmentation de la production électrique, les besoins en électricité ne peuvent être complètement couverts par la production nationale.

Pendant les années 80, la part des importations représentait entre 11% et 41% de la consommation d'énergie totale du pays.

8.1 PRODUCTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE Mill. kWh

Type de centrales	1970	1975	1980	1985	1986	1987
Au total	6 410	6 131	4 541	5 024	5 988	7 744
	1 163	810	533	1 927	2 833	5 238
	5 247	5 321	4 008	3 097	3 155	2 506
l'approvisionnement public ¹) Centrales thermiques Centrales hydrauliques	6 077	5 977	4 341	4 888	5 858	7 606
	830	658	332	1 791	2 703	5 100
"Kariba-Sud"	5 247	5 321	4 008	3 097	3 155	2 506

¹⁾ Centrales de la "Central African Power Corp. Grid".

Presque 48% de la consommation d'énergie revenait, en 1987, au secteur de l'industrie manufacturière, aux transports et à l'industrie du bâtiment. Suivaient l'industrie des mines et les ménages, avec une participation de 17,5% et 15,8% à la consommation totale.

8.2 CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ
Mill. kWh

Groupe de consommateurs	1983	1984	1985	1986	1987	19881)
Au total	6 970	7 213	7 662	7 995	8 246	4 062
	650	592	670	710	833	319
de pierres et de terre Industrie de transformation,	1 272	1 272	1 328	1 408	1 439	741
transport et construction .	3 294	3 464	3 773	3 910	3 943	2 000
Ménages	927	926	1 222	1 278	1 299	638
Divers	828	959	669	690	733	363

¹⁾ ler semestre.

1a politique énergétique est le renforcement l'autoapprovisionnement national grâce à l'utilisation des considérables sources d'énergie locales. Certes, le Zimbabwe ne possède pas de gisements pétrolifères notables, mais des gisements de houille pratiquement inépuisables. On estime que le potentiel hydroélectrique du Zambèze utilisable pour la production d'énergie fois supérieur à la. consommation actuelle. l'administration publique responsable de l'approvisionnement en énergie, la Zimbabwe Electricity Supply Authority/ZESA, a engagé un large programme d'assainissement du secteur de l'énergie. Les coûts du projet sont évalués à une somme totale de 225 mill. \$ US. Dans le cadre de ce programme de quatre ans, a été prévue la modernisation des centrales thermiques dont les coûts se montent à 132 mill. \$ Z.

Afin de garantir l'approvisionnement en énergie dans les années 90, le ZESA a prévu deux vastes projets énergétiques. Le premier consiste à installer un troisième étage dans la centrale thermique de Hwange qui permettra d'élever la capacité installée à 440 MW. En outre, on envisage un élargissement de la centrale hydraulique Kariba-Sud à 300 MW pour 1993/94, dont les coûts seront de 377 mill. \$ US:

De l'avis officiel, l'existence de la fabrique d'éthanol (Triangle Sugar Estate), qui permet la transformation du sucre en carburant, est de grande importance pour l'auto-approvisionnement en énergie. En 1991, l'augmentation de la production d'éthanol prévue à 75 mill. de litres devrait permettre une considérable diminution des importations de dérivés pétroliers, transportés dans le pipeline de 300 km entre Beira à Mutare. Afin d'améliorer l'alimentation en énergie locale, de vastes programmes de reboisement dans les régions rurales, l'utilisation de parcelles de forêts précisément délimitées ainsi que le recours renforcé à l'énergie solaire ont été prévus. En outre, le biogaz est prévu comme source d'énergie locale pour l'avenir.

INDUSTRIE MINIERE

Dans la mesure où 90% de l'ensemble des produits miniers sont exportés, l'industrie minière du Zimbabwe dépend presque complètement de l'évolution des prix du marché des richesses souterraines les plus importantes du pays dont l'or, le ferro-chrome, le nickel, le cuivre, l'étain et l'amiante.

La crise économique mondiale du début des années 80 a porté un lourd préjudice à l'industrie minière du Zimbabwe. Plusieurs mines importantes ont dû être fermées. En raison de l'évolution défavorable des prix depuis 1980, le pourcentage de la part de l'industrie minière au PIB est tombé de 8,8% à 7,2%, entre 1980 et 1988. Après de longues années de récession, on assiste depuis 1987 à un rétablissement général des mines. En 1987, l'indice des volumes de production a pour la première fois dépassé la valeur de 1980 (cf. graph. 8.1). En 1988, la production en valeur dans l'industrie minière se montait à 985,6 mill. \$ Z. Il s'agissait d'une augmentation de 20,8% par rapport à 1987 (815,6 mill. \$ Z). Environ 38% de la création de plus-values revient à l'or, 20% au nickel, 11% au charbon et 10% à l'amiante. Les autres minéraux importants sont le cuivre, le chrome, le minerai de fer, l'argent et l'étain. Comme c'est le cas pour d'autres branches économiques, le développement du potentiel de l'industrie minière est fortement freiné par le manque chronique de pièces de rechange.

L'or est le produit minier le plus important du Zimbabwe. Contrairement à la tendance générale, la production d'or a nettement augmenté au cours des années 80. Entre 1980 et 1984, le volume d'extraction annuel est passé de 367.000 onces d'or fin à 478.000 onces d'or fin (+29,7%). Durant les années suivantes, la production annuelle a toujours oscillé autour de cette valeur. La hausse du prix de l'or de 428 \$ Z (1983) à 789 \$ Z l'once d'or fin, en 1988, a entraîné une importante augmentation de la valeur de production qui est passée de 193,9 mill. \$ Z à 379,5 mill. \$ Z (aux prix courants). Ainsi, l'extraction de l'or a augmenté en valeur de 161,9%. (cf. graph. 8.2).

8.3 PRODUITS MINIERS ET EXTRACTION DE PIERRES ET DE TERRE

Produit	Unité	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
			Volume	de la pr	oduction		 -	-t		
Or	1 000 onces	1		•						
	d'or fin	367	371	426	453	478	472	478	473	481
Amiante	1 000 t	250,9	247,6	197,7	153,0	165,3	173,5	163,6	193,9	186,6
Houille	1 000 t	3 134	2 867	2 769	3 326	3 109	3 114	4 047	4 639	4 548
Nickel	1 000 t	15,1	13,0	13,3	10,1	10,3	9,9	9,7	10,4	11,5
Cuivre	1 000 t	27,0	24,6	24,8	21,6	22,6	20,7	20,6	18,8	16,1
Chrome	1 000 t	553,5	536,1	431,6	431,4	476,4	526,5	553,1	570,3	561,5
Fer	1 000 t	1 622	1 096	837	924	925	1 098	1 115	1 328	1 021
Argent	1 000 onces	1								
	d'or fin	949	857	918	935	895	799	840	813	706
Concentré		j								
d'étain	t	934	1 157	1 197	1 235	1 209	1 207	1 079	1 037	855

8.3 PRODUITS MINIERS ET EXTRACTION DE PIERRES ET DE TERRE

Produít	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1984
	- -	v	aleurs ind	ices (1980	= 100)				٠
Au total	100	95,9	96,4	92,8	97,0	96,9	99,3	103,2	102,3
Or	100	101,9	116,5	122,9	129,7	128,3	130,2	128,9	131,
Amiante	100	98,7	78,8	61,0	65,9	69,2	65,2	77,3	74,
Houille	100	91,5	88,3	108,8	99,2	99,3	129,1	148,0	145
Wickel	100	86,4	88,3	67,3	68,0	65,7	64,2	68,9	76,
Cuivre	100	91,5	92,3	80,4	84,4	76,7	76,3	69,6	59,
Chrome	100	96,9	78,0	78,0	86,1	95,2	99,9	103,0	101,4
Fer	100	67,5	51,6	57,0	57,0	66,8	68,7	81,9	62,9
Argent	100	89,8	96,8	98,2	93,6	83,8	88,5	85,7	74,4
Concentré d'étain	100	123,9	128,2	132,3	129,5	129,2	115,5	111,0	91,
Produit	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
		L	en mill	ions de \$	z	<u> </u>	4	<u>-L</u>	<u>.L.</u>
Au total	414,8	393,5	383,0	470,5	546,5	629,6	699,4	815,6	985,6
Or	144,9	117,4	122,8	193,9	214,1	241,3	292,8	349,9	379,5
Amiante	70,2	91,3	76,6	69,3	80,8	84,5	85,8	97,9	97,6
Houille	28,0	29,5	35,8	42,2	58,3	66,8	89,1	103,4	105,7
Nickel	55,6	51,7	49,8	43,1	59,7	73,4	60,7	73,2	198,0
Cuivre	35,4	27,9	26,8	32,9	33,8	43,3	43,3	46,1	64,7
Chrome	18,4	20,4	19,9	26,1	29,7	33,7	39,7	44,2	45,3
Fer	14,8	14,8	13,9	14,6	14,5	18,9	21,1	28,8	24,5
Argent	13,0	6,0	5,3	10,6	9,0	7,9	10,6	15,8	13,3
Concentré d'étain	9,9	11,3	11,6	16,2	18,5	22,6	10,7	11,5	11,2
Produit	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
	- -	Va	leurs indi	ces (1980	= 100)	.L	 _	 _	ــــــــــــــــــــــــــــــــــــــ
Nu total	(100	94,9	92,3	113,4	131,8	151,8	168,6	196,6	237,6
Or	100	81,0	84,7	133,8	147,8	166,5	202,1	241,5	261,9
Amiante	100	130,1	109,1	98,7	115,1	120,4	122,2	139,5	139,0
Houille	100	105,4	127,9	150,7	208,2	238,6	318,2	369,3	377,5
Nickel	100	93,0	96,3	77,5	107,4	132,0	109,2	131,7	356,1
Cuivre	100	78,8	75,7	92,9	95,5	122,3	122,3	130,2	182,8
Chrome	100	110,9	108,2	141,8	161,4	183,2	215,8	240,2	246,2
Fer	100	100,0	93,9	98,6	98,0	127,7	142,6	194,6	165,5
Argent	100	46,2	40,8	81,5	69,2	60,8	81,5	121,5	102,3
Concentré d'étain	100	114,1	117,2	163,6	186,9	228,3	108,1	116,2	113,1

La plus grande entreprise d'extraction aurifère est Lonrho. Les autres entreprises actives dans la prospection aurifère sont Rio Tinto Zint/RTZ, qui a ouvert en 1982 les mines de Renco dans le sud du pays, Falcon Mines et, depuis le début des années 80, le consortium britannique Cluff Resources.

Les mines d'or sont fortement dispersées à travers le pays. Contrairement à l'Afrique du Sud, il s'agit de gisements peu importants qui, au rythme d'extraction actuel d'env. 15 t par an, seront épuisés dans 20 ans. Le Zimbabwe appartient aux dix plus grands pays extracteurs. En février 1989, après dix mois de construction, le Zimbabwe a ouvert sa propre raffinerie d'or. Il s'agit de la seule raffinerie d'or se trouvant en Afrique Noire, à l'exception de l'Afrique du Sud. Sa capacité de traitement est plus de trois fois supérieure aux volumes d'extraction annuels du pays.

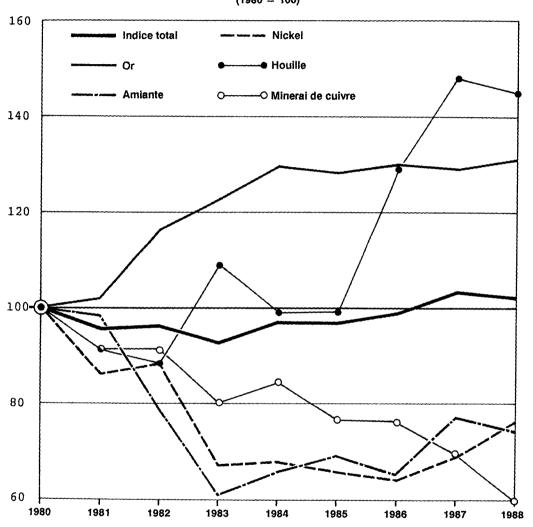
La Reserve Bank of Zimbabwe/RZB (banque centrale) est responsable de la commercialisation des exportations d'or. Afin de maintenir une certaine stabilité du volume d'extraction, des prix minima ont été fixés par le gouvernement. Ils devaient avant tout offrir une certaine sécurité aux nombreux petits prospecteurs privés qui produisent env. un tiers de la quantité totale. En octobre 1988, le prix minimum par once d'or fin a été augmenté de 650 \$ Z à 700 \$ Z.

Le nickel est extrait dans les régions se trouvant au nord du pays, par la Bindura Nickel Corporation qui est une filiale de l'Anglo-American Corporation. Après une phase de récession au milieu des années 80, la hausse du prix à la tonne du minerai de nickel, de 7.038 \$ Z à env. 17.200 \$ Z, a entraîné une augmentation de l'extraction en valeur qui est passée à 198 mill. \$ Z en 1988. Cela signifie que la production a presque triplé par rapport à 1987 (73,2 mill. \$ Z).

La production d'amiante a d'abord fortement régressé au début des années 80. L'annonce des effets nuisibles de l'amiante sur la santé (cancer des poumons) a déclenché une importante diminution de la demande étrangère. Le niveau de production le plus bas a été atteint en 1983, avec un volume d'extraction de 153.000 t, soit env. 61% du volume d'extraction de 1980. Jusqu'en 1987 a eu lieu un léger redressement. La production d'amiante est passée à 186.600 t. Cependant, cela ne représentait toujours que moins de 75% du rendement de 1980. Au cours des années 80, la production d'amiante du Zimbabwe a oscillé entre la troisième et la cinquième place mondiale, après le Canada et l'Union Soviétique.

Au rythme d'extraction actuel, les réserves d'amiante devraient suffire pour plusieurs centaines d'années. La filiale du consortium britannique Turner and Newall possède le monopole d'extraction.

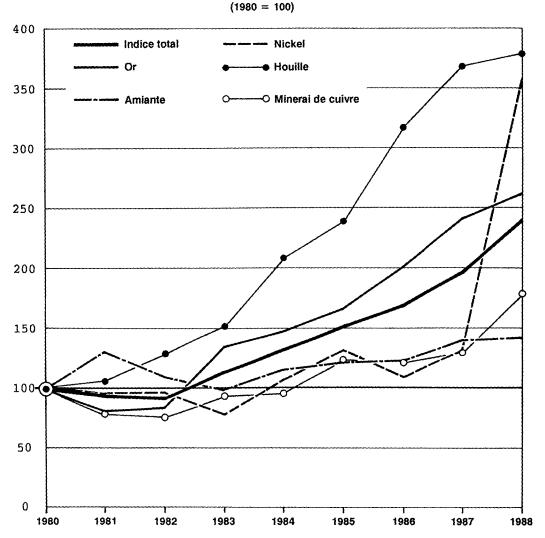
8.1 INDICE DE VOLUME DE LA PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS MINIERS (1980 = 100)



Les mines de houille ont connu un véritable boom entre 1986 et 1988. Avec 4,548 mill. t, l'extraction de la houille de 1988 dépassait de 45,1% le volume de 1980 (3,134 mill. t). La valeur totale de la houille exploitée est passé de 28,0 mill. \$ Z à 105,7 mill. \$ Z en 1988. Ce développement est consécutif à

l'augmentation des besoins en houille pour la production d'électricité dans la centrale thermique de Hwange. L'ensemble des réserves de houille du Zimbabwe, qui sont réparties sur 23 gisements, est évalué de 28 à 30 mrd. t. Fin 1988, Rio Tinto Zint/RTZ a obtenu les droits d'exploitation des gisements de charbon sulfureux de Sengwa. L'exploitation annuelle doit se monter à 100.000 t. Le charbon sulfureux, qui jusqu'à présent devait être importé d'Afrique du Sud, sert de produit de base pour la production d'ammoniaque, qui est nécessaire à la fabrication d'engrais riches en nitrates.

8.2 INDICE DE VALEUR DE LA PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS MINIERS



Le Zimbabwe possède, avec l'Afrique du Sud, les plus grandes réserves de minerai de chrome. Les alliages ferro-chromiques provenant du minerai de chrome sont devenus l'un des produits d'exportation les plus importants. Les représentants de la transformation du minerai de chrome en produits ferro-chromiques sont l'Anglo-American Corporation et le consortium américain Union Carbide. Après la baisse de la conjoncture mondiale des années 1982/1983, durant lesquelles la production de minerai de chrome est tombée à une valeur de 430.000 t, les volumes d'extraction se sont fortement redressés pendant les années suivantes. En 1988, la production s'élevait à 561.500 t. Le Zimbabwe occupe le troisième rang sur l'échelle mondiale pour la production du minerai de chrome.

En 1988, les mines de minerai de chrome ont produit moins de la moitié des volumes d'extraction des années 70 (1988: 16.100t). Afin de freiner la tendance régressive continuelle depuis 1980 dans les mines de cuivre, la Zimbabwe Mining Development Corporation/ZMDC, organisation paragouvernementale, a décidé l'exploitation des gisements de cuivre Copper Queen et Copper King, puis la transformation du minerai en fil de cuivre. Cette mesure a été prise dans le cadre de la stratégie de substitution des importations du gouvernement, qui espérait ainsi économiser une somme de devises totale de 6,6 mill. \$ Z pour l'importation du fil de cuivre.

La Minerals Marketing Corporation of Zimbabwe/MMCZ, fondée en 1983, doit se charger des exportations de tous les produits miniers et assurer un écoulement direct chez l'acheteur final. Les ventes de la MMCZ sont montées, durant la deuxième moitié de 1988, à 560 mill. \$ Z, ce qui correspond à une augmentation de 66,7% par rapport à l'année précédente (336 mill. \$ Z).

INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Contrairement à la plupart des pays d'Afrique Noire, l'industrie manufacturière du Zimbabwe possède plus de 50 ans de tradition. Dès 1938, env. 7% des salariés du secteur formel étaient employés dans cette branche économique. A cette les produits industriels représentaient env. 8% des produits d'exportation. Avant la deuxième guerre mondiale, la part de l'industrie manufacturière occupait déjà presque 10% du PIB. Contrairement à cela, dans env. deux tiers des pays d'Afrique Noire, le secteur industriel contribue. aujourd'hui encore, avec moins de 10% à la création totale de plus-values.

L'histoire de l'industrialisation du Zimbabwe est, sans aucun doute, l'histoire d'un succès. Durant les cinquante dernières années, on a pu constater une progression ininterrompue de la production industrielle. Déjà pendant la phase de déclaration unilatérale d'indépendance/UDI (1965 à 1979), le nombre des marchandises produites dans l'industrie manufacturière est passé de 600 à plus de 6.000. La politique de substitution des importations, pratiquée de 1965 à 1980, qui a entraîné l'arrêt des importations de marchandises pouvant être produites dans le pays même, a favorisé la production nationale de biens de consommation et de biens intermédiaires (biens capitaux, machines etc.). Contrairement à la majeure partie des pays d'Afrique Noire, l'industrie métallurgique du Zimbabwe représente la branche de production la plus importante de l'industrie manufacturière. Il est surprenant de constater que le barrage fait à la concurrence étrangère n'a que peu marqué la capacité concurrentielle de l'industrie du Zimbabwe.

L'existence d'un système financier efficace, une bonne infrastructure (liaisons routières et ferroviaires bien développés, réseau téléphonique très ramifié), ainsi qu'un approvisionnement en énergie suffisant ont été des facteurs qui ont favorisé la formation d'un secteur industriel extrêmement puissant.

Le développement à long terme de l'industrie manufacturière a été interrompu par de nombreuses phases de récession. Une grave régression de la production industrielle s'est produite durant la période allant de 1974 à 1979. (cf. graph. 8.3) Celle-ci a été le résultat de la crise économique mondiale provoquée par le premier choc pétrolier et du manque chronique de devises étrangères.

Il faut attribuer le redressement de la conjoncture industrielle, qui a immédiatement suivi l'indépendance, aux bonnes conditions climatiques, à la fin de la guerre, à l'afflux croissant de devises étrangères ainsi qu'à la demande intérieure grandissante en produits industriels. Le pourcentage de l'industrie manufacturière dans le PIB (aux prix constants de 1980) s'est élevé jusqu'à 1988 à près de 25%.

Depuis l'indépendance, le développement par secteur dans l'industrie manufacturière s'est effectué de manière très variée. Entre 1980 et 1988, la production a augmenté en tout de 24,2% (tab. 8.4). Par rapport à l'année précédente, la production industrielle de 1988 s'est accrue de 5,2%. Le taux de croissance annuelle le plus élevé dans l'industrie manufacturière a été signalé en 1985 (11,4%). Il faut l'attribuer au redressement de l'agriculture après les

années de sécheresse de 1982/84 qui a déclenché une augmentation du pouvoir d'achat en général.

8.4 INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DE TRANSFORMATION
1980 = 100

Type d'indice	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Au total	109,4	108,7	105.8	100,7	112,2	115,4	118,1	42/ 2
Industrie alimentaire	108,4	123.7	126.9	119,4	113.6	125,6	•	124,2
Fabrication de boissons,	100,4	12.3,7	120,9	177,4	113,0	123,0	131,2	129,4
transformation du tabac	89.4	91,7	90,1	86,4	94,8	95,6	107.0	113,8
Industrie textile	111,6	118,8	108.8	124,1	175.0	190.4	196.2	203,3
Industrie du vêtement,				,.	,.	,.	.,,,,	203,3
Production de chaussures	128,4	118,6	108.2	99,9	111,5	106,6	119,5	122,7
Industrie d'exploitation et		•	•				,-	,
de transformation du bois	103,4	85,8	82,3	81,6	82,5	86.5	80,9	97,3
Transformation du papier et du		•	•	•				,-
carton, imprimerie, polycopie	112,4	112,3	106,2	95,0	111,7	121,5	119,2	120,8
Industrie chimique,	1	•	•	•	•			,-
traitement des pétroles	116,6	118,2	121,4	112,2	121,8	121,8	119,3	131,9
Transformation de								•
pierres et terre	118,0	109,7	105,4	99,0	104,7	124,6	140,6	140,6
Production et usinage du métal	104,8	96,4	94,8	89,4	100,5	98,2	95,1	101,3
Industrie automobile	155,0	178,4	145,6	114,7	96,6	98,8	83,8	103.4
Divers	95,6	80,0	76,6	50,9	64,2	62,8	61,0	•

Les branches de production les plus importantes de l'industrie manufacturière sont l'industrie métallurgique et l'industrie de transformation des métaux, l'industrie chimique, l'industrie alimentaire et l'industrie textile.

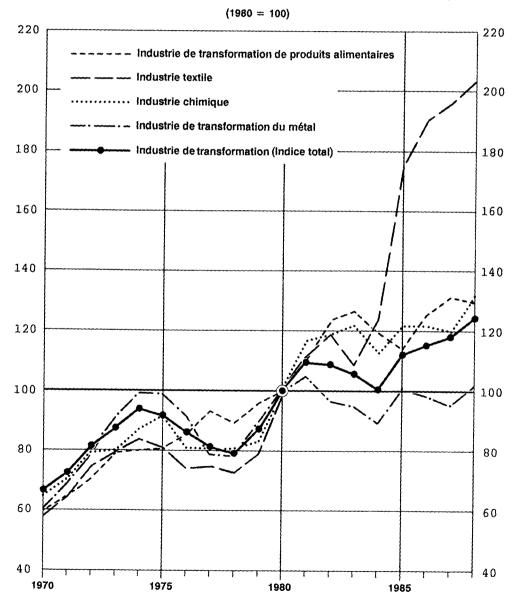
C'est l'industrie textile qui a connu le plus grand essor depuis l'indépendance. (cf. graph. 8.3, tab. 8.4) A l'exception d'une rupture temporaire en 1983, la production textile n'a cessé de s'accroître. Comparativement avec 1980, la production en quantité a fait plus que doubler jusqu'à 1988. Les domaines de production importants du secteur textile sont l'égrenage du coton, puis la fabrication de fils, d'étoffes, de cordes et de cordages ainsi que la production de textiles de maison. Le bon développement de cette branche provient des possibilités croissantes d'écoulement sur le marché européen à la suite des accords de Lomé, qui ont permis de compenser largement la diminution des possibilités d'écoulement sur le marché d'exportation traditionnel d'Afrique du Sud.

L'industrie métallurgique n'a pas connu les mêmes facilités de développement. A l'exception de 1987. la production est demeurée en decà du niveau de 1980. (cf. graph. 8.3) Après sept années de récession, on a pour la première fois pu constater, en 1988, une croissance sensible. Comparativement à l'année précédente, la production en quantité de 1988 a augmenté de 6,5%. L'industrie sidérurgique et l'industrie de l'acier, puis la fabrication d'installations mécaniques et de pièces détachées constituent les domaines de production. Les centres régionaux de l'industrie métallurgique sont Bulawayo, Gweru et Kwekwe. A Kwekwe se trouve une aciérie exploitée par la Zimbabwe Iron and Steel Corporation/ZISCO, dont la capacité de transformation s'élève à 1 mill. t d'acier brut par an. En moyenne, la production d'acier annuelle se chiffre à env. 700.000 t. Un programme d'assainissement de 1,1 mrd. \$ Z, qui comprend la remise en état de hauts fourneaux et la construction d'un four à coke, doit permettre la modernisation de la production d'acier dans la plus grande aciérie d'Afrique du Sud. Grâce à l'achat à la Suède d'une nouvelle aciérie, d'une valeur de 120 mill. \$ Z, ZISCO sera la seule entreprise, à l'intérieur du SADCC. à être en mesure de fabriquer de la tôle de fer d'une épaisseur inférieure (2,1 mm). La capacité de production des installations est estimée à 360. 000 t par an. La demande locale de 100.000 t qui, jusqu'à aujourd'hui, n'a pu être satisfaite qu'au prix de coûteuses importations d'une valeur de 140 mill. \$ Z, devrait ainsi être largement dépassée. La nouvelle installation permet non seulement de satisfaire complètement les besoins nationaux, mais aussi de renforcer les livraisons sur les marchés d'écoulement régionaux, à l'intérieur de la SADCC et du Preferential Trade Area/PTA.

Dans le domaine de l'industrie alimentaire, après la nette augmentation des années qui ont suivi l'indépendance, est survenu en 1984 un sensible ralentissement de la croissance de la production. En raison de ruptures de récoltes occasionnées par la sécheresse dans le secteur agricole, et de la baisse du pouvoir d'achat d'autres parties de la population qui en a résultait, la production a connu une sensible régression durant les années 1984 et 1985. En 1988, l'industrie alimentaire était la seule branche de production à présenter une croissance négative (-1,4%). Cependant, durant les huit années précédentes, la croissance de l'industrie alimentaire se trouvait très au dessus de la tendance générale de l'industrie manufacturière. Les branches les plus importantes sont l'industrie de la viande, dont la majeure partie appartient à la Cold Storage Commission/CSC, ainsi que l'industrie des céréales (farine de poisson, farine de maïs et de blé, nourriture pour animaux). L'économie laitière et la production d'huiles végétales jouent également un grand rôle. Après de

considérables croissances de production entre 1980 et 1983, la production en quantité de l'industrie chimique a nettement ralenti au cours des années suivantes. Il faut avant tout attribuer cette régression à la baisse de la demande en produits agrochimiques (engrais artificiels, pesticides), consécutive aux récoltes manquées de 1982/84. 1988 a cependant été une année de grands succès pour l'industrie chimique.

8.3 INDICE DE VOLUME DE LA PRODUCTION DES BRANCHES LES PLUS IMPORTANTES DE L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION



L'industrie chimique se concentre non seulement sur l'agrochimie, mais aussi sur la production de colorants, de détergents, de produits pharmaceutiques et de produits cosmétiques. Elle produit également des produits pétroliers, du benzène, des gaz (oxygène) et des pneumatiques.

Après de longues années de récession, une nette tendance à la croissance s'est signalée en 1988, tant dans la production des boissons et du tabac que dans l'industrie du bois et du meuble. Une demande croissante de l'hôtellerie et du secteur de la construction, ainsi que l'augmentation de la demande étrangère en meubles du Zimbabwe dans les pays de la zone de commerce préférentielle d'Afrique du Sud (Preferential Trade Area/PTA) a entraîné un véritable boom de l'industrie du meuble et de transformation du bois. La production a augmenté de 20,3% par rapport à 1987. La bonne qualité des meubles, qui se mesure tout à fait avec les standards internationaux, a contribué de manière décisive à la croissance des exportations. La longue période durant laquelle les conditions de contrat n'étaient pas favorables, dans cette branche de l'industrie, était étroitement liée à la situation difficile du secteur de la construction.

En 1988, l'industrie automobile semblait s'être bien remise de la brutale rupture de production survenue entre 1983 et 1987. Avec 23,4%, l'industrie automobile a enregistré la plus nette croissance de toutes les branches industrielles. Parallèlement à la fabrication de wagons de chemin de fer, le montage de voitures particulières, de camions et d'autobus possède une importance capitale.

Le pourcentage des entreprises industrielles appartenant à l'état s'élève à un peu moins de 15%. Plus de 85% du capital total de production est aux mains d'entreprises privées. Les sociétés de capitaux étrangères détiennent env. 50% du capital total de production. Environ 20% du capital de production revient à des entreprises britanniques et sud-africaines. Des entreprises ouest-allemandes, américaines et suisses sont également fortement impliquées dans l'industrie manufacturière du Zimbabwe.

La plus grande entreprise industrielle paragouvernementale est la Zimbabwe Iron and Steel Corporation/ZISCO. Cependant, le gouvernement intervient essentiellement dans le secteur industriel par l'intermédiaire de l'Industrial Development Corporation/IDC, fondée en 1963, dont les activités se portent sur différents domaines de l'industrie manufacturière (industrie textile, industrie du meuble, industrie lourde). L'IDC est à 100% propriété de l'état mais s'auto-

finance. En outre, il existe une série d'entreprises paragouvernementales qui exercent leurs activités dans les domaines de l'industrie alimentaire (Dairy Marketing Board, Cold Storage Commission) et de l'industrie textile (Cotton Marketing Board).

Le manque chronique de devises étrangères constitue un problème qui prend de plus en plus d'importance dans l'industrie manufacturière, car il rend très difficile l'importation régulière de pièces de rechange et d'installations mécaniques nécessaires aux investissements de remplacement et aux nouveaux investissements.

A la fin des années 80, les représentants du gouvernement et de l'industrie manufacturière ont défini les lignes directrices de la. politique d'industrialisation à mener dans les années 90. Les mesures les plus importantes de la future stratégie de dynamisation de l'industrie manufacturière qui ont été prévues sont la libéralisation du système de distribution des devises, un certain assouplissement du contrôle des prix des produits industriels ainsi que d'autres dévaluations du dollar Zimbabwe. Ces mesures sont considérées comme la condition fondamentale pour favoriser les nouveaux investissements dont le Zimbabwe a besoin de manière urgente.

INDUSTRIE DU BATIMENT

A la suite du boom du début des années 70, l'industrie du bâtiment a connu une longue phase de dépression économique. Alors que la participation de l'industrie du bâtiment à la formation du PIB s'élevait encore à 5% en 1975, elle n'atteignait plus que 2% en 1988. Le nombre des personnes actives dans le secteur de la construction est tombé de 64.000 en 1974 à 49.000 en 1987. Après une régression de cinq ans de la production dans l'industrie du bâtiment, un léger redressement de la conjoncture de la construction était à signaler en 1986 et 1987. Cependant, dès 1988, la création de plus-values par l'industrie du bâtiment a recommencé à régresser. Vu dans l'ensemble, la branche de la construction a enregistré, entre 1983 et 1988, une croissance négative d'en moyenne 4,2% p.a.

La régression connue par l'industrie du bâtiment doit être attribuée aux difficultés d'approvisionnement en matériaux de construction (ciment, briques) et en machines dues aux problèmes de transport croissants. A cause des fréquents

accidents des camions qui sont trop vétustes, divers projets de construction n'ont pu être achevés à temps car les matériaux de construction nécessaires faisaient défaut.

On a pu constater, depuis 1987, une amélioration des conditions de contrat. En 1987, la valeur des projets de construction autorisés est passée à 384 mill. \$Z, soit une augmentation de 70% par rapport à l'année précédente. Durant les dix premiers mois de l'année 1988, la valeur des projets de construction autorisés a continué à augmenter de 18%. S'il s'avérait possible de supprimer les problèmes de transport existants, les bonnes conditions de contrat pourraient déclencher un essor sensible dans l'industrie du bâtiment.

9 COMMERCE EXTÉRIEUR

Le commerce extérieur a pris de plus en plus d'importance pour l'activité économique du Zimbabwe. Actuellement, le volume du commerce (importations + exportations) représente presque la moitié du produit intérieur brut (PIB). Les données provisoires pour l'année 1988 chiffrent l'ensemble des exportations à 1,361 mill. ECU. La valeur des exportations indiquée est de 939 mill. d'ECU. En ce qui concerne la valeur totale du commerce des marchandises, le Zimbabwe occupe la cinquième place parmi les pays d'Afrique Noire, après le Nigéria, la Côte d'Ivoire, le Zaïre et le Cameroun. Si l'on ne tient pas compte des exportations de pétrole brut, le Zimbabwe est la troisième puissance commerciale de l'Afrique au sud du Sahara.

EXPORTATIONS

Le niveau de développement économique comparativement élevé est à la base de la structure largement diversifiée des exportations du Zimbabwe. Parallèlement aux produits agricoles et miniers, qui sont caractéristiques dans le secteur des exportations de la plupart des pays africains, le Zimbabwe exporte un volume important de produits industriels semi-finis et finis. En dépit de la forte expansion des exportations de produits industriels durant les dernières années, seul un petit nombre de marchandises dominent dans les exportations. Le tableau 9.1 contient tous les produits ou groupes de produits dont l'exportation a dépassé, en valeur, 9 mill. d'ECU en 1987.

Plus des trois quarts du total des exportations du Zimbabwe reviennent aux pays et aux communautés économiques suivantes, classés selon leur ordre d'importance:

- 1) les douze pays membres de la Communauté Européene (CEE);
- les membres des deux confédérations régionales d'Afrique centrale et d'Afrique du sud: La Southern African Development Coordination Conference (SADCC) et la Preferential Trade Area (PTA)¹;
- 3) La République sud-africaine²)

Au milieu de l'année 1989, la SADCC se composait des pays suivants: Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Les pays membres de la PTA étaient: Burundi, Comores, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Rwanda, Somalie, Swaziland, Zambie et Zimbabwe. L'on s'attend à ce qu'après avoir acquis son indépendance, la Namibie fasse également partie de la SADCC.

²⁾ Le Zimbabwe ne fait pas partie de la South African Customs Union dont les

4) L'Amérique du Nord, essentiellement les USA.3)

9.1 PRINCIPAUX PRODUITS OU GROUPES DE PRODUITS A L'EXPORTATION DU ZIMBABWE 1987

Mill. ECU

Produits	Valeur	% des expor- tations totale
0r	229,2	18,6
Tabac (séché)	215,2	17,4
Alliages de fer	130,0	10,5
Fibre de coton	63,0	5,1
Nickel	48,4	3,9 3,9
Amiante	47,7	3,9
Fer et acier	45,8	3,7
Sucre (brut et raffiné) .	41,1	3,3
Maïs	34,5	2,8
Viande de boeuf (fraîche,	00.6	
froide, congelée)	28,6	2,3
Textiles	27,7	2,2
Cuivre	25,5	2,1
Café	24,2	2,0
Cuir et peaux	23,5	1,9
Nourriture pour animaux .	11,4 10,2	0,9
Thé	9,3	0,8 0,8
	3,0	0,0
Calcul intermédiaire	1015,3	82,2
OTAL	1235,5	100,0

Source: Central Statistical Office (CSO), Harare, juillet 1989.

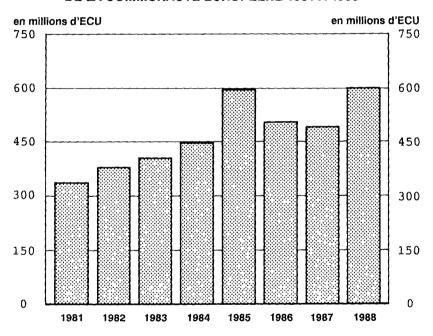
Depuis plus de vingt ans, l'ensemble des pays de la CEE représente l'acheteur le plus important de produits du Zimbabwe. Depuis l'indépendance en 1980, la CEE a encore pris de l'importance comme pays destinataire des marchandises du Zimbabwe. En 1981, 29% de toutes les exportations du Zimbabwe allaient aux pays

membres sont le Botswana, le Lesotho, la Namibie, l'Afrique du Sud et le Swaziland. Cependant, il existe entre le Zimbabwe et le Botswana un accord douanier réciproque important qui, à condition d'observer les prescriptions de provenance des produits fixées, permet des relations commerciales bilatérales libres. (Voir Government of Simbabwe, Statutory Instrument N°192 de 1988 et l'article "Customs Agreement With Botswana" dans : CZI Industrial Review (Harare), juin 1989).

³⁾ La plupart des produits exportés vers les USA tombent sous les lois du Generalised System of Preferences (GSP).

de la CEE, 22% vers l'Afrique du Sud, 11% aux pays membres de la SADCC/PTA et 8% vers l'Amérique du Nord. Depuis, les exportations destinées aux pays membres de la SADCC/PTA et de la CEE se sont accrues alors que les exportations vers l'Afrique du Sud ont considérablement diminué. En 1987, environ 40% de toutes les exportations du Zimbabwe sont allées à la CEE, puis aux pays de la SADCC/PTA (15%), à la République sud-africaine (10%) et à l'Amérique du Nord (7%). Selon des données provisoires, en 1988, environ 45% du total des exportations du Zimbabwe était destiné aux pays de la CEE. Si la tendance des six années précédentes se poursuit, env. la moitié de toutes les exportations de marchandises du Zimbabwe sera destinée à la CEE avant le milieu des années 90. Le graphique 9.1 montre la croissance constante des exportations du Zimbabwe vers la CEE depuis l'indépendance.4)

9.1 EXPORTATIONS DU ZIMBABWE VERS LES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENE 1981 A 1988



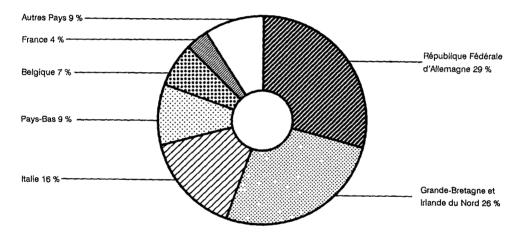
Source: CSO (Harare) et Eurostat (Luxembourg).

⁴⁾ Les excédents à l'exportation élevés de l'année 1985 tiennent essentiellement à la considérable augmentation des exportations de tabac et de coton vers la CEE.

A l'intérieur de la CEE, la plus grande partie des marchandises du Zimbabwe est traditionnellement exportée vers la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord. A l'époque de l'indépendance, près d'un tiers du total des exportations destinées à la CEE était concentré sur la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord. Mais récemment, la République Fédérale d'Allemagne est devenue le plus important pays destinataire à l'intérieur de la CEE. Les exportations vers la Belgique et l'Italie ont également considérablement augmenté, alors que les exportations du Zimbabwe vers la France ont diminué, tant en pourcentage qu'en valeur. Le graphique 9.2 montre le pourcentage du total des exportations du Zimbabwe revenant à chaque pays membre de la CEE.

9.2 EXPORTATIONS DU ZIMBABWE VERS LES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENE 1988

(Part des Pays Membres de la CEE)



Source: Eurostat, juillet 1989.

Les marchandises d'exportation du Zimbabwe les plus importantes pour la CEE sont les produits agricoles. En 1988, leur pourcentage se chiffrait à presque la moitié de toutes les exportations du Zimbabwe vers la CEE. Le tabac, la viande de boeuf, le coton, le sucre, les fleurs coupées et les fruits occupent les premières places⁵⁾. Seulement env. 30% reviennent aux produits miniers,

Ces pourcentages des exportations selon les produits et les groupes de produits ne concernent pas la grande partie des exportations d'or du Zimbabwe, car les noms des pays auxquels elles sont destinées ne sont pas

essentiellement l'amiante, le cuivre, le nickel et l'étain. Les 21% restants se composent de produits semi-finis et finis de l'industrie manufacturière. Il s'agit surtout d'alliages de ferro-chromiques et, en moins grande proportion, d'acier, d'articles de maroquinerie, de chaussures ainsi qu'une série de textiles et d'articles d'habillement.

LA CONVENTION DE LOMÉ ET SES EFFETS SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR DU ZIMBABWE

L'augmentation des exportations du Zimbabwe vers la CEE a été stimulée par la convention de Lomé à laquelle le pays a adhéré en 1980, après l'acquisition de l'indépendance. La convention de Lomé garantit un accès exempt de droits de douanes aux marchés de la CEE pour la plupart des produits d'exportation du Zimbabwe, y compris les sept principaux produits d'exportation (cf. tab. 9.1). Cependant, dans le cadre de la Common Agricultural Policy (CAP) de la CEE, certains produits agricoles, tels que les produits de l'horticulture, tombent sous le coup de limitations douanières ou de quotas d'exportation saisonniers. Toutefois, l'exportation de tabac, qui représente la marchandise d'exportation la plus importante du Zimbabwe, demeure exclue de ces limitations.

La convention de Lomé comporte des accords spéciaux concernant le commerce avec la viande de boeuf et le sucre. Dans le cas de la viande de boeuf, le Zimbabwe possède l'autorisation de pouvoir introduire dans la CEE un quota de base de 8 100 t, sans droits de douane⁶). Comme, durant les années précédentes, d'autres exportateurs de viande de boeuf ne se sont pas trouvés en mesure de satisfaire les quotas qui leur étaient imposés, le quota d'exportation du Zimbabwe a été augmenté. Ainsi, en novembre 1988, le quota d'exportation de viande de boeuf du Zimbabwe vers la CEE a été élevé à 9 850 t pour l'année commerciale 1988/89. En 1988, le Zimbabwe a non seulement été à même de remplir totalement son quota, mais aussi de vendre à des conditions moins favorables des quantités de viande de boeuf supplémentaires à la CEE⁷). L'apparition d'une épidémie de fièvre aphteuse en avril 1989 (la pire depuis 1931) a provisoirement interrompu les exportations de viande de boeuf vers la CEE. En septembre 1989, l'on supposait

publiés.

⁶⁾ Les concessions pour la viande de boeuf ont été attribuées par la CEE aux pays ACP suivants: Botswana, Kenya, Madagascar et Swaziland. Selon toute probabilité, la Namibie obtiendra également une telle concession dès qu'elle aura acquis son indépendance.

Presque la totalité des exportations de viande de boeuf désossée est destinée à la CEE. Les données les plus récentes (1987) chiffrent le pourcentage à plus de 99%.

pouvoir endiguer la maladie dans le cours du mois. Immédiatement avant l'apparition de l'épidémie, le Zimbabwe devait obtenir l'autorisation d'effectuer des livraisons de viande de boeuf supplémentaires, soit une quantité d'environ 3.000 t provenant des quotas non remplis par d'autres pays africains exportateurs de viande de boeuf; cela aurait signifié une augmentation du quota à 11 600 t.

Durant les quatre années jusqu'à 1987, les recettes du Zimbabwe provenant des exportations de sucre vers la CEE représentaient env. 40% des recettes totales pour l'exportation du sucre. Depuis son adhésion à la convention de Lomé, le Zimbabwe a toujours été en mesure de remplir les quotas d'exportation vers la CEE qui s'élèvent à 30 204 t. Il existe également une réglementation des quotas pour les exportations de sucre du Zimbabwe vers les USA. Celle-ci a fixé les quotas à 12 636 t de sucre non raffiné pour 1989, alors que ceux-xi s'élevaient à 10 630 t en 1988. En 1988, les USA payaient env. 21 cents US par livre de sucre, alors que le prix sur le marché mondial était d'env. 11 cents US/livre. En outre, le Zimbabwe est l'un des quatre pays africains qui fournissent 75.000 t de sucre au Portugal et ce aux prix du marché mondial⁸). Le gouvernement du Zimbabwe s'efforce de transformer ce quota spécial en un quota ACP permanent.

Le libre accès aux marchés de la CEE pour les produits d'exportation du Zimbabwe, rendu possible grâce à la convention de Lomé, se révèle d'une importance considérable. Certes, jusqu'à présent, le Zimbabwe a essentiellement profité, en valeur, des exportations de tabac vers les pays membres de la CEE (119 mill. d'ECU en 1988 et 46 mill. d'ECU de janvier à juin 1989)⁹⁾, mais les plus importantes augmentations se profilent dans le secteur des exportations de fleurs fraîches, de textiles et de vêtements ainsi que d'articles de maroquinerie. L'exportation de ces marchandises vers la CEE a connu, depuis 1985, une croissance supérieure à 50%¹⁰⁾.

⁸⁾ Les autres pays faisant partie de cette convention sont la Côte d'Ivoire, le Malawi et le Swaziland.

⁹⁾ Les chiffres pour 1989 concernent la valeur des licences d'exportation attribuées dans le pays même (Tobacco Marketing Board, Harare, juillet 1989).

¹⁰⁾ La croissance en valeur est déterminée sur la base des unités monétaires de l'ECU. Calculée en \$ Z, cette augmentation dépasse les 100%.

Les exportations vers La CEE de produits de l'horticulture et de produits maraîchers doivent passer de moins de 5 mill. d'ECU en 1983 à, selon les estimations, 19 mill. d'ECU en 1989¹¹⁾. Il s'agit surtout de fleurs coupées et de fruits frais (fruit de la passion, kiwi) ainsi que de légumes (haricots). Selon l'Horticultural Promotion Council, le taux de croissance actuel des exportations devrait se maintenir jusqu'aux années 90. Les acheteurs hollandais de fleurs coupées prétendent que le climat de la région d'Harare se prête parfaitement à la culture florale. De plus, les fleurs coupées livrées par le Zimbabwe sont d'excellente qualité. Le transport sans encombre des fleurs coupées des régions de culture, situées aux alentours d'Harare, vers les grands marchés aux fleurs des Pays-Bas joue également un rôle dans le développement des exportations des produits de l'horticulture.

L'élargissement des capacités de culture de plantes tropicales et subtropicales pourrait en outre contribuer à l'expansion des exportations de fruits tropicaux, et en particulier du kiwi. Les succès des dernières années ont encouragé de nombreux exploitants agricoles à se lancer dans la production de fruits tropicaux et de produits de l'horticulture destinés à l'exportation.

Les exportations d'articles de maroquinerie et de chaussures vers la CEE se sont également considérablement accrues au cours de la deuxième moitié des années 80. Alors que, pendant longtemps, les exportations de chaussures se limitaient aux chaussures en toile, en 1989 ont été exportées pour la première fois des chaussures en cuir vers l'Italie (dessus cuir, semelle caoutchouc). Jusqu'à présent, le commerce des chaussures en simili-cuir et en toile était le plus important. L'industrie suppose que les parts de marché occupées par ces produits dans la CEE pourront être maintenues et même être augmentées au début des années 90. A ce titre, on attribue une grande importance à la substitution de produits finis de meilleure qualité aux articles de maroquinerie de qualité inférieure. Cependant, il ne faut pas s'attendre, même après 1992, à une percée remarquable du Zimbabwe dans le marché européen de la chaussure en cuir.

Les exportations de textiles et de vêtements vers les pays de la CEE sont passées de 9 mill. d'ECU en 1985 à 16 mill. d'ECU en 1988, sans compter les fibres de coton dont la valeur d'exportation représente à elle seule 61 mill. d'ECU pour l'année 1988. Cette augmentation des exportations s'explique d'une

Les chiffres proviennent de l'Horticultural Promotion Council, Harare, juillet 1989.

part par les accords de la convention de Lomé, et d'autre part par le boycott des importations en provenance d'Afrique du Sud effectué par les pays européens. L'implantation de nouvelles installations de production et le remplacement de l'outillage vétuste vont permettre une augmentation constante des exportations de fils et de vêtements du Zimbabwe vers la CEE, et ce probablement jusqu'aux années 90. L'industrie locale du vêtement pense pouvoir profiter de l'élargissement de la CEE en 1992 pour gagner d'autres marchés européens. De même, l'on s'attend à ce que la croissance actuelle des exportations dans le domaine des vêtements de dessus pour hommes et femmes se maintienne jusqu'au début des années 90.

Cependant, l'on craint qu'une autre libéralisation du Multi-Fibre Arrangement (MFA) et la levée des limitations d'importation pour les pays non ACP mettent en danger l'excellente position qu'occupe le Zimbabwe parmi les pays ACP exportateurs de textiles et de vêtements dans la CEE. L'entrée de la Turquie dans la Communauté Européenne pourrait représenter une sérieuse concurrence pour le secteur des exportations de textiles et de vêtements du Zimbabwe.

REGLEMENTATION DES EXPORTATIONS

La plupart des marchandises peuvent être exportées du Zimbabwe sans licence spéciale, à l'exception de l'or, des métaux précieux, des minéraux, des produits des animaux sauvages, de certains engrais et des armes. Toutefois, chaque expédition de produits d'exportation nécessite l'autorisation des autorités compétentes. Il faut surtout présenter aux autorités douanières la garantie que le paiement a déjà été effectué ou aura lieu durant les six mois suivant l'expédition. Avec environ 50 pays, les contrats d'exportation ne sont accordés qu'à condition que le paiement soit effectué à l'avance ou soit garanti par un accréditif irrévocable d'une banque étrangère reconnue. Mais aucun paiement par avance n'est exigé des pays de la CEE.

Certes, l'octroi des devises pour les importations est soumis à un contrôle sévère (voir plus bas), mais les exportateurs qui ont besoin de devises pour l'importation de marchandises visant à améliorer la production sont prioritaires. En outre, il existe pour les exportateurs enregistrés un nombre considérable de mesures favorisant les exportations et de privilèges fiscaux. En 1989, ces mesures étaient les suivantes:

- Par l'intermédiaire du dénommé Export Revolving Fund (ERF), les producteurs de marchandises d'exportation bénéficient d'un accès direct aux devises étrangères (jusqu'à 60% de la valeur d'exportation), afin de pouvoir se procurer les marchandises d'importation nécessaires à la production de produits d'exportation.
- Grâce au dénommé "Export Incentive Scheme", pour les marchandises d'exportation non traditionnelles, un paiement en liquide exonéré d'impôt d'un montant de 9% de leur valeur est garanti, à condition que les marchandises à exporter aient un volume local d'au moins 25% de leur valeur d'exportation.
- En outre, les exportateurs bénéficient, dans le cadre de l'industrie manufacturière, d'un bonus de devises supplémentaire, qui correspond à 25% de la croissance de leur capacité d'exportation des dernières années. Cet argent peut être investi soit sur les marchés intérieurs, soit sur les marchés d'exportation.
- Les privilèges fiscaux sur les marchandises d'exportation sont fixés dans une série de décrets. Le plus important est le remboursement des droits de douane qui garantit la restitution de tous les droits de douane perçus sur les matières premières destinées à la production de produits d'exportation.
- Un programme spécial d'encouragement à l'exportation dans le domaine de l'agriculture et des mines permet, grâce à des octrois spéciaux de devises pour les produits d'exportation, un accès plus facile aux produits d'importation nécessaires que cela n'est habituellement le cas.
- Des remboursements pour les importations, des taxes de vente sur les importations¹²) ainsi que l'achat de biens d'investissement destinés à des projets potentiels dans le domaine des exportations font partie des mesures mises en place par le Ministère des Finances, de la Planification Economique et du Développement.
- A l'intérieur de la PTA, sont prévues des réductions des droits de douane allant de 10 à 70% pour les exportations effectuées dans les pays membres, à condition que les réglementations fondamentales concernant les exportations et la propriété soient respectées¹³.

¹²⁾ La taxe de vente (Sales Tax) est comparable à la TVA perçue dans les pays de la CEE.

Afin d'obtenir des diminutions des droits de douane, la valeur nette locale doit être d'au minimum 30%, même si certains réglements transitoires atténuent l'effet immédiat des conditions de propriétés et de liquidation du contrat PTA.

IMPORTATIONS

Contrairement aux exportations, les importations sont soumises aux contrôles sévères du gouvernement et de la banque centrale. En règle générale, aucune sorte de marchandises ne doit être importée sans licence d'importation 14). Ces strictes restrictions d'importation sont également valables pour les marchandises d'importation ne nécessitant pas le recours aux faibles réserves de devises 15). La plus grande partie des produits d'importation est attribuée aux importeurs sur la base d'une période de six mois. L'importation des produits industriels est principalement réalisée par l'Industrial Import Control (IIC). Dans le secteur commercial, l'importation des marchandises est effectuée par le Commercial Import Control (CIC). Un nombre limité de marchandises peut être importé avec une licence d'importation générale (la dénommée Open General Import Licence/OGIL). Cette réglementation concerne quelques marchandises importantes telles que les plaques radiologiques et les produits pétroliers. Sont également exclus les produits fabriqués au Botswana qui tombent sous le coup des accords commerciaux spéciaux existant entre le Zimbabwe et le Botswana.

Le volume des importations respectivement autorisées est mesuré en fonction des prognostics concernant l'évolution probable de la balance des paiements qui sont réalisés par le ministère des Finances, de la Planification Economique et du Développement. Pour cette raison, les activités d'importation sont étroitement liées à l'évolution des exportations prévue ainsi qu'aux créances futures et aux flux de capitaux potentiels. Un des avantages majeurs de ce système pour les exportateurs en direction du Zimbabwe est le suivant: lorsque des importeurs du Zimbabwe, en possession d'une licence d'importation délivrée par les autorités compétentes du Zimbabwe, commandent des marchandises étrangères, le paiement de ces marchandises est garanti à l'exportateur étranger. Comme, durant les années 80, les flux de devises, les crédits et les investissements étrangers n'ont pu tenir le pas avec la demande croissante en produits d'importation, le

Les personnes entrant dans le pays sont autorisées à importer des marchandises sans licence d'importation. La valeur totale de ces importations ne doit pas dépasser 500 \$ Z, les 200 premiers \$ Z étant exonérés d'impôts et de droits de douane.

Les licences d'importation non liées aux moyens de paiement (No-Currency Involved/NCI) peuvent être accordées sur demande à la Reserve Bank du Zimbabwe et être utilisées pour l'importation d'une série de marchandises, y compris les installations mécaniques et les machines. Elles ne sont toutefois pas octroyées pour l'importation de marchandises qui sont produites dans le pays même.

volume des importations autorisées est resté très en deçà des besoins effectifs de l'économie nationale en marchandises d'importation.

L'évolution des importations du Zimbabwe durant les années 80 se caractérise par trois phases: une brève phase d'expansion rapide suivie d'une phase de récession et enfin, tout récemment, une nouvelle phase de croissance des activités d'importation. Entre 1979 et 1982, le volume des importations a progressé de 83%, puis il a diminué d'un quart jusqu'à 1985. Depuis, il n'a cessé d'augmenter. Cependant, l'indice du volume des importations de 1988 demeure toujours inférieur au niveau maximum atteint en 1982. Le besoin en marchandises importées dépasse de loin le volume effectif des importations. La Banque Mondiale estime, par exemple, qu'en 1987, la valeur (en \$ US) des besoins en produits d'importation dépassait de 63% les importations effectivement réalisées 16).

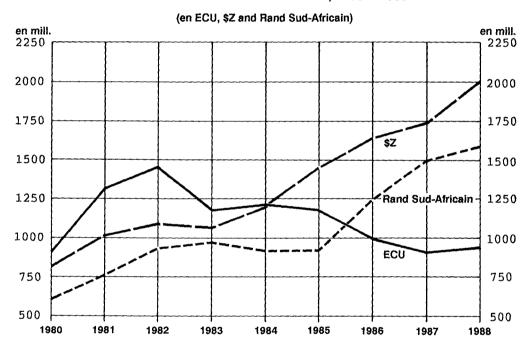
On estime que les chances d'expansion des importations sont très favorables pour les années à venir. Il faut d'abord constater une diminution du taux de service de la dette du Zimbabwe (calculé sur la base des recettes des exportations) (voir chap. 14 "Dette extérieure"). L'on peut également supposer que, selon toute probabilité, les exportations ne seront plus soumises aux fluctuations des années 80. Troisièmement, la libéralisation des conditions générales pour les investissement étrangers directs (voir chap. 20) dans les années 90 devrait entraîner un afflux important de capitaux. Les pronostics concernant l'importance du futur marché d'exportation du Zimbabwe doivent tenir compte de ces facteurs et compter avec des volumes d'importation beaucoup plus élevés que le niveau actuel des importations ne peut le laisser supposer.

Calculées en monnaie nationale (le dollar Zimbabwe), les importations ont augmenté de 250% entre 1980 et 1988. Selon les estimations, elles ont atteint env. 2 000 mill \$ Z en 1988. Mais dans la mesure où, dans les années 80, le \$ Z a dévalué par rapport aux monnaies de ses partenaires économiques les plus importants, ces chiffres reflètent une image excessive de la croissance des importations. Calculées en ECU, les importations du Zimbabwe sont passées de 904 mill. d'ECU en 1980 à 1 455 mill. d'ECU en 1982 (soit une augmentation de 60%), mais étaient, avec 937 mill. d'ECU en 1988 (aux prix courants), de 35% inférieures à 1982. Le fait de considérer uniquement les importations en ECU

Banque Mondiale (1989), World Tables 1988-89 Edition, Washington, World Bank, p. 638-641.

donne également une fausse image de l'évolution effective des importations, dans la mesure où l'un des partenaire économique les plus importants du Zimbabwe, à savoir l'Afrique du Sud, n'est pas pris en compte et où le développement actuel du taux de change entre le Rand sud-africain et le \$ Z est nié. Calculées en Rand, les importations du Zimbabwe n'ont cessé d'augmenter durant les années 80. Entre 1980 et 1988, leur croissance a été de 230%. Afin d'obtenir une représentation équilibrée du développement des importations du Zimbabwe, il est nécessaire de considérer les trois unités monétaires (ECU, \$ Z, Rand) (cf. graph. 9.3).

9.3 IMPORTATIONS DU ZIMBABWE, 1980 A 1988



Remarque: La valeur d'importation pour 1988 se base sur une estimation.

Source: CSO, <u>Quarterly Digest of Statistics, décembre 1988</u>, complété par certaines données non publiées du CSO, d'Eurostat et de la Reserve Bank du Zimbabwe, juillet 1989.

L'analyse des importations du Zimbabwe s'appuyant sur les différentes unités monétaires est compliquée par le fait qu'au cours des années 80, de considérables changements sont survenus dans les pays de provenance principaux de certaines marchandises d'importation. A ce sujet, il faut particulièrement souligner la perte d'importance de l'Afrique du Sud comme partenaire économique, alors que le pourcentage des importations en provenance des 12 pays de la CEE a

augmenté. En 1981, 55% des importations du Zimbabwe provenaient d'Afrique du Sud et de la CEE; en 1987, la part revenant à l'Afrique du Sud ne s'élevait plus qu'à 21%, alors que les pays de la CEE représentaient 32%. Ainsi, la CEE est devenue le lieu de provenance principal des importations du Zimbabwe. Cependant, comme le montre le tab. 9.2, la croissance des importations (calculées en \$ Z) venant de l'Europe de l'Est et du Nord, ainsi que de l'Amérique du Nord, a été nettement plus rapide que la croissance des importations issues de la CEE.

9.2 IMPORTATIONS DU ZIMBABWE PAR PRINCIPAUX PAYS DE PROVENANCE, 1981 ET 1987

Pays de provenance	Pource 1981	entage 1987	Croissance des importations en % 1981-1987 ¹)
Pays de la CEE Afrique du Sud	28 27	32 21	95 29
SADCC/PTA	8 8	9 11	93 121
Corée du sud Suède, Norvège,	7	5	20
Finlande Europe de l'est	1	2 2 2	278 1360
Suisse	2 7	2 6	77
Produits pétroliers (sans indication du			
pays de provenance)	12	10	172
Total	100	100	71

calculée en \$ Z.

Source: CSO (1982), <u>Statement of External Trade 1981</u>, CSO et Eurostat, données non publiées, juillet 1989.

Un peu plus de 60% des importations du Zimbabwe provenant de la CEE proviennent seulement ce deux pays membres: la Grande-Bretagne et l'Irlande du nord, ainsi de la République Fédérale d'Allemagne. Suivent ensuite, mais dans des proportions beaucoup moins importantes, la France, les Pays-Bas et l'Italie. Ces cinq pays sont responsables de plus de 90% de l'ensemble des exportations de la CEE vers le Zimbabwe. Cependant, un certain nombre de changements importants sont survenus au cours des années 80. Alors qu'en 1981, la Grande-Bretagne et

l'Irlande du Nord représentaient, avec 36% des exportations de la CEE vers le Zimbabwe, le fournisseur principal et alors que le pourcentage de la République Fédérale d'Allemagne n'atteignait que 26%, en 1988 ces deux pays contribuaient chacun avec 31% au total des exportations de la CEE vers le Zimbabwe. Tandis que 14% revenaient à la France en 1981, il ne s'agissait plus en 1988 que de 11,6%. La part des Pays-Bas est passée durant cette période de 8,3% à 9,4%. Le graphique 9.4 montre la répartition des importations du Zimbabwe en provenance des pays de la CEE en 1988. Le tableau 9.3 représente les valeurs des importations provenant des états membres de la CEE pour les années 1981 et 1988¹⁷).

¹⁷⁾ Il faut signaler qu'il existe de grandes différences entre les données de la CEE et les données nationales. Le tableau suivant donne pour les deux sources les données commerciales concernant l'année 1987 en valeur f.o.b. Dans l'ensemble, les valeurs d'importation des sources nationales sont de 14% supérieures à celles de la CEE. Les divergences sont encore plus importantes pour la Belgique et l'Italie. En revanche, les sources de la CEE proposent des valeurs nettement plus élevées pour l'Espagne, le Danemark et l'Irlande.

Pays membres	Données commerciales po Sources du Zimbabwe	our 1987 en mill. ECU Sources de la CEE
Belgique	7,5	5,3
Danemark	6,3	7,0
Republic Fédérale d'Allemagne	79,2	65,8
France	33,3	32,7
Irlande	0,4	1,2
Italie	27,3	15,7
Pays-Bas	25,2	22,8
Portugal	0,8	0,7
Espagne	3,8	11,9
Grande-Bretagne et Irlande	.,-	
du Nord	104.4	89,2
otal	288,2	252,2

(Les données concernant la Grèce et le Luxembourg ne sont pas disponibles.)

9.3 IMPORTATIONS DU ZIMBABWE PROVENANT DES PAYS DE LA CEE EN 1981 ET 1988

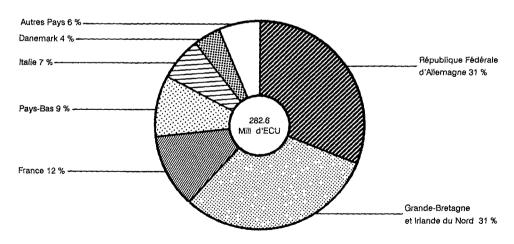
Pays de provenance	Importations en mill. ECU			
	1981	1988		
elgique	21,7	9,9		
Danemark	2,1	12,1		
République Fédérale	-,-	,-		
d'Allemagne	95,8	87,6		
rance	48,2	32.8		
rlande	1,6	2,1		
talie	27,8	19,5		
ays-Bas	30,4	26,7		
Portugal	1,8	1,7		
spagne	5,8	3,4		
rande-Bretagne et Irlande	-,-	-,.		
du Nord	132,3	86,7		
du Nordotal de la CEE ¹)	367,5	282,6		
Importations totales	1320,7	936,6		

Les données concernant la Grèce et le Luxembourg ne sont pas disponibles; pour l'année 1987, les exportations de la Grèce vers le Zimbabwe s'élevaient à 155 000 ECU, celles du Luxembourg à 56 000 ECU.

Source: CSO (Harare) pour 1981 et Eurostat pour 1988.

9.4 IMPORTATIONS DU ZIMBABWE EN PROVENANCE DES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENE, 1988

(Part des Pays Membres de la CEE)



Source: Eurostat, Juillet 1989.

Le niveau de production industrielle relativement élevé et une politique conséquente de substitution des importations pratiquée pendant plus de trois décennies ont eu un effet favorable sur le secteur des importations du Zimbabwe qui diffère fondamentalement sur de nombreux points des autres pays africains. Comparativement à la plupart des états su sud du Sahara, le Zimbabwe importe relativement peu de denrées alimentaires, de boissons et de produits finis (les produits finis devant être importés sont souvent des produits complexes). En revanche, le Zimbabwe dispose d'un très gros volume de biens capitaux et de biens d'investissement ainsi que d'installations de transport.

Le tab. 9.4 montre le pourcentage d'importation de chaque groupe de produits pour l'année 1982 (jusqu'à présent l'année record en ce qui concerne la quantité des importations) et 1987.

9.4 IMPORTATIONS DU ZIMBABWE SELON LES DIFFERENTS GROUPES DE PRODUITS.

EN 1982 ET 1987

Catégorie	<u>Pour</u> 1982	centage 1987	Importations totales en mill. ECU 1987
Produits alimentaire			I
et animaux vivants	1,0	1,4	12,7
Boissons et tabac	0,2	0,2	1,7
excepté le pétrole	3,5	6,1	56,1
Combustibles/Electricité	16,5	13,8	125,0
Huiles animales et végétales	0,6	1,2	11,4
Produits chimiques Machines et installalations	11,6	17,8	161,4
de transport	40,7	36,4	330,5
Autres produits finis	25,9	23,1	209,6
Total	100,0	100,0	908,2
Importations mill. \$ Z Importations mill. ECU	1081,8 1454,8	1741,8 908,2	

Source: CSO (Harare), <u>Statement of External Trade</u>, 1982 et pour 1987, données non publiées, juillet 1989.

Certes, comme le montre le tableau ci-dessus, surtout les chiffres les plus récents ne reproduisent pas le volume total des besoins en produits d'importation, mais il est visible que les marchandises d'importation les plus importantes du Zimbabwe sont les produits chimiques, les combustibles, les machines et les installations de transport. Si l'on parvenait à remédier à la pénurie de devises, il ne fait aucun doute qu'on assisterait à une considérable augmentation des importations dans tous les domaines.

Afin de mieux illustrer la structure des importations, voiçi quelques informations concernant chaque groupe de produits en particulier, en fonction de leur structure et des pays de provenance.

DENRÉES ALIMENTAIRES

La valeur totale des importations de denrées alimentaires s'élèvait en 1987 à 12,7 mill. d'ECU. Les produits les importants étaient le riz (18%), principalement importé du Pakistan, le blé (23%), en provenance de l'Australie et du Canada, la viande désossée (20%), surtout de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ainsi que de République Fédérale d'Allemagne, plus un certain nombre de produits alimentaires qui proviennent tous d'Afrique du Sud.

BOISSONS ET TABAC

La valeur totale des importations de tabac s'élevait, en 1987, à 1,7 mill. d'ECU. Il s'agissait surtout de vins et de spiritueux dont 50% provenaient de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (particulièrement le Scotch Whisky) et 30% de France et d'Afrique du Sud.

MATIERES PREMIERES, EXCEPTE LE PÉTROLE

La valeur totale des importations de matières premières du Zimbabwe s'élevait, en 1987, à 56,1 mill. d'ECU. En première place se trouve le minerai de nickel du Botswana (35%) qui est transformé au Zimbabwe pour l'exportation. Suivent la pâte mécanique (11%), principalement du Swaziland et en petite quantité de Norvège, d'Afrique du Sud et de Finlande. Les fibres synthétiques (11%) proviennent de plusieurs pays parmi lesquels les fournisseurs les plus importants sont, par ordre de quantité, l'Afrique du Sud, le Japon, les USA, la Grande Bretagne et l'Irlande du Nord et la République Fédérale d'Allemagne. Le caoutchouc brut (11%) était essentiellement importé de Malaisie, bien qu'il

faille signaler une augmentation des importations du Malawi. Soixante-dix pour cent du caoutchouc synthétique (7%) provenaient (par ordre quantitatif) de la Tchécoslovaquie, de l'Afrique du Sud, de la Suisse, ainsi que de la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord. Enfin, le soufre (8%) était importé en grande partie du-Canada, le reste de l'Afrique du Sud.

DÉRIVÉS PÉTROLIERS ET ÉLECTRICITÉ

La valeur totale des importations du Zimbabwe s'élevait, en 1987, à 125 mill. d'ECU. Seulement 7% des importations totales de ce groupe de produits revenaient à l'électricité, importée de Zambie; il s'agissait pour le reste d'essence, de Diesel, de carburant pour avion et d'huiles de graissage dont les pays de provenance ne sont pas cités dans les statistiques. Presque tous les dérivés pétroliers sont amenés, sous forme raffinée, par pipeline, du port mozambicain de Beira à la frontière est du Zimbabwe, jusqu'à Mutare. Selon une convention très récente, ce pipeline doit être prolongé jusqu'à la capitale, Harare.

Alors que le Zimbabwe dispose de gisements de gaz naturel appréciables, aucun combustible liquide fossile n'a, jusqu'à présent, été découvert. Ceux-xi continuent d'être importés. A ce sujet, il faut signaler que le Zimbabwe produit env. 40 mill. de litres d'éthanol, mélange fabriqué à base du sucre local et d'huile minérale importée. En 1988, le gouvernement parlait d'intensifier la production d'éthanol (env. 20% de la consommation de pétrole nationale se base sur l'éthanol), après avoir décider le réaménagement de la raffinerie pétrolière de Feruka à Mutare. Cependant, aucun de ces projets ne sera probablement achevé avant le début de l'année 90.

HUILES ANIMALES ET VEGETALES

La valeur totale des importations s'élevait, en 1987, à 11,4 mill. d'ECU. Le Zimbabwe est son propre fournisseur pour un nombre important d'huiles et de graisses. La plus grande partie des importations dans ce domaine concerne le suif animal (75%) dont 85 % proviennent du Botswana. Les 15% restants sont importés d'Australie et de Nouvelle Zélande.

PRODUITS CHIMIQUES

La valeur totale des importations s'élevait, en 1987, à 161,4 mill. d'ECU. Il existe au Zimbabwe un grand marché toujours en expansion pour les produits chimiques. Les produits d'importation les plus importants en valeur étaient en 1987 les suivants:

	en mill. ECU
Matières synthétiques et plastiques	30,4
Insecticides et désinfectants	15,8
Produits médicaux et pharmaceutiques	14,2
Explosifs	9,4
Engrais	8,6
Désherbants	7,4
Colorants	7,2
Savon et détergents	4,1
Anhydrides amoniaques	3,8
Cyanide de sodium	3,5

Sont également importés du carbone, divers oxydes, chlorides et oxychlorides, des alcools, des colorants au nitrate et du nitrite. Même si ces produits proviennent de plus de 50 pays, le pays de provenance le plus important demeure, de loin, l'Afrique du Sud qui couvrait, en 1987, plus de 35% de toutes les importations de produits chimiques du Zimbabwe. Sur la palette des produits provenant d'Afrique du Sud dominent les explosifs, les détergents les insecticides et les colorants. Avec les USA et la Suisse, la CEE est le plus important fournisseur en matières synthétiques, produits médicaux et pharmaceutiques ainsi qu'en savon et en détergents.

MACHINES ET INSTALLATIONS DE TRANSPORT

La valeur totale des importations s'élevait, en 1987, à 330,5 mill. d'ECU. Il s'agit, en valeur, du plus important secteur d'importation. Il comprend un grand nombre d'installations mecaniques, de machines et d'installations de transport, mais la valeur d'importation de cette catégorie de produits connaît d'année en année des fluctuations considérables. Les produits d'importation les plus importants étaient en 1987:

Avions et pièces de rechange Equipement et pièces de rechange pour véhicules	75,0
à moteur	50.1
Pièces de rechanges pour machines	24.8
Equipements de télécommunication	23,3
Moteurs et dispositifs de commande	15,4
Moteurs à combustion	15.3
Matériel pour l'industrie textile et du cuir	14,8
Machines agricoles	14,2
Machines électriques et pièces mécaniques	12,0
Matériel de bureau et système de traitement	
de données	11.4
Machines de transformation des métaux	6.9
Engins routiers	6,5
Pompes et centrifugeuses	5,9
Equipements utilitaires mécaniques	5,2
Machines de transformation alimentaire	4,6

Durant les cinq dernières années, les importations de matériel pour l'industrie textile, de pièces de rechange mécaniques, d'ordinateurs et d'appareils de traitement des données ainsi que d'avions (y compris les pièces de rechange) ont connu la plus grande croissance. En revanche, dans les domaines suivants, l'augmentation des importations est modérée ou inexistante: électromédicaux, machines agricoles, engins routiers et (à l'exception de 1986) pièces de rechange pour appareils de radio et de télévision. Les exportateurs potentiels devraient prendre en considération les efforts réalisés par le gouvernement pour encourager 1a production nationale de machines d'installations de transport. C'est pourquoi ce sont surtout les importations de produits semi-finis qui dominent. Ainsi, l'on préfère importer des pièces pour véhicules automobiles que des automobiles déjà montées. De même, les tracteurs sont montés dans le pays même. Il faut également signaler la possibilité de vendre au Zimbabwe des marchandises d'occasion, à condition qu'elles soient en bon état et adaptées au climat de l'Afrique centrale.

Les pays de la CEE, surtout la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, la République Fédérale d'Allemagne et la France, suivies des Pays-Bas et de l'Italie sont devenus les fournisseurs principaux de machines et d'équipements de transport du Zimbabwe: en 1987, ils ont fourni plus de 50% de toutes les machines et installations de transport importées par le Zimbabwe, à comparer avec un pourcentage total dans les importations du Zimbabwe de 32%. Les autres importants pays fournisseurs d'installation mécaniques sont les USA, l'Afrique du Sud, le Japon, la Suisse, la Suède, la Norvège, l'Autriche, l'Inde et Taiwan. Avant la déclaration unilatérale d'indépendance (UDI) en 1965, les automobiles,

les petits autobus et les camions routiers britanniques dominaient le marché. Durant la période de 1965 à 1980, la France et le Japon ont pu gagner de grosses parts de marché et faire reculer l'influence britannique. Depuis l'indépendance, les importations de camions routiers et de pièces pour autobus en provenance de Suède et des Pays-Bas ainsi que de tracteurs de France et des USA ont considérablement augmenté. En 1987, 90% des importations du Zimbabwe dans le domaine des télécommunications provenaient des pays de la CEE, dont 50% de la Grande-Bretagne, de l'Irlande du Nord et de la France. Le Japon n'occupait que la septième place, suivi par les USA. En 1987, plus de la moitié des systèmes de traitement de données provenaient des USA (30%) et de la Grande-Bretagne (24%). La Bulgarie est également un fournisseur important, même si le volume est faible. Les principaux fournisseurs d'avions, y compris de pièces de rechange, sont les USA, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

AUTRES PRODUITS INDUSTRIELS

La valeur totale des importations s'élevait, en 1987, à 209,6 mill. d'ECU. Comme dans les autres domaines, nous avons réuni ici une large palette de produits d'importation. Le tableau suivant montre, selon la place qu'occupe leur valeur d'importation, les produits les plus importants:

	en mill. ECU
Fibres filées, fil et textiles	37,1
Plaques de fer et d'acier	27,4
Papier et carton	11,6
Instruments de mesure et de contrôle	8.5
Produits en caoutchouc, y compris	-,-
les pneumatiques	7,9
Matériel de construction ignifuge	7,8
Vêtements	6,0
Barres et plaque d'aluminium	5,5
Installations et instruments médicaux	4,7
Pièces en fer et en acier	4,7
Sacs	4,5
Livres, journaux et magazines	3,6
Tuyaux, tubes et accessoires	1,9
Plaques de verre	1,9
Chaux	1,8
Zinc et alliages de zinc	1,8
Appareils photos et accessoires	1,8

Il s'agit surtout de produits spécialisés ou de marchandises d'importation qui font l'objet d'accords commerciaux régionaux particuliers. A ce sujet, il faut signaler que le Zimbabwe est un exportateur important de textiles et de vêtements, de produits en fer et en acier, ainsi que de verre, de sacs et de

papier. Les importations de textiles et de vêtements du Zimbabwe proviennent en très grande partie du pays voisin, le Botswana, avec lequel a été passé un accord commercial commun. Parallèlement aux importations en provenance du Botswana, les textiles sont également importés, sous la forme de tissus synthétiques et de vêtements, de Taiwan, Hong-Kong, de la République coréenne et de la Chine. Env. 40% des importations de textiles synthétiques proviennent de ces quatre pays d'Asie de l'Est. Près de 15% des importations de textiles viennent de la CEE, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Italie étant les fournisseurs les plus importants. Les sacs en toile de jute sont presque exclusivement importés du Bangladesh.

Les importations de fer et d'acier sont dominées par l'Afrique du Sud, avec laquelle il existe, pour quelques produits de base, un accord de production et spéciaux proviennent, de commerce particulier. Les aciers par de la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, du Japon, l'Autriche, de la Suède, de la Norvège et de la République Fédérale d'Allemagne. L'Afrique du Sud est le plus grand fournisseur de papier et de produits en papier, suivi par la Suède, les USA, la Finlande et la Norvège. Dans le secteur des instruments de mesure et de contrôle, les pays membres de la CEE possèdent la plus grande part des importations, suivis des USA, du Japon, de l'Afrique du Sud et de la Tchécoslovaquie.

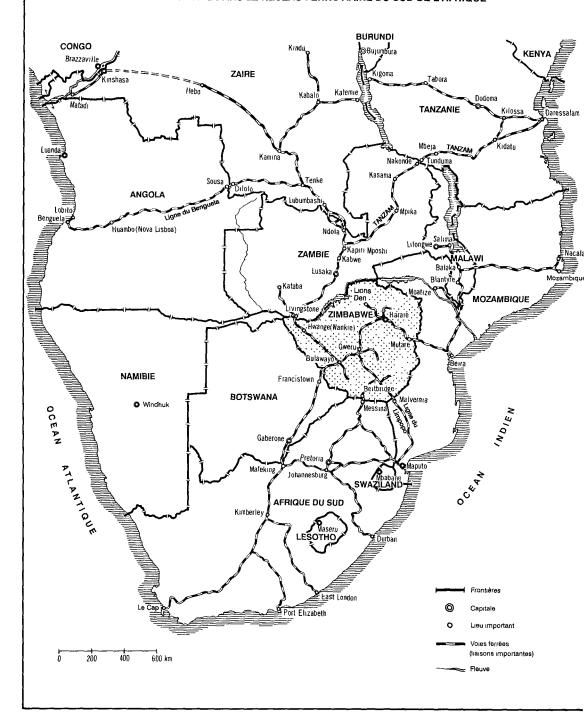
TROC ET COMMERCE RÉCIPROQUE

Depuis l'indépendance et particulièrement depuis 1986, lorsque la pénurie chronique de devises atténuait la valeur réelle des importations, le gouvernement a largement encouragé l'extension du troc. La fondation d'un Spécial Trading Arrangements Committee et d'un dénommé Barter Allocations Committee doit faciliter le passage d'accords de commerce de troc. La valeur totale du troc est montée, durant les trois années précédant 1986, à 41 mill. d'ECU. En 1987, la valeur du troc s'est élevée à 167 mill. d'ECU et a baissé à 93 mill. d'ECU en 1988. Durant l'année record 1987, le troc a couvert près d'un cinquième de toutes les importations du Zimbabwe. En 1988, il s'agissait presque de 12% des importations totales.

Plus de 80% du commerce de troc concernait les exportations de tabac, échangées contre des produits intermédiaires et des biens d'investissement. Suivent, par ordre d'importance de leur valeur commerciale, l'amiante, le minerai de chrome, le maïs et la poudre de lait. Les partenaires commerciaux de troc les plus

importants sont les pays d'Europe de l'est où l'état possède le monopole du commerce, surtout la Bulgarie, la Pologne, la RDA, la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie. D'autres accords de commerce de troc ont également été conclus avec l'Egypte, la Zambie, le Soudan ainsi que l'Inde, l'Autriche, et le Mexique. En outre, des accords de commerce de troc (mais de moindre importance) ont également été négociés avec quelques multinationales telles que 3-M et Ciba Geigy.

LE ZIMBABWE DANS LE RESEAU FERROVIAIRE DU SUD DE L'AFRIQUE



10 TRANSPORT ET COMMUNICATION

En raison de sa situation à l'intérieur des terres, les relations économiques extérieures du Zimbabwe dépendent dans une large mesure des routes de transit franchissables à travers les pays voisins. Durant les dernières décennies, le Mozambique et la République d'Afrique du Sud ont utilisé à tour de rôle cette situation, à des fins politiques différentes, comme moyen de pression afin d'exercer une influence sur la politique intérieure du Zimbabwe.

Dans le cadre des sanctions internationales prises contre l'ex-Rhodésie, le Mozambique, qui venait d'acquérir son indépendance, a fermé ses frontières avec le Zimbabwe en 1976. Les voies de transit vers Beira et Maputo, par lesquelles était jusqu'alors acheminée la plus grande partie des exportations rhodésiennes, ont ainsi été coupées.

A partir de cette date, l'ensemble du commerce d'outre-mer rhodésien a dû se tourner vers l'Afrique du Sud, ce qui a été facilité par le raccordement au réseau ferroviaire via Beitbridge réalisé en 1974. Cependant, cela a rallongé, d'env. 2.000 km, les voies de transport menant de Harare au port de Durban, alors que la liaison vers Beira n'aurait été que d'un peu plus de 500 km.

Après l'indépendance, le Zimbabwe espérait pouvoir de nouveau utiliser les anciennes voies de transit à travers le Mozambique, afin de réduire sa dépendance sur le plan des transports, et donc également sur le plan politique, vis à vis de l'Afrique du Sud. La fondation de la SADCC en 1980, dont l'un des objectifs principaux était la construction et l'extension d'un réseau de transport et de communication efficace à l'intérieur des états membres, devait avant tout aider les deux pays intérieurs, le Zimbabwe et le Botswana, à se détacher du système de transport sud-africain.

La politique de déstabilisation menée par l'Afrique du Sud, qui s'est manifestée par le soutien accordé par ce pays au mouvement des rebelles mozambicains (RENAMO), a entraîné la rupture fréquente des voies de transport du Mozambique. La rupture totale de la ligne du Limpopo (Harare - Maputo), qui possédait une importance stratégique pour les exportations de sucre et d'acier du Zimbabwe, et la limitation des possibilités de transport par le corridor de Beira (importations de carburants) a renforcé la dépendance du Zimbabwe par rapport au réseau de transport sud-africain. Celle-ci a atteint son sommet en

1985, lorsqu'env. 85% du commerce extérieur du Zimbabwe devait s'effectuer par l'Afrique du Sud. Certes, il aurait été théoriquement possible d'avoir recours au corridor de TAZARA via la Zambie vers Daressalam mais, comme il manquait une liaison ferroviaire entre Harare et Lusaka (Zambie), soit une voie d'env. 350 km de long entre Lions Den et Kafue (Zambie), il a fallu accepter un détour onéreux par Bulawayo et Livingstone.

Le plan de dix ans présenté, début 1986, par la Southern African Transport and Communications Commission (SATCC) de la SADCC, pour la remise en état du corridor de Beira a représenté un acte décisif pour la remise en service des voies de transit du Mozambique. Le plan englobait un grand nombre de projets partiels tels que l'agrandissement du port de Beira ou la remise à neuf des lignes ferroviaires et des routes. Le financement de l'ensemble du projet est surtout réalisé par la Communauté Européenne, les Etats-Unis, et certains pays scandinaves. Les donateurs internationaux ont déjà mis 200 mill. de \$ US à disposition pour la réalisation de la première phase du projet. La fondation du dénommé Beira Corridor Group/BCG, en 1987, sous la direction de l'ancien ministre de l'agriculture, Denis Norman, doit provoquer un renforcement de l'engagement de l'économie privée pour le corridor. Depuis 1987, le transport des marchandises du Zimbabwe s'effectue de plus en plus par Beira. La surveillance du corridor par env. 10.000 soldats du Zimbabwe, qui cause des dépenses annuelles de 200 mill. \$ Z, a considérablement amélioré la sécurité des transports. Alors qu'en 1987, env. 15% des cargaisons en transit du Zimbabwe étajent expédiées par les ports du Mozambique, ce pourcentage est monté à 28% en 1988. Le Beira Corridor Group estime les économies de frais, réalisées grâce à cette voie de transport beaucoup plus courte par rapport à Durban, à 35 mill. de \$ US par an. Les exportations de café et de thé, ainsi que l'expédition par container de minéraux par le port de Beira, ont connu en 1988 un essor considérable. On s'attend à une stimulation supplémentaire du transport de transit à travers les pays voisins de l'est, grâce à la réouverture en février 1989 de la voie ferroviaire Limpopo, entre Harare et Maputo. Certes, le trafic quotidien demeure actuellement encore impossible sur cet axe, car le Zimbabwe manque de locomotives, mais il y de bonnes raisons de croire qu'en 1989, la moitié du commerce d'outre-mer du Zimbabwe s'effectuera par Maputo et Beira. Cependant, les capacités d'embarquement limitées du port de Beira s'opposent à augmentation de cette part. Toutefois, dès 1990, la capacité transbordement de Beira doit atteindre 5 mill. t. Lorsque les travaux de réfection des ports du Mozambique seront terminés, la capacité d'embarquement

devrait être suffisamment grande pour absorber l'ensemble du commerce d'outremer du Zimbabwe.

L'achèvement d'un nouveau pipeline de pétrole d'une longueur de 250 km, entre Harare et Mutare, qui sera construit dans le cadre d'un projet de type "Joint Venture" entre la National Oil Company Zimbabwe/NOCZIM et Lonrho, et dont les coûts s'élèveront à 80 mill. \$ Z, devrait permettre de grandes économies. Ce pipeline viendra compléter le pipeline de Lonrho entre Beira et Mutare, par lequel est acheminée la plus grande partie des importations de carburants du Zimbabwe. Dans ce cas, le transport par camions-citernes de Mutare à Harare sera supprimé.

La branche des transports la plus importante du Zimbabwe est le chemin de fer, qui est entretenu par la compagnie paragouvernemental des chemins de fer National Railways of Zimbabwe/NRZ. Contrairement à de nombreux autres pays africains, le Zimbabwe dispose d'un réseau ferroviaire bien développé. La longueur du réseau est de 2.836 km. Presque tous les grands centres économiques sont reliés au réseau ferroviaire. En outre, il existe des liaisons secondaires vers les mines et les plantations les plus importantes. Parallèlement au réseau intérieur, le NRZ contrôlait jusqu'en 1987 la ligne de chemin de fer qui rejoint l'Afrique du sud à travers le Botswana. Le Botswana a versé 85,6 mill. \$ Z au Zimbabwe pour prise de possession de cette liaison et la mise à disposition du reste de l'infrastructure ferroviaire.

Une révision complète du réseau ferroviaire a été engagée directement après l'indépendance. L'achat de nouvelles locomotives Diesel ainsi que l'électrification en 1983 de la ligne Harare - Dakuba, sur une longueur de 457 km, ont représenté des pas importants. Il a toutefois fallu suspendre l'électrification d'autres parties du réseau qui avait été prévue, en raison d'un manque de moyens financiers.

En ce qui concerne le volume de transport du chemin de fer, on a pu observer, depuis l'indépendance, une nette croissance du transport des passagers. Le nombre des passagers du chemin de fer a triplé entre 1979/80 (991.000 personnes) et 1986/87 (3,1 mill. de personnes). Il a presque été possible d'obtenir les prestations de transport du milieu des années 70, qui s'élevaient à plus de 3 mill. de passagers p.a. La quantité de cargaison transportée par voie ferroviaire est passée, entre 1979/80 et 1986/87, de 12,69 mill. t à 13,50 mill. t (+6,4%).

10.1 PRESTATIONS DE TRANSPORT DU CHEMIN DE FER*)

Prestations de transport	Unité	1979/80	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88 ¹)
Passagers Marchandises Tonnage net/km	1 000	991	2 471	2 731	3 105	1 995
	1 000 t	12 687	13 088	13 619	13 496	9 837
	Mill.	6 864	6 200	6 574	5 933	5 444

^{*)} Y compris les prestations de transport à l'intérieur du territoire du Zimbabwe.

En dépit de l'augmentation du transport des personnes et des marchandises, le NRZ travaille à perte. Il dépend dans une large mesure des subventions de l'état pour couvrir son déficit. Pour compenser le déficit d'un montant de 117 mill. \$Z durant l'année fiscale 1987/88 (année précédente: 127 mill. \$ Z), le NRZ a reçu env, 100 mill. \$ Z du gouvernement. L'ensemble des obligations du NRZ s'est chiffré, à la fin de l'année 1988, à 187 mill. \$ Z.

La vétusté des trains et le manque de pièces détachées, dû à la pénurie de devises, ont conduit à une grave crise du trafic ferroviaire. Au milieu de l'année 1989, parmi les env. 250 locomotives Diesel (outre encore 160 locomotives à vapeur), seule la moitié était en état de marche. Afin d'éviter au moins en partie les suppressions de trains, des locomotives ont été à plusieurs reprises louées à l'Afrique du Sud. Aux 10 trains d'origine sudafricaine roulant actuellement sur les voies ferrées du Zimbabwe doivent venir s'ajouter sous peu 10 autres trains. Afin de remédier aux graves problèmes de transport, le gouvernement a décidé la mise en place d'un programme de redressement d'une valeur de 483 mill. \$ Z (252 mill. \$ US) pour le trafic ferroviaire. Dans le cadre de ce projet, 84 locomotives Diesel doivent être complètement révisées. 11 mill. \$ Z ont été débloqués pour l'importation de pièces de rechange. L'achat de 30 nouvelles locomotives Diesel, d'une valeur de 100 mill. \$ Z, a eu lieu au milieu de l'année 1989.

En dépit de ces mesures, il existe toujours de gros problèmes de transport. Ainsi en 1988, par exemple, les producteurs de tabac n'ont pas pu commencer le traitement à chaud du tabac, car le charbon nécessaire pour cette opération n'était pas disponible. A la même époque, les entreprises minières ont vu croître les stocks de charbon, ce qui a entraîné des frais élevés.

¹⁾ Période du rapport: Juillet/Mars.

La crise du secteur des transports s'est étendue au trafic routier. Afin de seulement pouvoir remplacer les autobus qui sont chaque année retirés de la circulation, il faudrait acheter 85 nouveaux autobus par an. Afin de remédier aux problèmes du trafic des autobus, le gouvernement participe avec 51% à la Zimbabwe United Passenger Company/ZUPCO, qui offre des services d'autobus dans tous les centres urbains. La mise de fonds du gouvernement, d'une valeur de 10 mill. \$ Z, doit permettre l'achat de 145 nouveaux autobus.

En 1988, le gouvernement a fixé à 10 mill. \$ Z les moyens financiers destinés à l'importation de jeux de pièces détachées et de pièces de rechange pour les véhicules automobiles, ce qui ne saurait suffire pour supprimer les problèmes du secteur des transports routiers. A cause du manque de pneumatiques, il est impossible de mettre en service des camions qui sinon sont en état de marche. Pour cette raison, la commercialisation des produits agricoles ralentit de plus en plus.

Le Zimbabwe dispose au total de 8 aéroports, dont trois de catégorie internationale (Harare, Bulawayo, Victoria Falls). Grâce à l'aménagement du hall d'enregistrement, la capacité de l'aéroport d'Harare doit atteindre, en 1996, jusqu'à 3 mill. de passagers par an. Les coûts de ce projet sont évalués à 170 mill. \$Z.

La compagnie aérienne nationale Air Zimbabwe possède le monopole du trafic aérien des lignes intérieures. Elle propose des vols directs vers Londres, Francfort/Main et Athène. Elle offre également des vols vers Lusaka, Blantyre, Gaborone, Johannesburg, Manzini (Maurice), Beira et Maputo. Le transport du fret aérien est effectué par la compagnie nationale Affretair.

En 1987, Air Zimbabwe a assuré le transport de 460.000 passagers. En comparaison avec 1975 (452.000 passagers), il ne s'agit que d'une très faible augmentation du trafic des passagers. En revanche, le transport aérien des marchandises est passé, entre 1975 et 1987, de 23 mill. à 123 mill. tonnes-kilomètre et a ainsi presque été multiplié par cinq. En dépit d'une augmentation de 45% du prix des vols, le déficit d'Air Zimbabwe se monté à 32 mill. \$ Z pour l'année fiscale 1986/87. En raison de l'important essor des exportations de produits de l'horticulture vers l'Europe, Affretair se voit confronté à de gros problèmes de gestion des volumes de transport en croissance rapide. L'Horticultural Promotions Council attend, pour la saison 1988/89, une augmentation des exportations de produits de l'horticulture de 2.500 t à 4.500 t. L'achat d'avions de transport supplémentaires s'impose de manière urgente, car Affretair doit à l'avenir être

Comme le réseau ferroviaire, le réseau routier du Zimbabwe est relativement bien développé. Sur les 85.784 kilomètres de routes, env. 15% (13.284 km) sont bitumées, env. 55% sont empierrées, le reste est constitué de pistes. Tout récemment, de gros efforts ont été entrepris pour améliorer l'état des routes comparativement mauvais dans les "Communal Areas" (pistes sans revêtement). La projet de construction d'une autoroute nationale, dont le but est la réorganisation partielle du réseau routier, est entré en 1988 dans la deuxième phase de projet, dont les coûts sont estimés au total à 86,4 mill. \$ US. La banque mondiale participe au projet avec un crédit de 32,7 mill. \$ US. On prévoit également la réparation de 175 km de routes principales et le bitumage de 1.500 km de routes principales et régionales.

A la fin de l'année 1986, le nombre des voitures particulières immatriculées était de 260.000. Cela signifie une augmentation de 20% par rapport au milieu de l'année 1980 (216.700). En 1986, on trouvait en moyenne 28 voitures particulières pour 1.000 habitants. Ainsi, en ce qui concerne le degré de motorisation, le Zimbabwe occupe la troisième place des pays d'Afrique au sud du Sahara, après la République d'Afrique du Sud et le Swaziland. Les dernières données sur le nombre des autobus datent de 1985. A l'époque, le nombre des autobus était de 3.000; le nombre des camions s'élevait à 20.000.

10.2 PARC DES VÉHICULES A MOTEUR ET DENSITÉ DES AUTOMOBILES*)

Type de véhicule et densité des automobiles	Unité	19781)	19801)	1984	1985	1986
Voitures particulières Automobiles par 1000 habitants Autobus Poids lourds Motos et scooters Cyclomoteurs	1 000 Nombre 1 000 1 000 1 000 1 000	210,3 30,4 } 15,5 10,1 4,5	216,7 29,4 16,3 12,1 4,9	249,0 28,9 3,4 18,8 24,0 ^b)	253,5 28,4 3,0 20,0 25,1 ^b)	260,0 28,1 - 65,0 ^a)

^{*)} Situation: fin de l'année.

¹⁾ Situation au 31 juillet.

a) Y compris les motos et les scooters. - b) Y compris les autobus, les motos et les scooters.

en mesure de pouvoir transporter par voie aérienne les quantités de marchandises supplémentaires.

10.3 PRESTATIONS DE LA	COMP	AGNIE AÉRIENNE	NATIONALE '	"AIR	ZIMBABWE"
------------------------	------	----------------	-------------	------	-----------

Prestations de transport	Unité	1975	1980	1985	1986	1987
Passagers	1 000	452	412	453	451	460
Trafic international	1 000		180	189	183	175
Passagers/km	Mill.		362	661	653	626
Trafic international	Mill.		286	559	549	514
Tonnes/km	Mill.	23	33	68	71	123
Marchandises	Mill.	1,7	3,2	11,1	12,5	26,9
Trafic international	Mill.		27	60	62	114

Outre Air Zimbabwe, env. une douzaine de compagnies aériennes internationales entretiennent des liaisons aériennes avec le Zimbabwe (parmi lesquelles British Airways, Qantas, South African Airlines). En 1986, 1,120 mill. de passagers (à l'exclusion des passagers en transit) ont été enregistrés dans les aéroports du pays. 60,4% de tous les voyageurs aériens (676.300 personnes) ont emprunté l'aéroport d'Harare. Env. un cinquième du transport des personnes (208.500 passagers) est revenu à Bulawayo. Plus des neuf dixièmes de l'ensemble du fret aérien a été transbordé à l'aéroport d'Harare en 1986.

10.4 TRAFIC AÉRIEN DES AÉROPORTS

Nature du trafic	Unité	1970	1975	1980	1985	1986	19871)
Décollages et atterrissages Passagers ²)	1 000 1 000	146,1 624,8	178,8 1 103,0	187,3 1 001,5	132,2 1 126,6	127,6 1 120,0	56,8 553,1
Marchandises	1 000 t	3,6	6,5	11,5	19,5	19,0	10,6
D4++11+		don	t: "Harar	e"			
Décollages et atterrissages Passagers ²) Marchandises	1 000 1 000 1 000 t	34,1 346,9 2,5	40,0 584,1 4,9	44,3 572,0 10,5	31,8 668,6 18,0	28,1 676,3 17,5	13,9 336,8 9,8
D/ 11		dont	: "Bulawa	yo"			
Décollages et atterrissages Passagers ²) Marchandises	1 000 1 000 1 000 t	11,4 134,6 0,7	12,8 242,1 1,2	15,7 229,6 1,0	14,8 223,7 1,1	10,9 208,5 1,2	4,1 101,9 0,6

¹⁾ ler semestre. - 2) A l'exclusion des passagers en transit.

Le secteur de la poste et des télécommunications a atteint un haut niveau et va continuer à être développé en fonction des besoins. Il existe des liaisons téléphoniques complètement automatiques entre toutes les grandes localités du pays et de l'Afrique du Sud. En outre, les télécommunications téléphoniques sont possibles avec la plupart des pays d'Afrique et d'ailleurs. On trouve également un réseau téléphonique, télégraphique et de télex direct avec Londres. En 1985, le nombre des postes d'abonnés s'élevait à 240.000 (1970: 132.000) et celui des stations de télex à 1.900.

Les émissions de radio et de télévision sont émises à Harare et Bulawayo par l'émetteur national. La télévision couleur existe depuis 1983. Les programmes sont émis dans les principales langues tribales et en anglais. Il y a également des émissions étrangères en portugais et en langues africaines pour les auditeurs du Mozambique. Entre 1970 et 1986, le nombre des postes de radio est passé de 145.000 à 480.000 et a donc triplé. Le nombre des postes de télévision est monté, durant la même période de 50.000 à 130.000.

11 TOURISME

Le Zimbabwe dispose d'un grand nombre de curiosités touristiques et d'une bonne infrastructure qui donnent au pays un attrait touristique. d'attraction les plus importants sont les régions montagneuses du nord-est avec la capitale Harare, le barrage Kariba, les chutes Victoria sur le Zambèze ainsi que les monuments historiques de Zimbabwe à Masvingo qui ont donné son nom au pays. Il existe en outre 26 parcs nationaux et réserves sauvages d'une superficie totale de 45.000 km², dont 12.500 km² sont couverts par le plus grand parc national, celui de Hwange, à l'ouest du pays. Le barrage Kariba, avec ses nombreuses îles et un plan d'eau de 5.000 km², s'intègre harmonieusement à l'environnement et possède la réputation d'être un chef d'oeuvre technique remarquable. On trouve dans tous le pays des hôtels bien gérés, une compagnie aérienne intérieure fonctionnant sans difficultés et un réseau routier bien développé permettant les voyages individuels et en groupes. La possibilité de pouvoir entreprendre à toute période de l'année des voyages touristiques se révèle également avantageuse. En 1984 a été fondée la Zimbabwe Tourist Developpment Corporation/ZTDC, organisation semi-publique, qui fonctions de service de l'ancienne administration touristique et réalise, en outre, des investissements directs dans le domaine du tourisme.

Le nombre des visiteurs étrangers est passé, entre 1977 et 1988, de 122.000 à 488.962 personnes et a ainsi presque quadruplé. En 1988, le nombre des voyageurs de vacances s'élevait, à 395.593 personnes, soit 80,9% de tous les visiteurs étrangers. Les voyageurs d'affaire et d'étude représentent un groupe de moindre importance. Seulement 11,0% de tous les visiteurs étrangers de l'année 1988 se trouvaient au Zimbabwe pour voyage d'affaire (53 642 personnes). Le pourcentage des voyageurs d'étude et de transit se montait à 8,1%.

Les visiteurs journaliers ont considérablement augmenté; leur nombre a été multiplié par 14 entre 1977 (8.200 personnes) et 1987 (115.500 personnes). Il s'agit en majeure partie de citoyens de la Zambie venant faire leurs achats au Zimbabwe.

En 1988, 67% des visiteurs étrangers (à l'exclusion des visiteurs journaliers) ont pénétré sur le territoire par voie de terre; 25% ont choisi l'avion et 8% le chemin de fer.

11.1 VISITEURS ÉTRANGERS SELON LE BUT DU VOYAGE

But du voyage	1977	1980	1985	1986	1987	1988
Au total	122,0	273,4	389,4	433,4	485.7	489.0
Visiteurs journaliers	8,2	30,8	58,3	76,4	115,5	· •
Tourisme	103,5	227,2	319,8	345,6	403,8	395,6
Voyage d'affaire	14,5	40,8	41,1	48,5	47,8	53,6
Voyage d'étude	2,2	0,5	0,7	0,9	1,1	
Transit	1,7	5,0	27,8	38,3	32,9	39, 7a)

a) Y compris des voyageurs d'étude.

Presque 74% des visiteurs étrangers de l'année 1988 (à l'exclusion des voyageurs en transit) étaient originaires d'autres régions d'Afrique. Alors qu'avant l'indépendance, plus de 70% des visiteurs étrangers venaient d'Afrique du Sud (puis du Botswana et du Zwaziland), le pourcentage des visiteurs sud-africains a nettement diminué dans les années 80. En 1987, la part des visiteurs sud-africains n'était plus que de 27,9%, bien que les excursions de Johannesburg aux chutes Victoria aient continué à être très populaires. En revanche, le pourcentage des visiteurs de la Zambie est passé de 3,8% en 1977, à 44,3% en 1987. La part des visiteurs européens atteignait, pendant toute la période observée, des valeurs entre 10% et 16%. Le pays d'origine de la plus grande partie des visiteurs européens est traditionnellement la Grande-Bretagne (1987: 6,5% du total des visiteurs étrangers), dont vient près de la moitié des visiteurs européens. Les pourcentages des visiteurs originaires d'Amérique (1987: 3,6%) ainsi que d'Asie et d'Océanie (1987: 2,7%) sont de moindre importance.

Le tourisme contribue de manière importante à l'entrée de devises. Selon les indications du Central Statistical Office, les rentrées en devises provenant du tourisme sont passées de 15 mill. \$ Z en 1977 à 45 mill. \$ Z en 1986. Un nouveau record a été atteint en 1987 avec une somme de devises de 55 mill. \$ Z. Cependant, la Zimbabwe Tourist Development Corporation met en doute les indications du CSO. La ZTDC évalue le total des recettes provenant du tourisme à 195 mill. \$ Z pour l'année 1987. Pour 1988, l'on compte sur presque 200 mill. \$ Z.

11.2 VISITEURS ÉTRANGERS PAR PAYS D'ORIGINE, RENTRÉES DE DEVISES*)

Pays d'origine	Unité	1977	1980	1984	1985	1986	1987
Visiteurs étrangers	1 000	120,2	268,4	316,5	361,6	395,1	452,8
Afrique	%	78,5	84,2	77,1	80,0	79,5	80,9
Zambie	%	3,8	33,9	31.0	29,0	32,1	44.3
Rép. Sudafricaine ^{l)}	%	72,0	45,0	37.1	41,5	35.8	27,9
Mozambique	%	0.0	0,6	3,2	3,8	5,4	3,8
Europe	%	15,5	11,7	13,9	13,5	13,7	12,8
dont:		1					
Grande-Bretagne et Irlande du Nord ²⁾ .	%	8,7	6,8	6,7	6,6	6,6	6,5
République Fédérale		1	-	•	•		
d'Allemagne	%	2,7	1,5	2,1	2,0	2,1	1,8
Suisse	%	0,9	0,5	0,1	0,1	0,6	0,5
Amérique Etats Unis	%	4,2	2,4	5,3	4,6	4,1	3,6
et Canada	%	3,8	2,2	5,0	4,3	3,7	3,4
Océanie	%	1,2	0,8	1,9	1,6	1,6	1,9
Asie	%	0,6	0,9	1,2	0,8	1,1	0,8
Rentrées de devises		15	24	26		45	5 5

^{*)} A l'exclusion des visiteurs en transit.

En 1984, le nombre des hôtels (y compris les "Safari Camps") s'élevait à un total de 61, parmi lesquels se trouvaient plusieurs hôtels répondant aux plus hautes exigences internationales. Le nombre total des lits se montait à près de 3.300 unités. En dépit d'un taux d'occupation très bas variant de 30% à 40%, d'autres hôtels ont été construits au cours des années 80, dont le luxueux hôtel Holiday Inn, à Harare. Fin 1985 a ouvert l'hôtel Sheraton qui dispose d'un centre international de conférence. Les coûts de construction de l'hôtel, qui a été réalisé dans le cadre d'un projet de type "Joint Venture" entre la Yougoslavie, la France et le Zimbabwe, s'élevaient à 85 mill. \$ Z. Le centre de conférence a été le point de rencontre des pays non-alignés en septembre 1986.

¹⁾ Y compris le Botswana et le Zwasiland. - 2) Y compris l'Irlande.

11.3 DONNÉES CONCERNANT L'HÉBERGEMENT 1984*)

Catégorie	Hébergement	Lits
Total	61	3 293
Hôtels 5 étoiles	2	620
Hôtels 4 étoiles	5	568
Hôtels 3 étoiles	15	1 069
Hôtels 2 étoiles	23	754
Hôtels 2 étoiles Hôtels 1 étoile ¹)	10	204
Campements safari	6	78

^{*)} A l'exclusion des hôtels non classé et des parcs nationaux.

¹⁾ A l'exclusion de 6 hôtels dans des régions isolées.

12 MONNAIE ET CREDIT

L'unité monétaire est le dollar Zimbabwe (\$ Z) qui se divise en 100 cents (c). Une corbeille monétaire de dollars US, de rands sud-africain, de livres Sterling, de francs suisses et de francs français - les monnaies des partenaires économiques les plus importants du Zimbabwe - sert de valeur repère pour la valeur extérieure. En décembre 1982, le \$ Z a été dévalué de 20%, et il a depuis continuer à subir des pertes au change considérables. Alors qu'en décembre 1982, 1 \$ US valait, à l'achat, 1,4930 \$ Z, il valait déjà, à la fin de l'année 1988, 1,9301 \$ Z. Cela signifie une perte au change de 22,6% par rapport au \$ US. Le cours des droits de tirage spéciaux du Fonds Monétaire International/FMI s'élevait, à la fin de 1988, à 2,6144 Z\$ = 1 DTS, ce qui correspond à une dévaluation de 43,7%.

12.1 TAUX DE CHANGE OFFICIEL*)

Type de cours	Unité	1984	1985	1986	1987	1988
Cours officiel Achat		1,4930 1,5129	1,6308 1,6518	1,6672 1,6892	1,6523 1,6739	1,9301 1,9558
Cours des droits de tirage spéciaux (DTS) ECU ¹)	\$ Z pour 1 DTS \$ Z pour 1 ECU	1,4728 0,9926	1,8028 1,2316	2,0525 1,6406	2,3590 1,9177	2,6144 2,1356

^{*)} Situation: fin de l'année.

Le système bancaire du Zimbabwe compte parmi l'un des plus développés du continent africain. La "Reserve Bank of Zimbabwe", la banque centrale du pays, a la surveillance du système monétaire. Sa création date de 1965; elle est la banque du gouvernement pour le financement du budget de l'état. Elle dispose du droit de faire des dépenses d'urgence, possède le contrôle sur les réserves en devises étrangères et exécute, au nom du gouvernement, les mesures de politique monétaire. Elle commercialise, en outre, la production d'or du pays.

Le secteur des banques commerciales englobe cinq banques d'affaire (Barclays Bank of Zimbabwe, Standard Bank, Grindlays Bank, The Bank of Credit and Commerce, Zimbank), qui entretiennent de nombreuses filiales dans le pays. En

¹⁾ Movenne annuelle.

outre, il existe quatre banques de commerce, qui réalisent une grande partie du financement du commerce extérieur, six instituts de financement, qui sont spécialisés dans la location-vente et les crédits à tempérament, trois caisses d'épargne de construction, qui donnent des emprunts hypothécaires pour les constructions anciennes et nouvelles, ainsi qu'une caisse d'épargne de la poste. En 1983 a été créée une nouvelle banque de développement, la Zimbabwe Development Bank/ZMB, avec une participation majoritaire du gouvernement de 51%. Ses opérations ont débuté en mars 1985. Sa tâche était de trouver des sources de financement nationales et internationales pour le développement de l'activité économique. Ses activités se concentrent essentiellement sur le secteur du commerce et de la production industrielle. Il existe parallèlement toute une série d'instituts de financement qui ne font pas partie du secteur des banques et sont actifs dans certains secteurs de l'économie. Les plus importants sont 1'Agricultural Finance Corporation/AFC et l'Industrial Development Corporation/IDC.

Après une progression, entre 1984 et 1985, de 700.000 à 770.000 onces d'or fin (+10%), les réserves en or sont tombées, à la fin de l'année 1988, de 48,1%, à 400.000 onces d'or fin. Le stock de devises n'a cessé de s'accroître depuis 1984. Avec 178 millions de \$ US en 1988, le stock de devises a presque quadruplé par rapport à 1984. Les droits de tirage spéciaux (DTS) sur le FMI ont chuté de 23,1 millions de \$ US en 1987 à 0,6 million de \$ US à la fin de 1'année 1988.

12.2 RESERVES EN OR ET EN DEVISES*)

Catégorie	Unité	1984	1985	1986	1987	1988
Or Devises	1 000 onces d'or fin Mill. \$ US	700 43,1	770 78,8	540 100.2	420 143.0	400 178,0
Droits de tirage spéciaux	Mill. \$ US	2,3	14,5	6,2	23,1	0,6

^{*)} Situation: fin de l'année.

Le but principal de la politique monétaire des dernières années a été le combat contre l'inflation, qui devait être atteint par un strict contrôle de l'augmentation de la masse monétaire, et particulièrement de la circulation monétaire, par rapport à la croissance du produit intérieur brut. En août 1988,

la circulation monétaire (billets et pièces, sans compter les réserves des banques) s'élevait à 450.6 millions de \$ Z. Entre 1984 et 1988. la circulation monétaire a augmenté de 74,1%. La somme d'argent disponible par habitant est passée de 30 à 46,1 \$ Z (+53,7%). Les dépôts en banque exigibles à tout moment durant cette période se sont élevés, entre 1984 et 1988, de 607,0 millions à 974,0 millions de \$ Z (+60,5%). Les dépôts d'éparque et à terme dans les banques de dépôt se sont accrus de 66,0%. Les crédits offerts par les banques au gouvernement ont considérablement augmenté entre 1984 et 1987. Afin de couvrir le déficit budgétaire, le gouvernement a eu de plus en plus recours aux instituts bancaires locaux. La somme accordée au gouvernement, jusqu'en 1987, par les instituts bancaires est de 1908.6 millions de \$ Z (1984: 1 045.8 million de \$ Z). Jusqu'au milieu de l'année 1988, des crédits bancaires d'un montant de 1947,2 millions de \$ Z ont été payés au gouvernement. Le volume des crédits accordés par les banques de dépôts à des particuliers a également augmenté (août 1988: 1 844,4 millions de \$ Z). Le taux d'escompte est resté inchangé, entre 1984 et 1988, à 9,0% par an.

12.3 DONNÉES SUR LA MONNAIE ET LE CREDIT*)

Catégorie	Unité	1984	1985	1986	1987	1988 ¹⁾
Circulation monétaire,		1		<u> </u>	<u> </u>	
billets et pièces (sans		}				
les réserves des banques).	Mill. \$ Z	258,8	321,1	379,7	389,3	450,6
Circulation monétaire par hab.	\$ 2	30,0	35,9	41,0	40,5	46,1
Dépôts bancaires du gouvt.		}				
"Reserve Bank"	Mill. \$ Z	0,2	4,1	0,6	0,7	0,3
Dépôts bancaires exigibles		1	•	•	•	·
à tout moment		1				
Banques de dépôts	Mill. \$ Z	607,0	683.9	722.9	835,3	974,0
Dépôts d'épargne et à terme		1	•	•	·	Ť
Banques de dépôts	Mill. \$ Z	971.3	1 151,9	1 137,7	1 619,6	1 612,6
Autres instituts bancaires .	Mill. \$ Z	1 266,0	1 551,4	1 856,2	2 169,8	2 486,1 ^{a)}
Crédits bancaires au gouvt.		1	·	-	•	
"Reserve Bank"	Mill. \$ Z	165,9	51,5	92.1	307,6	62,4
Banques de dépôts	Mill. \$ Z	314.4	363,3	334.7	480.8	635,0
Autres instituts bancaires .	Mill. \$ Z	565,5	764,8	907.7	1 120,2	1 249.8 ^{b)}

12.3 DONNÉES SUR LA MONNAIE ET LE CREDIT*)

Catégorie	Unité	1984	1985	1986	1987	1988 ¹⁾
Crédits bancaires à des				- !	· 	
sociétés d'état						
"Reserve Bank"	Mill. \$ Z	164,6	240,7	193,5	183,5	312,8
Banques de dépôts	Mill. \$ Z	476,8	659,0	794,0	659,3	526,3
Autres instituts bancaires .	Mill. \$ Z	38,6	53,8	53,3	53,3	52,5 ^{b)}
Crédits bancaires privés		İ				
Banques de dépôts	Mill. \$ Z	997,6	1 035,5	1 118,9	1 540,9	1 844,4
Autres instituts bancaires .	Mill. \$ Z	706,8	762,4	878,6	1 039,4	385.8
Taux d'escompte	% p.a.	9,0	9,0	9.0	9,0	9,0

^{*)} Situation: fin de l'année.

ANNEX: TAUX DE CHANGE OFFICIEL POUR 1 ECU*)

Année	\$ Z	\$ US pour 1 ECU	DTS
980	0,89527	1,39233	1.06447
981 <i></i>	0,77035	1,11645	0.94548
982	0,74360	0,97971	0,88448
983	0,90179	0.89022	0,83253
984	0,99260	0.78903	0,76777
985	1.23163	0.76309	0,74904
986	1,64061	0,98417	0.83756
987	1,91773	1,15444	0.89214
988	2,13556.	1,18248	0,87988
oût 1989	2,3092 1)	1,07759	0,85397

^{*)} Mi-année

¹⁾ Situation: mois d'août.

a) Situation: mois de septembre.- b) Situation: mois de juin.

¹⁾ Juillet 1989.

13 FINANCES PUBLIQUES

Les finances publiques se composent des budgets du gouvernement central, des administrations locales et des autres collectivités publiques. Toutes les recettes de l'état sont liquidées par l'intermédiaire d'un fonds financier. Les sources de revenus principales des administrations régionales sont, outre les du gouvernement central. les impôts fonciers. d'immatriculation de véhicules automobiles et les frais d'autorisation pour les activités économiques. Une taxe fixe sur la propriété terrienne et immobilière est perçue, qui ne tient compte ni de la grandeur ni de la valeur des propriétés. Les terres utilisées pour l'agriculture sont grevées d'un impôt unique, qui prévoit une imposition fixe par unité de superficie agricole (400 ha) sans tenir compte de la valeur du sol.

Les collectivités publiques comprennent, outres les instituts financiers, les entreprises semi-publiques (dénommées Parastatals), qui sont soumises à un contrôle relativement stricte du gouvernement. Les plus importantes de ces entreprises semi-publiques sont National Railways of Zimbabwe/NRZ, Zimbabwe Iron and Steel Corporation/ZISCO, Zimbabwe Electricity Supply Authority/ZESA. Post and Telecommunication Corporation/PTC, Air Zimbabwe, Affretair, National Oil Company of Zimbabwe, l'Agricultural Finance Corporation/AFC, ainsi que les sociétés de commercialisation agricoles (Agricultural Marketing Boards). Durant les dernières années, les entreprises semi-publiques ont travaillé sans exception à perte. Ces déficits ont été au moins en partie couverts par le gouvernement. A lui seul, le déficit de la National Railway Company of Zimbabwe se montait, en règle générale pour chaque année budgétaire, à plus de 100 mill. \$ Z; les autorités de commercialisation agricoles ont terminé l'année 1987/1988 avec un déficit total de 240,7 mill. \$ Z. Seule la National Oil Company a pu, en 1987/88. réaliser un réel bénéfice de 132.4 mill. \$ Z. Parallèlement à la couverture partielle des déficits annuels, le gouvernement a également de l'influence sur la formation des prix des organisations semi-nationales.

Entre 1983/84 et 1987/88, le déficit budgétaire n'a cessé d'augmenter. Les excédents de dépense du gouvernement central sont passés de 581,1 mill. \$ Z pour l'année fiscale 1983/84, à 1 025,5 mill. \$ Z pour 1987/88 (+76,5%). Ceux-ci représentaient, en pourcentage, env. 11% du BIP (aux prix courants) de 1988. Comparativement à l'année précédente où les excédents de dépense, d'un montant de 1 018,2 mill. \$ Z, représentaient 12,3% du PIB, cela signifie certes une

amélioration, mais cela n'a pas suffi pour réaliser les buts que s'était fixé le gouvernement, à savoir limiter le déficit budgétaire à 10% du PIB. Pour l'année budgétaire 1988/89, on évalue les dépenses totales à 5 360,7 mill. \$ Z. Comparativement à 1987/88 (dépenses totales : 4 653,6 mill. \$ Z), cela signifie une augmentation de 15,2%. Les recettes sont estimées à 4 211,0 mill. \$ Z (1987/88: 3 628,0 mill \$ Z). Comparativement à 1986/87, cela représente une croissance de 16,1%. Dans ce cas, le déficit budgétaire s'élèverait à 1 149,7 mill. \$ Z, soit 12,1%.

13.1 BUDGET DU GOUVERNEMENT CENTRAL*)
Mill. \$ Z

Catégorie	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87 ¹⁾	1987/88 ²⁾	1988/89 ²)
Recettes	2 037,4	2 318,1	2 626,4	3 056,0	3 628,0	4 211,0
Dépenses Excédents	2 618,5	2 841,6	3 303,8	4 074,7	4 653,6	5 360,7
de dépenses	581,1	523,9	677,4	1 018,2	1 025,5	1 149,7

^{*)} Année budgétaire: Juillet/Juin.

L'augmentation du déficit budgétaire est une des raisons principales de l'inflation des dernières années, car les dépenses ont dues être, dans une large mesure, subventionnées par des crédits. L'augmentation du déficit budgétaire en relation avec les dévaluations répétées du \$ Z ont entraîné une rapide croissance de la dette publique. Les crédits pris auprès de la banque centrale afin de financer les goulots d'étranglement budgétaires représentaient, fin 1987, une somme d'endettement de 785 mill \$ Z.

Durant les périodes 1983/84 et 1987/88, entre 80% et 85% des recettes de l'état provenaient des impôts. Les recettes fiscales du gouvernement sont montées, durant cette période, de 1 743,5 mill. \$ Z à 2 977,5 mill. \$ Z (+70,8%). A eux seuls, les impôts sur le revenu et les bénéfices représentaient en 1987/88 plus de 44% (1 585,0 mill. \$ Z) des recettes totales. Les impôts sur la vente et la taxe de consommation constituent également une source de revenu importante. Avec à elles deux 845,5 mill. \$ Z, plus de 23% des recettes totales revenaient à ces deux ressources fiscales pour l'année budgétaire 1987/88. Grâce à la conversion, réalisée début 1988, des bases de calcul des impôts sur les importations en

¹⁾ Données provisoires - 2) Estimations.

valeurs c.i.f qui, selon les estimations, sont d'environ 15% supérieures aux valeurs f.o.b., le gouvernement espère pouvoir nettement augmenter les recettes fiscales sur le commerce extérieur pour l'année budgétaire 1988/89. Les recettes fiscales potentielles sur le commerce extérieur sont chiffrées à 600 mill. \$ Z.

Les sources de revenu non fiscales les plus importantes (en 1987/88, au total 492,5 mill. \$ Z) sont les aides à l'investissement et à la propriété foncière. Avec 306 mill. \$ Z, leur part s'élevait à 8,4% des recettes budgétaires de 1987/88. En 1987/88, les subventions étrangères (158 mill. \$ Z) représentaient moins de 5% des recettes budgétaires.

13.2 RECETTES BUDGETAIRES DU GOUVERNEMENT CENTRAL*)
Mill. \$ Z

Postes budgétaire	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87 ¹⁾	1987/88 ²⁾	1988/89 ²⁾
Au total	2 037,4	2 318.1	2 626,4	3 056.4	3 628.0	4 211.0
Recettes fiscales	1 743,5	1 902,1	2 247,7	•	2 977,5	3 576,0
Impôts sur les revenus et	ļ					
les bénéfices	801,6	901,9	1 066,6	1 351,9	1 585,0	1 933,5
Impôts sur la fortune	6,1	7,8	8,5	9,7	11,0	12,0
Taxes sur les produits et						-
les services	633,0	644,7	738,1	804,2	845.5	980,5
Taxes de vente	461,0	404,8	462,6	498.4	530,0	615.0
Taxes de consommation	166,3	234,0	268,7	297.9	307.0	356.0
Divers	5,6	5,9	6,8	7.9	8,5	9.5
Taxes sur le commerce		·	•	•		
extérieur	290,2	321,0	399,8	432,8	497,0	600,0
Autres taxes	12,6	26,7	34.7	38.4	39.0	50,0
Recettes non fiscales	200,1	229,7	271,6	316,9	492.5	635,0
Recettes des investissements	, i	•	•	• -	,.	,-
et des propriétés foncières	94,5	99.2	115.2	139,3	306.0	191.0
Taxes	25,9	34,2	39.6	47,6	56.0	65,0
Vente de domaine	16,5	17.0	17.1	14.5	15.5	9.0
Cotisations à la retraîte	48,5	53,5	69.4	82,8	90.0	120,0
Autres recettes	14,6	25,8	30.4	32,8	25.0	90.0
Subventions étrangères	93,8	186,3	107,1	102,5	158.0	160.0

^{*)} Année budgétaire: Juillet/Juin.

Environ 85% des dépenses budgétaires du gouvernement central reviennent aux dépenses courantes. Généralement, le pourcentage des dépenses de capitaux ne depassait pas 10% des dépenses nationales, entre 1983/84 et 1987/88. Le reste

¹⁾ Données provisoires - 2) Estimations.

revenait aux prêts accordés par le gouvernement. En 1987/88, les dépenses pour les salaires et les revenus formaient, avec 1 505,2 mill. \$ Z, le poste budgétaire le plus important. En comparaison avec 1986/87 (979,0 mill. \$ Z), celles-ci ont augmenté de presque 54%. L'augmentation constante des dépenses pour les salaires et les revenus est essentiellemnt due à la croissance de l'activité dans le service public (enseignement et santé).

En raison de la rapide augmentation de la dette publique, le paiement des intérêts du gouvernement, pour l'année 1987/88, est monté à 652,0 mill, \$ Z, soit 14% des dépenses budgétaires. Les subventions accordées aux entreprises semi-publiques ont doublé entre 1983/84 (245,1 mill. \$ Z) et 1987/88 (490,9 mill. \$ Z).

La répartition des dépenses selon les secteurs reflète les efforts réalisés par le gouvernement pour diminuer les inégalités sociales héritées de l'époque coloniale, et ce même au prix d'une augmentation du déficit budgétaire. Afin d'améliorer le niveau d'éducation de la population noire qui, avant 1980, ne disposait que de possibilités limitées de formation scolaire et professionnelle, le gouvernement a consacré presque un cinquième de l'ensemble des dépenses au secteur de l'éducation. Depuis 1983/84, les dépenses pour l'éducation représentent le poste budgétaire le plus volumineux. Pour 1988/89, on prévoit que les subventions de l'état pour le secteur éducatif s'élèveront à 996,7 mill. \$ Z (18,6% des dépenses totales). Environ les trois quarts des dépenses de l'état pour le secteur éducatif reviennent aux paiement des salaires du personnel enseignant. Le deuxième secteur important bénéficiant d'un grand soutien du gouvernement dans le domaine social est la santé publique. Les subventions accordées pour les services médicaux publics doivent se monter, pour l'année budgétaire 1988/89, à 293,2 mill. \$ Z. Afin de maintenir la sécurité extérieure et particulièrement pour de protéger le corridor de Beira, qui représente un axe de transit d'une importance stratégique pour le commerce d'outre-mer Zimbabwe, il a été nécessaire de fortement augmenter les dépenses de la défense au cours des dernières années. Pour 1988/89, on prévoit des dépenses militaires d'un montant de 768,2 mill. \$ Z. En pourcentage, celles-ci représenteraient 14,3% des dépenses totales prévues pour cette année budgétaire.

Il est presque inconcevable que la structure actuelle des dépenses se modifie de façon décisive dans un proche avenir, car les dépenses les plus importantes concernent soit le secteur social (éducation et santé, subventions) ou un secteur sensible sur le plan politique (défense nationale), deux secteurs qui ne

peuvent être amputés. En outre, les paiements des intérêts croissants pour le service de la dette limitent les possibilités d'une augmentation en pourcentage des dépenses destinées à des projets de capitaux. Dans ce contexte, il semble presque impossible de voir se réaliser, dans un avenir proche, les buts fixés par le Fonds Monétaire International/FMI, à savoir limiter le déficit budgétaire à 5% du PIB.

13.3 DEPENSES BUDGETAIRES DU GOUVERNEMENT CENTRAL*)
Mill. \$ Z

Postes budgétaires	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87 ¹⁾	1987/88 ²⁾	1988/89 ²⁾
Total	2 618,5	2 841,6	3 303,8	4 074,7	4 653,6	5 360,7
selon les catégories	1					
Dépenses courantes	2 223,2	2 438,1	2 905,3	3 552,0	3 966,8	4 494,5
Biens et services	1 053,1	1 111,8	1 346,1	1 674,7	2 278,5	2 614,6
Salaires et revenus	621,4	681,6	824,6	979,0	1 505,2	1 746,6
Paiements d'intérêts .	271,2	355,5	429,1	521,4	652,0	764,0
sur dette intérieure	191,4	258,0	308,0	345,7		•
Subventions	245,1	368,1	340,9	427,8	490,9	323,6
Transferts	653,9	602,7	789,2	928,1	545,4	792,3
pensionssubventions accordées	74,0	81,8	94,3	106,5	114.0	138,7
aux écoles privées .	279.1	306,5	387.1	436,0	62.0	60,1
santé publique	48,0	56,6	70,7	81,8		
Dépenses en capital	208.7	203,2	221,2	270,1	458.6	521,3
Prêts	186,5	200,3	177,3	252,6	228,1	344,9
pour certains secteurs		,-				
Santé publique	138.1	156,5	195,0	239.4	261.7	293.2
Education	501.1	549.4	691.7	839,1	917,1	996.7
Service social	123,8	111,9	114,2	138.7	151,5	
Agriculture et				•		
sylviculture	267.8	337.9	330.9	392.0	428.3	355.2
Mines et industrie de		•	•	•	·	-
transformation	97,5	139,3	104,7	120,0	131,0	
Transport et	1	•	·	·	•	
construction de routes	143,2	157,1	240,2	292,0	319,2	
Administration publique	154,8	171,5	203,8	247,8	270,7	
Ordre public et sécurité	138,6	163,4	166,9	202,9	221,9	
Défense nationale	414.7	393,2	494.6	631.4	720,1	768,2

^{*)} Année budgétaire: Juillet/Juin.

¹⁾ Données provisoires. - 2) Estimations.

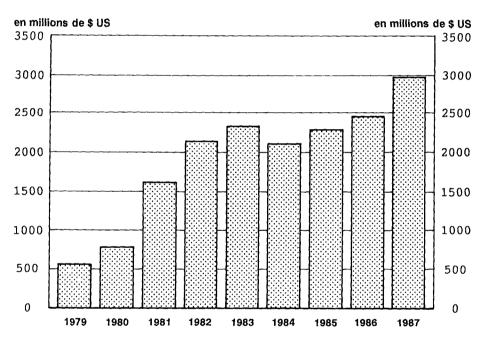
14 DETTE EXTÉRIEURE

Certes, les dettes extérieures vis à vis de l'étranger représentent une série de contraintes pour l'économie, mais il faut considérer la situation du Zimbabwe dans le cadre de la crise d'endettement générale qui touche le sous-continent noir-africain. Il faut particulièrement mentionner que depuis son indépendance en 1980, le Zimbabwe s'est acquitté de ses obligations de paiement de remboursement aux dates prescrites, qu'il s'agisse du remboursement des crédits particuliers ou du paiement des intérêts arrivant à échéance. Comme, jusqu'à présent, le Zimbabwe n'a jamais connu de retard de remboursement, il n'existe actuellement aucun retard de paiement. Grâce au remboursement exemplaire de la dette extérieure, le Zimbabwe bénéficie d'une très bonne réputation auprès des banques internationales, même si les nouveaux crédits ne sont pris qu'avec grande réticence. L'honorabilité du Zimbabwe a été classifiée à l'étranger par un triple "A".

Comparativement à la plupart des pays d'Afrique Noire, le niveau d'endettement du Zimbabwe demeure relativement peu élevé. Alors que le pays produit plus de 4% du produit intérieur brut des états sub-sahariens, sa part dans la dette de l'Afrique Noire ne s'élève qu'à 2%. Le rapport des dettes extérieures par rapport au produit national brut (PNB) se monte actuellement à environ 50%, comparativement à une moyenne de presque 80% pour les autres pays se trouvant au sud du Sahara. La demande annuelle d'un crédit revolving calculé en \$ US par l'Agricultural Marketing Authority (AMA), organisme paragouvernemental, sur les marchés financiers internationaux, fournit un point de référence permettant d'évaluer l'honorabilité internationale du Zimbabwe. Le crédit s'élevait en 1988 à 53 mill. d'ECU (45 mill. de \$ US) alors que la somme proposée par les créditeurs était de 83 mill. d'ECU (70 mill. de \$ US). Le nouveau contrat d'emprunt de plus de 53 mill. d'ECU contracté en 1988 est le fruit d'une coopération entre la Bankers Trust Company (BTC) au USA et l'Amsterdam-Rotterdam Bank (Amro) aux Pays-Bas. Parmi les dix créditeurs les plus importants se trouvent la Banque Française du Commerce Extérieur (BFCE), la Banque Indosuez, la Banque Internationale à Luxembourg, le Crédit Agricole et le Crédit Lyonnais.

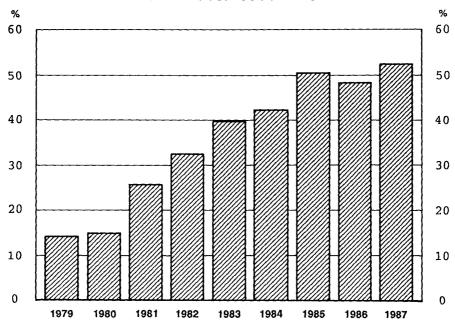
A l'époque de l'indépendance, en 1980, la dette extérieure totale du Zimbabwe s'élevait à 562 mill. d'ECU (783 mill. de \$ US). Le taux de service de la dette (paiements de remboursement mesurés à la valeur des exportations de marchandises et de services) s'élevait à moins de 2%. Entre temps, les dettes extérieures, le rapport entre les dettes extérieures et le PNB ainsi que le taux de service de la dette ont considérablement augmenté. En 1987, les dettes extérieures du Zimbabwe s'élevaient à 2. 572 mill. d'ECU (2.986 mill. de \$ US). La relation entre les dettes extérieures et le PNB représentait 52% et le taux de service de la dette avait augmenté de 33%. Les graphiques 14.1 et 14.2 montrent l'évolution des dettes extérieures du Zimbabwe ainsi que le rapport dette publique/PIB.

14.1 DETTE EXTÉRIEURE: DETTES EXTÉRIEURES PUBLIQUES ET GARANTIES PUBLIQUES A LONG TERME



Source: Banque Mondiale (1989), World Debt Tables 1988-89.

14.2 POURCENTAGE DE LA DETTE EXTÉRIEURE DANS LE PRODUIT SOCIAL BRUT



Source: Banque Mondiale (1989), World Debt Tables 1988-89.

Alors qu'au cours des années 80, le montant des dettes a considérablement augmenté, la composition des obligations envers l'étranger a connu une profonde transformation. En 1981, 85% du montant total de la dette revenait à des crédits privés à court terme¹). Jusqu'en 1986, les dettes contractées auprès de créditeurs privés sont tombées à 58% de la dette extérieure totale. Le montant des crédits privés accordés au Zimbabwe n'a augmenté que de 22% entre 1981 et 1986. Les dettes extérieures auprès de créanciers privés ont atteint leur plus haut sommet en 1983, puis ont chuté de 16% durant les années suivantes. En revanche, les dettes extérieures publiques n'ont cessé d'augmenter. Celles-ci ont été multipliées par cinq entre 1981 (189 mill. ECU, soit 211 mill. de \$ US) et 1986 (1.069 mill. ECU, soit 1.053 mill. de \$ US). Entre 1986 et 1988, la part des crédits privés a continué à décroître²).

^{69%} des prêts bancaires accordés par la banque pour le réglement des comptes internationaux sont des prêts à court terme. Voir Institut pour le Développement Economique, (IFO) (1989), <u>Debt Survey of Developing Countries</u>: An Improved Reporting System Approach, Munich, IFO. p. 578.

²⁾ Le montant total des dettes extérieures privées dans le champ d'action de

Le volume des crédits accordés par les pays membres de la CEE et leurs banques a pris de plus en plus d'importance. Comme le montre le tableau 14.1, les crédits accordés par la CEE représentaient, en 1981, 16% des dettes exterieures totales du Zimbabwe. L'importance des crédits publics a considérablement augmenté en pourcentage, même si en 1986, près de 60% des dettes extérieures contractées auprès de la CEE provenaient de créanciers privés. En 1986, 62% de tous les crédits bilatéraux publics du Zimbabwe revenaient aux pays membres de la CEE, comparativement à 49% en 1984.

14.1 DETTES EXTÉRIEURES DU ZIMBABWE, PUBLIQUES, PRIVÉES, ET CLASSIFFIÉES SELON LES PAYS CREDITEURS DE LA CEE

(en mill. d'ECU)

Année	Dettes			dont:			Dettes	en %	
	totales	Total	Public ¹⁾ bila teral	Pays CEE bilatéral	Pr Total	ivé dettes CEE ²)	totales des CEE	des dettes totales	
1981	1 266	189	98	97	1 077	105	202	16	
1982	1 961	351	227	124	1 609	409	533	27	
1983	2 649	614	315	157	1 973	600	757	29	
1984	2 689	947	385	190	1 741	575	765	28	
1985	2 894	1 200	523	301	1 693	610	911	31	
1986	2 563	1 070	506	313	1 493	458	771	30	

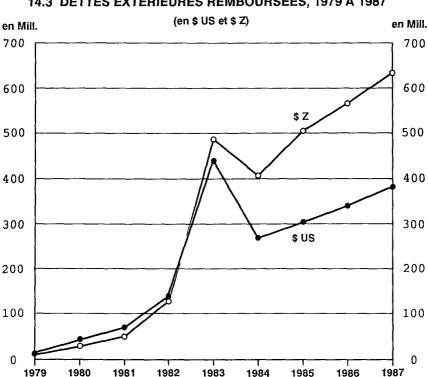
Selon les données disponibles, il n'existe pas de dettes multilatérales auprès des organisations de la CEE. 2) Dettes contractées dans des banques privées des pays de la CEE.

Source: Institut pour la recherche économique, (1989), <u>Debt Survey of Developing Countries: An improved reporting System Approach</u>, Munich.

Le graphique 14.3 montre l'évolution des paiements de remboursement de la dette extérieure. Comparativement à l'année précédente, les remboursements ont quadruplé en 1983, avant de décroître à nouveau en 1984. En raison d'une dévaluation de 20% du \$ Z à la fin de l'année 1982, et d'autres dévaluations au cours des années suivantes, les valeurs des remboursements calculées en \$ US et en \$Z divergent considérablement durant la période suivante. Sur la base du \$US,

la BIZ est demeuré pratiquement inchangé entre fin (694 mill. de \$ US) et décembre 1988 (699 mill. de \$ US), alors que le montant total de la dette extérieure a continué d'augmenter. (BIZ) (1989), <u>International Banking and Financial Market Developments</u>, Bâle, BIZ, mai, p. 13.

les remboursements de la dette extérieure ont diminué de 14% entre 1983 et 1987. Si l'on effectue le calcul en \$ Z, les remboursements dépassajent de plus de 30% la valeur de 1983.



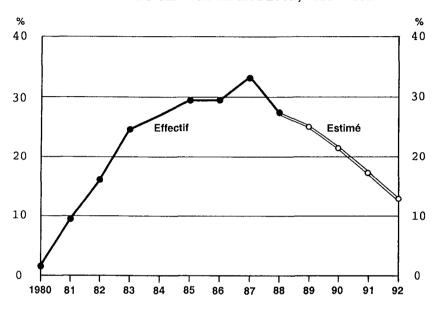
14.3 DETTES EXTÉRIEURES REMBOURSÉES, 1979 A 1987

Source: Banque Mondiale (1989), World Debt Tables 1988-89 et CSO (Harare), juillet 1989.

Certes, la rapide augmentation des remboursements de crédits représente un poids important pour l'économie du Zimbabwe, mais les prévisions pour les années 90 se révèlent nettement plus favorables. Comme le montre le graphique 14.4, le taux de service de la dette a atteint son niveau le plus élevé en 1987. Il a diminué durant les années suivantes de 27%. Selon les estimations de la Reserve Bank of Zimbabwe datant du milieu de l'année 89, le taux de remboursement de la dette devrait tomber à 25%. La Reserve Bank of Zimbabwe estime que, jusqu'en 1992, le taux de service de la dette sera tombé à environ 13% des revenus des exportations. Certes, les estimations peuvent se révéler trop optimistes³⁾. mais il

³⁾ Les prévisions ci-dessus peuvent être considérées comme optimistes, car elles se fondent sur la supposition irréaliste que le Zimbabwe ne va à

semble que le Zimbabwe soit parvenu à surmonter les plus gros problèmes concernant la dette extérieure. On peut en outre espérer que les restrictions d'importations des cinq dernières années, auxquelles il a impérieusement fallu avoir recours face à l'augmentation des remboursements des crédits et par conséquent au déficit menaçant de la balance des paiements, seront assouplies.



14.4 TAUX DU SERVICE DE LA DETTE, 1980 - 1992

Source: Reserve Bank of Zimbabwe, juin et juillet 1989.

l'avenir contracter aucun autre crédit à l'étranger.

15 REVENUS ET SALAIRES

La structure économique dualiste et la différence de niveau d'éducation entre les Africains et les Européens a conduit, pendant la période coloniale, à une répartition très inégale des revenus. La différence de niveau entre les revenus des blancs et des noirs était d'env. dix pour un. Moins de 4% de la population recevaient près de 60% des revenus. Durant la période précédant l'indépendance, le salaire des travailleurs agricoles et des employés de maison était au dessous des limites de la pauvreté et les augmentations ponctuelles de salaire ne tenaient, la plupart du temps, pas compte de l'évolution effective des prix.

L'accession à l'indépendance a donné à la population active l'espoir d'une politique salariale progressive. Immédiatement après l'indépendance, des actions de grève à grande échelle et l'annonce, par le gouvernement, de l'introduction d'un salaire minimum au 1 juillet 1980 ont représenté les activités les plus importantes de la politique salariale. Il a été fixé un salaire minimum garanti par mois de 30 dollars Zimbabwe pour les travailleurs agricoles et les employés de maison, et de 70 dollars Zimbabwe pour les employés de l'industrie de transformation et de l'industrie minière, dont l'entrée en vigueur a eu lieu le 1 juillet 1980.

Après son accession au pouvoir, les buts les plus importants de la politique sociale du gouvernement Mugabe ont été la diminution des disparités de revenus, l'amélioration des conditions de vie des classes sociales inférieures grâce à une augmentation du salaire réel ainsi que la lutte contre l'inflation. Afin de permettre la réalisation des buts fixés dans le domaine de la politique salariale, le gouvernement a prévu l'introduction d'un système de salaire minimum. A l'aide d'augmentations de revenus contrôlées, qui prévoyaient la réduction progressive de la croissance des revenus des couches sociales favorisées, on espérait pouvoir d'une part diminuer les disparités de salaire existantes, et d'autre part freiner l'inflation.

La promulgation d'une loi sur le salaire minimum a suivi, en septembre 1980, la fondation d'une commission d'experts indépendante (appelée "Riddell-Commission"), chargée d'examiner l'évolution des revenus et des prix. Parallèlement à des recommandations générales telles que l'introduction d'un système de sécurité sociale, l'urgence de la mise en place d'un programme de transfert de population efficace, et des conseils pour améliorer les conditions

de vie rurales, l'une des exigences les plus impérieuses de la "Riddell-Commission" était l'augmentation sensible du salaire minimum. Une autre exigence importante était la diminution graduelle des disparités de revenus existantes. Cependant, les conseils de politique salariale de la commission n'ont pu être que partiellement mis en application en raison de l'aggravation de la situation économique générale dans les années 1982 et 1983.

Le tab. 15.1 illustre le développement du salaire minimum pour des secteurs économiques sélectionnés. Le grand effort effectué, entre 1980 et 1982, pour niveler les revenus se manifeste, dans tous les domaines, par la nette augmentation du taux de salaire minimum. Toutefois, après 1982, le développement du taux de salaire minimum a pris une autre orientation que celle prévue par la Riddell-Commission dans son rapport de juin 1981. Dans le cadre de la politique de stabilisation des années 1982 et 1983, la lutte contre l'inflation a pris de plus en plus d'importance. Entre janvier 1982 et septembre 1983 - soit pendant une période de 20 mois - il n'y a pas eu d'augmentation du salaire minimum. L'augmentation modérée de 50 \$ Z à 55 \$ Z par mois pour les travailleurs agricoles et les employés de maison, le 1 septembre 1983, ainsi que de 105 \$ Z à 115 \$ Z par mois, pour les travailleurs de l'industrie et de l'industrie minière, représente, en comparaison avec le début de l'année 1982, un net recul du taux de salaire minimum. Bien que la Riddell-Commission ait exigé, jusqu'à juillet 1984, une augmentation du revenu mensuel minimum à 115 \$ Z aux prix fixes de 1980, celui-ci n'a en réalité pas dépassé 68 \$ Z.

Après vingt mois d'arrêt d'augmentation des salaires, les salaires minima des travailleurs agricoles et des employés de maison ont été relevés à 100 \$ Z par mois. Les revenus mensuels pour l'industrie minière et le secteur industriel ont été fixés à 182 \$ Z. Alors que l'on parvenait à une légère augmentation en unités réelles du salaire minimum dans l'agriculture et le personnel de maison, les salaires minima nationaux dans le secteur secondaire demeuraient en recul derrière l'augmentation générale des prix. Evalués en prix fixes de 1980, les revenus accordés aux travailleurs de l'industrie et de l'industrie minière sont tombés en dessous du niveau de 1980.

15.1 TAUX DE SALAIRES NATIONAUX POUR DES SECTEURS ÉCONOMIQUES SELECTIONNES (\$Z par mois)

Période 1. juil. 1980 1. Janv. 1981 1. janv. 1982		Agriculture et Indu personnel de maison				
	Prix courants	Prix constants (1980)	Prix courants	Prix constants (1980)		
	30	30	70	71		
	30 50	29 43	85 105	83 90		
1. sept. 1983	55	32	115	68		
1. juil. 1984	65	35	125	68		
1. juil. 1985	75	33	143	73		
1. juil. 1986	85	37	158	68		
1. mars 1988	100	37	182	67		

En ce qui concerne le revenu mensuel moyen, il existe de grandes différences selon les secteurs économiques. Le revenu moyen maximum a été atteint, au début de 1987, dans les banques et les assurances, avec 1051 \$ Z par mois. En outre, les revenus dans les secteurs de l'énergie et de la distribution d'eau (703 Z\$) ainsi que dans les transports et les transmissions (623 Z\$) étaient relativement élevés. Les revenus minima moyens - hors mis les travailleurs agricoles et les employés de maison - ont été perçus par les employés du secteur de la construction (338 \$ Z) et des mines (391 \$ Z).

Aux prix courants, les revenus mensuels de tous les indépendants (sauf dans l'agriculture et la sylviculture) ont fait plus que doubler (+111,9%) entre 1980 et mars 1987. Dans tous les domaines du secteur secondaire, les revenus ont augmenté de façon surproportionnée. L'augmentation des revenus mensuels moyens la plus persistante a eu lieu, entre 1980 et mars 1987, dans l'industrie minière (+167,8%). A celle-ci s'oppose une croissance en dessous de la moyenne des revenus mensuels dans presque toutes les branches des prestations de service. L'augmentation de salaire la plus faible, entre 1980 et 1987, a été enregistrée dans l'administration publique. En comparaison avec 1980, le revenu mensuel moyen des fonctionnaires ne s'est accru que de 51,5%.

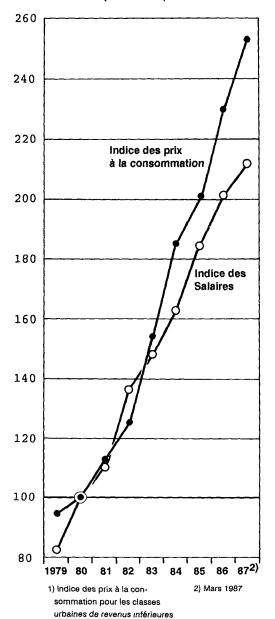
15.2 REVENUS MENSUELS MOYENS DES SALARIES SELON LES BRANCHES ÉCONOMIQUES

Branches économiques	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
	·I.— .— .—	L	\$	z	L			I— ———	1
Total ²⁾	175	211	233	288	313	344	389	425	447
sylviculture Energétique et	34	38	62	77	88	98	•	•	•
distribution d'eau Mines, extraction de	279	326	379	439	447	529	628	671	703
pierres et de terre Industrie de	119	146	192	234	257	297	340	370	391
transformation	177	210	260	301	341	382	435	471	487
Industrie du bâtiment .	132	154	187	225	261	295	308	326	338
Industrie hôtelière Transport et	188	224	273	313	347	369	436	455	469
communication	284	345	404	456	470	491	541	618	633
Banques et assurances .	443	523	600	663	729	802	886	996	1051
Administration publique	275	309	281	338	351	367	394	428	468
		Valeur	rs indices	(1980 = 1	100)				
Total ²⁾ Agriculture et	82,9	100	110,4	136,5	148,3	163,0	184,4	201,4	211,9
sylviculture Energétique et	89,5	100	163,2	202,6	231,6	257,9	٠	•	•
distribution d'eau Mines, extraction de	85,6	100	116,3	134,7	137,1	162,3	192,6	205,8	215,6
pierres et de terre Industrie de	81,5	100	131,5	160,3	176,0	203,4	232,9	253,4	267,8
transformation	84,3	100	123,8	143,3	162,4	181,9	207,1	224,3	231,9
Industrie du bâtiment .	85,7	100	121,4	146,1	169,5	191,6	200,0	211,7	219,5
Industrie hôtelière Transport et	83,9	100	121,9	139,7	154,9	164,7	194,6	203,1	209,4
communication	82,3	100	117,1	132,2	136,2	142,3	156,8	179,1	183,5
Banques et assurances .	84,7	100	114,7	126,8	139,4	153,3	169,4	190,4	200,1
Administration publique	89,0	100	90.9	109,4	113.6	118.8	127,5	138,5	151,5

¹⁾ Moyenne de Mars. - 2) A l'exclusion de l'agriculture et la sylviculture.

15.1 INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION ET INDICE DES SALAIRES¹⁾

(1980 = 100)



En dépit d'une croissance nominale des revenus parfois élevée dans certaines branches économiques, le développement des salaires depuis 1983 n'a pu concurrencer la hausse du coût de la vie. Alors qu'en 1982. on pu constater croissance du revenu réel. le développement des revenus été distancé par le taux de la hausse des prix durant la période qui a suivi. La politique d'adaptation structurelle du gouvernement, qui inclut une forte dévaluation ainsi que le retrait de la plupart des subventions pour les denrées alimentaires. anéanti a les augmentations de salaires réels des premières années qui ont suivi l'indépendance. Depuis 1984 sont même apparues de nettes diminutions du salaire réel. A l'exception de l'industrie minière, la croissance des revenus moyens est demeurée, dans toutes les autres branches économiques des secteurs secondaires et tertiaires, inférieure à celle des prix à la consommation.

Dans le cadre de la politique antiinflationniste du gouvernement, l'arrêt général de l'augmentation des prix et des salaires a été promulgué en juin 1987. Celui-ci n'a été annulé qu'au début 1988. En vue de parvenir à une répartition des revenus plus équilibrée, il a été convenu, en 1988, de graduer les augmentations de salaire maximales autorisées dans une marge

15.2 INDICE DES SALAIRES DE CERTAINES BRANCHES ÉCONOMIQUES ET INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION¹)

(1980 = 100)280 Indice des prix à la consommation Indices des Salaires: Mines 260 Industrie de transformation Banques et assurances 240 Transport et communication Administration 220 publique 200 180 160 140 120

Indice des prix à la con sommation pour les classes
 urbaines de revenus inférieures

86 872)

de 15% pour les groupes à revenus faibles et 2% pour les catégories de revenus percevant plus de 45.000 dollars Zimbabwe.

La future stratégie du gouvernement s'éloigner prévoit de de 1a politique de salaire minimum et maximum des années précédentes. Après des pourparlers entre les représentants du gouvernement, les organisations patronales Confederation of (Employers' Zimbabwe/EMCOZ) et les syndicats (Zimbabwe Congress of Trade Union). en octobre et novembre 1988, il a été décidé de faire appel à une commission (Incomes and Prices Board) chargée de contrôler 1e système actuel des revenus et des prix. Elle doit élaborer des consignes pour la future politique des revenus et des prix, et assurer juste représentation catégories de faibles revenus en de l'agriculture du et personnel de maison.

1979 80 81 82

100

80

La politique des prix et subventions pratiquée durant la période de la unilatérale d'indépendance (UDI) s'est prolongée l'indépendance en 1980. Celle-ci prévoit le blocage des prix, par le gouvernement central, de presque tous les biens de consommation courante. Le but de la années 80 était, d'une part. prix des l'endiquement l'inflation. afin d'assurer un équilibre entre les différents économiques, et d'autre part, de s'efforcer de maintenir les prix à la consommation à un niveau supportable pour la majorité de la population. Le gel répété des prix à la production et à la consommation ainsi que la subvention de nombreux produits de consommation courante représentaient les instruments les plus importants de cette politique des prix restrictive.

Outre les produits alimentaires principaux, le système de subvention s'étend également à d'autres denrées essentielles telles que le carburant, les engrais artificiels, les tarifs des chemins de fer et l'acier. Les subventions sont accordées de deux manières par le gouvernement. D'une part, le gouvernement éponge le déficit de chaque organisation de commercialisation, qui résultait du fait que celles-ci payaient aux producteurs agricoles des prix à la production supérieurs à ceux payés par le consommateur dans le commerce. De plus, tant les prix à la production que ceux à la consommation sont soumis aux stricts contrôles du gouvernement. D'autre part, des subventions directes sont accordées aux producteurs privés de denrées alimentaires de base et aux fabricants d'engrais.

Afin de déterminer l'ampleur et le développement du coût de la vie, et donc de l'inflation, le Central Statistical Office publie un indice des prix à la consommation pour les familles urbaines (Consumer Price Index for Urban Families). En tenant compte des différents types de consommateurs selon qu'ils appartiennent aux couches inférieures ou supérieures urbaines, on calcule deux différents indices des prix à la consommation, l'un pour les catégories à revenu faible, l'autre pour les groupes à revenu plus élevé. Ceux-ci se basent sur les fortes différences des budgets ménagers (cf. tab. 16.1).

Une enquête sur les revenus et la consommation (Household Incomes and Expenditure Survey) réalisée en 1984/85 doit permettre, à l'avenir, le calcul d'un indice de coût de la vie pour la population rurale et fournir des

indications précises sur la croissance effective des prix à la consommation dans les villes.

Dans l'ensemble, l'indice des prix à la consommation a connu une hausse de 171% entre 1980 et 1988. Alors que le coût de la vie des catégories à revenu inférieur a augmenté durant cette période de 177%, l'augmentation signalée pour les classes de revenus supérieurs n'était que de 164%. Le taux de coût de la vie moyen annuel était de 13,3 % entre 1980 et 1988. Il s'élevait à 13,6% pour les classes urbaines à faible revenu, et à 12,9% pour les classes privilégiées. La forte croissance du coût de la vie des classes défavorisée urbaines est avant tout la conséquence de l'augmentation au dessus de la moyenne des prix des denrées alimentaires qui représentent env. 55% de l'ensemble des dépenses de ces catégories, alors que les groupes à revenu élevé ne dépensent env. qu'un cinquième de leur budget ménager pour l'achat de produits alimentaires.

Durant la période considérée, ont au lieu des augmentations extrêmement variées de l'indice des prix à la consommation. Les taux d'inflation les plus élevés se signalent dans les années 1983 et 1984. En comparaison avec l'année précédente, l'augmentation du coût de la vie a presque atteint 20% en 1983. Cette évolution est le résultat de la politique d'adaptation structurelle du gouvernement qui a été réalisée sur l'intervention du Fonds Monétaire International/FMI. Afin de diminuer le coût de la vie, on a décidé de diminuer les gouvernementales. La diminution des subventions pour les denrées alimentaires. l'électricité, le carburant, l'acier et les engrais artificiels a conduit à une nette augmentation des prix pratiqués dans le commerce. Le prix de la farine de maïs a pratiquement doublé en 1983, le prix du pain a augmenté de 25% à 30%, celui de la viande de boeuf et du lait de plus de 50%, l'électricité de 22% à 49%. L'effet inflationniste de la réduction des subventions a été aggravé par la dévaluation du \$ Z en décembre 1982 et janvier 1983, qui a entraîné une augmentation significative des prix des produits des denrées d'importation. Alors que les catégories à bas revenus ont du supporter une hausse des prix de 23.1%, celle-ci est demeurée nettement inférieure, avec 16.4%, pour les classes sociales supérieures. Cela provient de la relativement grande dépendance des catégories urbaines défavorisées par rapport aux produits auparavant fortement subventionnés, dont les prix ont considérablement augmenté à cause de la politique d'adaptation. En 1985, l'inflation a ralenti. Avec 9.2%, l'indice moyen des prix à la consommation se trouvait, pour la première fois, au dessous de 10%.

La reprise de l'agriculture, après les années de sécheresse de 1982/84, et de meilleures récoltes ont eu un effet modérateur sur les prix à la consommation. Après une nouvelle nette augmentation de l'indice des prix à la consommation en 1986 (+14,2%), le gouvernement a décidé, le 24 juin 1987, un blocage des prix de six mois, pour faire tomber le taux d'inflation. Cependant, ce blocage n'a été levé qu'en mai 1988; à l'exception de quelques denrées alimentaires de base (maïs, pain, viande de boeuf, huile, lait, sucre), tous les autre produits ont subi une augmentation de 5%.

En examinant l'évolution récente de l'indice des prix à la consommation, on remarque que le blocage des prix pratiqué entre juin 1987 et mai 1988 a permis de nettement apaiser l'inflation. En comparaison avec 1987, l'indice général des prix à la consommation, calculé sur la moyenne annuelle de 1988, n'a monté que de 7,1% (catégories à bas revenu: 7,4%; catégories à revenu élevé: 6,6%). Entre mars 1988 et mars 1989, les prix à la consommation ont connu une légère augmentation. En moyenne, l'indice des prix à la consommation est monté de 10,1%. Durant cette période, l'augmentation du coût de la vie a davantage touché les classes à faible revenu (avec 11,1%) que les classes à revenu élevé (9,0%).

16.1 INDICE DU COUT DE LA VIE POUR LES FAMILLES URBAINES*)
(1980 = 100)

Catégorie d'indices	Pondé- ration	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	Mars 1988	Mars 1989
Total (1)2)		114	130	156	182	198	226	253	271	264	290
Augmentation en %		13,9	14,6	19,8	16,5	9,2	14,2	11,9	7,1	7,2	10,1
		Classes	de reve	nus inf	érieure	s					
Total ²⁾	100	1113	125	154	185	201	230	258	277	270	300
Augmentation en %		13,1	10,7	23,1	20,2	8,5	14,3	12,5	7,4	6,8	11,1
Aliments	54,9	112	124	159	199	212	240	276	300	293	329
Boissons et tabac	5,4	159	172	218	247	265	297	315	328	317	350
Vêtements et chaussures . Habitat, chauffage et	6,6	118	132	145	158	179	199	216	241	226	248
éclairage	18,4	107	117	135	152	168	203	223	226	224	237
Articles de ménage	4,6	109	117	133	153	176	195	216	237	231	248
Moyens de transport	4,7	115	128	153	168	180	214	221	249	222	261
Divers	5,4	84	91	108	131	150	168	186	209	197	218

16.1 INDICE DU COUT DE LA VIE POUR LES FAMILLES URBAINES*)
(1980 = 100)

Catégorie d'indices	Pondé- ration	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	Mars 1988	Mer: 1989
		Classes	de reve	nus sup	érieure	8					
Total ²⁾	100	115	136	158	178	195	223	248	264	258	281
Augmentation en %		14,6	18,4	16,4	12,7	9,9	14,1	11,3	6,6	7,6	9,0
Aliments	20,5	113	126	152	184	201	225	261	286	271	311
Boissons et tabac	5,4	132	145	183	207	219	246	263	275	267	298
Vêtements et chaussures .	7,2	113	129	144	157	184	211	240	267	256	291
Habitat et impôts	19,8	110	139	146	152	160	174	188	214	196	204
Chauffage et éclairage	2,9	116	126	207	245	253	355	360	361	361	367
Articles de ménage	7,1	113	123	139	153	170	193	225	248	242	265
Salaires des employés		1									
de maison	6,1	130	201	228	256	284	336	365	375	370	394
Entretien de la voiture .	11,7	120	141	177	196	210	240	260	269	266	287
Divers	19,3	107	121	135	152	173	199	226	244	239	255

^{*)} Moyenne annuelle.

Pour presque tous les produits de culture importants de l'agriculture, les prix à la production ont été fixés par le gouvernement en accord avec les représentants des producteurs. Au cours des dernières années, les prix à la production des produits de l'agriculture ont connu une évolution relativement variée. Afin d'encourager la production et ainsi l'auto-approvisionnement en blé, les prix du blé ont nettement augmenté entre 1984/85 et 1988/89 (+46,0%). Les prix à la production du maïs ont connu une hausse moins importante (39,2%). Alors que durant l'année agricole 1988/89, les prix à la production du blé étaient fixés à 365 \$ Z, les producteurs agricoles n'ont reçu que 195 \$ Z pour la vente d'une tonne de maïs. Il s'agissait de la première augmentation des prix à la production depuis trois ans. Les prix à la production des arachides ont doublé entre 1984/85 (500 \$ Z/t) et 1988/89 (1.000 \$ Z/t). Après être passé, entre 1984/85 et 1986/87, de 1.700 à 4.000 \$ Z, le prix du café est tombé, pendant les années consécutives, à 3.000 \$ Z par tonne, en raison des variations des prix du marché mondial.

Moyenne de l'indice total pour les classes de revenus inférieures et supérieures urbaines. - 2) Y compris les taxes de vente et de consommation.

16.2 PRIX A LA PRODUCTION DE PRODUITS AGRICOLES*)
\$ Z/t

Produit	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89
Blé	250	285	300	330	365
Maïs	140	180	180	180	195
Millet, rouge	140	180	180	100	130
blanc	140	180	180	180	195
Arachides, décortiquées	500	750	750	900	1 000
Graines de soja	287	320	340	385	420
Café	1 700	2 200	4 000	3 000	
Coton	570	670	750	800	850
Graines de tournesol	285	320	390		

^{*)} Période de rapport: Avril/Mars.

La politique restrictive des prix à la production, surtout pratiquée par le gouvernement et ses organisations de commercialisation dans le domaine de l'agriculture, a poussé de nombreux fermiers à se tourner vers la culture de produits non soumis aux contrôles des prix (produits maraîchers, élevage d'animaux sauvages), alors que la culture des denrées alimentaires de base, telles que le maïs et le millet, se limite aux besoins personnels. La fixation, après les semailles, des prix à la production obligatoires pour l'année agricole correspondante a rencontré la critique des agriculteurs.

Le seul produit minier, dont les prix sont fixés par le gouvernement, est l'or. Le prix à la production de l'or, qui représentait en 1988 presque 40% de l'ensemble de la production de valeur dans l'industrie minière, est passé, entre 1983 et mai 1988, de 428 \$ Z à 797 \$ Z l'once (+86,2%). Le prix de l'or était ainsi nettement supérieur au prix minimum garanti en 1987, de 650 \$ Z l'once.

17 COMPTABILITÉ NATIONALE

Les progrès économiques réalisés par le Zimbabwe depuis la fin des années 60 ont été interrompus par plusieurs phases de récession. A la phase de croissance économique de la première moitié des années 70, lorsque le produit intérieur brut/PIB aux coûts non taxés (aux prix de 1980) est passé de 2.438 mill. \$ Z (1970) à 3.134 mill. \$ Z (1975) (+5,2% p.a.) a succédé une rupture économique qui n'a pris fin qu'à l'indépendance, en 1980 (tab. 17.3). De mauvaises conditions climatiques, une intensification des hostilités entraînées par la guerre civile, la pénurie chronique de devises ainsi que la fermeture de la frontière avec le Mozambique ont causé une réelle régression du PIB, qui a chuté à 2.863 mill. \$ Z en 1978 (cf. graph. 17.1). En comparaison avec l'année 1975, cela signifie une perte de 8,6%. Par conséquent, le PIB par habitant est tombé de 539 \$ Z en 1975 à 451 \$ Z en 1978 et 1979 (-16,3%) (cf. tab. 17.1). La levée des sanctions internationales, une situation plus sûre, de meilleures conditions climatiques et une augmentation de la demande en produits de consommation occasionnée par la hausse des salaires réels, ont déclenché un véritable boom après l'indépendance. Durant les années 1980 et 1981, le PIB s'est effectivement accru de 10,7% et 9,7%. Le PIB par habitant a atteint, jusqu'à 1982, 535 \$ Z, soit presque le niveau de 1975.

Dès 1982 a commencé a se dessiner un ralentissement de la croissance économique avec un taux de 1,5%; en 1983, le PIB a connu une diminution de 3,6%. La sécheresse des années 1982/84 a entraîné une régression de la production agricole de 21,7%. La baisse des prix sur le marché mondial d'importants minéraux du Zimbabwe ainsi que la baisse du pouvoir d'achat, consécutive à la crise du secteur agricole, ont provoqué une rupture de la production dans le secteur industriel. La création de plus-values de l'industrie manufacturière a baissé de 2.9% en 1983. La limitation des octrois de devises pour les importations, et le manque d'investissements dans la production industrielle qui en a résulté, se sont révélées être des entraves supplémentaires à la croissance. La récession à l'échelle mondiale a entraîné, en 1984, une nouvelle régression de la création de plus-values industrielles (-5,0%). En revanche, l'agriculture s'est bien remise de la sécheresse des années précédentes, avec une croissance effective de 23,1%. L'essor de l'agriculture a permis, en 1984, une augmentation du PIB de 2,3% effectif. La relance de la production industrielle (+11,5%) et le boom du secteur agricole (23,8%) sont responsables de l'augmentation de 7,3% du PIB, en 1985.

En 1986 et 1987, de mauvaises conditions climatiques ont provoqué une nouvelle régression de la production agricole de 6,2% et 18,1%. A la même période, la croissance médiocre dans l'industrie manufacturière et l'industrie minière a mis brusquement fin à la hausse temporaire des années 1984/85. Jusqu'à 1987, le PIB par habitant est tombé en deçà de 500 \$ Z, soit une valeur légèrement supérieure à celle de 1980 (488 \$ Z).

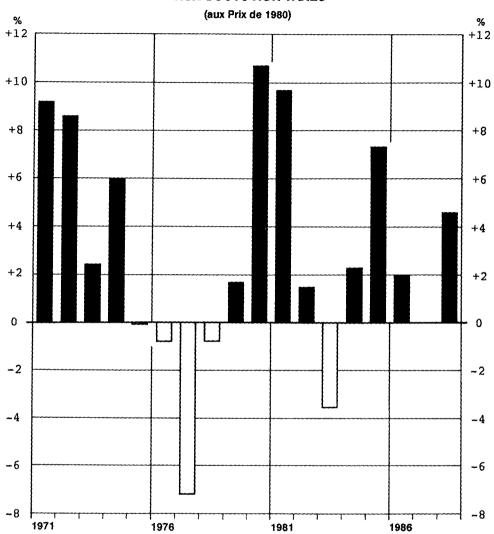
La situation économique s'est de nouveau améliorée en 1988. Les estimations provisoires du Central Statistical Office prévoient une croissance du PIB de 4,6% en 1988. Cela tient avant tout à la forte augmentation de la production du secteur agricole (+23%), après les mauvais résultats dus à la sécheresse de 1987. Selon les estimations, la production minière a chuté de 3% en 1988, et ce en dépit de prix favorables sur le marché mondial. En revanche, on compte sur une augmentation de production de presque 5% dans l'industrie manufacturière.

17.1 ÉVOLUTION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ

	aux	aux pr	Composantes	Habi-		
Année	prix	7.1.1	par	des prix	tants	
	actuels Mill	. \$ Z	habitant ¹⁾	1980 =	100	
1970	1 079	2 620	496	41	75	
1975	1 998	3 294	539	61	87	
1976	2 166	3 266	520	66	89	
1977	2 198	3 082	476	71	92	
978	2 359	3 004	451	79	94	
979	2 822	3 089	451	91	97	
980	3 441	3 441	488	100	100	
981	4 433	3 873	533	114	103	
982	5 197	3 998	535	130	106	
983	6 306	4 061	525	155	110	
984	6 404	3 988	502	161	113	
985	7 019	4 229	517	166	116	
986	7 902	4 350	518	182	119	
1987	8 291	4 293	497	193	122	
1988 ²)	9 299	4 445	501	209	126	

Population de base 1970 - 1982: Valeurs d'interpolation des deux recensements de 1969 et 1982; population de base 1983 - 1988: calculée à partir de la variante moyenne des projections démographiques du Central Statistical Office/ CSO. - 2) Estimation.

17.1 CROISSANCE ANNUELLE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX COUTS NON TAXÉS



En ce qui concerne la participation aux PIB des différents secteurs économiques, le Zimbabwe se détache nettement des autres pays africains. Alors que dans la plupart des pays se trouvant au sud du Sahara, le secteur agricole participe avec plus de 30% à la formation du PIB, le pourcentage de l'agriculture dans le PIB (aux coûts non taxés) ne représente, dans le cas du Zimbabwe, que 14,3% (1988). Le pourcentage de l'industrie manufacturière (24,5%) était comparativement élevé.

17.2 MODIFICATION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ

		ions par rapport à 1 taux de croissance a			
Année	1	ntérieur brut x du marché aux prix de 1980	Produit intérieur brut par habitant		
1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987 1987 19881 1988	+ 7,4 + 8,4 + 1,5 + 7,3 + 19,6 + 21,9 + 28,8 + 17,2 + 21,3 + 1,6 + 9,6 + 12,6 + 4,9 + 12,2 + 12,3 + 13,2	+ 0,9 - 0,9 - 5,6 - 2,5 - 2,8 + 11,4 + 12,6 + 3,2 + 1,6 - 1,8 + 6,0 + 2,9 - 1,3 + 3,5 + 2,8 + 3,3	- 2,0 - 3,5 - 8,5 - 5,3 + 0,0 + 8,2 + 9,2 + 0,4 - 1,9 - 4,4 + 3,0 + 0,2 - 4,1 + 0,8 - 0,2 - 0,3		

1) Estimation.

Alors que la contribution de l'agriculture et de l'industrie manufacturière à la formation du PIB n'a pratiquement pas changé entre 1970 et 1988, le secteur minier semble perdre de l'importance. La part de l'industrie minière dans le PIB est tombée de 10,3% (1970), à 8,8% (1980) pour descendre jusqu'à 7,2% en 1988. La part du secteur de la construction a également diminué (1970: 4,6%; 1988: 1,9%). Le secteur du commerce et de l'hôtellerie qui a connu, directement après l'indépendance, une forte expansion et dont la participation à la formation du PIB (1980: 14%) était presque aussi importante que celle du secteur agraire, a amorcé une nette régression au cours des années 80. Jusqu'en 1988, le pourcentage du commerce et de l'industrie hôtelière dans le PIB est tombé à 10,9%. Environ un tiers (31,8%) de toute la création de plus-values revenait, en 1988, aux secteurs des services tels que l'éducation, le secteur sanitaire, l'administration publique et les assurances.

17.3 ORIGINE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX COUTS NON TAXES

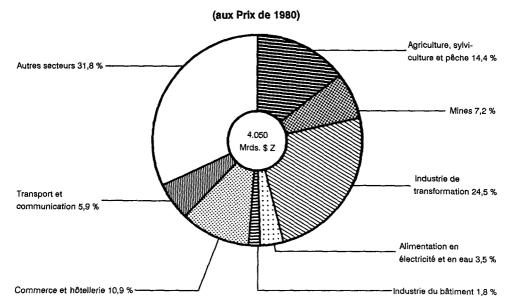
	Donatale	1	т		Dont			
Année	Produit intérieur brut aux prix du marché	Agri- culture, sylvi- culture pêche	Industrie de production	Industrie de trans- formation	Mines, extraction de pierres et de terre	Commerce et hôtelerie	Transport et commu- nication	Autres branches
	·	1	aux prix o	le 1980 (Mill	. \$ Z)	<u>L</u>		l
1970	2 438	357	974	513	251	287	193	627
1975	3 134	460	1 278	729	299	378	196	822
1976	3 110	512	1 221	687	326	353	189	835
1977	2 886	403	1 129	653	309	337	165	852
1978	2 863	444	1 082	629	292	329	167	841
1979	2 913	444	1 142	697	292	339	173	815
1980	3 224	451	1 248	802	285	451	211	863
1981	3 537	515	1 334	881	278	456	221	1 011
1982	3 589	478	1 325	877	284	451	226	1 119
1983	3 461	403	1 293	852	280	392	224	1 139
1984	3 540	496	1 256	809	291	366	226	1 196
1985	3 798	614	1 333	902	288	386	237	1 228
1986	3 873	576	1 389	933	293	418	244	1 250
1987	3 873	472	1 457	949	300	424	235	1 285
1988 ¹⁾	4 050	580	1 501	993	291	442	238	1 289
Мо	dification par	rapport à l	'année précéde	ente, c. à d.	, taux de croi	ssance annue	el moyen en :	K
1975	- 0,1	- 1,9	- 0,8	- 1,0	+ 1,4	- 2,1	- 6,2	+ 4,6
1976	- 0,8	+ 11,3	- 4,5	- 5,8	+ 9,0	- 6,6	- 3,6	+ 1,6
977	- 7,2	- 21,3	- 7,5	- 4,9	- 5,2	- 4,5	- 12,7	+ 2,0
978	- 0,8	+ 10,2	- 4,2	- 3,7	- 5,5	- 2.4	+ 1,2	- 1,3
979	+ 1,7	+ 0.0	+ 5,5	+ 10,8	+ 0,0	+ 3,0	+ 3,6	- 3,1
980	+ 10,7	+ 1,6	+ 9,3	+ 15,1	- 2,4	+ 33,0	+ 22,0	+ 5,9
981	+ 9,7	+ 14,2	+ 6,9	+ 9,9	- 2,5	+ 1,1	+ 4,7	+ 17,1
982	+ 1,5	- 7,2	- 0,6	- 0,5	+ 2,2	- 1,1	+ 2,3	+ 10,7
983	- 3,6	- 21,7	- 2,4	- 2,9	- 1,4	- 13,1	- 0,9	+ 1,8
984	+ 2,3	+ 23,1	- 2,9	5.0	+ 3,9	- 6,6	+ 0,9	+ 5,0
985	+ 7,3	+ 23,8	+ 6,1	+ 11,5	- 1,0	+ 5,5	+ 4,9	+ 2,7
986	+ 2,0	- 6,2	+ 4,2	+ 3,4	+ 1,7	+ 14,2	+ 3,0	+ 1,8
987	+ 0,0	- 18,1	+ 4,9	+ 1,7	+ 2,4	+ 1,4	- 3,7	+ 2,8
	+ 4,6	+ 22,9	+ 3,0	+ 4,6	- 3,0	+ 4,2	+ 1,3	+ 0,0
98817	.,-	•						
1988 ¹⁾ 1970/80 m 1980/88 m ¹⁾	+ 2,8	+ 2,4	+ 2,5	+ 4,6	+ 1,3	+ 4,6	+ 0,9	+ 3,2

¹⁾ Estimation.

Pour l'année 1989, on compte sur un ralentissement de la croissance économique d'une valeur variant entre 3,0% et 3,5%, car les premières estimations de récolte se sont révélées beaucoup plus mauvaises que pour 1988. En outre, il

faut s'attendre, pour les produits miniers, à des prix sur le marché inférieurs à ceux des années précédentes, ce qui devrait donner un coup de frein à la production. L'industrie manufacturière continue à souffrir des trop faibles octrois de devises pour l'importation de pièces de rechange et d'installations mécaniques. En dépit de ces conditions défavorables, l'on peut toutefois compter sur une croissance modérée du PIB pour l'année 1989.

17.2 ORIGINE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX COUTS NON TAXÉS 1988*)



*) Estimation

18 BALANCE DES PAIEMENTS

balance des paiements du Zimbabwe est demeurée négative d'avant l'indépendance jusqu'à l'année 1983 incluse. A l'époque coloniale, les excédents de la balance du commerce n'étaient pas suffisants pour compenser la balance fortement négative des services et des capitaux. Le fait d'être situé à l'intérieur des terres et de ne pas posséder de propre flotte commerciale a occasionné des frais de transport élevés à travers le Mozambique et la République d'Afrique du Sud. Cela a eu pour conséquence une forte augmentation du déficit de la balance des services (y compris les paiements de transfert). Entre 1979 et 1986, les frais d'expédition par voie d'eau (droits de port, fret) ont été multipliés par six. La croissance des paiements des intérêts pour la dette extérieure, les versements de dividendes et les virements des pensions aux anciens citoyens résidant à l'étranger ont entraîné, après l'indépendance, une autre aggravation de la balance des services. Jusqu'à 1988, le passif de la balance des services est monté à 691 mill. \$ Z.

Les balances commerciales négatives des années 1981 et 1982 ont déclenché une importante augmentation du déficit de la balance des prestations. Même la balance des capitaux, pour la première fois positive en 1981 en comparaison avec les années précédentes, grâce à une nette montée de l'afflux des capitaux à moyen et long terme directement après l'indépendance, n'a pu compenser le déficit de la balance des prestations. Le déficit de la balance des paiements le plus élevé jusqu'à ce jour a été atteint en 1981 avec 220 mill. de \$ Z. L'augmentation du solde négatif de la balance des services à 553 mill. \$ Z en 1982, a encore renforcé la pression sur la balance des paiements. Cependant, l'accroissement des afflux de capitaux (solde: +343 mill. \$ Z) a conduit à une diminution du déficit de la balance des paiements à 124 mill. \$ Z.

Les contrôles de la balance des paiements, qui ont été introduits en 1983, ont conduit à une limitation des importations ainsi qu'à des sorties de capitaux destinées à des prestations de services extérieures et à des paiements de transfert. Les mesures les plus importantes étaient la stricte limitation des importations et la dévaluation du \$ Z. Celles-ci ont permis, durant la période qui a suivi, un rétablissement de la balance commerciale et une lente suppression du déficit de la balance des prestations.

18.1 ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	198	30	1	981	1	982	1	983	1	984	19	285	19	986	19	987	1	988
	L				<u></u>	ill.	L		ـــــ		<u> </u>		L		<u> </u>		<u> </u>	
Circulation des produits	ſ																	
Exports	+1	155	+1	200	+	984	+1	014	+1	800	+1	005	+1	075	+1	024	+1	095
Imports	-1 (069	-1	270	- 1	098	-	939	-	840	-	824	-	821	-	755	-	824
Solde de la balance																		
commerciale	+	86	-	70	-	114	+	75	+	168	+	181	+	254	+	269	+	271
olde de la balance des																		
services (y compris les	}																	
paiements de transfert)	:	280	-	458	-	411	-	467	-	237	-	268	-	247	-	214	-	264
solde de la balance des																		
prestations		194	-	528	-	525	-	392	-	69	-	87	+	7	+	55	+	7
Solde de la balance des																		
capitaux	-	55	+	161	+	338	+	247	+	158	+	155	+	67	+	49	+	31
iontants non précisés	+ -	150	+	103	+	65	+	8	+	23	+	45	-	38	-	4	+	31
Balance des paiements	-	99	-	264	-	122	•	137	+	112	+	113	+	36	+	100	+	69
TS par \$ Z	1,:	243	1	,198	0	,986	0	,864	0	,67 9	0	,555	0	, 487	0	,424	0	, 383
					M	ill.	\$ Z											
irculation des produits	1																	
Exports	+ 4	929	+1	002	+	998	+1	174	+1	484	+1	811	+2	206	+2	416	+2	863
Imports	- 1	B60	-1	060	-1	114	-1	087	-1	237	-1	486	-1	686	-1	782	-2	155
solde de la balance																		
commerciale	+	69	-	58	-	116	+	87	+	247	+	325	+	520	+	634	+	708
Solde de la balance des																		
services (y compris les																		
paiements de transfert)	- ;	225	-	382	-	417	-	541	-	349	-	484	-	507	-	506	-	691
Solde de la balance des																		
prestations		156	-	440	-	533	-	454	-	102	-	159	+	13	+	128	+	17
iolde de la balance des																		
capitaux	-	44	+	134	+	343	+	286	+	233	+	280	+	137	+	115	+	82
lontants non précisés	+	120	+	86	+	66	+	10	+	34	+	83	-	77	-	8	+	81
alance des paiements	-	80	-	220	_	124		158	+	165	+	204	+	73	+	235	+	180

¹⁾ Données provisoires.

En 1984 a eu lieu un revirement historique. Grâce à l'accroissement des excédents de la balance commerciale, il a été possible de limiter les pertes de la balance des services au point de pouvoir constater, pour la première fois, un solde positif de la balance des paiements (+ 165 mill. \$ Z). L'accroissement des ventes d'or, entre 1986 et 1988, a permis une telle augmentation des excédents d'exportation que les passifs des services et des transferts ont été compensés; depuis 1986, il a même été possible d'obtenir un solde de la balance des prestations légèrement positif. Cela a eu pour résultat un solde actif de la balance des paiements, même durant la période de 1986 à 1988. Le sommet a été

atteint en 1987, avec un excédent de 235 mill. \$ Z. Les indications provisoires pour 1988 estiment le solde de la balance des paiements à 180 mill. \$ Z, ce qui signifie, en comparaison avec l'année précédente, une diminution de 23,4%.

Les excédents croissants du commerce extérieur, réalisés grâce à une politique des importations restrictive, les réajustements répétés du cours du change et un grand nombre de mesures favorisant l'exportation sont en premier lieu responsables des excédents continuels de la balances des paiements depuis 1984. La limitation, à 25% des sommes précédentes, des transferts de dividendes et de profits autorisés, qui est entrée en vigueur au deuxième trimestre de l'année 1987, s'est également révélée de grande importance. La réouverture des routes de transit du Mozambique (Beira, Limpopo) pourrait, à l'avenir, permettre une importante suppression des déficits de la balance des services, car elle permettrait de réduire considérablement les frais de transport des marchandises du Zimbabwe qui ne transiteraient plus par les ports sud-africains. La baisse des excédents de la balance des capitaux des dernières années pourrait être compensée par un afflux renforcé des capitaux étrangers, à la suite du nouveau code d'investissements promulqué en mai 1989.

19 PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

A la suite de la conférence sur le redressement et le développement du Zimbabwe/ZIMCORD qui s'est tenue à Harare en 1981, les pays industriels de l'ouest ont mis à disposition d'importants moyens financiers pour réparer les dommages de guerre. Sur quoi a été publié un plan de développement transitoire de trois ans ("Transitional National Developpment Plan/TNDP"), pour la période Outre une hausse effective de la croissance économique de 8% de 1982 à 1985. par an, les points essentiels de ce plan étaient une augmentation de 90% des exportations, une augmentation de l'emploi égale à la croissance démographique de 3% p.a., ainsi qu'une limitation de l'inflation à 15% p.a. Le plan prévoyait des investissement d'un montant total de 6,1 mrd. \$ Z. Du total des investissements prévus, dont 59% devaient revenir au secteur public, 23% étaient destinés au secteur de l'industrie manufacturière, 14% aux transports, et 13% à l'agriculture. Il s'agissait en premier lieu de favoriser le développement des régions rurales et la décentralisation de la production, grâce à l'extension des réseaux de transport, d'énergie et de communication.

Les buts fixés, qui étaient à la base du plan transitoire de développement 1982/1985, n'ont pu être qu'en partie réalisés. Les projets concernant la politique de la croissance et de l'emploi ne se sont pas concrétisés. L'augmentation annuelle du PIB n'a pas dépassé 2,7%, et l'emploi dans le secteur formel a continué à stagner entre 1982 et 1985. Le gouvernement est cependant parvenu à stimuler, comme prévu, le développement des transports et des télécommunications. En outre, il a été possible d'obtenir une augmentation de la production des petits exploitants agricoles et de réaliser des améliorations dans le domaine de l'éducation et de la santé publique.

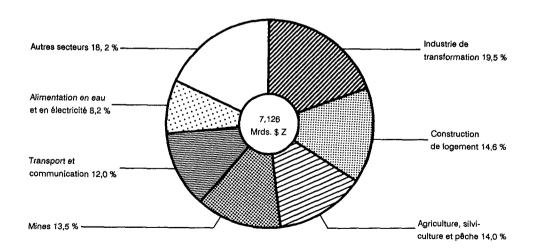
Le premier plan quinquennal ("First Five Year National Development Plan / FFYNDP"), présenté lors du sixième anniversaire de l'indépendance, en avril 1986, prévoit des investissements d'une valeur totale de 7,1 mrd. \$ Z, pour la période de 1986 à 1990. L'ensemble du plan doit être financé à 60% par des sources intérieures. Les six directives fondamentales du plan quinquennal 1986/90 sont les suivantes:

- la restructuration de l'économie et une évolution rapide de la croissance économique,
- la continuation des réformes rurales et l'accélération du programme de transfert de la population,

- l'amélioration de la qualité de la vie, particulièrement dans les Communal Areas,
- la création de nouveaux emplois et le développement ressources en hommes
- le développement de la science et de la technique
- ainsi que le maintien d'un équilibre entre l'environnement et le développement économique.

Le taux de croissance économique effectif a été fixé à 5,1% par an, soit 28% pour toute la durée du plan. L'absence de périodes de sécheresse dans l'agriculture, un transport libre des marchandises vers les ports du Mozambique et une amélioration de la conjoncture internationale sont les prémisses à la réalisation des buts fixés. La priorité a été accordée au développement de l'agriculture, de l'industrie minière et de l'industrie de transformation, afin d'assurer la croissance du PIB visée, la création de nouveaux emplois et l'élargissement des exportations. Ces trois secteurs devaient bénéficier de 3.350 mill. \$ Z, soit env. 47% du total des investissements. Le domaine des transports et de la communication, avec 855 mill. \$ Z (12,0%), ainsi que le domaine de la construction de logements et du développement urbain, avec 14,6% des dépenses totales (1.040 mill. \$ Z) devraient représenter les autres points d'efforts principaux.

19.1 DISTRIBUTION SECTEURIELLE SELON LE PREMIER PLAN DU DÉVELOPPEMENT NATIONAL QUINQUENNAL, 1986 - 1990



Vus dans l'ensemble, les buts visés par le plan quinquennal 1986/90 paraissaient vraiment optimistes. Il sera certainement impossible d'obtenir le taux de croissance des exportations prévu de 7% par an. En effet, durant les six années ayant précédé l'élaboration du plan, l'augmentation de l'ensemble des exportations n'a pas dépassé une moyenne de 1% p.a. De même, les buts fixés dans le domaine de l'emploi, soit une croissance annuelle de 2,7% p.a., semblent difficilement réalisables. Jusqu'à présent, l'évolution effective du PIB ne correspond pas à la croissance de 5,1% par an qui avait été prévue. Entre 1986 et 1988, la croissance effective du PIB (aux prix du marché), n'atteignait que 1,1% par an (2,2% pour toute la période).

Certes, les buts visés pour 1986/90 par le premier plan quinquennal peuvent paraître ambitieux, mais il faut les replacer dans un cadre plus large. La sécheresse de l'année 1987, qui a surtout porté préjudice à la création de plus-values dans l'agriculture, les coûts élevés pour la sécurité militaire dans le corridor de Beira, les immenses frais occasionnés par le transport des marchandises à travers l'Afrique du Sud et les services de la dette en augmentation ont, jusqu'à présent, empêché le développement du potentiel économique du Zimbabwe et expliquent le retard accumulé dans la réalisation de certains des projets fixés. Cependant, en comparaison avec la plupart des autres pays africains, les résultats obtenus par le Zimbabwe depuis 1980 peuvent être qualifiés de remarquables.

20 INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

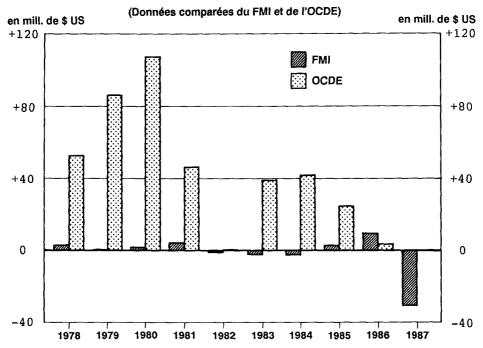
Pendant plusieurs décennies, les investissements étrangers ont joué un rôle important dans l'évolution économique du Zimbabwe. Bien que l'on ne dispose pas de chiffres précis, on suppose qu'au moment de l'indépendance, en 1980, entre 66% et 72% du stock total de capitaux du Zimbabwe, d'une valeur de plus d'1,6 mill. d'ECU, appartenait à l'étranger. A cette époque, plus de 300 différentes entreprises étaient actives au Zimbabwe, parmi lesquelles, en raison des données historiques, 63% étaient d'origine britannique. 21% provenaient des USA, les autres 15% d'Afrique du Sud. Mais l'influence effective de l'Afrique du Sud était nettement plus importante en raison des obligations de capitaux existant entre l'Afrique du Sud, la Grande Bretagne et l'Irlande du Nord. Les entreprises étrangères contrôlaient le secteur des mines et le secteur bancaire. En outre, leur revenaient également près de la moitié des créations de plus-values de l'industrie de production. Dans la mesure où elles possèdaient aussi les exploitations agricoles les plus importantes, leurs parts dans le domaine de l'élevage, et de la production de sucre et d'agrumes n'étaient pas négligeables.

C'est dans ce contexte que le nouveau gouvernement a élaboré les principes directeurs concernant les investissements étrangers. Les trois buts principaux qui ont été déterminés sont: Premièrement, augmenter la participation à la création de plus-values du secteur des entreprises nationales. Deuxièmement, diminuer l'influence des capitaux sud-africains dans l'économie et troisièmement, inciter l'afflux de nouveaux capitaux privés. Les investissements étrangers étaient surtout recherchés dans les domaines où ne se trouvait aucun investisseur national, où devait avoir lieu un transfert de technologie, ou qui nécessitaient l'ouverture de nouveaux potentiels d'exportation.

La politique économique des années 80 a été concentrée sur la diminution du capital sud-africain. Les installations sud-africaines les plus importantes dans le secteur des mines, des banques, dans l'industrie de production et le domaine des médias ont été vendues sur la base d'accords entre vendeurs et acheteurs. Le gouvernement a obtenu la majorité des parts (en partie ou totalement), ainsi que, récemment, les placements de capitaux de Barlow Rand au Zimbabwe (Hunyani Holdings et Astra). Cette double stratégie a permis de diminuer l'influence de l'Afrique du Sud et d'augmenter la participation nationale dans les investissements productifs.

Cependant, les nouveaux afflux d'investissements se sont révélés décevants. Il n'y a pas eu d'afflux de capitaux permanents et substentiels, et la valeur des investissements étrangers a été largement dépassée par le départ d'entreprises qui n'étaient pas toutes originaires d'Afrique du Sud¹⁾.





Source: OCDE (1985-1989), <u>Geographical Distribution of Financial Flows to Déveloping Countries</u>, Paris, OCDE, et FMI (diverses études), <u>International Financial Statistics</u>, Washington, FMI.

Durant la période de 1965 à 1980, le gouvernement de l'époque a empêché les entreprises étrangères de détourner leurs profits et dividendes vers l'étranger, ce qui a entraîné la création d'une somme importante de "fonds bloqués". Après l'indépendance, une série de mesures ont été prises pour limiter le rapatriement de ces "fonds bloqués", ce qui a eu pour conséquence le départ d'un petit nombre d'entreprises qui s'étaient installées au Zimbabwe avant l'indépendance. Cependant, les grandes entreprises étrangères telles que l'Anglo-American-Corporation, Lonhro, Dunlop (BTR), RTZ, Blue Circle, BAT, Rothmans, Leyland Daf, Turnall, Unilever et Union Carbide sont demeurées dans le pays. Elles ont réalisé les nouveaux investissements importants au Zimbabwe. Au milieu de l'année 89, les fonds de capitaux étrangers engagés au Zimbabwe (y compris l'argent bloqué) s'élevaient à env. 500 millions. d'ECU. Actuellement, il a existé plus que les 300 entreprises étrangères qui se sont installées au Zimbabwe jusqu'à avril 1980.

Les données publiées concernant les investissements sont des sommes totales qui ne séparent pas les afflux et les départs de capitaux privés. Le graphique 20.1, basé sur les sources du FMI²) et de l'OCDE, représente l'afflux net d'investissements privés vers le Zimbabwe durant la période de 1978 à 1987. L'on remarque une nette divergence entre les deux sources. Celle-ci s'explique en partie par le fait que les données de l'OCDE ne tiennent pas compte des investissements sud-africains³).

L'échec de la tentative du Zimbabwe pour attirer dans le pays une grande quantité de capitaux étrangers, réalisée au cours des années 80, s'explique par une série de facteurs internes et externes. Sur le plan interne, la réticence des investisseurs étrangers provenait de la situation de forte insécurité sur le plan de l'orientation future de la politique économique, du mélange du secteur privé avec le secteur public, ainsi que de l'attitude expectative des entreprises nationales et étrangères se trouvant dans le pays. La situation a été accentuée par les délais qui se sont manifestés lors de la liquidation des demandes d'investissements et par un élargissement des contrôles, entraîné par l'aggravation de la pénurie de devises.

Ces facteurs internes doivent être considérés dans le cadre du climat international qui est loin d'encourager les investissements privés dans les pays en voie de développement, et particulièrement dans les pays d'Afrique Noire. Ainsi, les investissements étrangers privés des pays de l'OCDE réalisés dans les pays en voie de développement ont diminué, durant la deuxième moitié des années 80, d'un quart effectif de leur valeur⁴). La régression est encore plus grave pour les pays de l'Afrique Noire: dans ces pays, les investissements étrangers privés ont diminué de 42% et n'ont atteint, entre 1984 et 1987, qu'un montant net total de 2,9 mrd. d'ECU (2,7 mrd. de \$ US), soit 726 millions d'ECU (675 millions de \$ US) par an⁵).

²⁾ Les données du FMI se basent sur des statistiques publiées par la Reserve Bank of Zimbabwe.

Les chiffres se rapportent aux investissements nets des membres du Development Assistance Comittee/DAC de l'OCDE.

La première moitié signifie ici de 1979 à 1983, la deuxième moitié de 1984 à 1987. Source: OCDE, Paris, juin 1989.

⁵⁾ OCDE (1989), <u>Financing and External Debt of Developing Countries</u>, 1988 <u>Survey</u>, Paris, OCDE.

Cependant, ce serait une erreur d'en déduire que, durant les années 80, aucun nouvel investissement étranger n'a été réalisé dans le pays. Les estimations non-officielles évaluent l'augmentation des nouveaux investissements à 100 mill. d'ECU, durant la période de 1980 à 1988. Les projets d'investissement suivants méritent une attention particulière:

1) PAYS DE LA CEE

- Dandy Corporation⁶) (Danemark): Investissements d'une valeur de 3 millions. de \$ US en 1982, dans la construction d'une fabrique de chewing-gum; investissements supplémentaires d'une valeur de 1,5 millions de \$ US prévus pour 1989.
- BCCI (Luxembourg): Entreprises Joint-Venture de 6 millions de \$ US avec le gouvernement, pour la création d'une banque commerciale au Zimbabwe.
- Cluff Oil (Grande-Bretagne et Irlande du Nord): Investissements d'env. 10 millions de \$ US dans la prospection et l'extraction de l'or depuis 1982.
- RTZ (Grande-Bretagne et Irlande du Nord): Nouveaux investissements d'une valeur de 7,4 millions de \$ US dans la filiale du Zimbabwe pour l'agrandissement de la mine Renco dans le sud-est du Zimbabwe.

2) AUTRES PAYS

- Mazda/C. Itoh and Co. (Japon): 2,5 mill. \$ US d'investissements Joint-Venture dans les Willowvale Motor Industries pour la construction de véhicules à moteur.
- Sanyo/Marubeni (Japon): Projet Joint-Venture d'1 mill. \$ US avec des usines de fabrication intérieures dans le domaine du secteur audiovisuel.
- Cummins (USA): Projet de 3 mill. \$ US en coopération avec le TA Holdings national pour la fabrication de machines diesel à haut rendement.
- H.J. Heinz (USA): Investissements d'une valeur de 13,5 millions de \$ US dans l'industrie de transformation alimentaire réalisés par l'acquisation de la majorité des parts par Olivine Industries. En 1988, la valeur de l'entreprise se montait à 79 millions de \$ US. Heinz a annoncé d'autres investissements d'une valeur de 263 millions de \$ US jusqu'à 1994.

Les entreprises suivantes ont également investi au Zimbabwe au cours des années 80: AMI (Belgique), Siemens (République Fédérale d'Allemagne), MK Electric (Grande-Bretagne et Irlande du Nord), Edesa (Suède), Facit (Suède) et Optimus (Suède). Un nombre d'entreprises étrangères se sont engagées dans l'économie du Zimbabwe autrement que par des investissements de participation; ainsi, par la

⁶⁾ Dans la suite de ce chapitre, les noms des entreprises se réfèrent à la société mère; de nombreuses entreprises qui disposent d'un siège au Zimbabwe ont fondé des filiales qui portent parfois un autre nom.

mise en place d'aides au management, par l'adjudication de licences et par des accords technologiques. Cela concerne les entreprises Anglo-Belgian Corporation (Belgique), Berthoud (France), Raleigh Industries (Grande-Bretagne et Irlande du Nord) Tetra-Pak (Autriche), Holiday Inn et Sheraton-Hotels (USA). Pour finir, toute une série de bureaux d'investissement institutionnels se sont engagés au Zimbabwe sous la forme de participation. En 1989, par exemple, la Commonwealth Development Corporation (CDC) britannique a donné son accord pour un investissement de participation de 1,5 mill. d'ECU dans la construction d'une nouvelle entreprise chimique, tandis que l'International Finance Corporation (IFC), dont le siège se trouve à Washington, analysait le marché des investissements et investissait dans trois entreprises du secteur des mines, de l'aviculture et des finances.

POSSIBILITÉS D'INVESTISSEMENTS AU ZIMBABWE

Le gouvernement du Zimbabwe a entrepris, en avril 1989, de nouvelles initiatives pour encourager les investissements étrangers. La brochure The Promotion of Investment: Policy and Regulations a d'abord été publiée. Durant les mois suivants, a été organisée à Londres une importante conférence internationale sur ce thème. Dans les documents gouvernementaux concernant les investisseurs potentiels⁷) présentés lors de conférence, cette les possibilités d'investissements de capitaux étrangers sont considérées dans le contexte de l'ensemble de la politique d'investissements du Zimbabwe, ce qui peut être résumé ainsi:

Le gouvernement reconnaît la grande contribution au développement du pays que le secteur privé, sur le territoire national et à l'étranger, peut apporter en augmentant ses investissements au Zimbabwe. Par conséquent, le gouvernement a pratiqué une politique visant à renforcer le mouvement d'activité et la performance du secteur privé, parallèlement à un secteur public bien organisé. Le secteur privé doit avoir pour objectif d'encourager le progrès social et économique au Zimbabwe...

Le gouvernement a décidé d'inciter les investissements dans les secteurs économiques productifs, particulièrement l'agriculture, l'industrie manufacturière et les mines. Conformément à la politique nationale de décentralisation, les investissements à l'extérieur des centres urbains importants ont été particulièrement encouragés. Ainsi, on a accordé la priorité à la mise en place de nouvelles industries de biens

⁷⁾ Les documents gouvernementaux plus anciens sur le thème des investissements étrangers étaient: <u>Growth with Equity</u> (1981), <u>Foreign Investment Policy</u>, <u>Guidelines and Procedures</u> (1982), <u>The Transitional National Development Plan</u> (1982/83 - 1984/85 (1982) et <u>First Five-Year National Development Plan 1986-1990</u> (1986).

d'investissement en raison de leur rôle important dans la création d'une structure industrielle intégrée et dans le transfert des technologies étrangères. L'industrie de biens de consommation a également été soutenue pour des raisons concernant le politique de l'emploi. Les industries orientées vers l'exportation, possédant un niveau de capacité concurrentielle élevé sur le marché mondial, ont particulièrement été encouragées.

Les objectifs des investissements étrangers sont particulièrement présentés dans les paragraphes suivants (voir 4-5):

Vue la capacité de production intérieure actuelle, il a été déconseillé de réaliser de nouveaux investissements dans le domaine de l'agriculture commerciale. De même, l'on a volontairement décourager les investissements étrangers dans le secteur des services et des banques, dans le petit et grand commerce ainsi que dans le secteur de consultation. Hors mis ces mesures, les investissements étrangers sont les bienvenus, s'ils sont reálisés dans des projets économiques importants qui:

- a) sont d'une grande utilité économique dans les régions rurales;
- entraînent le transfert de technologies de pointe et favorisent les possibilités de formation de la population du Zimbabwe;
- c) ouvrent d'autres débouchés;
- d) augmentent substantiellement les offres d'emploi;
- e) provoquent un équilibre de la balance des paiements grâce à la production de nouvelles marchandises d'exportation et permettent le développement des substitutions d'importations;
- f) permettent l'utilisation intensive des matières premières locales et des produits semi-manufacturés et manufacturés;
- g) utilisent des technologies qui augmentent la capacité de rendement, et particulièrement des technologies correspondant aux besoins de l'économie;
- h) augmentent la productivité et améliorent le produit final à l'aide de capitaux étrangers supplémentaires et de technologies appropriées; ou
- i) nécessitent des dépenses importantes pour la recherche et le développement.

En ce qui concerne le type de participation, les principes suivants devaient être pris en considération (voir 4 et 5):

Le gouvernement favorise la participation majoritaire du Zimbabwe dans les nouveaux projets en partie financés par les investissements étrangers. La dimension de telles conditions et le droit de décision et de contrôle que se réserve le Zimbabwe seront des critères importants pour l'autorisation des projets des investisseurs étrangers. Le gouvernement attend des conditions réalistes pour les investissements de participation intérieures. Alors que le gouvernement est prêt à accepter un pourcentage étranger majoritaire dans les domaines prioritaires et même, dans certains cas, jusqu'à 100% de participation étrangère, il favorisera les accords qui

envisagent un éventuel transfert des parts majoritaires aux sociétés nationales. Dans le cas idéal, un tel accord devait être négocié dès le début ou après un laps de temps prescrit...

Le gouvernement envisage lui-même de participer activement au processus d'investissement, en concluant des contrats Joint-Venture avec des investisseurs privés (tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger). Cela ne sera toutefois pas le cas normal et n'aura lieu que sous certaines conditions bien déterminées.

Parallèlement à ces objectifs, le gouvernement a publié <u>l'Investment Register</u>, réactualisé annuellement. Celui-ci n'a pas l'intention de présenter une liste complète de toutes les possibilités d'investissement. Il comprend plutôt 68 projets pour lesquels le gouvernement désire mobiliser les ressources locales et étrangères. Le registre se définit lui-même comme: (voir iii):

une partie intégrante des efforts nationaux effectués pour stimuler les investissements et orienter l'infrastructure économique vers les secteurs les plus importants. Il complète le document concernant l'encouragement à l'investissement. Il contient un listage des projets clés de l'économie pour les années à venir.

Toutefois, il faut surtout remarquer que (voir iii):

le gouvernement n'a pas l'intention d'envisager tous les projets économiques. De nombreux investisseurs continueront à trouver de nouveaux domaines d'investissement ou travailleront au développement des possibilités existantes; il se peut que ces projets se trouvent dans le registre mais cela n'a rien d'obligatoire. L'intention de ce registre est avant tout, de regrouper les projets les plus importants dans les différents secteurs économiques.

Le tableau 20.1 présente un résumé sommaire des projets les plus importants dans l'industrie de transformation proposés par <u>l'Investment Register</u>. Le gouvernement recherche pour ces projets des financements et d'éventuels associés étrangers. Le volume en valeur de ces projets se monte à 390 millions d'ECU (458 mill.de \$ US aux cours de 1988).

Parallèlement à ces projets menés par le gouvernement, un aperçu des projets d'investissement, (prévus ou existants) déjà, des entreprises étrangères permet de rendre compte des diverses possibilités d'investissements.

20.1 PROJETS SELECTIONNÉS DANS L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION SELON L'INVESTMENT REGISTER

Projets	Description sommaire	Investissements totals nécessaires ¹)
Usine d'engrais	Production de 900 t d'ammoniaque par jour par gazéification du charbon	236 mill. ECU
Usine de matière plastique	Production de 31 000 t/an Polyéthylène et PVC tirés de l'éthanol	96 mill. ECU
Usines de calamine	Production de 1 825 mill. t/an pour ZISCO	100 mill. ECU
Haut fourneau à charbon	Production de 624 000 t de coke et de 4 474 m ³ de benzène pour ZISCO par an	57 mill. ECU
Installation de désulfuration	Désulfuration de 900 000 t de fer fluide par an	3,5 mill. ECU
Raffinerie de benzène & de des- tillation de goudron	Production d'une série de produits dérivés (asphalte, (goudron, etc.)	28 mill. ECU
Briques réfractaires	Production de 15.000 t/an de cyanite calciné pour briques d'argile réfractaire	20 mill. ECU

^{1) &}lt;u>L'Investment Register</u> indique la valeur des investissements en \$ US. Les données sont converties à un taux d'échange de 1 ECU = 1,18248 \$ US.

Source: Gouvernement du Zimbabwe (1989), <u>Investment Register (summary)</u>, Harare.

PROJETS D'EXPLOITATION MINIERE

Le secteur des mines est, sans aucun doute, le secteur sur lequel les investissements des entreprises étrangères se sont le plus concentrés durant les dernières années. Le Zimbabwe exploite au total 42 minéraux et possède des réserves pour 18 autres produits miniers. Cependant, durant les dernières années, les investissements étrangers se sont essentiellement portés sur les

branches de l'industrie minière suivantes: or, platine, charbon, pétrole et gaz, uranium et minerai de chrome⁸).

De nouvelles études ont établi que les gisements d'or du Zimbabwe dépassent celles du Canada et de l'Australie en ce oui concerne le titre d'or par unité extraite. Parallèlement aux nouveaux investissements réalisés par RTZ et Cluff Minerals (Grande-Bretagne et Irlande du Nord) dans les mines d'or, Lonhro (Grande-Bretagne et Irlande du Nord) et l'Anglo-American Corporation (Afrique du Sud) ont réinvesti dans leurs mines d'or. L'Anglo-American Corporation a repris l'extraction de l'or après une interruption de presque vingt ans. Les nouvelles prospections de l'or sont effectuées depuis peu par Delta Gold et Chase Minerals (Australien). RTZ a fait savoir, en janvier 1989, qu'au cours de l'année, 24 mill. d'ECU (16 mill. \$ US) seraient investis dans la prospection de nouveaux gisements et l'agrandissement des installations d'extraction existantes. Celuici a été précédé par l'annonce en 1988, par Cluff Minerals, de l'ouverture d'un gisement aurifère exploitable à ciel ouvert, au nord du Zimbabwe (volume d'investissement: 20 mill. \$ US). Les autres entreprises étrangères qui se sont récemment intéressées à l'exploitation des mines d'or sont: Atlantic Resources (Irlande). Australian Seamet Mines et Consolidated Mining and Finance (Australie), ainsi que Falconbridge (Canada).

Bien qu'il soit connu depuis des décennies que le Zimbabwe dispose de gisements de platine importants, l'intérêt croissant porté à l'exploitation des mines de platine ne date que de 1986. Les sanctions commerciales contre l'Afrique du Sud en sont surtout la cause. Au milieu de l'année 1989, Delta Gold (Australie) a fait savoir que son étude Pre-feasibility concernant un projet de 190 mill. d'ECU à 240 mill. d'ECU (160-200 mill. de \$ US) pour l'extraction du platine dans le Great Dyke s'était révélée très prometteuse. Comme cela semblait être le cas en septembre 1989, ce gisement est l'un des plus importants du secteur des mines⁹⁾. On suppose pouvoir, dès 1992, extraire env. 100.000 onces de platines par an, ce qui correspond à env. 3% de la production mondiale¹⁰⁾. En outre, en

⁸⁾ Outre les publications du Ministère des Mines du Zimbabwe, l'étude, continuellement réactualisée, de l'United States Department of the Interior Bureau of Mines, <u>Zimbabwe</u>, <u>Mineral Perpectives</u>, Washington, Government Printer, donne un aperçu des richesses minières du pays.

⁹⁾ Parallèlement au platine, le projet prévoit l'exploitation minière du palladium et du nickel et, en petite quantité, de l'or, du rhodium, du cuivre et du cobalt.

¹⁰⁾ Des estimations realisées au milieu de l'année 1989 indiquent également 84.000 onces de palladium et 2.700 onces de nickel.

mai 1989, la réalisation commune d'un programme de prospection de 3 mill. d'ECU (2,5 mill. \$ US) a été décidée dans le cadre d'accords Joint-venture entre l'Anglo-American (Afrique du Sud), RTZ et Robertson Mining Finance (Grande-Bretagne et Irlande du Nord). Ce programme doit former la base de l'extraction future d'env. deux millions de tonnes de minerai de platine par an. L'Investment Register mentionne un troisième projet d'investissement dans le secteur de l'exploitation du minerai de platine, d'une valeur de 140 mill. d'ECU (120 mill. \$ US), porté par le groupe américain Union Carbide (USA). Ce projet comprend l'exploitation souterraine comme l'exploitation à ciel ouvert. Le volume d'extraction visé se monte à 5.640 kg de platine par an.

Union Carbide étudie actuellement l'extension de ces mines de platine. Simbabwe Alloys, une filiale de Anglo-American, a demandé au gouvernement une concession pour l'exploitation du minerai de fer. Dans le domaine du charbonnage, le gouvernement a accordé à la RTZ britannique l'autorisation d'engager la production de charbon pauvre en soufre, dans la région de Sengwa, près du lac Cariba, pour laquelle l'entreprise a évalué les investissements de départ à 5 mill. d'ECU (4 mill. de \$ US). Certes, l'intérêt porté à l'exploitation minière de l'uranium a diminué depuis 1987, mais Saarberg Interplan Uran (RFA) a annoncé, début 1989, la découverte d'un gisement d'uranium de faible épaisseur près de la frontière du Mozambique. L'on peut prévoir, dans un proche avenir, la découverte de gisements plus importants. Alors que l'on connaît, depuis un certains temps, les gisements de gaz naturel du Zimbabwe qui sont d'une valeur appréciable, une série d'entreprises a commencé à entreprendre des prospections pétrolières dans la vallée du Zambèze. Ainsi, Mobil (USA) a annoncé que ses forages pétroliers débuteront au cours du second semestre de l'année 1989, et ce dans le cadre d'un projet d'une durée de trois ans (15 millions de \$ US).

PROJETS DANS L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION ET DANS L'INDUSTRIE AGRAIRE

Durant les dernières années, un grand nombre de projets a été entrepris dans l'industrie de transformation et l'industrie agraire, auxquels ont participé de nombreuses entreprises étrangères. Ces projets dépendent manifestement de trois conditions fondamentales: ils doivent s'efforcer d'aider à la substitution des produits d'importation, se concentrer sur la production de produits finis nontraditionels destinés à l'exportation, et avoir recours à la technologie et à l'expérience étrangères. L'intérêt constant de nombreuses entreprises dans les trois secteurs de projets donne des indications sur potentiel

d'investissement futur. La coopération de la firme britannique **Dalghety** et de l'entreprise nationale **Cairns** Holdings représente un bon exemple; elle permet à l'entreprise précédemment citée d'avoir accès aux technologies modernes dans le domaine de la transformation des produits alimentaires.

Durant les dernières années, un grand nombre de projets a été entrepris ou annoncé dans le domaine de la substitution des produits d'importation, qui ne sont pas tous soutenus par des entreprises étrangères. Ainsi par exemple, en mars 1989, une entreprise nationale a commandé une usine (d'une valeur de 300.000 ECU) pour la production d'hydrate calcique, ce qui permet au pays d'épargner chaque année des importations d'une valeur de 5 millions d'ECU, en provenance de la Zambie et de l'Afrique du Sud. Les activités visant à substituer les importations qui, du moins en partie, ont été soutenues par des entreprises étrangères sont, entre autres, les suivantes: investissement de 6 mill. d'ECU (5 mill. \$ US) de Dunlop (Grande-Bretagne et Irlande du Nord) pour la production de pneux à ceinture métallique, un investissement important de 1,2 mill. d'ECU (1 mill. de \$ US) annoncé au milieu de l'année 1989 par Castrol (Grande-Bretagne et Irlande du Nord) pour la construction d'une deuxième usine d'huile de paraffine, ainsi que des investissements de fonds d'une valeur de 2,5 mill. d'ECU (2.0 mill. \$ US) effectués par Hoechst (RFA) pour une usine chimique à la pointe du progrès, qui doit produire une série de produits chimiques, approvisionner le marché d'exportation régional et réduire les importations de produits chimiques.

Un certain nombre d'investissements déjà réalisés ou en attente se sont portés sur de grands projets. Ainsi, une étude a été entreprise pour la construction d'une usine de papier et de carton d'une valeur de 225 mill. d'ECU (190 mill. de \$ US), que Anglo-American (Afrique du Sud) et Lonrho (Grande-Bretagne et Irlande du Nord) proposent de financer. Un projet d'une valeur de 120 mill. d'ECU (100 mill. de \$ US), encouragé par Aberfoyle Holdings (Grande-Bretagne et Irlande du Nord), dans le sud-est du Zimbabwe et concernant l'huile de palme, est déjà en cours de réalisation. Art Printer's a annoncé en août 1989 que son projet de construction d'une usine de papier surfin à Kadoma d'une valeur de 24 mill d'ECU (55 mill. de \$ Z a été accepté par le gouvernement. Une part importante du financement de ce projet est porté (jusqu'à 50%) par la Banque d'Investissement Européen à Luxembourg.

Il existe également diverses possibilités d'investissements dans le domaine des industries de substitution d'importation. Il faut surtout mentionner la production d'engrais, l'industrie chimique, la construction mécanique, la fabrication de matières plastiques, de produits pharmaceutiques, de fibres synthétiques, de pièces détachées pour appareils de radio et téléviseurs, d'emballages (y compris des emballages frigorifiques) ainsi que d'accessoires pour ordinateur, outre des moulins et des machines-outils.

Les entreprises, qui ont investi dans le domaine de la production de produits d'exportation, étaient avant tout: Lever Brothers/Lemco (Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Pays-bas); David Whitehead (Lonrho/Grande-Bretagne et Irlande du Nord); Zimplow (Rothmans/Grande-Bretagne et Irlande du Nord); Tinto Industries (RTZ/Grande-Bretagne et Irlande du Nord) et Bata (Canada). D'autres possibilités seront disponibles si le gouvernement réalise ses plans concernant l'implantation d'une zone industrielle pour les produits d'exportation. Des possibilités particulières s'offrent dans la transformation de produits agrícoles et de produits miniers destinés à l'exportation.

PROCÉDURES ET REGLEMENTS CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Les paragraphes suivants sont destinés à informer les nouveaux investisseurs potentiels sur les procédures et réglements les plus importants concernant les investissements au Zimbabwe. Dans une publication de ce type, il n'est pas possible de fournir des informations sur tous les domaines d'investissements. En outre, il se peut que certaines informations soient modifiées en raison de nouveaux accords concernant les investissements. Les entreprises sérieusement intéressées s'adressent généralement à l'une des quatre banques commerciales du pays, qui proposent l'ensemble des informations concernant l'actuel mode d'investissement et secondent les entreprises lors des projets d'installation au Zimbabwe. Ces quatre banques sont la Merchant Bank of Central Africa, la RAL Merchant Bank, la Standard Chartered Merchant Bank et la Syfrets Merchant Bank¹¹.

¹¹⁾ Les adresses de ces banques et d'autres établissements financiers se trouvent dans la liste des adresses. Parallèlement aux banques de commerce, le système bancaire du Zimbabwe comprend cinq établissements de crédit, deux banques d'escompte, cinq établissements financiers, et trois caisses d'épargne. Toutes les banques sont placées sous le contrôle de la banque centrale: la Reserve Bank of Zimbabwe. En outre, le Zimbabwe possède une bourse aux actions avec 53 différentes cotations et un capital total de plus de 800 mill. d'ECU.

Toute entreprise, dont au moins 25% du capital ou des actions n'appartiennent pas à des citoyens du Zimbabwe est considérée comme investisseur étranger. Afin d'assurer une rapide liquidation des demandes d'investissement, le gouvernement du Zimbabwe a fondé en avril 1989 le dénommé Investment Center. Celui-ci propose aux investisseurs des services de consultation, les soutient dans les démarches administratives qui s'avèrent nécessaires et coordonne les mesures d'encouragement à l'investissement dans le pays.

L'Investment Center accorde également les autorisations concernant les investissements étrangers. Il dispose des pleins pouvoirs d'autorisation pour tous les investissements ne dépassant pas 5 mill. de \$ Z (2,5 mill. d'ECU au milieu de l'année 1989). Tous les autres projets d'investissements sont présentés à l'approbation du Ministère des Finances, de la Planification Economique et du Développement. L'Investment Center ne se contente pas d'accorder les nouveaux investissements, il décide également des demandes d'élargissement des projets existant avec participation majoritaire l'étranger, de l'achat d'actions et du placement des capitaux qui augmentent la part du capital étranger, ainsi que du transfert des actions aux mains des actionnaires étrangers à l'intérieur des entreprises du Zimbabwe.

Le Zimbabwe n'offre pas d'avantages forfaitaires aux nouveaux investisseurs. Les entreprises, qui transfèrent des capitaux dans le pays, peuvent demander un New Venture Capital Status (NVC). Celui-ci autorise la reprise de jusqu'à 50% des bénéfices, après déduction des impôts, sous la forme de dividendes provenant des investissements. Pour les projets considérés comme prioritaires par le gouvernement, une remise d'impôt allant jusqu'à 100% des bénéfices peut être accordée pour une période de temps déterminée. Après deux ans et pendant cinq ans à partir de la date des premiers investissements, le Status NVC permet également à l'investisseur de retransférer tout son capital (en \$ Z), après déduction des dividendes alloués.

En vue de protéger les investissements étrangers, il existe une série de dispositions et d'accords dans le pays. Alors que les investissements étrangers sont en principe protégés par la constitution, le Zimbabwe a également adhéré à la convention de 1965 pour le réglement des différends entre l'état et les citoyens d'autres états, et la convention de 1985 pour la reconnaissance et l'exécution des jugements arbitraux. De plus, le gouvernement s'est déclaré prêt à soumettre chaque différend à la commission des Nations Unies pour le droit commercial international ou à la chambre de commerce internationale. Le

gouvernement a en outre adhéré à l'agence créée en 1985 par la Banque Mondiale pour la garantie des investissements multilatéraux (MIGA) et a prononcé le souhait de s'affilier à la corporation des USA pour les investissements privés outre-mer (OPIC), qui garantit la protection des investissements des entreprises américaines qui investissent dans les pays membres de la corporation.

Il n'est pas absolument nécessaire que tous les moyens financiers, dont les investisseurs potentiels ont besoin pour participer à l'économie du pays, proviennent de sources externes. Pour compléter le capital étranger, investisseurs étrangers peuvent contracter des crédits préférentiels dans les banques nationales, d'une valeur pouvant atteindre jusqu'à 25% de leur propre capital. Il est également possible d'obtenir des prêts qui toutefois sont liés à des restrictions des bénéfices et une diminution des dividendes. Les fonds bloqués, et particulièrement ceux investis avant Septembre 1979 (par les "anciens" investisseurs), lorsque les limitations de remise étaient plus sévères, représentent une autre source de financement importante pour les nouveaux investisseurs. Les mesures introduites en juin 1989 donnent nouveaux investisseurs étrangers la possibilité d'acquérir des dollars Zimbabwe provenant des fonds bloqués des précédents propriétaires de capitaux engagés contre des devises, et ce à des taux réduits. Le volume vendu et le taux de vente doivent être négociés chaque fois. Des réductions de 30 à 80% sur le \$Z des fonds bloqués ont été réalisés pendant la deuxième moitié de 1989. Le status NVC est valable pour 50% des moyens financiers ainsi acquis. Comme le volume total de ces ressources se montait au milieu de l'année 1989 à env. 500 mill. d'ECU, ce procédé offre aux nouveaux investisseurs des moyens d'épargne importants en raison du cours de change actuel.

A la fin de ce chapitre se trouvent encore quelques informations sur les plus importants règlements fiscaux en vigueur concernant les investissements à l'étranger au Zimbabwe. Toutes les entreprises commerciales, qu'elles soient nationales ou étrangères, sont imposées sur le revenu. Depuis 1989, les impôts sur le revenu s'élèvent à 50% des bénéfices réalisés au Zimbabwe. Ce taux ne rentre toutefois en vigueur qu'après un certain nombre de remises importantes. Les amortissements concernant les bâtiments, le matériel d'exploitation, les outils, les machines et les accessoires dans les entreprises de l'industrie, de l'agriculture, de l'hôtellerie et des mines, comptent parmi les abattements à la base les plus importants. Les entreprises imposées ont la possibilité de décider si cet abattement à la base sera calculé sur toute la durée d'existence de leurs biens, ou (comme c'est généralement le cas) considéré comme un amortissement à

la base de départ à 100% (Special Initial Allowance/SIA)¹²⁾, ce qui signifie un amortissement accéléré calculé sur la valeur totale des biens investis qui, pendant la première année de mise en service, est complètement déductible de la valeur des biens investis. Comme alternative au SIA, des amortissements pour des diminutions de valeur peuvent être accordés à des taux allant de 5 à 33,3% par an selon les différents secteurs. En outre, les coûts de recherches et les coûts inhérents à la mise en service sont déductibles. Il existe également une réduction de 50% sur les frais de formation (y inclus les bâtiments et l'équipement correspondants). La plupart du temps, il est possible de compenser une somme illimitée des pertes déductibles pour les années à venir avec les revenus imposables.

Les droits de douane, les contributions supplémentaires et les taxes sur les importations ont été relevés sur différents biens d'importations, la plupart du temps en fonction des impôts correspondants dans les pays industriels. Les droits de douanes varient entre 5 et 20%; les contributions supplémentaires se montent à 15% pour une série de produits industriels, agricoles et miniers, ou sinon à 20%. La taxe sur les importations varie entre 15% et 20%. Il existe des remises d'impôts sur les importations pour les projets considérés comme prioritaires ("priority projects"), pour lesquels les droits de douane prélevés sur certaines matières premières et accessoires ont également diminué. Pour complèter cet ensemble de mesures, il existe une série d'incitations à l'exportation qui ont déjà été mentionnées sommairement dans le chapitre 9.

Il faut particulièrement attirer l'attention sur les impôts suivants:

Dans le cadre de la procédure de déduction à la source concernant les impôts prélevés sur les revenus obtenus au Zimbabwe, les personnes qui ne sont pas domiciliées en permanence au Zimbabwe sont imposées comme suit: dividendes (impôts sur les actionnaires pour les non-résidents): 20%; intérêts (impôts sur les intérêts pour les non résidents): 10%; taxes (taxation pour les non résidents): 20%; part de bénéfices (impôts sur les parts de bénéfices pour les non résidents): 20%.

Un impôt sur les actionnaires concernant les résidents (20%) est directement prélevé des dividendes qui sont fixés par les entreprises du Zimbabwe et doivent être payés aux actionnaires établis au Zimbabwe (qui ne sont pas entrepreneurs).

Un impôt sectoriel sur les bénéfices variant entre 15% et 56% est prélevé sur les revenus imposables réalisés au Zimbabwe.

¹²⁾ Il existe un amortissement à la base de 115% pour les investissements réalisés à l'extérieur du secteur urbain, dans les dénommés "Centres de croissance" (growth points).

Un impôt de remise en paiement pour les non-résidents (20%) est prélevé sur les remises en paiement qui sont effectuées à partir du Zimbabwe par des non-résidents pour des dépenses attribuables à l'établissement d'une entreprise économique au Zimbabwe.

En outre, un impôt est prélevé sur les bénéfices de cession de capitaux, sur les bénéfices de cession de capitaux imposés provenant d'une source nationale, sur la vente ou sur la remise d'une propriété fixe ainsi que sur les valeurs négociables.

Une taxe sur les ventes (comparables à la TVA) est prélevée sur la vente finale de la plupart des marchandises produites à l'intérieur des frontières et sur les services. Le taux de base est de 12,5%, mais s'élève à 20% pour la plupart des biens de comsommation. Au cours de 1989, des conventions relatives à la double imposition ont été conclues avec la République Fédérale d'Allemagne et l'Irlande du Nord, la Norvège, la Suède et l'Afrique du Sud. Des conventions identiques avec les Pays-Bas, le Canada et la Suède sont imminentes. La plupart du temps, les conventions relatives à la double imposition entraînent une baisse des impôts prélevés à la base, à savoir: l'impôt pour les actionnaires non-résidents, taxes pour les non-résidents et impôt sur les dividendes perçus par les non-résidents.

Dans le secteur des mines, les coûts entraînés par les fouilles de recherche peuvent entraîner un dégrèvement d'impôt. En outre, une remise d'impôt de 5% est accordée aux premiers signes d'épuisement de la mine. Le secteur des mines bénéficie d'autres dispositions spéciales. Les investisseurs intéressés doivent s'adresser au Ministère des Mines qui met à leur disposition toutes les données géologiques et autres informations disponibles concernant le mineral concerné. L'investisseur prend contact avec l'Investment Center ou avec les autorités des mines (Mining Affair Board/MAB), auprès desquelles il fait une demande de licence de prospection (Exclusive Prospecting Order/EPO). Cette demande doit comporter des explications concernant le mode de financement de la prospection, les résultats des expertises précédentes, l'état de l'infrastructure ainsi que des preuves sur le gisement du minéral ou des minéraux concernés. Les EPOs autorisés sont publiés dans le journal officiel hebdomadaire et attribuent au propriétaire une région déterminée dans lesquelles doivent avoir lieu les fouilles de recherche, qui cependant doivent se limiter au minéral/minéraux proposé(s) dans la demande. En général, les EPOs sont autorisés pour une durée de trois ans mais, afin de conserver les droits réclamés, il faut que les travaux soient entrepris presque immédiatement. Dès qu'apparaissent des résultats positifs, l'exploitation peut commencer ou les droits peuvent être vendus.

21 AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Dans l'ensemble, comme en comparaison avec les autres pays d'Afrique Noire, l'aide au développement étrangère joue, dans le cas du Zimbabwe, un rôle relativement peu important. Durant les dernières années, le Zimbabwe n'a perçu que 2,6% de l'aide publique au développement totale destinée aux pays d'Afrique Noire¹). En raison de la faiblesse des moyens financiers intérieurs, l'aide au développement étrangère a pris une importance croissante, dans le cadre des efforts de construction réalisés à partir de 1980. Le graphique 21.1 indique le pourcentage qu'occupe le volume de l'aide publique au développement dans les importations totales. Celui-ci est passé de moins de 15% au début des années 80 à plus de 30% en 1987.

A l'époque de l'indépendance, en avril 1980, l'afflux de l'aide étrangère demeurait dans un ordre de grandeur négligeable. Les données de l'OCDE indiquent que le volume total de l'aide étrangère (paiements nets) se montait, en 1979, à 9 millions d'ECU. Cette somme a été presque uniquement versée par la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord. Un an plus tard, les prestations d'assistance étrangères, dont la valeur totale s'élevait à 124 millions d'ECU, avaient presque décuplé²⁾. Comme le montre le graphique 21.2, les afflux d'aides étrangères publiques ont augmenté jusqu'à 1984 de 20% par an. Jusqu'en 1987 (la dernière année à laquelle se rapportent les données de l'OCDE), les attributions de moyens financiers sont tombées à presque 50% de leur valeur de 1984. Toutefois, une nouvelle tendance croissante se dessine depuis 1986.

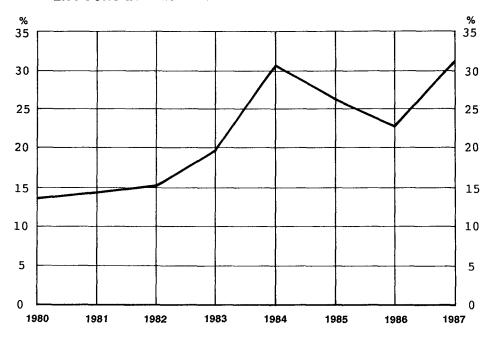
Le tableau 21.1 fournit, sur la base des données de l'OCDE, des indications sur le volume de l'aide au développement publique, réparties selon les pays donateurs les plus importants, pour les années 1980 et 1987. Ces informations sont complétées par les évaluations de la CEE concernant ses propres contributions à l'aide au développement. Les données provisoires pour 1988 supposent une augmentation de plus de 25% de l'aide au développement apportée au Zimbabwe (91 mill d'ECU en 1987 ou 174 mill. de \$ Z contre 115 mill. d'ECU (246 mill. de \$ Z)

Ces pourcentages se basent sur les données numériques de l'OCDE à Paris. Comme cela apparaîtra encore plus nettement dans la suite de ce rapport, les indications concernant les aides au développement divergent considérablement selon les sources dont elles proviennent.

Ces données proviennent de l'OCDE. Seule la valeur de 7,04 mill. d'ECU concernant la CEE doit être remplacée par la valeur de 13,2 mill. d'ECU fournie par la CEE.

en 1988. En outre, les contributions des programmes de la CEE et des programmes d'aide bilatéraux des pays de la CEE sont passées de 48 mill. d'ECU (93 mill. de \$ Z) en 1987 à 71 mill. d'ECU (151 mill. de \$ Z) en 1988. Ainsi, la part des aides officielles au développement provenant de la CEE et des pays membres représentait 61% du total des aides au développement³).

21.1 AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE, EN POURCENT DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS



Source: OCDE (Paris), juin 1989 et CSO (Harare), juillet 1989.

³⁾ Il faut remarquer que les données de l'OCDE et les données du Zimbabwe pour les années précédentes divergent considérablement. En outre, des entretiens avec plusieurs donateurs bilatéraux ont fait apparaître que, dans certains cas, les deux sources divergent des indications fournies par leurs propres collaborateurs. Le manque de concordance entre les sources de l'OCDE et les chiffres fournis par le Zimbabwe apparaît surtout dans le point suivant: alors que, pour l'année 1980, l'OCDE indique un montant des paiements publics nets nettement plus élevé que les statistiques du Zimbabwe, les données de l'OCDE pour l'année 1987 se trouvent très en deçà des statistiques nationales.

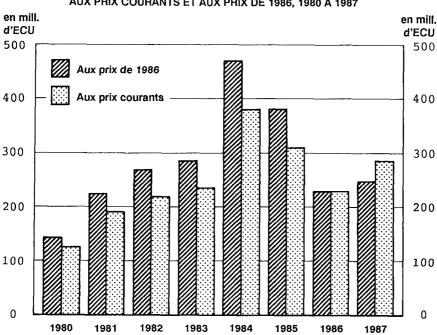
21.1 AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT SELON LES PAYS DONATEURS en Millions d'ECU, 1980 et 1987¹⁾

Organisation donatrice	Aides o 1980	fficielles 1987
a) Multilatérale		
CEE ²⁾ (FED) ³⁾	13,20	36,25
INDP	0,27 23,61	3,31 0,69
(montant intermédiaire)	(37,11)	(58,43)
) Bilatérale		
Etats membres de la CEE: Belgique	0,63 0,68 5,85 - 1,92 5,53 34,30	0,67 7,08 12,71 38,52 0,96 21,73 30,57 14,17
Australie Canada Finlande Japon Norvège Suède Suisse États Unis	1,67 0,02 0,20 0,06 3,24 8,23 0,87 17,23	0,70 8,77 6,18 7,64 19,07 28,51 0,82 30,32
(montant intermédiaire)	(80,56)	(221,63)
otal inclus d'autres donateurs)	124,04	284,69
EE + programmes bilatérals d'autres pays membres % du total)	62,13 (50)	162,66 (57)

Les chiffres sont convertis en \$ US. - 2) Les données concernant les aides de la CEE ont été fournies par la CEE elle-même. Celles-ci dépassent largement les chiffres de l'OCDE: celle-ci chiffre les prestations d'assistance de la CEE à 7.04 mill. d'ECU pour 1980, et à 6 mill. d'ECU pour 1987. - 3) FED: Fonds Européen de Développement.

Source: Banque de données de l'OCDE, juin 1989 et (pour les aides de la CEE): Délégation de la CEE, Harare, juillet 1989.

C'est au début des années 80, à une période où le gouvernement portait principalement ses efforts sur la réparation des dommages de guerre et la reconstruction, que les aides multilatérales ont gagné en importance. En 1980, env. 20% (selon les données de l'OCDE) de l'aide publique au développement provenait des subventions accordées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (HCNUR). Par la suite, cependant, l'aide bilatérale a pris de l'importance. En 1987, env. 80% de l'aide publique au développement provenait de sources bilatérales. Les pays occidentaux industrialisés, avant tout les états membres du Development Assistance Commitee/DAC de l'OCDE, assuraient en 1987 la plus grande partie de l'aide publique au développement. Selon les statistiques nationales, durant la période de 1980 à 1985, seulement 4,3% de toutes les contributions au développement provenaient du bloc de l'Est, dont 60% de la Yougoslavie. L'aide financière de l'URSS ne dépassait pas, durant cette même période, 1% de l'ensemble des attibutions revenant à l'aide officielle au développement⁴).



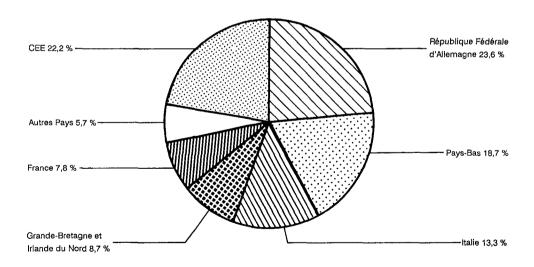
21.2 CONTRIBUTIONS NETTES DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE AUX PRIX COURANTS ET AUX PRIX DE 1986, 1980 A 1987

Source: OCDE (paris), juillet 1989.

⁴⁾ Données du Ministère des Finances, de la Planification économique et du Développement dans: <u>Industrial Review</u>, octobre 1987, p. 35.

Parallèlement au fait que les nations industrielles occidentales assuraient la plus grande partie de l'aide au développement, il faut remarquer que la participation de la CEE (aide bilatérale et fonds d'aide au développement de la CEE), a continuellement augmenté au cours des années 80. Au début de cette décennie (1980/81), les contributions des programmes bilatéraux des états membres de la CEE représentaient 44% du volume total de l'aide publique au développement. Ce pourcentage a atteint 52% jusqu'en 1986/87. Deux pays de la CEE, la République Fédérale d'Allemagne et les Pays-Bas, suivis de la Suède et des USA, soutenaient les programmes d'assistance les plus vastes, mais l'aide multilatérale de la CEE était aussi de grande importance. Dans presque tous les pays de la CEE, l'aide bilatérale accordée au Zimbabwe s'est accrue au cours des annés 80. Les seules exceptions sont la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord dont les contributions dans le cadre du programme bilatéral sont passées de 65 mill. d'ECU en 1980/81 à 30 mill. d'ECU en 1986/87⁵). Le graphique 21.3 représente le volume total de l'aide au développement apportée par la CEE au Zimbabwe, selon les différents pays membres. Durant cette année, plus de 65% du soutien de la CEE provenait d'accords bilatéraux avec la République Fédérale d'Allemagne et les Pays-Bas ainsi que du fonds de développement multilatéral de la Communauté.

21.3 AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE MULTILATÉRALE ET BILATÉRALE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENE (PARTS DES PAYS MEMBRES DE LA CEE), 1987



Source: OCDE (Paris), juin 1989 et Délégation de la CEE, Harare, juin 1989.

⁵⁾ Paiements nets aux prix courants, statistiques de l'OCDE.

LE PROGRAMME D'ASSISTANCE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Le programme d'assistance de la Communauté Européenne se fonde sur les principes de la Convention de Lomé. Le contenu de la Convention de Lomé est principalement la mise à disposition par la CEE de soutiens financiers. Pour la durée de la troisième Convention de Lomé (de 1985 à 1990), la CEE a mobilisé 8.500 mill. d'ECU, dont 7.400 mill. d'ECU (88%) ont été alloués par le Fonds Européen de Développement (FED)⁶⁾, et 1.100 mill. d'ECU par des crédits provenant des fonds personnels de la CEE. La plus grande partie des subventions accordées par le Fonds Européen de Développement (FED) est investie dans des projets de développement traditionnels. Un pourcentage mineur est consacré à des fonds à des programmes d'aide d'urgence, etc., qui permettent utilisation flexible des moyens financiers (Stabex, Sysmin etc.). Sur les bases de la Convention de Lomé, les aides du FED ont été réparties de la facon suivante: 4,860 Mill. d'ECU (66%) ont été accordés sous la forme de subventions⁷⁾, dont 600 mill. d'ECU (8%) ont été versés sous la forme de prêts spéciaux et de capitaux à risque, et 925 mill. d'ECU (12,5%) ont été octroyés dans le cadre de la Convention Stabex sous la forme de transferts financiers en vue de stabiliser les revenus des exportations. Env. 415 mill. d'ECU (5.5%) étaient destinés à des projets de financement spéciaux dans le cadre du dénommé "Programme Sysmin", qui alloue des aides financières au secteur minier de certains pays ACP sélectionnés.

Afin de pouvoir attribuer des moyens financiers à chaque pays ACP, après la signature de la nouvelle Convention de Lomé IV, il a eu d'abord lieu la répartition des parts d'aides au développement accordées à l'état et des parts accordées à un grand nombre de régions. Par la suite, la CEE négocie avec les différents états ACP les conditions fondamentales concernant l'utilisation des fonds, dénommés "National Indicative Programmes" (NIPs) ou "Regional Indicative Programmes" (RIPs). Pour finir, les projets nécessitant une aide particulière sont sélectionnés. Une fois les projets autorisés, chacun reçoit l'attribution qui lui est impartie. Le paiement des aides au développement s'effectue lorsqu'il est prouvé que les projets ont été réalisés et sur présentation des factures.

⁶⁾ Un FED est à la base de chaque Convention de Lomé. Il s'agit pour Lomé I de FED 4, pour Lomé II de FED 5 et pour Lomé III de FED 6.

⁷⁾ Cela inclut sont 290 mill. d'ECU pour des programmes de secours d'urgence et d'aide aux réfugiés ainsi que 210 mill. d'ECU pour les intérêts préférentiels.

Le Zimbabwe a adhéré à la deuxième Convention de Lomé avec entrée en vigueur en novembre 1980 et faisait partie en 1985 des signataires de la Convention de Lomé III. Le Zimbabwe a également signé, avec les autres pays ACP, la Convention de Lomé IV au début du décembre 1989.

Le tableau 21.2 fournit des renseignements sur le volume des aides au développement qui ont été accordées au Zimbabwe, durant la période de 1980 à 1988, pour la réalisation de projets nationaux et de programmes de la CEE. Les fonds attribués sous la Convention de Lomé II et de Lomé III doivent être divisés en différentes catégories: le National Indicative Programme/NIP (décidé en accord avec le gouvernement du Zimbabwe) absorbe la plus grande partie des subventions auxquelles contribuent largement les crédits de la Banque d'Investissement Européenne/BIE. Les aides destinées au programme régional constituent également un point d'investissement important.

Les 49 Millions d'ECU accordés dans le cadre du cinquième FED pour le NIP recouvraient 42 différents projets, dont la plus grande partie était établie dans les domaines agricoles et ruraux. Ils comprenaient des programmes de transplantation, des programmes de lutte contre la mouche tsé-tsé ainsi que des allocations et des crédits destinés au Grain Marketing Board. En outre, on a également soutenu la formation de spécialistes, particulièrement de vétérinaires à l'Université du Zimbabwe. Les aides prévues pour améliorer l'infrastructure économique ont été principalement utilisées pour l'aménagement du réseau rural d'approvisionement en eau. Certes, toutes les aides n'avaient pas encore été attribuées jusqu'au milieu de l'année 1989, mais il est déjà possible de prévoir que, sous le sixième FED, la majeure partie des moyens financiers seront destinés au développement des régions rurales et à l'agriculture: à elle seule. l'Agricultural Finance Corporation (AFC) a jusqu'à présent perçu 23,5 mill. d'ECU pour soutenir l'organisation de crédits qui doivent être particulièrement alloués aux petits exploitants agricoles. Le domaine des exportations possède également une grande importance.

Les principaux projets régionaux soutenus lors du cinquième FED comprennent le contrôle de la fièvre aphteuse, la lutte contre la mouche tsé-tsé, la mise en place de services de médecine vétérinaire ainsi que la réintégration des communautés nationales africaines au premier plan du programme régional.

21.2 AIDES AU DÉVELOPPEMENT ATTRIBUÉES PAR LA CEE AU ZIMBABWE, 1980 - 1988 POUR
DES PROJETS ET DES PROGRAMMES NATIONAUX (EN MILL. D'ECU)

	Subventions	Crédit ¹⁾	Total
FED 5 (Lomé II)			
lié au programmenon lié au programme	30,0 11,7	19,0	49,0 11,7
FED_6 (Lomé_III)	ļ.		
lié au programmenon lié au programme	47,0 6,1	30,0	77,0 6,1
<u>Budget de la CEE</u>			
programmes d'état non associé ²⁾ projets d'organișation	18,5		18,5
privées (ONGs) ³)programme d'aide d'urgenceprogramme d'aide alimentaire	7,5 12,2 23,8		7,5 12,2 23,8
Banque d'Investissement Européen (BIE)			
Lomé II			
propres ressourcescapital à risque (FED)		35,0 5,4	35,0 5,4
Lomé III			
propres ressources		32,0	32,0
TOTAL	156,8	121,4	278,2

Ressources spéciales/propres ou capital à risque. - 2) Aides accordées avant l'adhésion du Zimbabwe à la Convention de Lomé, surtout destinés à des programmes pour les réfugiés, et des programmes d'aide d'urgence. - 3) ONGs = Organisations non-gourvernementales.

Source: Délégation de la Commission de la CEE (1989), <u>Cooperation Zimbabwe European Communities Report 1988</u>, Harare, délégation de la CEE.

Dans le cadre de la Convention de Lomé, les fonds du FED trans férés par l'intermédiaire de la Banque Européene de Développement ont apporté l eur soutien au Zimbabwe de trois manières différentes. Le plus important (70% des aides accordées) a été la subvention du remboursement des intérêts. Cela a permis d'augmenter la force financière du pays et d'amorcer le développement du réseau de télécommunications et de l'approvisionnement en eau urbain (Lomé II).

En outre, sur la base des moyens financiers accordés par la CEE, ont eu lieu la fondation de la Banque de Développementdu Zimbabwe (Zimbabwe Development Bank/ZDB) ainsi que le redressement de la Cold Storage Commission (CSC). La ZDB a été l'un des principaux bénéficiaires du crédit de capitaux à risqu e et des investissements de capitaux propres du FED.

Outre les aides attribuées par le Fonds Européen de Développement, le Zimbabwe a perçu 62 mill. d'ECU provenant du budget de la CEE. Les programmes non associés de l'état se sont uniquement limités à la période 1980-81. Ils concernent les subventions dont l'octroi était antérieur à l'adhésion du Zimbabwe à la Convention de Lomé. Il s'agit essentiellement de soutiens financiers des tinés aux réfugiés, pour des mesures de transplantation et la reconstruction du pays après la fin de la guerre d'indépendance.

Les projets directement alimentés par le budget de la CEE et qui, par conséquent ne font pas partie du fonds de Lomé, sont les projets, ancrés en Europe, des organisations non-gouvernementales (ONGs) qui ont été en partie financés par la CEE. Ces projets sont d'une importance mineure (moins d'1 mill. d'ECU) et se concentrent sur le développement rural et agricole, sur le régime sanitaire, sur le soutien à apporter aux coopératives et sur l'approvisionnement en équipement. Récemment, les organisations non-gouvernementales actives au Zimbabwe, qui ont bénéficié pour leur travail d'aides financières de la CEE, étaient les suivantes: Fonds Pour La Coopération au Développement (Belgique), Development aid People to People (Danemark), Centre de Recherche et d'Information sur les Pays Africains et Arabes (France), Brot für die Welt (République Fédérale d'Allemagne) Trocaire (Irlande), Associazone Italiana Amici (Italie), Cebemo and Novib (Pays-Bas), ainsi que Oxfam and War on Want (Grande-Bretagne et Irlande du Nord).

Le Zimbabwe a également été intégré dans le programme d'aide alimentaire de la CEE. Comme le Zimbabwe est l'un des rares pays africains exportateurs de denrées alimentaires, l'aide alimentaire a essentiellement eu pour but d'encourager la vente et l'expédition des produits alimentaires du Zimbabwe (surtout du maïs) vers les pays pauvres de la région, et ce dans le cadre du dénommé "Commerce triangulaire" (cf. chap. 7). Les trois quarts de ces exportations sont allées vers la Zambie et Mozambique.

Tandis que, dans le cadre de la Convention de Lomé, les fonds d'aide au développement administrés par le FED s'élevaient en 1988 à 18 millions d'ECU, le FED a fait directement parvenir au Zimbabwe une somme nettement plus importante

(67 Mill. d'ECU), qui ne relève pas du programme d'assistance. Il s'agit des crédits suivants: 20 Mill. d'ECU pour la centrale électrique de Hwange, 15 Mill. d'ECU pour la Post and Telecommunications Corporation (PTC), service paragouvernemental, 14 Mill. d'ECU pour la Cold Storage Commission (CSC) et 12 Mill. d'ECU pour l'alimentation communale en eau d' Harare. Comme dans de nombreux autres cas, l'engagement du FED dans les projets de la PTC (mise en place d'un réseau de poste et télécommunication) comprenait la participation d'autres pays de la CEE tels que la Belgique, le Danemark, la République Fédérale d'Allemagne et l'Italie, ainsi que le Canada, le Japon, la Norvège et la Suède sous la forme de crédits bilatéraux.

Outre les projets et les programmes nationaux, le Zimbabwe a bénéficié des aides au développement de la CEE qui sont venues alimenter le fonds régional de la Southern Development Co-ordination Conference (SADCC). Parallèlement à une série d'études de projets visant à améliorer la médecine vétérinaire, le Zimbabwe a reçu le soutien de la CEE pour la construction du réseau routier à l'intérieur des états de la SADCC. Dans ce contexte, l'assainissement et l'agrandissement du port de Beira (Mozambique), pour lesquels la CEE a mis à disposition 39 mill. d'ECU provenant du fonds régional, sont d'une importance primordiale. La reconstruction du port devrait permettre au Zimbabwe d'utiliser de manière plus effective sa ligne de chemin de fer vers Beira, qui représente l'accès à la mer le plus court, et d'améliorer la capacité concurrentielle des produits d'exportation du pays (cf. chap. 10). De plus, le fonds régional du FED a soutenu le projet de la SADCC pour la création d'une réserve alimentaire, qui devrait servir à améliorer la sécurité alimentaire régionale. Cela a lieu, en première ligne, par la mise en place d'équipements techniques.

FORMES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Certes, les types d'aide au développement diffèrent selon les organisations donatrices mais on peut considérer qu'au cours des années 80, quatre formes d'aide au développement se sont révélées d'une importance particulière pour le Zimbabwe: l'assistance commerciale, le soutien des projets de développement du gouvernement du Zimbabwe, l'aide à la mise en place d'infrastructures. ainsi que des programmes dans le domaine de la coopération technique. Les livraisons de denrées alimentaires de secours et les programmes d'aide d'urgence se sont révélés de peu d'importance (moins de 1% du volume total de l'aide au développement) pour le Zimbabwe au cours des dernières années, à part les aides pour les réfugiés du Mozambique dans la période qui a suivi 1986. Dans les pages

suivantes, nous allons considérer de manière plus précise les quatre formes d'aide au développement précédemment citées.

ASSISTANCE COMMERCIALE

Les programmes d'aide pour l'acquisition de marchandises et de biens, les Commodity Import Programmes (CIPs), parfois également appelés "protocols", sont en général des accords bilatéraux entre le pays donateur concerné et le gouvernement du Zimbabwe, qui proposent certains produits aux importateurs nationaux. Les programmes d'assistance commerciale sont le plus souvent liés à l'obligation d'acheter les produits concernés dans le pays donateur⁸). L'aide commerciale a été assurée pour un grand nombre de produits, qu'il s'agisse de machines, d'équipements de transport, de matières premières ou de pièces de rechange. La plus grande partie de ces programmes a été réalisée par des importateurs de l'industrie privée, mais il existe aussi séparément livraisons d'aide commerciale destinées au gouvernement ou aux projets des entreprises paragouvernementales sur la base des accords d'aide commerciale existants. En raison de la pénurie croissante de devises, l'importance des d'assistance commerciale programmes s'est accrue au cours des précédentes. Durant la deuxième moitié des années 80, entre 5% (1986 et 1988) et 8% (1987) des importations nationales ont été réalisées avec l'aide des CIPs. Cela correspond à une valeur d'importation moyenne de 43 millions d'ECU par an⁹)

Les pays donateurs de la CEE les plus importants dans le domaine de l'assistance commerciale sont les suivants: le Danemark, la République Fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas ainsi que la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord. Le Canada, la Norvège, la Suède et les USA jouent également un rôle important. Pour l'année 1989, l'aide commerciale fournie au Zimbabwe est estimée à plus de 50 millions d'ECU. La plus grande partie de ces aides profitera très probablement à des entreprises privées. Il faut ajouter un accord passé avec la France pour la mise à disposition d'1 Mill. d'ECU destinés à l'achat de tracteurs.

⁸⁾ Cela n'est toutefois pas toujours le cas. En 1988, la Norvège, par exemple, a mis gratuitement à disposition des marchandises d'une valeur de 14 millions. d'ECU pour l'extension du commerce régional.

⁹⁾ Hifab International (1989) propose une analyse actuelle de CIPs réalisés au Zimbabwe: <u>ZIB 404 - Commodity Import Programme Evaluation</u>, Oslo, Ministère Norvégien pour la Coopération au Développement (septembre).

SOUTIEN DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT PUBLICS

Le gouvernement a fixé ses priorités sociales et économiques dans une série de documents gouvernementaux, particulièrement dans le First Five-Year National Development Plan 1986-1990. Les buts les plus importants sont la suppression des problèmes sociaux datant de l'époque de l'indépendance par l'élargissement du régime sanitaire et de l'enseignement, ainsi que l'amélioration du niveau de vie de la population dont la plus grande partie vit à la campagne et dont l'existence est essentiellement basée sur l'agriculture. Toutes les instances donatrices potentielles de l'aide au développement ont proposé leur services pour soutenir les efforts du gouvernement dans ces domaines sur une base plus large. Comme, en raison des restrictions budgétaires croissantes, le propre financement de programmes nécessitant de gros investissements de capitaux est devenu de plus en plus difficile depuis le début des années 80, l'importance des aides au développement internationales pour les projets gouvernementaux s'est étendue. Une liste des données correspondantes montre que les subventions se concentrent essentiellement sur l'amélioration de l'infrastructure sociale et administrative. Les projets réalisés dans ces domaines ont absorbé, en 1987, env. 30% du total de l'aide publique au développement (selon les statistiques de 1'0CDE).

Même s'il s'agit également d'un grand nombre de petits projets, ils comprennent également un large éventail d'activités particulières. Les plus importantes sont les suivantes:

- programmes sanitaires dans les régions rurales, comprenant également la réalisation de campagnes de vaccination et l'élargissement des services de planning familial;
- projets concernant le développement de l'espace rural, dans lesquels le rôle de projets concernant les femmes a une importance croissante;
- développement de l'approvisionnement en eau dans les campagnes;
- aide au développement pour la conservation et l'amélioration du secteur éducatif formel et informel (p. e. extension de l'enseignement par correspondance);
- équipement des administrations scolaires avec des installations techniques, particulièrement des ordinateurs et des systèmes de traitement de texte;
- soutien financier pour la construction d'appartements peu onéreux dans les villes;

- programmes destinés à encourager la production des petites entreprises agricoles par la mise en place d'infrastructures de commercialisation agricole, l'implantation d'organisations de crédit dans les campagnes, la mise à disposition d'outils et d'équipement et le soutien financier des projets de transfert de population.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT POUR L'AMÉLIGRATION DE L'INFRASTRUCTURE

Une grande partie des programmes pour l'amélioration de l'infrastructure du Zimbabwe se trouve soit sous le contrôle du gouvernement ou soit sous le d'une contrôle des multiples organisations paragouvernementales. organisations paragouvernementales les plus importantes sont: la Nationale Railways of Zimbabwe/NRZ, la Zimbabwe Electricity Supply Authority/ZESA, Air Zimbabwe, la Cold Storage Commission (CSC), le Dairy Marketing Board (DMB), la Post and Telecommunications Corporation (PTC), ainsi que la Zimbabwe Iron and Steel Corporation (ZISCO). Dans le secteur de la construction de bâtiments et de routes, le gouvernement prend lui-même en charge les activités. Les programmes d'investissements des organisations paragouvernementales ont atteint, depuis l'indépendance, une valeur totale supérieure à plusieurs centaines de millions d'ECU. Au milieu de l'année 1987, par exemple, le volume total des crédits étrangers absorbés par les institutions semi-publiques se chiffrait à 700 millions d'ECU. En mai 1988, les détails du programme d'investissement public (gouvernement central et les organisations paragouvernementales les plus importantes) pour la période de 1986 à 1990/91 ont été publiés et ont montré que les investissements prévus dépassaient 3.000 millions d'ECU. Certes, cela semble un peu surévalué, mais la Cold Storage Commission, le Dairy Marketing Board et le Grain Marketing Board prévoient de réaliser, pour l'année budgétaire 1988/89, des projets financiers d'un ordre de grandeur d'au total 76 mill. d'ECU.

Les bailleurs de fonds étrangers n'ont pas participé et ne participent pas à tous ces projets. L'engagement des commanditaires étrangers ne représente pas dans tous les cas une aide financière. Cependant, dans les années 80, les subventions de l'aide publique au développement ont joué un rôle de plus en plus important en ce qui concerne l'afflux de capitaux extérieurs, qu'il s'agisse de l'utilisation du fonds d'aide au développement par des entreprises locales (souvent pour conclure des contrats) ou, indirectement, de prêts accordés à des taux préférentiels. Les domaines les plus importants qui ont récemment bénéficié d'aides financières pour le développement de l'infrastructure, et ce dans le cadre d'accords bilatéraux, sont les suivants:

- Le Danemark a participé financièrement à l'assainissement des centrales thermiques et des wagons de chemin de fer de la NRZ. En outre, le Danemark a soutenu le programme d'électrification de la ZESA dans les campagnes ainsi que les programmes de reboisement et la construction de systèmes d'irrigation 10.
- <u>La République Fédérale d'Allemagne</u> participe aux projets d'électrification et aux projets de construction des routes dans le secteur rural.
- La France a apporté son aide dans le domaine de l'infrastructure en livrant à la PTC du matériel qui était nécessaire à la construction du réseau électrique rural. La France a également mis à disposition de la ZESA des installations pour la construction de lignes à haute tension. L'aide française s'est en outre portée sur la construction d'une usine de lait en poudre pour le DMB et sur des programmes d'aide financière pour la ZISCO.
- L'Italie a participé financièrement à la construction du barrage d'Osborne, près d'Harare, et au financement de la modernisation des équipements de télex et de téléphone.
- <u>La Norvège</u> a soutenu les projets d'approvisionnement en eau dans les campagnes.
- L'aide de <u>la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord</u> en ce qui concerne le domaine de l'infrastructure s'est principalement concentrée sur l'électrification du chemin de fer, la reconstruction des fours à coke de la ZISCO, le financement de la centrale électrique de Hwange, la mise à disposition d'appartements peu onéreux dans les centres urbains et la construction d'une usine de traitement du thé.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE

En 1987, l'aide au développement technique représentait, avec plus de 50 mill. d'ECU, environ un quart de toutes les subventions officielles accordées au Zimbabwe (statistiques de l'OCDE). Les plus grands programmes dans le domaine de la coopération technique sont soutenus par la République Fédérale d'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que les USA. Ces pays réunis représentaient en 1987, plus de 60% du total de l'aide au développement technique. Le type de soutien technique diffère beaucoup selon les pays donateurs. Mais, en général, les pays donateurs réalisent leurs propres projets et programmes avec leur propre know-how. La coopération technique s'étend aussi bien aux projets d'infrastructure qu'au projets de développement dans les domaines scolaires et sanitaires ainsi que dans le secteur de l'agriculture, qui ont acquis une importance primordiale durant les dernières années. L'aide au développement technique apportée par la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord,

¹⁰⁾ En outre, l'entreprise danoise Intercool a obtenu, en 1988, les trois plus importants contrats (plus de 20 mill. d'ECU) de livraison d'équipements destinés au programme d'investissement de la CSC, dont la valeur se montait à 57 millions d'ECU.

par exemple, comprenait la subvention des salaires des vétérinaires du service public, parallèlement à des programmes de perfectionnement dans les domaines de l'élevage d'animaux laitiers et de l'éducation sanitaire ainsi que des consultation de management pour le ministère de la santé. L'envoi de personnel spécialisé dans le domaine du développement représente une forme particulière de la coopération technique. La plus grande partie de ce personnel est recrutée dans les pays membres de la CEE et les pays scandinaves.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT AFFECTÉE ET INTRODUCTION DU MARCHÉ INTÉRIEUR EUROPÉEN 1992

Une des conséquences de l'introduction du marché intérieur européen sera que les pays donateurs ne pourront plus concentrer leurs aides bilatérales sur les canaux et les marchandises nationales mais qu'ils devront davantage qu'auparavant tenir compte des offres provenant de toute la communauté européenne. La liquidation des attributions d'aide au développement devra être effectué de telle sorte que les 12 pays de la CEE soient tous intégrés.

S'il s'avère possible d'introduire tout le volume des aides au développement bilatérales des états membres de la CEE dans le programme multilatéral de la Communauté des douze, les conséquences pour le Zimbabwe comme pour tous les autres pays ACP seront de grande importance. Les données concernant les pays de l'OCDE montrent qu'env. 70% des aides bilatérales qui sont attribuées par les pays de l'OCDE proviennent en effet de l'aide bilatérale de la Communauté Européenne. Des études détaillées prouvent en outre que la plupart des marchandises qui sont liées à des aides au développement bilatérales, sont transférées la plupart du temps à des prix supérieurs à ceux du marché mondial. Par conséquent, une déviation des fonds de développement bilatéraux sur une aide au développement multilatérale réalisée par la CEE après 1992, pourrait permettre au Zimbabwe d'épargner une grande quantité de devises. En outre, on présume qu'un grand nombre d'entreprises à l'intérieur de la CEE, qui jusqu'alors n'avaient pas accès au marché du Zimbabwe, auront à l'avenir la possibilité de livrer des marchandises et des services au Zimbabwe, et ce dans le cadre des projets de développement de la CEE.

ANNEX: COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

			Mill. DM
I.	Contributions bilatérales de la République Fédérale 1950 - 1987 - Paiements nets-	d'Allemagne	636,7
		Mill. DM	
	1. Coopération publique au développement (ODA) ¹⁾	559,5	
	a) Subventions	270,7	
	 Coopération technique Autres subventions 	250,3 20,4	
	b) Crédits et autres contributions de capitaux	288,8	
	2. Autres contributions publiques $(00F)^{1}$	8,4	
	3. Contributions privées aux conditions habituelles du marché	68,7	
	a) Investissements et autres circulation de capitauxb) Crédits à l'exportation	55,5 13,3	
II.	Contributions publiques nettes des pays DAC ²)		Mill. \$ US
	1960 - 1987 - Paiements nets -		1 562,2
	dont:	Mill. \$ US	
	États-Unis Grande-Bretagne et Irlande du Nord République Fédérale d'Allemagne Suède Pays-Bas	319,0 251,8 239,9 144,8 140,0	= 70,1 %
ш.	Contributions nettes des offices multilatéraux 1960 - 1987 - Paiements nets-		Mill. \$ US 530,0
	dont:	Mill. \$ US	
	Banque Mondiale CEE UN International Development Association Banque Africaine de Développement	157,9 92,7 90,2 46,6 27,2	≈ 78,2 %

IV Projets importants de la coopération au développement publique de la République Fédérale d'Allemagne

Programme d'irrigation; programme de crédit pour les petits exploitants agricoles; aide commerciale générale; programme vétérinaire; construction de nouvelles routes; livraison d'installations de télécommunication, d'installations de sécurité aérienne; programme agricole (tracteurs), alimentation en eau Gutu, programme de stockage des céréales, électrification, conseil de développement rural; favorisation de la formation professionnelle (projet pilote NVDTC); aide à l'exportation des produits locaux; construction d'une école de construction de machines agricoles; organisation d'un département des mines à l'université; participation de DEG à la banque de développement du Zimbabwe; alimentation en eau des régions rurales, institut de reconnaissance à grande distance, information et formation de planning familial; télécommande des signaux (Bulawayo-Victoria-Falls); réseau radio pour les Communal Areas (CF); recherches de techniques de culture du sol qui épargnent les ressources naturelles (CT).

ODA = Official Development Assistance = subventions non remboursables ainsi que crédits et autres contributions en capitaux à des conditions préféren tielles. OOF = Ofther Official Flows = autres contributions publiques.

²⁾ DAC = Development Assistance Committee (de 1 'OCDE).

BIBLIOGRAPHIE

- ABECOR (1987)
 Zimbabwe. ABECOR Country Report. London (Barclays Bank).
- Baumhögger, G. (1988)
 Zimbabwe. In: Hofmeier, R. / Schönborn, M. (Eds.): Politisches Lexikon
 Afrika. Beck'sche Reihe Aktuelle Länderkunden, Bd. 810. München (C.H. Beck
 Verlag), 465-480.
- Bundesstelle für Außenhandelsinformation (BfAI) (1988)
 Wirtschaftslage: Simbabwe zur Jahresmitte 1988. Eschborn (Vereinigte Wirtschaftsdienste GmbH).
- Bundesstelle für Außenhandelsinformation (BfAI) (1988) Kurzmerkblatt Simbabwe. Beilage zu den Nachrichten für den Außenhandel. Eschborn (Vereinigte Wirtschaftsdienste GmbH).
- Bundesstelle für Außenhandelsinformation (BfAI) (1989)
 Wirtschaftslage: Simbabwe zur Jahresmitte 1989. Eschborn (Vereinigte Wirtschaftsdienste GmbH).
- Central Statistical Office (1985)
 Main Demographic Features of the Population of Zimbabwe: An Advance Report Based on A Ten Percent Sample. Harare (CSO).
- Central Statistical Office (1986)
 Population Projections of Zimbabwe: 1982 to 2032. Harare (CSO).
- Central Statistical Office (1988)
 Statistical Yearbook of Zimbabwe 1987. Harare.
- Central Statistical Office (monthly)
 Monthly Migration and Tourist Statistics. Harare (CSO).
- Central Statistical Office (quarterly)
 Quarterly Digest of Statistics. Harare.
- Central Statistical Office (---)
 The Census of Production, 1984/85: Mining, Manufacturing, Construction,
 Electricity and Water Supply. Harare.
- Davies, R. / Sanders, D. (1989)
 Adjustment Policy and the Welfare of Childen: Zimbabwe, 1980-1985. In:
 Cornia, G.A. / Jolly, R. / Stewart, F. (Eds.): Adjustment with a Human
 Face. Vol. II: Country Case Studies. Oxford (Clarendon Press), 272-299.
- Delegation of the Commission of the European Communities (1989)
 Cooperation Zimbabwe European Communities Annual Report 1988. Harare (EC Delegation).
- Drakakis-Smith, D. (1987)
 Urban and regional development in Zimbabwe. In: Forbes, D. / Thrift, N. (Eds.): The Socialist Third World. Urban Development and Territorial Planning. New York (Basil Blackwell), 194-213.

- Europa Publications (Ed.) (1988)
 Africa South of the Sahara 1989. London (Europa Publications).
- Government of Zimbabwe (1981)
 Growth with Equity. Harare (Government Printer).
- Government of Zimbabwe (1982)
 Report of the Commission of Inquiry into Prices, Incomes and Conditions of service. Harare (Government Printer).
- Government of Zimbabwe (1982)
 Foreign Investment Policy, Guidelines and Procedures. Harare (Government Printer).
- Government of Zimbabwe (1982)
 The Transitional National Development Plan, 1982/83 1984/85. Harare (Government Printer).
- Government of Zimbabwe (1986)
 Communal Lands Development Plan. A 15 Year Development Strategy. Draft.
 Harare (Ministry of Lands, Agriculture and Rural Settlement).
- Government of Zimbabwe (1986)
 First Five-year National Development Plan, 1986-1990. Vol. I. Harare (Government Printer).
- Government of Zimbabwe (1988)

 First Five-year National Development Plan, 1986-1990. Vol. II. Harare (Government Printer).
- Government of Zimbabwe (1989)
 Customs Agreement with Botswana. In: CZI Industrial Review (Harare), June 1989.
- Government of Zimbabwe (1989)
 Investment Register (Summary). Harare.
- Gsänger, H. (1985)
 Perspektiven für die Agrarreformpolitik Simbabwes im Lichte äthiopischer und kenianischer Erfahrungen. Berlin (German Development Institute).
- Hawkins, A.M. (1987)
 Zimbabwe. In: The Africa Review, 259-269.
- Heidhues, F. / Thalheimer, F. (1986):
 Agrarproduktion und Vermarktung in den Communal Areas Simbabwes seit der Unabhängigkeit. Ursachen ihrer Entwicklung, Schlußfolgerungen und Lehren für andere Länder Schwarzafrikas. Frankfurt/Main (Kreditanstalt für Wiederaufbau / Universität Hohenheim).
- Helmsing, A.H.J. (1987): Non-Agricultural Enterprise in the Communal Lands of Zimbabwe. Preliminary Results of a Survey. RUP Occasional Paper, No. 10. Harare (University of Zimbabwe Department of Rural and Urban Planning).
- Hifab International / Zimconsult (1989)

 ZIB 404 Commodity Import Programme Evaluation. Oslo (The Norwegian Ministry of Development Cooperation).

- Hifab International / Zimconsult (1989)
 Zimbabwe Country Study. Oslo (The Norwegian Ministry of Development Cooperation)
- Hosier, R.H. (Ed.) (1986):
 Zimbabwe Energy Planning for National Development. Energy, Environment and Development in Africa, No. 9. Stockholm / Uppsala (The Beijer Institute / The Scandinavian Institute for African Studies).
- Hosier, R.H. (Ed.) (1988):
 Zimbabwe: Industrial and Commercial Energy Use. Energy, Environment and
 Development in Africa, No. 10. Stockholm / Uppsala (The Beijer Institute /
 The Scandinavian Institute for African Studies).
- IFO (1989) Debt Survey of Developing Countries: An Improved Reporting System Approach. München (IFO).
- International Monetary Fund (1988)
 Zimbabwe Recent Economic Developments. Washington, D.C. (IMF).
- MacKay, J. (1989)
 Zimbabwe Black and White, Poor and Rich. In: New African, Jan. 1989.
- National Council of Savings Institutions (1985): Housing Finance in Zimbabwe.

 Prepared for the Office of Housing and Urban Programs Agency for International Development. Washington, D.C.
- OECD (1989)
 Financing and External Debt of Developing Countries, 1988 Survey. Paris (OECD).
- O'Keefe, P. / Munslow, B. (Eds.) (1984): Energy and Development in Southern Africa. SADCC Country Studies, Part II. Stockholm / Uppsala (The Beijer Institute / The Scandinavian Institute for African Studies).
- Otzen, U. (1987):
 Entwicklungsmanagement in Simbabwe. Möglichkeiten der Neuordnung von Entwicklungsplanung und Zusammenarbeit. Berlin (German Development Institute).
- Radke, D. / Von Blanckenburg, H. et al. (1986)
 Mobilization of Personal Savings in Zimbabwe through Financial Development.
 Berlin (German Development Institute).
- RAL Merchant Bank Limited Zimbabwe (quarterly):
 Quarterly Guide to the Economy. Harare (Bardwell Printers).
- Riddell, R.C. (1984)
 Zimbabwe: The Economy four Years after Independence. In: African Affairs, Vol. 83, 463-476.
- Riddell, R.C. (1988)
 Industrialization in Sub-saharan Africa: Country Case Study Zimbabwe. ODI Working Paper, No. 25. London (Overseas Development Institute).

- Robinson, P.B. (1987)
 Trade and Financing Strategies for the New NICs. The Zimbabwe Case Study.
 ODI Working Paper, No. 23. London (Overseas Development Institute).
- Singh, S. (1983)
 Sub-saharan Africa: Synthesis and Trade Prospects. World Bank Staff Working Paper, No. 608. Washington, D.C. (World Bank).
- Steinfeld, H. (1988)
 Livestock Development in Mixed Farming Systems. A Study of Smallholder
 Livestock Production Systems in Zimbabwe. Kiel (Wissenschaftsverlag Vauk).
- Stoneman, C. / Cliffe, L. (1989)
 Zimbabwe. Politics, Economics and Society. London / New York (Pinter Publishers).
- Stoneman, C. (Ed.) (1988)
 Zimbabwe's Prospects. London (Macmillan).
- Tavares, J. / Simoes, C. (Eds.) (1984):
 SADCC: Energy and Development to the Year 2000. Energy, Environment and
 Development in Africa, No. 2. Stockholm / Uppsala (The Beijer Institute /
 The Scandinavian Institute of African Studies).
- The Economist Intelligence Unit (1988) Country Profile. Zimbabwe London (EIU).
- The Economist Intelligence Unit (1989)
 Zimbabwe. Country Report, No. 1. London (EIU).
- The Economist Intelligence Unit (1989)
 Zimbabwe. Country Report, No. 2. London (EIU).
- Tröger, S. / Blenck, J. (1987)
 Probleme der Agrarentwicklung in Zimbabwe. In: Geographische Rundschau, Jg. 39, Heft 3, 153-160.
- UNIDO (1987)
 Industrial Development Review Series. Zimbabwe. Vienna (UNIDO).
- United States Department of the Interior Bureau of Mines (periodically)
 Zimbabwe, Mineral Perspectives. Washington, D.C. (Government Printer).
- Waller, P.P. (1988)
 Das Verkehrssystem im südlichen Afrika. In: Geographische Rundschau, Jg. 40, Heft 12, 44-49.
- Waltsgott, U. / Traut, D. (1987) Kooperationsführer Simbabwe. Köln (Bfai / GTZ / DEG).
- Weiß, R. (1987)
 Die Saat geht auf. Eine neue Politik gegen den Hunger in Afrika: Das Beispiel Simbabwe. Wuppertal / Lünen (Peter Hammer Verlag).
- World Bank (1983)
 Zimbabwe: Population, Health and Nutrition Sector Review. Vol. I: Main Text. Vol. II: Annexes. Washington, D.C. (World Bank).

- World Bank (1987)
 - Zimbabwe. A Strategy for Sustained Growth. Vol. I: Main Report. Vol. II: Annexes. Washington, D.C. (World Bank).
- World Bank (1987)

Zimbabwe: An Industrial Sector Memorandum. Washington, D.C. (World Bank).

World Bank (1989)

Zimbabwe: Private Investment and Government Policy. Washington, D.C. (World Bank).

World Bank (1989)

Zimbabwe Agricultural Cooperatives Sector Review. Washington, D.C. (World Bank).

World Bank (1989)

World Debt Tables 1988-89 Edition. Washington, D.C. (World Bank).

World Health Organization (1987)

Evaluation of the Strategy for Health for All by the Year 2.000. 7th Report on the World Health Situation. Vol. 2: African Region. Zimbabwe. Brazzaville / Geneva (WHO), 236-242.

Zehender, W. (1988)

Entwicklung und Zusammenarbeit. Die SADCC im Konfliktfeld südliches Afrika. In: Geographische Rundschau, Jg. 40. Heft 12, 38-43.

Zinyama, L.M. (1988): Changes in Settlement and Land Use Patterns in a Subsistence Agricultural Economy. A Zimbabwe Case Study, 1956-1984. In: Erdkunde, Jg. 42, Heft 1, 49-59.

LISTE D'ADRESSES

Delegation of the Commission of the European Communities NCR House, 10th Floor, 65, Samora Machel Ave P.O. Box 4252 Harare Tel. 707120

REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE

Ambassades et Hautes Commissions des Pays Membres de la CEE en Zimbabwe

Ambassade du Royaume de la Belgique 8th Floor Stability House 65, Samora Machel Ave P.O. Box 2522 Harare Tel. 793306

Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne 14, Samora Machel Ave P.O. Box 2168 Harare Tel. 731955

Ambassade de la Grèce 8, Deary Ave Belgravia P.O. Box 4809 Harare Tel. 793208

Ambassade du Royaume des Pays-Bas 47, Enterprise Road Highlands P.O. Box HG 601 Harare Tel. 731428, 734528 Telefax 790520 Ambassade du Royaume du Danemark 1st Floor UDC Centre Union Ave P.O. Box 4711 Harare Tel. 790398/9

Ambassade de la République de la France Ranelagh Road Off Orange Grove Drive Highlands P.O. Box 1378 Harare Tel. 48096/8

Ambassade de l'Italie 7, Batholomew Close Greendale North P.O. Box 1062 Harare Tel. 48190 Telefax 48199

Ambassade du Portugal 10, Samora Machel Ave P.O. Box 406 Harare Tel. 725107, 706220, 722291 Ambassade de l'Espagne 16, Phillips Ave Belgravia P.O. Box 3300 Harare Tel. 738681/2/3

Haute Commission de la Grande-Brétagne Stanley House Stanley Ave P.O. Box 4490 Harare Tel. 793781/9 Telefax 728390

Ambassade de la Luxembourg (représentée par l'Ambassade de la Belgique)

Ambassade de l'Irlande (responsable pour le Zimbabwe) Maendeleo House P.O. Box 30659 Nairobi Kenya Tel. 26771/2/3/4

Ambassades et Hautes Commissions du Zimbabwe dans les Pays Membres de la CEE

<u>Danemark</u> Oxtoget 5 10390 Stockholm Stockholm Sweden Tel. 304355/32595/20572 République Fédérale d'Allemagne Victoria-Straße 28 5300 Bonn 2 Tel. 0228/356071/72

France (responsable pour l'Espagne et le Portugal) 5 Rue de Tilsitt Paris 75008 France Tel. (1) 7634831

Grèce 52 Galati Street Bucharest Romania Tel. 08246695

Italie
250 Route de Lausanne
Chemin du rivage
1292 Chambesy
Geneva
Switzerland
Tel. (022) 320434/320119

Grande-Bretagne et Irlande du Nord Zimbabwe House 429 Strand London WC2ROSA Tel. (01) 8367755

LE GOUVERNEMENT DU ZIMBABWE

(ÉTAT: JUIN 1990)

CHEF D'ÉTAT

President: H.E. Robert Gabriel Mugabe (P.O. Box 368, Tel. 726666)

MINISTRES SELECTIONNÉS

Vice-President: (Private Bag 7700, Tel. 707091)	Simon Vengayi Muzenda, M.P.
Senior Minister in the President's Office for Political Affairs: Senior Minister in the President's	Joshua Mqabuko Nkomo
Office for Finance, Economic Planning and Development: (Private Bag 7705, Tel. 794591)	Dr. Bernard Thomas Chidzero
Minister of Mines:	Jonas Christian Andersen
Minister of Industry and Commerce: . (Private Bag 8434, Tel. 791823)	Kumbirai Manyika Kangai
Minister of Lands, Agriculture and Rural Settlement:	Dr. Witness Pasichigare Mangwende
Minister of Energy and Water Resources and Development: (Private Bag 7712, Tel. 707861)	Herbert Sylvester Ushewokunze
Minister of Foreign Affairs: (P.O. Box 4240, Tel. 727005)	Dr. Nathan Marwirakuwa Shamuyarira
Minister of Information, Posts and telecommunications: (P.O. Box 8232, Tel. 703894)	Victoria Fikile Chitepo
Minister of Local Government and Rural and Urban Development: (Private Bag 7706, Tel. 790601) Minister of Environment	Joseph Msika
and Tourism:	Herbert Muchemwa Murerwa
Minister of Transport and National Supplies: (Private Bag 8109, Tel. 700991)	Dennis Norman
Minister of Labour, Manpower Planning and Social Welfare: (Private Bag 7707, Tel. 790871)	John Landa Nkomo

SOUTHERN AFRICAN DEVELOPMENT CO-ORDINATION CONFERENCE (Private Bag 0095, Gaborone, Botswana, Tel. 51863)

COMMERCE, INDUSTRIE ET FINANCES

Confederation of Zimbabwe Industries (CZI) Industry House 109 Rotten Row P.O. Box 3794 Harare Tel. 739833

Zimbabwe National Chambers of Commerce (ZNCC) P.O. Box 1934 Harare Tel. 708611

Reserve Bank of Zimbabwe (RBZ) 76, Samora Machel Ave P.O. Box 1283 Harare Tel. 790731

Zimbabwe Development Bank (ZDB) P.O. Box 1720 Harare Tel. 705471

Banques Commerciales:

Bank of Credit and Commerce (Zimbabwe) Ltd Union House 60, Union Ave P.O. Box 3313 Harare Tel. 794695 Barclays Bank of Zimbabwe Ltd Barclay House 1st Street/Stanley Ave P.O. Box 1279 Harare Tel. 729811

Grindlays Bank PLC 1st Floor Ottoman House 59, Samora Machel Ave P.O. Box 300 Harare Tel. 795871 Standard Chartered Bank Zimbabwe Ltd John Boyne House Speke Ave P.O. Box 373 Harare Tel. 707185

Zimbabwe Banking Corp. Ltd Zimbank House 46, Speke Ave P.O. Box 3198 Harare Tel. 735011

Banques d'Affaires:

Merchant Bank
of Central Africa Ltd
Livingstone House
Samora Machel Ave
P.O. Box 3200
Harare
Tel. 738081

RAL Merchant Bank Ltd RAL House 67, Samora Machel Ave P.O. Box 2786 Harare Tel. 703071 Standard Chartered Merchant Bank Zimbabwe Ltd Second Street P.O. Box 60 Harare Tel. 708585 Syfrets Merchant Bank Ltd Zimbank House 46, Speke Ave P.O. Box 2540 Harare Tel. 794581